

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°360

MARS 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : ÖCALAN DEMANDE AU PKK L'ABANDON DE LA LUTTE ARMÉE**
- **SYRIE : UN DOUBLE ATTENTAT SUICIDE FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES À HASSAKÉ**
- **IRAK : TIKRIT REPRIS PAR L'ARMÉE IRAKIENNE**
- **IRAN : 36 ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME INTERPELLENT L'ONU**
- **SINDJAR : DESTRUCTION DU MINARET MÉDIÉVAL DE LA VILLE PAR DAESH**

TURQUIE : ÖCALAN DEMANDE AU PKK L'ABANDON DE LA LUTTE ARMÉE

En février dernier, Abdullah Öcalan avait appelé sa guérilla à déposer les armes, et présenté « dix points » considérés comme « essentiels » pour la résolution de la question kurde en Turquie. Mais la teneur floue de ces dix articles n'a pas été éclaircie dans le message lu au Newroz par les responsables du parti HDP. Le seul point clair est l'appel au désarmement du PKK, sans plus mentionner de contreparties culturelles, linguistiques ou d'autonomie régionale, seulement le souhait d'une « citoyenneté démocratique au sein de la république de Turquie ».

Si l'on compare le message de ce Newroz 2015 avec celui lu dans les mêmes conditions en mars 2013, le cadre historique, voire civilisationnel, dans lequel Öcalan a inscrit ses deux discours, change du tout au tout : Le premier s'adressait à « l'aire culturelle du Newroz », c'est-à-dire tout le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Dans un éloge de la Mésopotamie, il replaçait le peuple kurde dans un vaste ensemble oriental où, aux côtés des Arabes, des Perses, des Turcs, ils étaient sommés de se dresser contre « l'impérialisme occidental », vu comme la source de tous les maux dont souffre

l'ensemble de la région. L'Occident était jugé responsable des « guerres de conquêtes et d'ingérence » qui avaient dressé les peuples entre eux, en traçant les frontières des États-Nations :

« Les mentalités colonialistes, négationnistes et répressives n'ont plus de raison d'être. Les sociétés du Moyen-Orient et de l'Asie centrale s'éveillent et reviennent à leurs origines [...] Cette civilisation antique et vieille de plusieurs millénaires, les Kurdes l'ont construite dans la fraternité avec diverses ethnies et religions, et y ont vécu dans la paix avec celles-ci. »

Mais en 2015, un bémol est mis sur la grande fraternité des peuples d'Orient et d'Asie centrale, plutôt mise à mal avec le surgissement de l'État islamique et la bipolarité croissante d'un affrontement chiites/sunnites dans toute la région : aux côtés des « politiques néolibérales imposées au monde entier par le capitalisme impérialiste », les coupables sont maintenant leurs « collaborateurs despotiques régionaux ».

Le « processus 2015 » ne concerne donc plus, comme en 2013, l'ensemble des peuples du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Il ne s'agit plus que d'un chapitre de l'histoire « turque », lu « officiellement dans l'historique palais de Dolmabahçe. Et au contraire de 2013, où les termes « peuple kurde », et « Kurdistan » revenaient sans cesse, ils n'apparaissent plus du tout dans ce nouveau discours, sauf dans l'énumération des minorités religieuses et ethniques persécutées par de Daesh, mais il s'agit là des populations vivant dans la « région » occupée par l'État islamique, soit hors de Turquie. Par ailleurs, si le discours de 2013 appelait à une réconciliation des peuples kurdes et turcs, il ne s'agit plus maintenant de la guerre des Kurdes et des Turcs, mais de « la lutte armée menée depuis près de quarante ans par le PKK contre la République de Turquie ».

En 2013, il ne s'agissait de retirer les troupes du PKK de Turquie. Deux ans plus tard, un pas supplémentaire est franchi, au moins en paroles, et ce qui est demandé, cette fois, n'est plus le simple retrait mais la « fin de la lutte armée », à l'issue d'un futur Congrès à qui aura pour tâche d'entériner et d'appliquer la nouvelle ligne politique.

Après le congrès du PKK et son « adieu aux armes », le program-

me proposé par Öcalan est le suivant :

« ...la construction d'une société démocratique jouissant d'une identité démocratique et fondée sur une citoyenneté libre et égalitaire garantie constitutionnellement, dans le cadre de la République de Turquie [...] Ainsi, nous laissons derrière nous les 90 ans de conflits qui ont marqué l'histoire de la République de Turquie, et marchons vers un avenir façonné par les critères de la démocratie universelle et fondé sur une paix véritable. »

Quant aux principes politiques sur lesquels doit s'appuyer cette paix qui ne concerne plus que la Turquie ils reprennent le discours anti-États-nations, « fruits de l'impérialisme capitaliste » qui figurait déjà dans le message de 2013, ainsi que le refus du « nationalisme ethnique » :

« La réalité de l'impérialisme capitaliste, telle qu'elle se manifeste en particulier depuis un siècle, est la suivante: renfermer sur elles-mêmes les identités religieuses et ethniques, contrairement à leur essence, et les mettre en opposition sur la base du nationalisme de l'Etat-nation [...] La fondation de pays sur des bases ethniques et nationales unitaires fait partie des objectifs inhumains de la modernité capitaliste, et renvoient à la négation de nos origines. »

Mais à l'époque, il s'agissait de mettre fin, à terme, à tous les États existants du Moyen Orient, alors qu'en 2015, même si la notion d'État-nation est toujours vue comme la source de tous les maux, le paradoxe est qu'il est demandé aux Kurdes de rester citoyens de la République de Turquie, dans « une citoyenneté libre et égalitaire garantie constitutionnellement, dans le cadre de la République de Turquie » bien que cet État soit

lui-même fondé sur un nationalisme ethnique plutôt intransigeant, et en bien des points franchement raciste :

La résistance de Kobanî est saluée en fin de discours, mais cette louange est tout de suite suivie d'un éloge de « l'esprit d'Eşme », une allusion directe au **sauvetage des gardiens du tombeau de Süyleman Shah**, auquel les YPG ont prêté assistance, alors que tout le long du siège de Kobanî, le PYD, le PKK et le HPD n'ont cessé de dénoncer la collusion entre Daesh et la Turquie, et que la survie de Kobanî fut présentée, en janvier dernier, autant comme une victoire contre l'État islamique que contre le jeu trouble d'Ankara.

La façon dont a été reçue cette nouvelle ligne politique par les Kurdes se traduira probablement dans les urnes aux prochaines législatives de juin. Les Kurdes de Turquie partagent ou alternent leurs votes principalement entre l'AKP et le parti du HDP. Une victoire du parti au pouvoir donnera raison à Erdogan et sa politique « kurde » ainsi qu'à son affirmation « il n'y a pas de question kurde en Turquie ». À l'inverse, un bon score du HDP sera présenté comme un vote de confiance envers Öcalan et son processus de paix.

Mais le parti kurde a une marge de manœuvre plus étroite que l'AKP, devant à la fois soutenir la politique d'Öcalan, sans paraître inféodé au jeu d'Erdoğan aux yeux des Kurdes. Selahattin Demirtaş, dans sa campagne électorale, devra ainsi poser des exigences dans ce processus, au nom des Kurdes, c'est-à-dire s'opposer à Erdoğan mais sans avoir l'air de trop critiquer le processus de paix négocié par Öcalan, à moins d'une scission entre pro et anti

Öcalan qui, jusqu'ici, n'a jamais eu lieu. Mais si le HDP ne demande pas, au nom de son électorat kurde, un peu plus que ce qu'a l'intention de lui octroyer l'AKP, cela pourrait inciter ces mêmes Kurdes à voter pour le parti au pouvoir qui, lui, au moins, – à programme égaux – a la possibilité de distribuer gratifications, privilèges et passe-droit à ses électeurs ou à ses membres.

Interrogée sur les déclarations du président turc au sujet de l'inexistence d'une question kurde, la maire de Diyarbakir, Gültan Kışanak, a approuvé :

« C'est correct. Il n'y a plus de problème kurde en Turquie. Les Kurdes sont devenus une force fondamentale et une dynamique de démocratie. »

Le seul problème vient, selon elle, de « mauvais administra-

teurs qui résistent » et ne pensent pas « suffisamment démocratiquement, pluralistiquement et en faveur du peuple ». Par contre, Kışanak reconnaît que les Kurdes sont encore privés de droits, notamment celui d'être éduqués dans leur langue maternelle, mais on ne voit pas trop sur lequel des 10 points proclamés dans « l'historique palais de Dolmabahçe », le droit à cette éducation va pouvoir s'appuyer.

SYRIE : UN DOUBLE ATTENTAT SUICIDE FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES À HASSAKÉ

Entre la dernière semaine de février et le 2 mars, une offensive conjointe des YPG et de milices arabes de l'ASL, soutenue par les bombardements de la coalition, ont permis la prise de Tell Hamis, une des places fortes de l'État islamique, que les mêmes YPG avaient tenté en vain de prendre en janvier 2014. En représailles, Daesh a fait irruption dans des villages chrétiens assyriens de Hassaké et enlevé des centaines de civils. Moins de 20 d'entre eux ont été relâchés presque immédiatement, après des négociations sur le terrain, avec des tribus locales.

L'avancée des YPG dans la région de Hassaké va peut-être inciter le régime, de son côté, à accentuer sa présence dans la seule région orientale où il est encore présent. Le 2 mars, une organisation pro-gouvernementale, appelée « La Djézireh est arabe et syrienne » a vu le jour, avec pour objectif affirmé de maintenir le caractère « arabe et syrien » de la province de Hassaké, laquelle est, en réalité, partagée entre populations kurdes, chrétiennes et arabes sunnites.

Malgré sa retraite de la ville et des villages de Kobanî, l'État

islamique n'a pas renoncé à combattre sur le « front kurde » et, fidèle à son habitude d'attaquer ailleurs quand il a subi une défaite en un lieu, c'est sur Serê Kaniyê/Ras al 'Ayn, entre le 10 et le 16 mars, qu'il a lancé des unités de combattants, munis de chars et d'armes lourdes. D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme, le village de Ghanzeer, à 30 km de Serê Kaniyê aurait été pris par Daesh, qui a tenté de s'emparer aussi du pont de Qaraqawaz (près de la fameuse tombe ottomane de Suleyman Shah) mais a finalement dû reculer sur la rive ouest de l'Euphrate, repoussé par des forces conjointes YPG-ASL (la Chambre d'opération Volcano), non sans détruire partiellement le pont. Les 12 et 13 mars, les combats continuaient aussi dans la Djézireh, les YPG renforçant Qamishlo et la coalition bombardant l'EI à Hassaké selon Rêdûr Xelîl, le porte-parole des YPG.

Mais cette guerre est aussi une guerre du terrorisme, et le 21 mars, en plein jour de Newroz, un attentat à la double voiture piégée a fait au moins 45 morts et blessé environ 70 autres, civils pour la plupart, dans la ville kurde de Hassakeh. La double attaque a eu lieu dans le quartier Al-Mufti et visait à la fois les locaux du TEV-

DEM (PYD) et ceux du Parti démocratique du Kurdistan-Syrie, lors de leur célébration du Newroz. Beaucoup de femmes et d'enfants ont été tués ou blessés.

Au 31 mars, la situation sur le terrain d'occupation militaire des différents belligérents dans les villes kurdes ou mixtes était la suivante :

- Afrin, toujours épargnée par les combats, est tenue par les YPG, mais est encerclée par des zones contrôlées par différents groupes de l'ASL (dont des djihadistes) et d'autres dans lesquelles l'EI tente des incursions, comme Azzaz.

- Kobanî est restée aux mains des Kurdes, mais reste « encadrée » à l'ouest et à l'est par l'État islamique, qui contrôle Jarablus et Tell Abyad.

- Serê Kaniyê reste contrôlée par les Kurdes.

- Hassaké et Qamishlo sont à moitié contrôlées par le régime syrien et par les YPG.

- Dêrik est sous contrôle kurde.

- Yaroubia, sur la frontière du Kurdistan d'Irak, est toujours objet des incursions de l'État islamique,

sa position-cléf sur la frontière de Rabia (côté GRK) faisant de cette localité un point de liaison névralgique entre Raqqa et Mossoul, et aussi vers le front de Sindjar.

Par ailleurs le 28 mars, le ministre des Peshmergas du Kurdistan irakien a annoncé l'envoi de nouvelles unités de Peshmergas à Kobanî, dans le

but d'ouvrir une base militaire permanente d'entraînement pour les combattants kurdes locaux et aussi pour protéger la ville.

IRAK : REPRISE DE TIKRIT PAR L'ARMÉE IRAKIENNE

Le 27 février, le gouvernement irakien annonçait le début d'une offensive pour reprendre Tikrit, Dour et Alam à l'État islamique, offensive qui ne devait débiter que le 28, afin, selon le gouverneur de la province de Salahahddin, de laisser le temps à la population civile de fuir, notamment à Samarra où 2000 tentes avaient été installés. On ignore combien de civils (en majorité sunnites) ont réellement fui dans les provinces chiites. Selon des témoignages locaux, presque tous les habitants de Tikrit qui en avaient la possibilité avaient déserté la ville, hormis les plus pauvres, sans moyens ni ressources pour s'enfuir. Mais les habitants de Tikrit auraient plutôt afflué vers Alam (non désertée) puis se seraient éparpillés entre Kirkouk, Baidji, Shirkat, et même Mossoul, ce qui indiquerait que de nombreux sunnites se sentiraient plus en sécurité dans les régions encore tenues par l'EI que dans les camps de Samarra, en zone chiite, même si le Premier Ministre Abadi, s'étant déplacé dans cette ville pour superviser les opérations, avait appelé à protéger les civils et leurs biens.

Par ailleurs le 1er mars, tandis que l'artillerie irakienne avait déjà commencé d'attaquer Dour, une source « anonyme » de la Sécurité irakienne déclarait à la presse que Daesh avait rassemblé des civils pour les utiliser comme boucliers humains à Tikrit, Alam, Albu Adjil.

Le même jour, le Camp Speicher était atteint par les militaires irakiens, les milices et des unités armées tribales alors que l'aviation irakienne commençait de bombarder le centre-ville de Tikrit et que plusieurs zones périphériques étaient prises.

Durant la première semaine de l'opération, entre le 28 février et le 8 mars, l'armée irakienne, les milices chiites et les milices tribales de Salahahddin ont avancé sur Tikrit à partir de deux points : un, au sud, venant de Samarra, l'autre à l'est, venant de Kirkouk et de Diyala. L'offensive s'est attachée à s'emparer d'abord des régions à l'est de Tikrit, comme Alam et Dour, les champs de pétrole d'Adjil (près de Dour) étant repris le 8 mars, mais après avoir été incendiés par Daesh le 4 mars, avant que les djihadistes ne laissent la place. Toujours le 8 mars,

les forces aériennes et au sol encerclaient Alam, bloquant ainsi la route vers Tikrit, où les combattants Daesh s'étaient repliés à partir du front oriental.

Les 12 et 13 mars, des sources anonymes militaires annonçaient que l'armée et les milices irakiennes étaient parvenus au centre de Tikrit, mais attendaient sur place des renforts. Le 18 mars, l'aviation bombardait lourdement la ville.

Enfin, le 25 mars, les forces aériennes de la coalition frappaient l'État islamique à Tikrit, alors qu'au sol environ 4000 combattants de l'armée régulière et des forces spéciales se trouvaient engagés. Le 30 mars, un journaliste sur place annonçait que le drapeau irakien flottait sur le toit d'un hôpital et des bâtiments officiels au sud de la ville, où deux bâtiments appartenant à la police étaient également pris.

Le 31 mars, le commandant de la police fédérale, le général Raed Shakir Djawdat déclarait que Tikrit était entièrement « nettoyé hormis quelques poches » des combattants de Daesh et que le drapeau irakien flottait sur la majeure partie des bâtiments gouvernementaux.

IRAN : 36 ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME INTERPELLENT L'ONU

Le 28 mars, 36 ONG défendant les droits de l'homme, locales, comme l'Association pour la défense des prisonniers politiques en Azerbaïdjan occidental, ou l'Association pour les droits

de l'homme en Azerbaïdjan iranien, l'Association pour les Droits de l'homme au Kurdistan d'Iran-Genève (KMMK-G), The Kurdistan Human Rights Network, Amnesty International, l'Association pour les droits de l'homme au Baloutchistan,

the European Ahwazi Human Rights Organisation, International Campaign for Human Rights in Iran, The Advocates for Human Rights, la Communauté internationale Baha'i, le Comité de protection des journalistes, Ensemble Contre La Peine de

Mort (ECPM), Human Rights Watch, et beaucoup d'autres, ont signé ensemble un appel adressé aux États membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, lors de la 28e session de l'Organisation des Nations Unies Conseil des droits de l'homme. Il s'agissait de demander de soutenir la résolution visant à renouveler le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, exposée en ces termes :

« La situation en Iran reste celle d'une violation systématique des droits de l'homme, profondément enracinée dans les lois, les politiques et les pratiques, qui requièrent l'attention soutenue du Conseil. Renouveler le mandat du Rapporteur spécial sera la garantie que les droits de l'homme en Iran restent une priorité pour le Conseil comme à l'échelle mondiale.

En tant que membre du Conseil, votre gouvernement porte la responsabilité de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. Cette responsabilité comprend celle de faire pression sur les autorités iraniennes pour s'assurer que la population en Iran jouit des droits inscrits dans les traités relatifs aux droits de l'homme dont ce pays est une des parties, et auxquels cette population a droit. Le mandat du Rapporteur spécial constitue un moyen efficace et constructif, pour le Conseil, de promouvoir et de protéger ces droits [...]

L'engagement actif du Rapporteur spécial a encouragé et aidé à galvaniser la société civile iranienne, à l'intérieur et l'extérieur du pays. Ses actions en vertu de son mandat ont contribué au débat national sur les droits de l'homme en Iran. Plus important encore, le Rapporteur spécial a également fourni un soutien crucial pour le travail, la sécurité et, dans de nombreux cas, la libéra-

tion des défenseurs des droits humains, des avocats et des prisonniers de conscience. Dans ses rapports et communiqués de presse conjoints avec d'autres procédures spéciales, le Rapporteur spécial a soulevé des inquiétudes sur de nombreux cas individuels, dont certains ont par la suite vu des améliorations tangibles dans le comportement de l'Etat. Le renouvellement du mandat Rapporteur spécial enverra un message fort aux Iraniens, celui que la communauté internationale continue d'avoir le souci de leurs droits. »

L'appel est suivi d'un état des lieux des droits de l'homme en Iran,, et surtout de leur violation, concernant la peine de mort, les droits des minorités religieuses et ethniques, les droits des femmes et la liberté d'expression.

Sur la peine de mort :

Il est rappelé que l'Iran a le taux d'exécution par habitant le plus élevé au monde depuis plusieurs années. La peine capitale est prévue pour un large éventail de délits, y compris des infractions à l'énoncé très vague, telle que « semer la corruption sur la terre », ainsi que certaines infractions qui ne font pas partie pas des « crimes les plus graves » selon les normes du droit international. Le nombre d'exécutions dans le pays est passé d'au moins 580 exécutions en 2012 à 687 exécutions en 2013 et 753 exécutions en 2014. Certaines exécutions ont lieu en public.

Dans de nombreux cas, les tribunaux ont prononcé des condamnations à mort au terme de procédures qui n'ont pas à respecter les normes internationales d'équité, y compris en acceptant comme preuve des « aveux » obtenus sous la torture et d'autres mauvais traitements. Les détenus condamnés à mort se sont vu souvent refuser l'accès à un avocat

pendant les enquêtes préliminaires.

Par ailleurs, des dizaines de jeunes délinquants, dont certains condamnés dans les années précédentes pour des crimes commis avant l'âge de 18 ans, restent dans les couloirs de la mort ; d'autres ont été exécutés. Le Code pénal islamique révisée permet l'exécution de mineurs délinquants pour « qisas » (rétribution, souvent dans des cas d'homicide quand la grâce est refusée par la famille de la victime) et « hodoud » (délits passibles de peines fixes prescrites par la loi islamique), à moins qu'un juge détermine que le délinquant n'a pas compris la nature du crime ou de ses conséquences, ou la capacité mentale du délinquant est mise en doute. Selon Human Rights pour l'Iran, en 2014, au moins 14 exécutions ont eu lieu, concernant des condamnés qui pouvaient être mineurs au moment des actes qui leur étaient reprochés.

Droits des femmes :

Malgré des améliorations mineures apportées par le gouvernement du président Rouhani, comme la levée de nombreux quotas fondés sur le sexe dans les universités, les femmes en Iran restent soumises à la discrimination généralisée et systématiques en droit et en pratique. Les politiques officielles visant à restreindre l'emploi des femmes et à encourager les femmes à rester à la maison, afin de perpétuer leur rôle « traditionnel » d'épouse et de mère se poursuivent. Alors que les femmes occupent environ la moitié de tous les lieux d'études universitaires, leur participation économique en Iran n'est que de 12,8%, soit cinq fois plus faible que les hommes, selon les chiffres du gouvernement. Les lois sur le statut personnel qui accordent aux femmes un statut de subordonnées aux hommes dans des domaines tels que le mariage, le

divorce, la garde des enfants et l'héritage, restent en vigueur.

Deux projets de loi en matière de démographie restent en cours d'examen parlementaire ; ils menacent de réduire l'accès des femmes aux services de santé gynécologique et contraceptifs. Un projet de loi propose de proscrire les interventions chirurgicales qui empêchent définitivement les grossesses et d'imposer des sanctions pénales aux professionnels de la santé qui pratiqueraient de telles interventions. L'autre projet de loi vise à réduire les divorces.

Droits des minorités religieuses et ethniques :

Les minorités religieuses et ethniques continuent de subir des violations de leurs droits. Les membres de la foi bahá'íe sont systématiquement privés du droit à une éducation universitaire, des emplois de fonctionnaires, et de licences commerciales, ainsi que de tenir des rassemblements religieux. En janvier 2015, au moins 100 baha'ís ont été emprisonnés pour leur activité religieuse et communautaire. Les convertis au christianisme sont aussi sujet aux arrestations et à l'emprisonnement. Au moins cinq membres de la communauté musulmane soufie Gonabadi Dervish sont toujours derrière les barreaux, pour l'exercice pacifique de leurs droits fondamentaux.

En dépit des garanties constitutionnelles pour l'égalité de leur condition les membres des minorités ethniques, dont les Arabes ahwazis, les Turcs azéris, les Baloutches, les Kurdes et les Turkmènes, continuent à faire face à une série de lois et de pratiques discriminatoires, affectant leur accès aux services de base tels que le logement, l'eau potable et

l'assainissement, l'emploi et l'éducation. Malgré un assouplissement mineur de cette politique de discrimination, les autorités iraniennes continuent de refuser aux communautés ethniques minoritaires le droit d'apprendre leur langue maternelle, notamment à un stade précoce dans le système éducatif. Les membres de ces groupes minoritaires, en particulier ceux qui recherchent une plus grande reconnaissance de leurs droits culturels et linguistiques, font face à la persécution, l'arrestation et l'emprisonnement.

Liberté d'expression et des media :

Les attaques contre la liberté d'expression ont augmenté en 2014, année qui a vu une forte augmentation des arrestations pour des infractions liées à l'Internet, ainsi que les arrestations de journalistes et de blogueurs, et la fermeture forcée de journaux. Avec au moins 30 journalistes en prison début 2015, l'Iran est le deuxième État dans le palmarès mondial de détention de journalistes, selon le Comité de protection des journalistes.

En avril 2014, la Cour révolutionnaire iranienne a ainsi condamné 8 jeunes blogueurs à un total de 127 ans de prison, qu'une autre cour saisie en appel a ramené à 114 ans. Ils ont été jugés coupable d'atteinte à la sécurité nationale, de propagande contre l'État, et d'insultes à l'islam et aux officiels du gouvernement.

En novembre 2014, la Cour suprême d'Iran a confirmé la sentence condamnant à la peine capitale Soheil Arabi, coupable d'avoir « insulté le Prophète » dans des posts sur son compte Facebook. Cette même Cour suprême a, de façon totalement illégale, ajouté au dossier d'accusation le crime

de « répandre la corruption sur terre ».

Liberté d'opinion :

L'Iran continue de détenir illégalement des centaines de prisonniers politiques et des prisonniers d'opinion, coupables d'avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression, d'association, de réunion ou de religion, selon le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran. Ces prisonniers sont des journalistes, des avocats, des défenseurs des droits de l'homme, des artistes, des blogueurs, des travailleurs humanitaires, des membres de l'opposition politique, des militants étudiants et des militants de minorités ethniques et religieuses. Beaucoup sont détenus après avoir été poursuivis et condamnés par les tribunaux révolutionnaires lors de procès inéquitables qui n'ont pas respecté les normes internationales. De nombreux détenus ont déclaré avoir été torturés et subi des mauvais traitements, dont des passages à tabac, des simulacres d'exécution, et un isolement cellulaire prolongé.

Parmi les défenseurs des droits de l'homme actuellement détenus dans les prisons iraniennes figurent l'avocat Abdolfattah Soltani, et le journaliste Mohammad Sedigh Kaboudvand, qui est aussi un membre de la minorité kurde d'Iran. Ces deux détentions ont été jugées arbitraires par le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire. Des militants et leaders de la Révolution verte, et les deux anciens candidats à l'élection présidentielle, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karroubi, ainsi que Zahra Rahnava, l'épouse de Mir Hossein Moussavi sont en résidence surveillée sans procédure judiciaire légale, depuis février 2011.

SINDJAR : DESTRUCTION DU MINARET MÉDIÉVAL DE LA VILLE PAR DAESH

Le 23 mars, des agences de presse locales et des sources émanant de Peshmergas ont fait part de la destruction du minaret médiéval de Sindjar par des groupes de Daesh, lors d'une attaque contre les troupes kurdes dans cette ville. Selon Iraqi News, des terroristes de l'État islamique ont fait sauter ce minaret, ainsi que des bâtiments adjacents.

D'après les témoignages sur place, il ne s'agit pas de dégâts collatéraux s'étant produits lors d'un échange de feu, mais d'une action délibérée de Daesh, dont les combattants ont rempli la base de ce minaret d'un grand nombre d'explosifs avant de le faire sauter, ainsi que des habitations du centre-ville, appartenant toutes à des yézidis.

La destruction du minaret a été confirmée par le commandant de la 4ème brigade de Peshmerga déployée à Sindjar, Issa Zeway, indiquant que les destructions à l'explosif perpétrées par l'EI dans ce secteur avaient commencé dès l'aube du 23.

Siyamend Hemo, un membre d'une milice locale yézidie, a également relaté la destruction au journal Ara News.

Le minaret de Sindjar était le plus ancien monument de la ville, avec la tombe de Sayida Zeynab, détruite, elle, en août 2014, dès la prise de la ville par Daesh. Les tombes et les lieux de pèlerinage impliquant de pieux personnages ou des prophètes – même de l'islam, comme le mausolée de Jonas à Mossoul –, ont été détruits comme « impies » par Daesh, selon la prohibition salafiste des tombes-pèlerinage. Les mosquées et les lieux de culte chiïtes, chrétiens et évidemment yézidis ont subi le même sort.

Mais le minaret de Sindjar, même si les yézidis l'ont utilisé pour leurs propres cérémonies, est un monument on ne peut plus « orthodoxe », même du point de vue de la stricte sharia sunnite, puisqu'il faisait partie d'une madrasa (hanafite ou shaféite) maintenant disparue, fondée par l'atabeg de Mossoul Qutb ad Din Mahmud Imad al Din ibn Aqsunqur Zangi. Le minaret lui, est plus ancien, et a peut-être été érigé sous la dynastie arabe des Uqaylides, entre 990 et 1095, comme partie d'un ancien complexe, mosquée ou petite madrasa. Il fut restauré sur ordre de l'atabeg zangide, comme l'atteste une inscription portant la date de 598 H/1201-1202.

Ce minaret était un témoignage caractéristique de cette architecture de la Djézireh médiévale, avec son appareil de briques et de gypse (*djuss*) et son tronc cylindrique (dont le sommet s'était effondré) porté par une base octogonale (qui avait été restaurée dans les années 1960). Cinq pans de cette base seulement étaient décorés, 3 autres pans étant laissés à nu, sans doute parce qu'ils étaient attenants à la madrasa ou englobés dans les deux murs du bâtiment, murs dont les traces pouvaient être encore relevées au début du XX^e siècle.

L'intérieur du minaret ne présentait aucune trace d'un escalier intérieur, ce qui laisse supposer qu'on accédait au balcon par le toit de la madrasa, même s'il était percé d'une porte au nord.

Le grand spécialiste allemand de l'épigraphie et de l'architecture musulmane, Max Van Berchem avait tracé, en 1911, un dessin et des plans fort précis de sa structure et ses motifs, alors qu'il était

en bien meilleur état. Le décor de chaque pan consistait en un rectangle souligné par une frise de briques, encadrant deux niches superposées en étage, ayant la forme d'un arc persan lui-même surmonté d'un décor de briques évoquant deux pseudo-colonnettes à linteau droit. Nul représentation figurée, humaine ou animale, ne pouvait donc encourir les foudres de Daesh, comme c'est souvent le cas sur d'autres mosquées médiévales de Djézireh, du Kurdistan et dans les émirats des Seldjoukides de Roum. Ce décor comportait une inscription courant entre le balcon et la base octogonale, et les petites niches contenaient un décor d'étoiles à 8 branches. Sir Austen Layard a mentionné en 1850 des traces de « carreaux colorés » (probablement avec une glaçure turquoise, comme c'est le cas sur de nombreux autres monuments d'époque). Trois des niches étaient aussi ornées de versets de la Fatiha (la sourate d'ouverture du Coran, ce qui laisse penser que les vaillants djihadistes de Daesh ne sont guère versés en épigraphie coufique, pour avoir fait ainsi exploser la sourate la plus fameuse de la révélation coranique.

Au-dessus du balcon, la partie supérieure cylindrique comprenait des ouvertures en forme d'arc brisé, sous d'autres frises à décor géométrique (frises grecques, étoiles à huit branches, losanges imbriqués).

Le non moins célèbre historien d'art islamique britannique, K. A. C. Creswell, mentionne également dans son étude sur l'évolution du minaret islamique, le minaret de Sindjar, citant et le comparant avec celui bâti sous l'atabeg Gökburi à Erbil : Ce minaret existe toujours, dans le

Minare Park, et était lui aussi attenant à une madrasa. Tous deux étaient des exemples pionniers, en Mésopotamie du nord, de ce type de minarets cylindriques sur base octogonale (solution plus "élégante" selon Creswell, que les bases carrées), dont on voit le premier exemple connu à Ispahan en 1107, et qui apparaît donc pour la première fois à Erbil, entre 1148 et 1190, et à Sindjar en 1201.

En plus de faire l'objet de relevés portant sur l'étude d'histoire de

l'art islamique, le minaret de Sindjar fut mentionné, admiré, dessiné et photographié par de nombreux voyageurs occidentaux, comme Sir Austen Henry Layard en 1850 (l'artiste Frederick Cooper le dessina lors de sa deuxième expédition), qui le décrit comme un splendide minaret, de très belles proportions, malgré son sommet manquant, ou par Gertrude Bell qui le photographia en 1911.

Le minaret de Sindjar était un des derniers vestiges de ce que

fut la beauté architecturale de Sindjar à son heure de gloire, quand l'historien persan Al-Qazwini la surnommait « la petite Damas ». Il est paradoxal que les monuments à l'origine musulmans de la ville ont été respectés par sa population yézidie, qui les a intégrés à son propre patrimoine, et que c'est finalement sous les coups de prétendus combattants du Djihad que disparaît un jalon important de l'évolution de l'architecture islamique médiévale en Djézireh.



March 2, 2015

French government should not stop funding for Kurdish Institute in Paris



By Amir Sharifi
March 2, 2015
rudaw.net

The Kurdish American Education Society and the larger Kurdish community in Southern California are saddened that the Kurdish Institute of Paris -- an academic and cultural institution dedicated to representing, researching and preserving Kurdish culture, language and history -- is now facing an uncertain and gloomy future. The iconic institution may have to shut down if the French government does not reverse a decision to stop funding its programs.

From its inception in February 1983 and its subsequent official recognition by the French government in March 1993, the Kurdish Institute of Paris created a cultural renaissance for the Kurdish diasporic communities.

From the outset it was greeted with great zest, as among its founders were luminaries like the legendary film maker Yilmaz Guney, the renowned Kurdish poet Cegerxwin and Hejar, the prolific poet and linguist.

Iconic names such as Kendal

Nezan, a nuclear physicist and president of the institute, Abbas Vali, scholar and professor, as well as Joyce Blau, professor and scholar of Kurdish Language and Civilization, were among its distinguished board members.

And a wide array of prominent French and world intellectuals such as Simone de Beauvoir, choreographer Maurice Bejart, Sean McBride, Nobel Peace Prize winner Gérard Chaliand and Andrei Sakharov lent their support to the mission of the Institute. Soon, the Kurdish Institute of Paris became a source of inspiration for cultural heritage of the growing Kurdish diasporic community and an intellectual pathway for Kurdish studies scholars from the 1980s to the present.

We do not need to remind the French government that the grateful 32-year-old institution has demonstrated a unique creativity and flexibility in the ways in which it has used its awarded funds.

In conformity with the French plural democracy, it has consistently championed for Kurdish human, cultural and linguistic rights; it has used its budgetary funds to inform the French and the world at large about Kurds and Kurdistan through timely and informative publications, films, festivals, art shows, seminars, musical performances and academic symposi-



ums.

The institute has created the largest digital library and served as a primary source for a great many Kurdish and non-Kurdish researchers. More importantly, it has also served the Kurdish diaspora in France by providing educational scholarships to disadvantaged Kurds, many of whom are now serving European countries as professionals and specialists.

We are deeply indebted to the French government for its generous support and pleased that it played such a principal role in aiding the cause of the Kurdish heritage and cultural diversity.

This support has borne fruit. But withholding or reducing funds from the Kurdish Institute during this critical time would have adverse effects on the scope of its activities. Since the Institute received the majority of its funds from the French

government, withdrawing or substantially reducing funding would not only have grave implications for its programs and continuity, it would prove to be an existential threat if other sources of funding are not found.

Indeed, the demise of the Kurdish Institute of Paris will be a great tragedy for the Kurdish communities everywhere and the French philanthropic philosophy and democratic convictions.

In the spirit of the French democratic values, the longevity and dynamic consistency of the Institute and its cultural and academic significance, we strongly urge the French government to renew the funding of the Kurdish Institute of Paris as one of the cornerstones of Kurdish cultural heritage and academic endeavors in diaspora. ■

*Dr. Amir Sharifi is
President of the Kurdish
American Education Society-
Los Angeles*



March 3, 2015

Iranian Army Calls On Kurdish Youths in Iran to Volunteer Against IS

More than 3,000 people have volunteered across Iran

Basnews | Hersh Rahman
<http://basnews.com>
3 march 2015 / TEHRAN

BasNews understands that over the last few days the Iranian army has encouraging Iranian Kurds to register to fight against

Islamic State (IS).

Although the program is in place across the country, an eyewitness in Iranian Kurdistan claims that the army is targeting Kurdish cities especially.

The Iranian army is encouraging people to join up by offering to annul compulsory military service, pay a higher salary and guaranteeing monthly food provision.

Iranian media has previously reported that more than 3,000 people have volunteered to fight IS. ♦

Kurdistan Prime Minister Asks for Vatican Support

Nechirvan Barzani has discussed the situation in the Kurdistan Region with Pope Francis

basnews.com

2 march 2015 / VATICAN

Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani has been telling Pope Francis about the humanitarian crisis in the Kurdistan Region, and asked him to encourage the international community to deliver more aid to the region.

In a statement released by the Kurdistan Regional Government (KRG), Pope Francis welcomed Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani and his delegation to the Vatican on 2nd March.

They discussed threat posed by Islamic State (IS) and the continuing fight against the militants, reiterating that an international coalition is

need to defeat the group.

Barzani explained that people of different beliefs were forced by IS to flee their homes, and they now live together in Kurdistan in peace. He explained how that the government and people of Kurdistan have received them and treated them with humanity. The KRG, the PM told the Pope, will continue to support them as much as it can, but the huge number of refugees and IDPs in Kurdistan has put exceptional pressure on the government.

Barzani asked Pope Francis to encourage international community to provide more humanitarian aid.

Pope Francis recognised the KRG's efforts, and praised the atmosphere in Kurdistan that has provided equally for people from different reli-



PM Barzani with Pope Francis

gious backgrounds.

The Prime Minister was accompanied by the Deputy Prime Minister, Minister of Endowment & Religious Affairs, Head of Department of Foreign Affairs, and the KRG representative to Italy. ♦

REUTERS

Syrian Kurds see deeper coordination with U.S.-led alliance

BEIRUT — March 4, 2015 By Tom Perry (Reuters)

KURDISH FORCES in Syria say deepening military coordination with the United States and its allies has helped them make rapid advances against Islamic State in an offensive under way in the northeast near the border with Iraq.

The Kurdish People's Protection Units (YPG) have seized two towns and dozens of villages from Islamic State (IS) in an offensive that got under way on Feb. 21 in the strategically important Hasaka province that borders IS-held areas in Iraq.

The advance, which has cut at least one Islamic State supply route from Iraq, has moved much faster than the campaign for Kobani, where it took the YPG aided by Iraqi Kurdish fighters and U.S.-led air strikes some four months to defeat IS.

Explaining the rapid progress, YPG spokesman Redur Xelil credited direct coordination with the U.S.-led alliance, saying they were planning air strikes via an operations room based in Iraqi Kurdistan. "In Hasaka, the results came very quickly," Xelil said in an interview conducted via Skype.

In the early days of the Kobani campaign, the YPG had coordinated with the alliance via intermediaries, with direct contacts being established later on. "But in al-Jazeera (Hasaka), there was much greater coordination," Xelil said.

REQUEST FOR WEAPONS

The development underscores emergence of the YPG as the main partner for the U.S.-led alliance in fighting Islamic State in Syria, where Washington has shunned the idea of working with President Bashar al-Assad, whom it views as part of the problem.

The Syrian army backed by allied militia has also mounted a campaign against Islamic State in Hasaka, where it seized two dozen villages last week according to the Syrian Observatory for Human Rights, which tracks the war.

The United States is about to start a program to arm and train mainstream Syrian rebels to fight Islamic State. Mainstream rebels have been mostly outgunned by jihadist groups, including Islamic State, that now dominate



A fighter of the Kurdish People's Protection Units (YPG) fires an anti-aircraft weapon from Tel Tawil village in the direction of Islamic State fighters positioned in the countryside of the town of Tel Tamr February 25, 2015. REUTERS/Rodi Said

the insurgency.

The U.S. cooperation with the YPG to date has overcome complications stemming from the group's ties to the PKK, a Kurdish party listed as a terrorist group in the West because of the campaign of violence it waged for Kurdish rights in Turkey.

However, the U.S.-led alliance has not met the YPG's request for weapons. "There is no response so far - neither a yes or a no," said Xelil.

Islamic State has shown signs of strain in Syria since its defeat in Kobani, a Kurdish town at the border with Turkey.

The YPG campaign in the northeastern Syria has resulted in Islamic State's defeat in the towns of Tel Hamis and Tel Brak. The YPG has also taken control of a road used by Islamic State to bring supplies from al-Houl at the Iraqi border. ○

Ankara et le PKK proches d'un accord

Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, appelle à la fin de la lutte armée

ISTANBUL - *correspondante*

C'est depuis le palais de Dolmabahçe, la superbe résidence des derniers sultans et l'ultime demeure d'Atatürk sur les bords du Bosphore à Istanbul, que les rebelles kurdes et le gouvernement turc ont effectué une déclaration historique, samedi 28 février. « *La Turquie est plus proche que jamais d'un accord de paix* », a déclaré Sirri Sureyya Önder, député du Parti démocratique du peuple (HDP, prokurde) à l'issue de la conférence de presse tenue avec le vice-premier ministre Yalçın Akdoğan et le ministre de l'intérieur Efkân Ala.

Sirri Sureyya Önder a lu la proposition d'Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste) invitant les rebelles à déposer les armes. « *J'appelle le PKK à convoquer un congrès extraordinaire au printemps pour prendre la décision stratégique et historique de désarmer, il est temps de passer du combat armé à la lutte politique* »,

a écrit le chef kurde depuis l'ilot-prison d'Imralı, en mer de Marmara, où il purge une peine de prison à perpétuité.

L'accord est le fruit de deux années de discussions entre les Kurdes du PKK, leur chef et le gouvernement islamo-conservateur turc. Tous semblent bien décidés à mettre fin à la guerre qui fait rage depuis trente ans au sud-est du pays (40 000 morts, des millions de déplacés, 3 000 villages kurdes détruits). Outre l'appel à désarmer, le message d'Öcalan comporte dix revendications.

« Patrie commune »

Jusqu'ici, personne ne savait exactement ce qu'il y avait dans l'enveloppe du processus de paix. Les députés du HDP faisaient la navette entre la cellule de M. Öcalan, le siège du gouvernement turc et le fief du haut commandement militaire des rebelles dans les monts Kandil, au nord de l'Irak. Des discussions avaient lieu, sans qu'il soit possible de dire sur quoi elles portaient. Avec l'annonce des dix revendications, une feuille de route est esquisée.

Ces dix points sont assez vagues, sans doute à dessein, pour ne pas irriter les opinions. Si un pas de géant a été franchi, personne aujourd'hui ne niant plus l'existence du « *problème kurde* », aucune des deux parties n'a intérêt à révéler de façon trop détaillée les détails des négociations. Les propositions d'Öcalan évoquent une « *patrie commune* » mais le mot « *autonomie* » en est absent. L'accent est mis sur la nécessité de graver les droits démocratiques des Kurdes (15 millions de personnes) dans le texte de la nouvelle Constitution.

C'est là que les intérêts des rebelles kurdes coïncident avec ceux des islamo-conservateurs au pouvoir. Le 7 juin auront lieu en Turquie des législatives cruciales pour le président Recep Tayyip Erdoğan. Aux manettes depuis 2002, son Parti de la justice et du développement (AKP) ambitionne d'obtenir la majorité

des deux tiers à l'Assemblée nationale afin de modifier la Constitution. M. Erdoğan, qui a été élu président haut la main en août 2014, veut se tailler un costume à la mesure de ses ambitions en tant que chef tout-puissant de l'exécutif. Sa priorité absolue est donc de faire adopter une nouvelle loi fondamentale avec des pouvoirs présidentiels élargis.

Dans l'esprit des Kurdes, la nouvelle Constitution est importante. Elle devra mentionner leur existence en tant que peuple fondateur de la Turquie, à égalité avec les Turcs. Parmi les dix propositions faites par le chef kurde, il est question de l'avènement d'une « *République démocratique* » où les droits du peuple kurde seront garantis. La nécessité d'un « *statut régional et national* » est évoquée.

Les deux parties sont pressées. L'AKP compte sur les voix des Kurdes aux législatives du 7 juin et le parti HDP veut rallier les votes des électeurs du centre gauche, tandis que la branche armée, le PKK, dynamisée par les succès de ses combattants contre l'Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie, entend en finir avec son image d'« *organisation terroriste* ».

Qualifié d'« *historique* » par les médias, l'accord souligne l'esprit pragmatique du gouvernement islamo-conservateur. C'est la pre-

mière fois qu'un gouvernement va aussi loin pour résoudre la question kurde, source d'instabilité pour la Turquie et frein majeur au développement des régions kurdophones dans le sud-est du pays.

Le premier ministre Ahmet Davutoğlu, selon lequel « *toute discrimination entre Turcs et Kurdes, entre sunnites, sera désormais impossible* », a salué l'annonce, tandis que le président Recep Tayyip Erdoğan a souhaité qu'elle soit « *suivie d'effets* ».

La direction militaire du PKK à Kandil réclame pour sa part « *des mesures concrètes et radicales* » en faveur des Kurdes. Le coprésident du HDP, Salahattin Demirtaş, a précisé samedi que le PKK

**La Constitution
devra
mentionner
l'existence des
Kurdes en tant
que peuple
fondateur de la
Turquie, à égalité
avec les Turcs**

ne renoncerait à la lutte armée que si un consensus était trouvé sur les dix points énoncés par M. Öcalan. Les négociations s'annoncent difficiles. Comment concilier à terme l'aspiration des Kurdes à plus d'autonomie régionale avec la volonté croissante de M. Erdoğan de bâtir un pouvoir fort et centralisé ?

Le paquet de lois sécuritaires en cours d'adoption au Parlement est un autre obstacle. A la pointe du combat contre ces textes, le HDP (26 députés au Parlement) a fait savoir par la voix de Salahattin Demirtaş qu'ils étaient « *incompatibles avec les pourparlers* ». Le gouvernement, a-t-il regretté, « *ne donne aucun espoir car il ne va pas dans le sens de la paix* ». ■

MARIE JÉGO

LES DATES

1999

15 février Arrestation d'Abdullah Öcalan, fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan.

2012

Septembre Recep Tayyip Erdoğan, alors premier ministre, engage le processus de paix avec le chef kurde, afin de mettre fin à trente ans de conflit.

2014

Octobre La tension ressurgit au moment de l'offensive des djihadistes du groupe Etat islamique sur Kobané, ville kurde de Syrie. 48 personnes sont tuées lors de manifestations en faveur de la défense de Kobané, surtout dans le sud-est de la Turquie.

Turquie

Le Monde
Observateur

L'OBS/N°2622-05/02/2015

La “sublime porte” du califat

Pétrole, armes, munitions, combattants... Daech fait tout transiter par la frontière syro-turque. Un trafic que les autorités d'Ankara ont trop longtemps toléré, voire encouragé, pour pouvoir aujourd'hui l'arrêter

✎ DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL CHRISTOPHE BOLTANSKI

☒ OZAN KOSE-AFP



Un jeune Syrien entre en Turquie par le poste-frontière de Bab al-Salameh.



Un djihadiste de Daech patrouille le long de la frontière près de la ville syrienne de Tal Abyad, le 29 janvier.

Il traîne avec deux autres larrons le long du mur de béton rehaussé de chevaux de frise du poste de douane de Karkamis. A part eux et un gendarme turc en treillis beige, il n'y a personne. Ce point d'entrée en Syrie est fermé depuis six mois. L'œil aux aguets, Abou Mohammed nous invite à nous éloigner de la porte close surmontée du drapeau turc. « *Sinon, les soldats vont croire que vous allez de l'autre côté.* » Il monte dans notre voiture et nous guide hors du village. Nous longeons la haie de fil de fer qui sépare les deux pays. « *On peut voir Jarabulus de là !* » dit-il, le doigt pointé au-delà de la clôture, vers une mosquée et des maisons basses qui brillent sous la lumière rasante du soir. On distingue, accrochée au minaret, la bannière noire de Daech.

Une barbe hirsute, de grands yeux charbonneux, Abou Mohammed ne fait pas mystère de son métier. « *Je suis contrebandier* », dit-il. La frontière, c'est son gagne-pain. En échange d'une somme modique, il vous organise un aller simple pour l'« Etat islamique » : « *Je prends entre 40 et 50 livres turques* », soit 15 à 18 euros. « *C'est le même prix pour les étrangers*, précise-t-il. *Le passage est très facile.* » Il suffit d'enjamber les anciennes voies de chemin de fer, mangées par les herbes, qui autrefois reliaient Bagdad à Istanbul, d'atteindre le grillage et de se faufiler à travers l'une de ses trouées. « *En cinq minutes de marche, vous y êtes.* » Il veut nous entraîner jusqu'à sa maison qui se trouve au bout d'un chemin de terre, presque adossée aux barbelés. Trois hommes se tiennent devant la bâtisse isolée. Nous lui disons que nous préférons poursuivre cette conversation dans un lieu public.

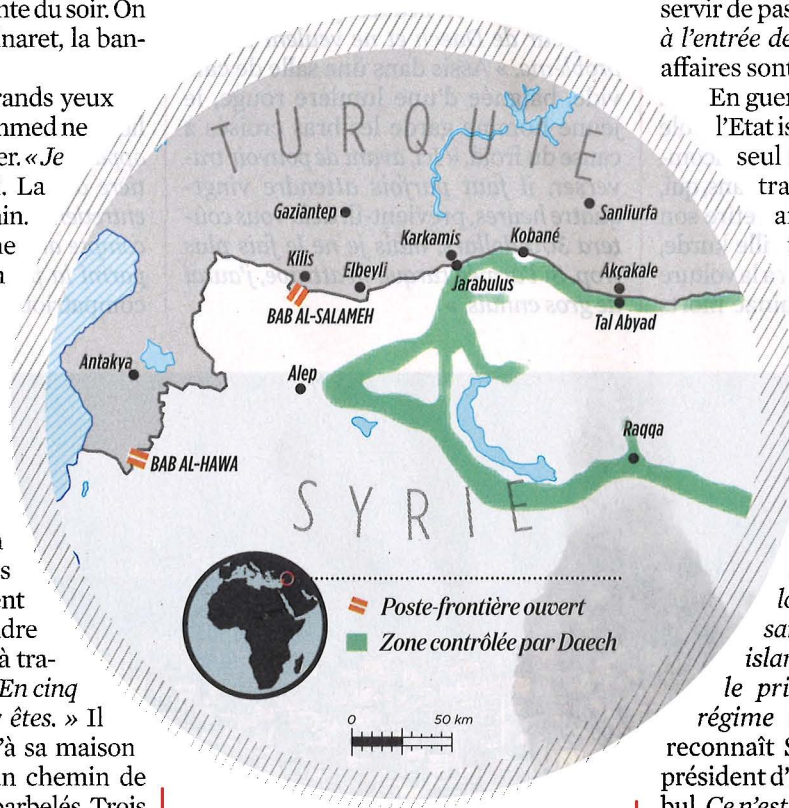
Retour à Karkamis, dans un café tenu par des Syriens. Autour d'un thé bouillant, l'homme affirme avoir aidé « *plein d'étrangers* » à franchir la frontière. « *Des Egyptiens, des Tchétchènes, des Tunisiens, des Libyens. Ils viennent la plupart du temps seuls pour ne pas se faire repérer.* » Et des Français ? « *Je ne m'en souviens pas. Mais vous pouvez pénétrer en Syrie par des centaines d'endroits.* » Notamment à Elbeyli, à 50 kilomètres plus à l'ouest, ou encore autour d'Akçakale, à 100 kilomètres à l'est.

Agé de 35 ans, Abou Mohammed traîne un lourd passé. Il n'est pas syrien, mais irakien. Il faisait partie des fedayin Saddam, une milice créée par l'ancien dictateur Saddam Hussein à la fin de son règne et composée de ses militants les plus fidèles. Lors de l'invasion américaine d'avril 2003, il a participé aux violents combats autour de l'aéroport international de Bagdad. Il soulève son pull-over, montre fièrement une longue balafre sur son ventre, causée par un éclat de grenade. Fait prisonnier, il a croupi plus d'une année dans la sinistre prison d'Abou Ghraïb. Transféré dans un autre bagne, à Mossoul, il est parvenu à s'échapper en 2004 et à gagner la Syrie voisine.

Il y a encore un an, ce trafiquant vivait à Jarabulus. La bourgade était tenue par un groupe rebelle au régime de Bachar al-Assad, affilié à l'Armée syrienne libre (ASL), jusqu'à sa prise, en janvier 2014, par des combattants du groupe Etat islamique. Une conquête accompagnée d'atrocités. Exécutions de masse. Têtes décapitées plantées sur des piques. Abou Mohammed aurait pu faire allégeance aux nouveaux maîtres de la ville. Irakien, ex-baassiste, il présente le profil parfait du djihadiste sunnite. Sauf qu'il est de confession chiite. Un hérétique aux yeux de Daech. Il s'est enfui en Turquie avec sa famille. « *S'ils m'attrapent, ils me tuent.* » Cela ne l'empêche pas de leur servir de passeur. « *J'accompagne les gens à l'entrée de la Syrie et je reviens.* » Les affaires sont les affaires.

En guerre sur tous ses autres fronts, l'Etat islamique ne dispose que d'un seul débouché : la Turquie. Tout transite par son territoire : armes, munitions et volontaires étrangers dans un sens, pétrole dans l'autre. Une frontière qui court sur 800 kilomètres du Tigre à l'Euphrate, toujours très poreuse, malgré la fermeté affichée depuis peu par Ankara. « *Pendant trois ans, nous avons laissé passer tous ceux qui luttèrent contre Bachar al-Assad. Nous avons apporté une aide, logistique et autre, aux opposants syriens et à des groupes islamistes plus radicaux, suivant le principe que les ennemis du régime de Damas sont nos amis, reconnaît Sinan Ulgen, ex-diplomate, président d'Edam, un think tank à Istanbul. Ce n'est plus le cas. Depuis avril 2014, nous avons pris conscience du danger et viré de bord.* »

La Turquie a-t-elle changé ? Paradoxalement, ses gardes-frontières se montrent beaucoup plus tatillons face aux autres forces rebelles. Devant Kobané, la ville martyre libérée le 26 janvier après quatre mois d'assaut des djihadistes, une véritable armada est déployée. Les chars Abrams alignés sur la ligne de crête pointent leur canon, non pas vers les dernières poches de l'« Etat islamique », mais en direction des miliciens kurdes de l'YPG, la branche syrienne du Parti des Travailleurs du Kurdistan. « *Les Turcs barrent l'accès à nos combattants,* »



“Les gendarmes turcs ont peur de Daech. Ils ne veulent pas de problème.”

» s'écrie Farid Atti, un responsable de Rujuva, le gouvernement autonome kurde en Syrie, mais ils ne peuvent pas interdire à nos civils d'entrer dans Kobané et de prendre ensuite les armes. »

A Bab al-Salameh, l'un des deux points de passage encore ouverts, policiers et militaires sont partout. Des centaines de poids lourds attendent sur le bas-côté de la route de pouvoir décharger leurs marchandises au « point zéro » où des camionneurs syriens viendront en prendre livraison. Alep, encore partiellement tenu par l'Armée syrienne libre, se trouve à 60 kilomètres de là.

Devant la barrière de la douane, on croise de tout. Des petits trafiquants qui proposent de vous aider sans préciser à quoi. Une Hyundai immatriculée dans le canton de Vaud, en Suisse, dont le propriétaire ignore sans doute qu'elle est en train de filer en Syrie. Un porte-parole d'un groupe armé. Des réfugiés encombrés de bagages. Comme Silva, 19 ans, qui, une fois la frontière franchie, retire son voile. Elle vient d'Afrin, une ville kurde, cible récemment d'un attentat à la voiture piégée attribué à Daech. Quinze morts

dont dix civils. Et, à l'écart de la foule, cinq islamistes à l'aspect réglementaire : barbe fournie, pantalon coupé à mi-mollet, kamis noir. De futurs combattants ou des bailleurs de fonds. L'un d'eux cache son visage avec sa main, de peur d'être photographié. « Etes-vous syrien ? » La question le met mal à l'aise. « Pourquoi ? » répond-il en arabe classique avec un fort accent saoudien.

« Les gendarmes sont beaucoup plus actifs par ici. Ils ont l'ordre de tirer sur tous ceux qui passent clandestinement. Chaque jour, il y a un ou deux blessés, confirme Abou Abdu, un contrebandier de 24 ans rencontré à Kilis, une ville turque voisine de Bab al-Salameh. Plus à l'est, on les voit beaucoup moins car ils ont peur de Daech et ne veulent pas de problème. » Assis dans une salle de café vide, baignée d'une lumière rouge, le jeune homme garde les bras croisés à cause du froid. « Ici, avant de pouvoir traverser, il faut parfois attendre vingt-quatre heures, prévient-il. Cela vous coûtera 300 dollars, mais je ne le fais plus trop. Si l'armée turque m'attrape, j'aurai de gros ennuis. »

Il y a encore un an et demi, il livrait aux rebelles des munitions dissimulées dans des colis alimentaires. Il organisait aussi le transfert à travers la montagne de leurs blessés vers les hôpitaux turcs de Gaziantep ou de Sanliurfa. Mais sa principale

activité consistait à faire passer en Syrie des volontaires étrangers. « Ils venaient du monde entier. J'appartenais à une brigade secrète de l'ASL dont c'était la mission. Nous pensions qu'ils allaient lutter à nos côtés. Ils ont presque tous rejoint Daech. » Son propre chef, surnommé « Abou Abbas », a lui aussi fait défection avec 43 de ses compagnons d'armes. « Depuis, ils ont essayé de me tuer à deux reprises, y compris de ce côté-ci de la frontière. » D'après lui, le groupe Etat islamique (EI) dispose de puissants réseaux en Turquie.

Un avis partagé par Fehim Tastekin, grand reporter à « Radikal », un quotidien libéral turc très influent. « L'EI possède des appartements à Istanbul et près de la frontière où il loge ses recrues étrangères. Il entretient des liens avec certaines ONG et compte aussi beaucoup de sympathisants parmi la population », souligne-t-il. Ses compatriotes formeraient l'un des pre-

miers contingents étrangers en Syrie. « Officiellement, on estime leur nombre à 700. En réalité, ils sont au moins le double. »

La Turquie de Recep Tayyip Erdogan paie le prix de ses liens très ambigus avec les islamistes radicaux. A Bagcilar, un faubourg d'Istanbul, des boutiques exposent en vitrine tee-shirts et drapeaux frappés du logo blanc sur fond noir de Daech. Il y a tout juste un an, des gendarmes turcs ont arrêté un convoi suspect à Bab al-Hawa, l'autre voie d'accès à la Syrie. Scandale. Les deux camions qui transportaient 120 missiles destinés à Jabhat al-Nosra, un groupe rebelle affilié à Al-Qaida, étaient escortés par leurs collègues du MIT, les services spéciaux.

Plus à l'est, à Gaziantep, de jeunes activistes syriens mettent en ligne depuis janvier des films qui tournent en ridicule le groupe Etat islamique. Des sketches où l'on voit des djihadistes avaler n'importe quelle baliverne, fumer en cachette ou sauter à tout bout de champ. « C'est notre façon de combattre leurs idées », explique Youssef Helali. Ils enregistrent dans un apparte-

ment. Après avoir reçu la visite de gens de Daech, le propriétaire, un Turc, leur a ordonné de déguerpir. « Ils viennent chaque jour en voiture, leur a-t-il dit. Ne revenez jamais ici, c'est très dangereux. » Les trois jeunes gens n'ont pas porté plainte. « L'EI se fout de la police », selon l'un d'eux.

Le pays se retrouve pris au piège. « Nous sommes un peu dans la situation du Pakistan qui doit faire la guerre aux talibans après les avoir appuyés, poursuit le journaliste Fehim Tastekin. Notre gouvernement a utilisé les djihadistes pour lutter contre les Kurdes. Aujourd'hui, il craint des représailles s'il ferme complètement ses frontières. L'EI vient d'ailleurs de lui adresser un premier avertissement. » Le 6 janvier, une jeune Russe originaire du Daguestan, Diana Ramazanova, veuve d'un combattant de l'EI, a attaqué un commissariat et tué un policier, avant d'être abattue, au centre d'Istanbul, à deux pas de la Mosquée bleue. « Il s'agit du premier attentat sous influence de Daech en Turquie », selon une source occidentale qui voit là « une forme de chantage ». □

L'afflux des djihadistes français

Depuis la tuerie de « Charlie Hebdo », Daech attire un nombre croissant de jeunes recrues en provenance de l'Hexagone. Chaque jour en moyenne, les services concernés apprennent que deux nouveaux Français viennent de débarquer sur le territoire turc avec l'intention de se rendre en Syrie. A ce jour, les autorités d'Ankara ont reconduit plus d'un millier d'aspirants au djihad qui figuraient sur une liste de 7 000 personnes indésirables, dressée avec l'aide des pays étrangers. A Paris, on affirme que la coopération n'a jamais été aussi bonne entre les deux pays. « Quand on leur indique qu'untel a pris l'avion à telle heure et qu'il faut l'intercepter, ils le font », dit-on. C. B.

Differences over Iran widen into chasm

WASHINGTON

U.S. and Israeli leaders have never described objectives the same way

BY DAVID E. SANGER

Over six years of bitter disagreements about how to deal with the Iranian nuclear threat, President Obama and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel kept running into one central problem: The two leaders never described their

NEWS ANALYSIS

ultimate goal in quite the same way.

Mr. Obama has repeated a seemingly simple vow: On his watch, the United States would do whatever it took to “prevent Iran from obtaining a nuclear weapon.” Mr. Netanyahu has used a different set of stock phrases. Iran had to be stopped from getting the “capability” to manufacture a weapon, he said, and Israel could never tolerate an Iran that was a “threshold nuclear state.”

That semantic difference has now widened into a strategic chasm that threatens to imperil the American-Israeli relationship for years to come, and to upend the most audacious diplomatic gamble by an American leader since President Richard M. Nixon’s opening to China.

For years, Mr. Obama and Mr. Netanyahu avoided direct discussion of the philosophic and practical differences between an Iran on the verge of having the ultimate weapon and an Iran that actually possesses one. But it lies at the heart of the argument that Mr. Netanyahu pressed before a joint meeting of Congress on Tuesday morning.

“It’s a distinction with a huge difference,” said Robert Einhorn, who helped formulate the administration’s Iran strategy at the State Department and enforced the sanctions that helped force Tehran into the difficult negotiations that followed. “It defines two different approaches to dealing with Iran that today may be fundamentally irreconcilable.”

In short, Israel would eliminate Iran’s nuclear capability, and the United States would permit a limited one.

The emotions surrounding Mr. Netanyahu’s decision to do an end run around the White House and appear before Congress at the invitation of the Republican leadership has obscured what the two countries’ approaches would look like. Mr. Netanyahu has simplicity and recent history on his side. Mr. Obama has practicality on his, along with a compelling case that his Israeli counter-

part has yet to come up with a better approach that would not most likely lead to military conflict.

The essence of Mr. Netanyahu’s case is that the only way to make sure Iran never gets a bomb is for it to dismantle all of its nuclear facilities — from the uranium enrichment plants at Natanz and Fordo to the heavy-water plutonium reactor at Arak, along with the mines that produce uranium ore and the laboratories where Iranian scientists are believed to have worked on bomb designs. It is a maximalist position based on a belief that Iran’s long history of nuclear deception means that any facilities left in place would eventually be put to use.

“We’ve seen this kind of agreement before — between the U.S. and North Korea,” Yuval Steinitz, the Israeli minister for intelligence, said on a visit to Washington late last year. He was referring to a deal of the George W. Bush administration requiring North Korea to “disable” its main nuclear facilities, and to the dramatic implosion in 2008 of the cooling tower at one of its main nuclear reactors. Seven years later, the North Koreans have rebuilt and are back in business — and by some estimates, they are poised to build bombs faster than ever.

The problem with the dismantle-it-all approach is that the Iranians have made clear that it is a deal they would never sign. For all the suspicions swirling around Iran’s program, the country is a signatory to the Nuclear Nonproliferation Treaty — a treaty that Israel, India and Pakistan never signed. (North Korea pulled out.) Iran maintains that signatories have a “right to enrich,” something the Obama administration obliquely acknowledged at the start of the current negotiations, nearly two years ago.

So Mr. Obama’s strategy has been one of buying time. That sounds like a concession, but it has worked well with Iran for two decades. No nation has spent more years seemingly trying to build a weapon but failing to get there. American intelligence agencies say that is because Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has never made the “political decision” to build a bomb.

But that is only part of the answer. The United States and its allies have done their part to slow Iran’s efforts, blocking the shipment of needed technology, imposing sanctions on the country’s oil exports, slipping faulty parts into its supply chain and attacking the country’s nuclear facilities with one of the most sophisticated cyberweapons ever developed.

Mr. Obama’s approach is based in part on a bet that time remains on Amer-

ica’s side. Eventually, the administration’s thinking goes, the clerical government in Iran will fall or be eased from power, and a more progressive leadership will determine that Iran does not need a weapon. But the implicit gamble of the accord now under discussion is that the long-awaited change will occur within 15 years, when the deal would expire and Iran would be free to build 180,000 advanced centrifuges the supreme leader spoke about last summer.

If Iran had that many machines to enrich uranium — a big if — it would have the capacity to make a bomb’s worth of uranium every week or so.

Even a far smaller number of centrifuges worries the Israelis and many of their gulf neighbors. Three years ago, the Obama administration was talking about letting Iran keep a few hundred machines spinning in a “pilot” plant, essentially a face-saving capacity. Then the figure rose to 1,500 centrifuges. Now, 4,000 to 6,500 are under consideration.

“The Iranians give up no capability in their possession,” Maj. Gen. Yaakov Amidror, a former Israeli national security adviser, wrote over the weekend. “They only postpone their intention to fulfill those capabilities.”

The critique stings Secretary of State John Kerry, who is negotiating the accord in Switzerland, but he will not discuss it, citing the confidentiality of the talks. But that secrecy is costing him support every day, in Congress and from his allies in the Persian Gulf.

“I just saw him, and he wouldn’t offer up any details,” said a senior official from a gulf nation who spoke on the condition of anonymity because his conversations at the State Department were

“It defines two different approaches to dealing with Iran that today may be fundamentally irreconcilable.”

private. “What am I supposed to conclude from that?”

In fact, there is a case to be made that the number of spinning centrifuges is only one factor in how long it would take Iran to get to a bomb. If Iran shipped enough of its fuel out of the country, in a deal with Russia that has largely been struck, officials say, there would be precious little nuclear fuel to enrich.

If the remaining centrifuges were connected to one another in ways that could produce only reactor-grade uranium, it would essentially limit Iran’s options — as long as inspectors were present every few days or weeks, so that they could raise the alarm if the ma-

International New York Times WEDNESDAY, MARCH 4, 2015

chines were reconfigured to make bomb fuel.

But those arguments require some knowledge of the physics of enriching uranium, and they will be hashed out in an environment where politics, not engineering, will dominate the debate. Mr. Kerry says he is ready for that. "We're not about to jump into something we don't believe can get the job done," he said while traveling in Europe on Monday.

But then he turned to what may be his most effective argument: Mr. Netanyahu has yet to come up with a plan that does not ultimately lead to a decision to take military action to wipe out Iran's facilities.

"You can't bomb knowledge into oblivion unless you kill everybody," Mr. Kerry said. "You can't bomb it away. People have a knowledge here."

The key, he said, is "intrusive inspections" and "all the insights necessary to be able to know to a certainty that the program is, in fact, peaceful."

And there lies the problem for the White House. It is easy to make verification measures sound tough, but it is hard to enforce them. Dennis B. Ross, who worked for Mr. Obama from 2009 to 2011 and focused on the issue of Iran, wrote recently that the deal must have "anywhere, anytime access to all declared and undeclared facilities."

As part of Mr. Obama's selling of the agreement, Mr. Ross said, he should specifically describe how the United States would respond to any race for the bomb, including the use of military force.

For his part, Mr. Obama says the use of force is implicit in a promise he made two years ago that "we've got Israel's back."

Mr. Netanyahu once pretended to welcome those words. His speech on Tuesday is testament to the fact that, rightly or wrongly, he no longer believes them.

Iraq pushes to surround Islamic State stronghold

BAGHDAD

BY ANNE BARNARD

Iraqi Army forces and Shiite militia fighters pressed their assault Tuesday on the city of Tikrit, seeking to encircle Islamic State strongholds on the second day of the government's largest offensive yet against the militant group, which has seized large portions of Iraqi territory.

By the afternoon, military officials said, government forces had reached the outskirts of Al Dour, just south of Tikrit, and were advancing slowly after freeing 13 police officers held there by Islamic State fighters.

Images from Iraqi news channels showed convoys of armored vehicles crossing the flat, yellow expanse of Salahuddin Province and government fighters firing heavy machine guns from behind cinder block walls in an area of low-slung houses. The scenes were interspersed with patriotic appeals to Iraqis to join the army or the militias, which are known as "popular mobilization" forces.

The operation to retake Tikrit, the birthplace of the former ruler Saddam Hussein, is seen as a testing ground for Iraqi forces in preparation for an assault on Mosul, Iraq's second-largest city, which the Islamic State seized nearly nine months ago along with parts of northern and western Iraq.

The Tikrit offensive could either prove to be a first step toward driving back the Islamic State or it could deepen longstanding sectarian and political divides that the militants have exploited to win support from some Iraqi Sunnis and acquiescence from others. The group has also employed brutal intimidation tactics against Sunnis who reject it or support the government in Baghdad.

But at the same time, Shiite militias have been accused of reprisals and atrocities against the Sunni population, many of whom regard them with suspicion and fear.

The Tikrit operation carries emotional weight for Iraqis. It is the first attempt to seize the area since last June, when Islamic State militants massacred more than 1,000 Iraqi Shiite soldiers as they fled a nearby military base, Camp Speicher.

There have been fears that Shiite militia members from the same areas that many of the soldiers hailed from could take revenge on local Sunnis if they enter Tikrit, and some militia leaders have openly referred to the assault as a

The Tikrit offensive could be a first step toward driving back the militants, or it could deepen the sectarian divide.

revenge operation, potentially complicating efforts to recruit Sunnis.

Tikrit has additional symbolic resonance as one of the last cities to fall in the United States invasion in 2003. Even as American troops there used Mr. Hussein's palace as a base, the city and the surrounding Salahuddin Province became a fulcrum of the insurgency against the United States occupation. Camp Speicher, originally a United States base, is named for one of the Americans killed by insurgents.

Islamic State supporters have been circulating a report online that an American member of the group died on Monday in carrying out a suicide truck bombing on the outskirts of the nearby city of Samarra, the jumping-off point for the Iraqi assault on Tikrit.

According to SITE Intelligence Group, which tracks militant movements online, the message referred to the bomber only as Abu Dawoud al-Amriki and said that he had killed dozens of Shiites, referring to them with slurs against the sect.

Iraqi military officials confirmed that there had been a truck bombing in Samarra on Monday and said it had killed three militia volunteers and wounded 12, with no information about the bomber's identity.

Additional forces were awaiting orders to advance toward Tikrit from the west, the officials said, backed by Iraqi jets and helicopters — and reportedly by top-level Iranian commanders, but not, so far, by United States warplanes, unlike in previous operations.

Reuters reported that the Iranian spy master Qassim Suleimani was seen near the front lines with Hadi al-Ameri, an Iraqi militia leader and politician who has long headed the Badr Organization, one of Iraq's main Shiite militias, and who now oversees the popular mobilization units.

Falih Hassan and Ahmed Saleh contributed reporting from Baghdad.

U.S. strategy in Iraq relies increasingly on Tehran

WASHINGTON

Iran's help fighting ISIS creates conundrum for Obama administration

BY HELENE COOPER

At a time when President Obama is under political pressure from congressional Republicans over negotiations to rein in Tehran's nuclear ambitions, a startling paradox has emerged: Mr. Obama is becoming increasingly dependent on Iranian fighters as he tries to contain the Islamic State militant group in Iraq and Syria without committing American ground troops.

In the four days since Iranian troops joined 30,000 Iraqi forces to try to wrest Saddam Hussein's hometown of Tikrit back from the Islamic State, American officials have said the United States is not coordinating with Iran, one of its fiercest global foes, in the fight against a common enemy.

That may be technically true. But American war planners have been closely monitoring Iran's parallel war against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, through a range of channels, including conversations on radio frequencies that each side knows the other is monitoring. And the two militaries frequently seek to avoid conflict in their activities by using Iraqi command centers as an intermediary.

As a result, many national security experts say, Iran's involvement is helping the Iraqis hold the line against Islamic State advances until American military advisers are finished training Iraq's underperforming armed forces.

"The only way in which the Obama administration can credibly stick with its strategy is by implicitly assuming that the Iranians will carry most of the weight and win the battles on the ground," said Vali R. Nasr, a former special adviser to Mr. Obama who is now dean of the School of Advanced International Studies at Johns Hopkins University.

"You can't have your cake and eat it too — the U.S. strategy in Iraq has been successful so far largely because of Iran," he said.

It was Iran that organized Iraq's Shiite militias last August to break a weeklong Islamic State siege of Amerli, a cluster of farming villages whose Shiite residents faced possible slaughter. American bombs provided

support from warplanes.

Administration officials were careful to note at the time that the United States was working in Amerli with its allies — namely Iraqi Army units and Kurdish security forces. A senior administration official said that "any coordinating with the Shiite militias was not done by us; it would have been done by the I.S.F.," a reference to the Iraqi security forces.

It was also Iran's Quds Force that backed Iraq's Shiite militias and Iraqi security forces in November to liberate the central city of Baiji from the Islamic State, breaking the siege of a nearby oil refinery. (A month later, the Islamic State took back a part of the city.)

And last summer, when Islamic State militants first captured Mosul and got within striking distance of the Kurdish capital, Erbil, the head of Iran's Quds Force, Maj. Gen. Qassim Suleimani, flew to Erbil with two planes full of military supplies, American and regional diplomats said.

The Iranian move helped to bolster Kurdish defenses around Erbil, the officials said.

In Tikrit this week, Iranian-backed Shiite militia leaders said that their fighters made up more than two-thirds of the pro-government force of 30,000.

"You can't have your cake and eat it too — the U.S. strategy in Iraq has been successful so far largely because of Iran."

They also said that General Suleimani, the Iranian spymaster, was helping to lead from near the front line.

Websites supporting the militias circulated photographs of General Suleimani on Wednesday drinking tea on what was said to be the front line, dressed in black and holding his glass in one hand and a floral patterned saucer in the other.

The presence of General Suleimani — a reviled figure in American security and military circles because he once directed a deadly campaign against American forces in Iraq — makes it difficult for the United States to conduct airstrikes to assist in the Tikrit operation, as it might like, foreign policy experts said.

"There's just no way that the U.S. military can actively support an offensive led by Suleimani," said Christopher Harmer, a former aviator in the United States Navy in the Gulf who is now an analyst with the Institute for the Study of War. "He's a more stately version of Osama bin Laden."

But the United States strategy in Iraq can benefit from Iran's effort to take back Tikrit from the Islamic State, even if it is not involved directly. Appearing before the Senate Armed Services Com-

mittee on Tuesday, Gen. Martin E. Dempsey, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said the involvement of Iranian-backed Shiites in Tikrit could be "a positive thing" provided it did not exacerbate sectarian tension.

"This is the most overt conduct of Iranian support, in the form of artillery and other things," General Dempsey said. "Frankly, it will only be a problem if it results in sectarianism."

But that is a big worry. In the past — notably just after the withdrawal of American troops from Iraq in 2011 — Shiite militias were accused of atrocities against Sunnis. And in January, Prime Minister Haider al-Abadi ordered an investigation into accusations that Shiite militiamen massacred 70 people in Diyala Province after pro-government forces expelled Islamic State militants.

This week, Republican lawmakers warned that Iran's influence in Iraq would increase with the Tikrit offensive. "We share the president's goal to degrade and defeat ISIL," Senator John McCain, Republican of Arizona, and Senator Lindsey Graham, Republican of South Carolina, said in a statement on Tuesday. "But success in this mission will not be achieved by capitulating to Iran's ambitions for regional hegemony."

Landon Shroder, an intelligence analyst for corporations in Iraq who was in Baghdad last summer when Mosul fell, countered that the worry that Iran will gain influence in Iraq ignored the reality that Iran's Shiite government is already a key Iraqi ally.

"By this stage, everybody who observed what happened in Iraq with the Islamic State should know that the main influencer in Iraq is Iran," he said by telephone Wednesday. "That's an unpopular perception in the United States, after spending so much money and lives lost in the conflict, but it's reality."

Mr. Shroder said that at the moment, the only force with the ability to bring Kurdish troops, the Iraqi Army and the Shiite militias together to fight the Islamic State is Iran.

Rafid Jaboori, the spokesman for Mr. Abadi, the Iraqi prime minister, said in an interview on Wednesday that Iraq had urged the United States and Iran not to play out their bilateral conflict in Iraq's battle against the Islamic State.

"So far in general there was no clash within the two," Mr. Jaboori said.

He drew a comparison to World War II. "Countries with different ideologies, different priorities, different systems of government cooperated to defeat the Nazis," he said. "It's foreseeable that we see countries which might not get along very well in terms of their bilateral relations working to help Iraq to defeat this threat."

Anne Barnard contributed reporting from Baghdad.

Syrie : mort d'un premier britannique engagé avec les Kurdes contre l'EI

4 Mars 2015

www.leparisien.fr

Un ancien membre des Royal Marines est devenu le premier Britannique à trouver la mort en combattant l'Etat islamique (EI) en Syrie, après s'être engagé comme une centaine d'autres étrangers aux côtés des forces kurdes.

La famille de Konstandinos Erik Scurfield a confirmé mercredi la mort de l'ancien soldat, âgé de 25 ans et domicilié à Barnsley.

Selon The Telegraph, elle s'est déclarée «anéantie» par la nouvelle mais aussi «très fière».

«Sa flamme a peut-être brûlé brièvement, mais elle a brûlé vivement avec amour, courage, conviction et honneur et nous sommes très fiers de lui», a déclaré sa famille.

Une source au sein de la principale force kurde en Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG), a déclaré que l'YPG était «en contact avec la famille pour savoir ce qu'elle veut qu'on fasse de sa dépouille».

Konstandinos Erik Scurfield était arrivé en Syrie le 7 décembre dernier. Il a succombé mardi à des blessures subies la veille lors de combats dans la province de Hassaké, au sud-ouest de Tall Hamis, une localité reprise à l'EI la semaine dernière. Le jeune homme aurait été touché par un tir de mortier.

Jordan Matson, un ex-soldat américain qui se présente comme un compagnon d'armes de Konstandinos Erik Scurfield sur Facebook, a rendu hommage à un «combattant discipliné» et indiqué que la victime était un ancien ressortissant grec ayant adopté la nationalité britannique.

UN PARALLÈLE AVEC LES BRIGADES INTERNATIONALES



Konstandinos Erik Scurfield, 25 ans (au centre, un genoux à terre), ancien soldat britannique, est mort au combat contre l'Etat islamique au côté de ses frères d'armes kurdes et occidentaux. (Capture écran Twitter.)

Une photo apparue sur les réseaux sociaux montre Konstandinos Erik Scurfield vêtu d'un treillis militaire et armé d'un fusil d'assaut au milieu d'autres combattants étrangers et kurdes.

La nouvelle de sa mort a été annoncée à sa famille par Mark Campbell, un militant britannique pro-kurde qui a ajouté que l'YPG avait demandé s'il pouvait être enterré en Syrie «en tant que martyr». Selon ce militant, l'ancien Royal Marine était «frustré» par la passivité du gouvernement britannique face aux exactions des jihadistes de l'EI.

Sa décision de rejoindre les forces kurdes en Syrie pour lutter contre l'EI rappelle l'action des «brigades internationales qui ont combattu le fascisme dans les années 1930», a ajouté Mark Campbell.

Konstandinos Erik Scurfield serait le deuxième occidental tué au combat avec les troupes kurdes après la mort d'un Australien dans la même région la semaine dernière, selon l'Observatoire Syrien des droits de l'Homme (OSDH).

DES OCCIDENTAUX AVEC LES KURDES ET LES FORCES CHRÉTIENNES

Plusieurs dizaines d'Occidentaux auraient rejoint les rangs de l'YPG en Syrie ainsi que d'autres milices combattant l'EI, telle que celle des forces chrétiennes assyriennes en Irak. Un chiffre très inférieur aux milliers d'Occidentaux ayant rejoint l'EI.

Plusieurs Britanniques font partie des combattants ayant rejoint les forces kurdes. En décembre dernier, deux ex-soldats avaient expliqué à leur retour au Royaume-Uni comment ils s'étaient sentis dans l'obligation de prendre les armes, après l'exécution par l'EI de l'otage britannique Alan Henning. Ils assuraient être des bénévoles et non des mercenaires rémunérés.

Le mois dernier, un soldat britannique de 19 ans a également retrouvé son unité dans les rangs de l'armée après être lui aussi parti un temps combattre aux côtés des kurdes. «Ces gens-là ont besoin de notre aide», avait-il écrit à sa famille. ♦

La Turquie envoie du matériel militaire en Irak pour la lutte contre les jihadistes

3 mars 2015 - AFP

www.lorientlejour.com

La Turquie a envoyé mardi deux avions cargo chargés de matériel militaire en Irak où les forces gouvernementales ont lancé une vaste offensive contre le groupe Etat islamique (EI) pour reprendre la ville de Tikrit, a rapporté l'agence progouvernementale Anatolie.

L'agence n'a pas fourni de précision sur cette "aide militaire", première participation concrète de la Turquie à la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis.

Le matériel, convoyé par les deux avions de transport militaire turcs, a été remis aux autorités irakiennes par l'ambassadeur de Turquie à Bagdad, Faruk Kaymakçi, qui a annoncé une

visite mardi à Bagdad du ministre turc de la Défense, Ismet Yilmaz, selon Anatolie.

"La Turquie continuera d'être aux côtés de l'Irak frère, dans le cadre de la coalition internationale contre Daesh (l'acronyme arabe de l'EI) ou de la coopération bilatérale", a souligné un communiqué de l'ambassade turque en Irak.

Le gouvernement islamo-

conservateur turc a refusé de participer aux frappes aériennes menées par la coalition sur des cibles de l'EI en Syrie ou en Irak, d'accueillir ses avions sur ses bases et d'intervenir au profit des milices kurdes qui ont repoussé en janvier l'offensive jihadiste sur la ville syrienne de Kobané, à sa frontière.

Ce refus a suscité les critiques des alliés d'Ankara, accusé de soutenir certains groupes rebelles radicaux hostiles au régime du président Bachar el-Assad, sa bête noire.

La Turquie a toujours démenti ces soupçons. ●

Enfants-soldats : les jeunes yazidis enrôlés de force par l'EI

par Mohammed A. SALIH
www.france24.com
6 mars 2015

Dans sa guerre d'expansion en Irak et en Syrie, l'organisation de l'État islamique oblige des adolescents de la minorité yazidie à suivre un entraînement afin d'en faire des enfants-soldats. Témoignage.

Alors que le sort des femmes et des filles yazidies vendues comme esclaves par les jihadistes de l'organisation de l'État islamique (EI) a fait le tour du monde, l'épreuve traversée par plusieurs jeunes garçons de cette minorité religieuse a reçu peu d'attention.

Habib Kalish, 14 ans, est un Yazidi réfugié au Kurdistan irakien. Comme d'autres garçons de sa communauté, il était détenu par des jihadistes de l'EI dans une école de Tal Afar, à 70 km à l'ouest de Mossoul, en Irak. Lorsqu'ils ont été emmenés, effrayés, dans la cour de l'établissement, le jeune garçon a cru que ses pires cauchemars allaient devenir réalité. "Ils nous ont dit : 'Nous allons vous entraîner pour devenir des combattants comme nous'", se souvient-il. "Quelques instants plus tard, ils nous ont apporté des armes... des kalachnikovs, puis des grenades."

En plus des exercices militaires, les jihadistes de l'EI ont commencé l'endocritinement d'Habib et d'autres adolescents, leur enseignant leur lecture du Coran et les forçant à faire la prière plusieurs fois par jour. Pratiquant une foi millénaire de Mésopotamie supérieure, les Yazidis sont considérés par l'EI comme un "groupe d'authentiques païens". Plusieurs centaines d'entre eux ont déjà été massacrés.

DE L'ENTRAÎNEMENT À LA FUITE

Dans l'école de Tal Afar, Faraj Hajim, frère cousin d'Habib, n'avait pas la carrure d'un jihadiste en devenir. Après quelques jours, le jeune garçon de 12 ans a échoué à répondre aux attentes des jihadistes. Il a alors été renvoyé des entraînements, avant Habib. "Ils nous ont demandé de tirer sur une cible. Ils nous ont dit d'imaginer que c'étaient des combattants Peshmerga (kurdes) et du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan)", explique Habib, dont les lèvres tremblent parfois alors qu'il se souvient des détails. "Mais je n'arrivais pas bien à tenir l'arme ou à toucher les cibles."



© Capture d'écran FRANCE 24

Peu de temps après, Habib, sa mère et ses deux sœurs ont été transférés dans un village de la région de Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak, qui était majoritairement yazidie jusqu'à une attaque de l'EI en août 2014. Au cours d'une froide nuit, mi-octobre, avec sa famille, ils ont réussi à fuir, malgré la vigilance des gardes à l'entrée du village. Les Arabes sunnites qu'ils ont rencontrés sur leur route les ont aidés à sortir de la zone contrôlée par l'EI. Faraj et sa mère ont réussi à faire de même, s'échappant d'un autre village à la même époque que la famille d'Habib. Les deux garçons et leurs familles se sont retrouvés dans la province de Dohuk, dans le nord du Kurdistan irakien.

LEURS COPAINS DANS UNE VIDÉO DE PROPAGANDE DE L'EI

Fin février, les garçons ont découvert ce qu'aurait pu être leur sort s'ils avaient continué l'entraînement avec les jihadistes. Une vidéo de propagande de l'EI montrait certains des garçons de l'école où ils ont suivi leur formation. Les quelques dizaines de garçons qui apparaissent dans cette vidéo étaient entraînés à "l'institut Farouq", un autre centre, apparemment basé près de Raqqa, fief de l'EI en Syrie. Pour la plupart jeunes adolescents, les garçons sont habillés des tenues militaires que portent les jihadistes, on leur demande de réciter des versets du Coran et d'expliquer certaines interprétations des croyances que l'organisation jihadiste promet.

En regardant la vidéo, Habib et Faraj pointent du doigt les jeunes yazidis recrutés de force qu'ils reconnaissent. "Celui-ci, c'est mon ami Jassim. Nous

étions du même village", explique Habib. "C'est terrible de les voir ainsi... Nous nous serions tous retrouvés ensemble à l'école si tout cela n'était pas arrivé."

1 500 JEUNES GARÇONS ENTRE LES MAINS DE L'EI

Jalal Lazgin, chef d'un centre culturel yazidi dans la région de Sharia, province de Dohuk, estime que plus de 1 500 jeunes garçons yazidis "du nourrisson jusqu'à l'âge de 14 ou 15 ans" sont toujours retenus par l'EI.

Les membres de l'organisation terroriste croient qu'en convertissant les Yazidis de force à l'islam et en faisant d'eux des jihadistes, ils leur apportent le salut. Sur Twitter, un militant de l'EI a posté une photo de deux jeunes garçons, dont un probablement âgé d'un an qui porte un pistolet, avec ce commentaire : "Des enfants yazidis. Avec la grâce de Dieu, ils seront parmi les dirigeants de l'État islamique dans la conquête de Rome".

L'offensive de l'EI a changé la communauté yazidie pour toujours. Nombre d'entre eux en sont réduits à une vie de douleur et de misère. Sabah, un Yazidi également réfugié au Kurdistan irakien, affirme que onze membres de sa famille, dont deux de ses fils, sont entre les mains de l'EI. Dans une récente vidéo de propagande, deux de ses cousins apparaissent. "J'ai eu mal au cœur quand je les ai vus. J'ai pleuré", dit Sabah qui, par peur de représailles envers sa famille, préfère ne pas donner son vrai nom. "Ils essaient de transformer ces enfants en terroristes." Ses craintes sont largement partagées au sein de la →

⇒ communauté yazidie. C'est une douleur supplémentaire pour eux. Leur enfants n'ont pas seulement disparus, mais ils pourraient un jour venir pointer leur arme sur des parents et anciens amis.

"NE COMBATS PAS POUR EUX"

Certains espèrent que leurs garçons ne connaîtront pas la destinée que l'EI semble avoir dessinée pour eux. Samir, qui n'a pas non plus voulu donner sa véritable identité, s'inquiète toujours du sort de son frère, qui apparaît aussi dans la vidéo de l'EI. La

dernière fois qu'il lui a parlé, c'était il y a bientôt trois mois, à Tal Afar. "Je lui ai dit : 'Peu importe ce qu'ils disent ou font, ne combats pas pour eux. Ne tue pas d'autres gens pour eux'", raconte Samir. "Il m'a promis qu'il ne le ferait pas."

Gawri Faris a survécu à l'attaque de l'EI début août par pur hasard. Elle assistait aux funérailles de son gendre dans un village voisin quand les jihadistes sont arrivés. Depuis ce jour "sombre", elle n'a pas revu son mari ni ses enfants. Elle est profondément traumatisée à l'idée de savoir ce qui a

pu arriver à ses cinq fils et trois filles. Deux de ses fils ont maintenant plus de 10 ans, âge que l'EI juge bon pour débiter son enrôlement forcé. Par le passé, le groupe s'est servi de mineurs pour conduire des attentats-suicides et des exécutions, bien qu'il n'y ait pour l'instant aucune preuve qui atteste que des jeunes Yazidis aient mené de telles opérations. "Je peux à peine dormir", dit Gawri. "Parfois, je les vois dans mes rêves, j'essaie de les toucher. Puis je me réveille et ils ne sont pas là."

◆◆◆



7 MARS 2015

Irak : l'EI détruit au bulldozer le joyau historique de Nimroud

par FRANCE 24 Avec AFP
7 mars 2015

Une semaine après la destruction d'œuvres d'art au musée de Mossoul, l'organisation de l'État islamique s'est attaquée jeudi à la cité historique de Nimroud. La ville est considérée comme un joyau archéologique du nord de l'Irak.

L'organisation de l'État islamique a commencé, jeudi 5 mars, à détruire au bulldozer la ville assyrienne de Nimroud, joyau archéologique du nord de l'Irak.

L'EI a "pris d'assaut la cité historique de Nimroud et a commencé à la détruire avec des bulldozers", a déclaré le ministère du Tourisme et des Antiquités sur sa page officielle



Facebook. "Jusqu'à présent, nous ne pouvons pas mesurer l'ampleur des dégâts", a précisé un responsable sous couvert d'anonymat.

Nimroud, une cité fondée au XIIIe siècle avant JC, est située sur les rives du Tigre à quelque 30 km de Mossoul, la grande ville du

nord de l'Irak, contrôlée par l'EI depuis juin.

Jeudi dernier, l'EI avait déjà diffusé une vidéo sur laquelle des jihadistes réduisaient en miettes des sculptures préislamiques du musée de Mossoul. Pour l'organisation jihadiste, statues, tombeaux et représentations "favorisent l'idolâtrie" et méritent donc d'être détruits.

Après leur saccage, les jihadistes auraient lancé aux gardiens du musée, que Nimroud était leur prochaine cible. "C'est l'une des plus importantes capitales assyriennes, on y trouve des bas-reliefs et des taureaux ailés [...] Cela serait un véritable désastre", avait alors indiqué à l'AFP Abdelamir Hamdani, un archéologue irakien de l'Université Stony Brook de New York.

La destruction des trésors de Mossoul avait été condamnée par la communauté internationale, la directrice générale de l'Unesco Irina Bokova réclamant à la Cour pénale internationale (CPI) de se saisir du cas.

◆◆◆



Un soldat canadien tué et trois blessés en Irak par des tirs kurdes

Ottawa, 7 mars 2015 (AFP)

UN SOLDAT DES FORCES spéciales canadiennes a été tué et trois blessés vendredi en Irak après avoir été "pris par erreur pour cible par les forces de sécurité kurdes", a annoncé samedi le ministère canadien de la Défense.

Les membres des forces spéciales, présents en Irak dans le cadre de la coalition internationale contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), "ont été pris pour cible par erreur par les forces de sécurité kurdes de l'Irak lors de leur retour à un poste d'observation derrière les lignes de front", a précisé le ministère dans un communiqué.

Le sergent Andrew Doiron a été tué. Trois autres soldats ont été blessés mais leur vie n'est pas en danger, a-t-il précisé.

Un porte-parole des forces de sécurité kurdes, les peshmergas, a confirmé les tirs. "Quatre conseillers canadiens à Bashiqa se sont rendus sur le front. Alors qu'ils rentraient, les peshmergas ne les ont pas reconnus, et ont tiré dans leur direction", a expliqué Halgord Hekmat à l'AFP.

Selon le commandement américain interarmées qui dirige les raids contre l'EI (CJTF-OIR), ces soldats menaient des "missions de conseil et d'aide" aux forces kurdes.

"Les quatre soldats ont été transportés dans une unité médicale de la coalition, où l'un d'entre eux a succombé à ses blessures", a précisé le CJTF dans un communiqué.

Outre son appui aux frappes aériennes de la coalition contre le groupe EI depuis le début novembre, le Canada a envoyé environ 70 membres des forces spéciales pour un rôle de conseil et de formation.

Ces forces ont par trois fois été prises sous le feu des combattants de l'EI depuis l'automne dernier.

Le Premier ministre canadien Stephen Harper a exprimé sa "profonde tristesse" après la mort du sergent Doiron.

"Presque tous les jours nous voyons de nouvelles preuves de la violente menace" que représente le groupe EI et il est "essentiel que, de concert avec les plus de 60 pays de la coalition nous poursuivions la campagne visant à stopper" ce groupe, a ajouté M. Harper. ●

International New York Times WEDNESDAY, MARCH 4, 2015

Netanyahu sees a 'bad deal' in talks with Tehran

WASHINGTON

Obama issues rebuttal, seeing 'nothing new' in speech before Congress

BY PETER BAKER

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel used one of the most prominent platforms in the world on Tuesday to warn against what he called a "bad deal" being negotiated with Iran to freeze its nuclear program, culminating a drama that has roiled Israeli-American relations for weeks.

In an implicit challenge to President Obama, Mr. Netanyahu told a joint meeting of Congress that Iran's "tentacles of terror" were clutching Israel and that failing to stop Tehran from obtaining nuclear weapons "could well threaten the survival of my country." The deal Mr. Obama seeks will not prevent a nuclear-armed Iran, he said, but "will all but guarantee" it.

"We must all stand together to stop Iran's march of conquest, subjugation and terror," Mr. Netanyahu told the lawmakers, who responded with repeated standing ovations.

Mr. Obama sharply rebutted Mr. Netanyahu less than two hours later before a meeting with the new defense secretary, Ash Carter, offering a vigorous defense of the deal he has proposed to Iran and arguing that the Israeli leader's speech was "nothing new" with no other credible approach.

"The prime minister didn't offer any viable alternative," Mr. Obama said.



Mr. Netanyahu on Tuesday demanded an end to "Iran's march of conquest."

"The alternative the prime minister offers is no deal, in which case Iran will immediately begin once again to pursue



The Holocaust survivor Elie Wiesel, center, was recognized on Tuesday during Prime Minister Benjamin Netanyahu's speech to Congress.

a nuclear program, accelerate its nuclear program, without us having any insight into what they're doing and without constraints."

Mr. Netanyahu's address, by far the most anticipated speech to Congress by a foreign leader in many years, has generated resentment and reinforcement from different quarters while driving a partisan wedge between Democrats and Republicans. While he was escorted to the rostrum by a bipartisan delegation of lawmakers and greeted with raucous enthusiasm, especially by Republicans, more than 50 Democrats skipped the event.

Mr. Netanyahu tried to defuse some of the political edge that preceded his arrival by praising Mr. Obama for all he has done to support Israel. Mr. Netanyahu cited several instances when he called the president for help, such as seeking more missile interceptors during Israel's military operations against Hamas. "I will always be grateful to President Obama for that support," Mr. Netanyahu told lawmakers.

He repeated a comment he made elsewhere on Monday lamenting the furor that surrounded his visit. "I deeply regret that some perceive my being here as political," he said. "That was never my intention. I want to thank you Democrats and Republicans for your common support for Israel, year after year, decade after decade."

But he argued that Iran remained as radical and untrustworthy as ever, even though it and the United States are effectively on the same side in battling the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. "This regime will always be an enemy of America," Mr. Netanyahu said. "Don't be fooled. The battle between Iran and ISIS doesn't turn Iran into a friend of America. Iran and ISIS are competing for the crown of militant Islam."

Sitting in the packed gallery of the House chamber were Elie Wiesel, the Holocaust survivor and Nobel peace laureate; Sheldon G. Adelson, the Republican casino magnate and one of Mr. Netanyahu's prime backers; and Newt

Gingrich, the former speaker of the House. Vice President Joseph R. Biden Jr. was out of the country, so standing next to Speaker John A. Boehner behind the Israeli prime minister was Senator Orrin G. Hatch, the Utah Republican who serves as president pro tempore of the Senate.

For Mr. Netanyahu, the stakes could hardly be higher. Coming just two weeks before Israeli elections, the speech offered an opportunity to build support at home for another term while rallying opposition abroad to a diplomatic accord that he sees as a threat to his country's security.

Before the address, Abraham H. Foxman, national director of the Anti-Defamation League, predicted that it would be "the most important speech of his political life."

For Mr. Obama, however, it was an extra complication as he seeks to draw Iran into a pact by late March, a complication he worries may embolden lawmakers into intervening.

"I'm less concerned, frankly, with Prime Minister Netanyahu's commentary than I am with Congress taking actions that might undermine the talks before they're complete," he told Reuters on Monday.

In a bit of counter-programming, the White House announced on Tuesday morning that at 11:30 a.m., at the same time Mr. Netanyahu would be speaking, Mr. Obama planned to hold a conference call with European leaders to discuss Ukraine and other security issues.

At the heart of the dispute between Mr. Obama and Mr. Netanyahu is a debate over the best way to curb Iran's nuclear program. The United States, along with European allies, Russia and China, has been negotiating a potential deal in which Iran for at least 10 years would restrict the number of centrifuges it has for enriching uranium and open its program to international inspection.

The goal would be to limit Iran's capacity so that it would take at least a year to build a nuclear weapon should it choose to violate or break the agreement. In

theory, that would give the West enough time to respond. In exchange, international sanctions that have hampered Iran's economy would be eased.

Mr. Netanyahu said that Iran could not be trusted, given its history of cheating and hostile statements about Israel. The deal contemplated by the American-led negotiations would give away far too much, he contended. Instead, Mr. Netanyahu advocated demanding that Iran give up all uranium enrichment.

The speech came even as Secretary of State John Kerry and his Iranian counterpart, Foreign Minister Mohammad Javad Zarif continued their talks in Switzerland. In comments published on Wednesday in the Iranian news media, Mr. Zarif bluntly rejected the conditions Mr. Obama outlined.

"Iran will not accept excessive and illogical demands," Mr. Zarif was quoted as saying. "It is clear that Obama's comments are meant to win the U.S. public

opinion and counter the propaganda campaign by the Israeli prime minister."

But in separate if sparse public comments in Montreux, Switzerland, Mr. Zarif was more conciliatory. "We're trying, we're trying," he responded to a shouted question about how the negotiations were going.

Mr. Obama and his team said they shared Mr. Netanyahu's concerns but considered his approach unrealistic.

Simply insisting that Iran forgo enrichment altogether "is not a viable negotiating position," Susan E. Rice, the president's national security adviser, told the conference of the American Israel Public Affairs Committee on Monday evening. And military strikes often favored by hawks would only temporarily set back Iran's program, she said.

"We cannot let a totally unachievable ideal stand in the way of a good deal," she said.

Ms. Rice vowed to hold out for a truly

verifiable pact. "Our approach is distrust and verify," she said, in a twist on a phrase made famous by President Ronald Reagan during negotiations with the Soviet Union. And she reassured Israel of Mr. Obama's support. "We have Israel's back, come hell or high water," she said.

Mr. Netanyahu's speech divided American lawmakers. Mr. Boehner invited the Israeli leader without consulting the White House, seeing Mr. Netanyahu as a forceful voice challenging Mr. Obama's foreign policy.

Few congressional appearances by foreign leaders have generated such controversy. Mr. Netanyahu had addressed Congress twice before, in 1996 and 2011, without such a ruckus, and his speech on Tuesday was the eighth time an Israeli leader has spoken to the House and Senate together.



March 15, 2015

Erbil: we have lived up to 97% of commitments under oil deal, Baghdad only 20%

By RUDAW 15 marsch 2015

ERBIL, Kurdistan Region – The Kurdistan Regional Government (KRG) said it has abided by 97 percent of its commitments under a key oil agreement with Baghdad, but that in return the central government has lived up to only 20 percent of its financial obligations.

The KRG "is on schedule with the implementation of its crude oil export deal with the federal government, enabling Iraq to increase oil export and revenue at a critically important time for the stability and unity of the country," the Ministry of Natural Resources said in a statement.

"The KRG remains fully committed to the oil deal with the federal government and will abide by the Budget law of 2015," it said.

Erbil and Baghdad finalized an agreement in December whereby Erbil would contribute to the federal budget by daily selling 550,000 barrels of oil for Baghdad.

Baghdad cut off the Kurdistan Region's share of the federal bud-

get in January last year, placing a severe strain on the Kurdish government that is at war with the Islamic State (ISIS) and is grappling with received 1.4 million refugees from Syria and the rest of Iraq.

The deal signed in December – at a crucial time when both Baghdad and Erbil are at war with the Islamic State (ISIS) – was meant to have mended months of strained ties and disagreements over Kurdish oil exports. The 2015 federal budget had promised the resumption of payments to Erbil to turn the regional government.

The KRG statement complained that Baghdad was not sticking to its end of the bargain.

It noted that Erbil is "on track" with its promised delivery of Kurdish oil at Ceyhan, and was "also facilitating the export of otherwise stranded oil produced by the North Oil Company in Kirkuk."

The statement added that, in line with its commitment to the terms of the 2015 federal budget, the KRG had until the end of



The KRG has been exporting oil through a pipeline to the Turkish port of Ceyhan. Photo: AA.

February met almost 97 percent of its agreed supply of crude oil to SOMO at the Turkish port.

"The KRG in turn expects the federal government to honor its obligations under the budget law and to provide the KRG with its legal monthly entitlement to its share of the budget, including the agreed special allocation of funds for the Peshmerga forces," the sta-

tament said.

"To date, the federal government has provided the KRG with less than 20 percent of its share of the budget for January and nothing for February," the statement noted.

"The Kurdistan Region's share is specified to be 17 percent of gross expenses," said the statement from the Ministry of Natural Resources.

Syrian Kurds prepare for new Middle East

The Kurdish Democratic Union Party believes that federalism is a practical alternative to the nation-state model.



As-Safir — Author Wassim Ibrahim
March 8, 2015
<http://www.al-monitor.com/>

The Syrian Kurds — in particular, the Democratic Union Party (PYD) — claim to be fully aware of the scheme that is being plotted for the region. The Ayn al-Arab (Kobani) battle did not change their perspective, as they still believe that international powers seek to change the map of the Middle East and eliminate the border drawn by the Sykes-Picot agreement. This is why the PYD is getting ready to step up and play its role in this game, stressing that the region's future is one for federal states. Based on this position, the Kurdish party is engaging in a battle to defend the "self-management" model, noting that the nation-state model has "expired."

This is stressed by PYD leader Salih Muslim, who is a prominent influence and a key player in the Syrian north.

In an interview with As-Safir, Muslim noted that the battles to free Ayn al-Arab and its surroundings are still underway, but the direction in which they are going has now been identified. He told As-Safir, "We have already said this. [The Islamic State's (IS)] defeat in Kobani is the beginning of a comprehensive defeat to eliminate them from all of these areas. That defeat was the pre-amble of their collapse and the beginning of the end for them."

Around 160 peshmerga fighters are still on the battlefield in Syria. They had entered Ayn al-Arab through Turkey with advanced weapons, which made a significant difference during the battle, especially the MILAN anti-tank missiles. The battle was fortified by airstrikes launched by the international coalition against IS, which coordinated with the Kurdish fighters later on. All of this made Ayn al-Arab a perfect example of what could happen when incompatible interests clash. The UN envoy for Syria, Staffan de Mistura, spoke about this in an attempt to gather support for a plan to freeze the fighting, starting in Aleppo.

As-Safir asked the PYD leader about the general impression regarding the political price they had to pay Turkey during the settlement to allow the peshmerga forces to enter. However, Muslim denied that, saying, "What happened was not on Turkey's conditions. The advanced weapons came in with the peshmerga and they entered following US pressure. Turkey consented as a result of the same pressure. They did not do it to please the Kurds."

Muslim made sure he attended the press conference held by allies of the Kurdish forces in their fight against IS. These allies are Syrian Syriacs from al-Khabour, who are asking for European support for the Syriac military council, which they established to defend their villages that are still under attack by IS and similar armed groups.

Syriacs are one of the components of the "self-management" model that the PYD is attempting to establish. It also includes representatives from other groups in the region, such as the Arabs, Assyrians, Chaldeans and others.

The Kurdish politician commented on this cooperation, saying, "There has been Christian resistance for at least two years now. We work together, and we have a joint command. There are the Kurdish People's Protection Units and our Arab brothers from the Free Syrian Army who accept the Kurdish existence. [And there is] the Burkan al-Firat ... and the Syriac groups [Suturo] in the places of residence of the Syriac population."

The man, in his 60s, strongly defended the need for a self-management model to hold. It is a model that includes multiple nationalities and religions, he said, and it is a standard that all of the region's countries have to develop after the throes they experienced.

Muslim said, "After all, why are we resisting if not to defend this model? The current attack aims to destroy it. We are with the unity of Syriacs, Kurds and Arabs. We are defending a model that will be adopted in the Middle East and the future Syria." He added, "We actually had to. The war and the unrest might continue for 10 years. We have to find an alternative for the people. We are a model of coexistence and democracy for the region. And we are talking about a self-rule administration, not secession from Syria."

In their last strategy to deal with Syria, Iraq and the threat of IS, the

Europeans talked distinctively about the Kurds. The Kurds were the only ones that Europeans pointed to, and they referred to them as "resistance." Moreover, the strategy called for Kurdish support while offering the regional countries strong guarantees regarding the commitment to the unity of their territory.

When asked about it, Muslim said that the change in political language thus far has not changed the essence of the situation. He said: "The language has changed, but the strategy can also be changed. Their mentality is still classic. They are talking about the state of the nation, which we do not believe in and which is not valid for the Middle East. This must be changed. Even the Kurds have many questions about it. Unified Germany, a part of the European Union, could be a model for the Kurdish people. They can live in four different countries and still live together. Ditto for the Syriacs. Why not? We have to tolerate each other."

Muslim will travel in the coming days to meet Kurdish leaders in Erbil. He will talk about an unresolved problem concerning the future of the Kurds in light of the plans set for the region. "We are one nation, but we do not necessarily share the same mentality. Some favor the nation-state, but even in Europe, this mentality has expired. We want self-rule management."

When asked if the Erbil government is satisfied with the logic behind his thinking, he replied with his usual calm. "No, not yet. The issue needs a little work. It needs some time in order for them to be convinced of this sort of thing." He laughed, "The nation-state has gone out of fashion."

The presence of the Kurds at the heart of the political game in the region and on the front lines has prompted them to come out with a clear conclusion: Serious attempts are being made to change the previous borders of the Middle East map. The experienced Kurdish politician said, "We are not the ones who want to change the map of the Middle East. They are those who are planning for it."

When speaking, he used the third person and did not specify whom he was referring to exactly. More specifically, he said "regional countries." Yet the scenario of changing the border stated in the Sykes-Picot agreement pushes some international actors, according to Muslim, to engage in an attempt to remove some ethnic components from specific areas. The idea is not new, but the attempt is now serious. He said, "Since the invasion of Kuwait, it was said that the border should be changed, and some have said that Iraq should be divided into three parts. Thus, probably in order for these interests to be achieved, a map change is required now. Some want a map change to take place, and therefore they have said that the presence of some components must be ended."

What the Syriac and Kurdish representatives have demanded is direct support for an autonomous administration. Here, the head of the Kurdish party pointed out the presence of unjustified European reservations and that everything is part of political calculation, in his opinion. He said, "Some are asking about our legitimacy. We do not acquire legitimacy from the regimes in Damascus or Turkey; those are ethnic countries. Syriac and Kurdish organizations are everywhere, and they [the people questioning legitimacy] can cooperate with them if they wish to. The EU needs to deal directly with the administration rather than question legitimacy. Everything else is mere excuses. Dealing is something, and recognition is another thing."

Clashes between the Syrian army and the People's Protection Units recently erupted in the Kurdish town of Hasakah. The battles between the two parties came as a surprise, for it seemed like they had found common ground. Asking Muslim whether the differences that led to the clashes have been resolved, he said that "the cease-fire is ongoing, but the disagreement has not been resolved yet."

Muslim said there was neither convergence nor a price paid to Turkey in exchange for the entry of the peshmerga forces. Yet it is unclear whether this applies to Washington, which has decided, along with the international coalition, to not allow the fall of Ayn al-Arab. It is also unclear whether the Kurds have become part of the coalition strategy, particularly in terms of its determination not to cooperate with Damascus and its regime, even though a regime change has become second priority compared to the war on IS.





www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

50 ISLAMIC STATE MILITANTS KILLED AS FIERCE CLASHES CONTINUE IN SHINGA

March 2, 2015

Shingal: More than 50 militants of the Islamic State (ISIS) were killed in Shingal (Sinjar) overnight as Peshmerga forces repelled a four-pronged attack on Kurdish positions in the city, a military commander told Rudaw Monday. General Hashim Sitayi, commander of the Kurdish forces in Shingal said the militants renewed attacks on Peshmerga positions around 5 am Monday local time, targeting his troops with three bomb-laden vehicles. "We have casualties among our brave Peshmerga but also more than 50 dead bodies of the Daesh (ISIS) in our hands," General Sitayi told Rudaw. "We have strongly repelled the offensive, although the battle is still continuing," he said. "We have control of the situation in Shingal but there are sporadic mortar shots in and around Shingal," he added. Shingal's Mayor Maisar Haji Salih told Rudaw earlier that the militants had launched a four-pronged attack on Kurdish positions late Sunday night. Meanwhile Al Jazeera TV reporter said that the Peshmerga forces suffered heavy losses in the fight. Rudaw.net | Ekurd.net

TURKEY COULD JOIN COALITION MOSUL OPERATIONS

March 3, 2015

Ankara: Turkish Defense Minister Ismet Yılmaz has left the door ajar for Turkey's participation in a looming large-scale operation to be conducted by Iraqi forces, Kurdish peshmerga and Shiite militia — backed by international coalition air support — to reclaim the Mosul province of Iraq. The province fell to the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) in June 2014. Turkey's possible participation in the operation, which is expected to take place as early as April according to US military officials, has become a matter of acrimonious debate after remarks by the Mosul governor suggested an active Turkish role in the approaching military campaign...nrttv.com

DISPUTE ERUPTS IN KOYE BETWEEN IRAN'S KDP AND IRAQI KURDISTAN SECURITY FORCES

March 4, 2015

Erbil: Iran-based Kurdish political party said human rights were violated in an alleged attack on their base in Koye in Iraq's Kurdistan region by security forces aligned with the Kurdistan Regional Government, who have denied the charge. The Kurdistan Democratic Party-Iran (KDPI), in a statement released on Wednesday, said it was insulted by an incursion into its camp in Erbil province by the security forces, known as Asaish, and police. Koye security officials have rejected the charge, however, saying a local court ordered a suspect arrested and the detention was legal. The KDPI statement said: "A joint force from the Koye security and the police broke into our office in Koye and attacked us under the pretext of having a social problem between two families so that they violated legal and civil principles of human rights." During the incident, according to the statement, "women, children and members of the party were viciously disrespected." The strongly worded statement went on to say the security forces "beat children and women." The KDPI called on KRG and Patriotic Union of Kurdistan officials and senior district officials to put an end to such alleged assaults. But a Koye security administrator told Rudaw: "The security forces went to arrest a suspect who is wanted by the court, and the incident is legal. If there was violence, they can also use the court and can sue for justice." rudaw.net | Ekurd.net

BAGHDAD DOES NOT BELIEVE IN FEDERALISM: MAHMOUD OTHMAN

March 5, 2015

Erbil: The leading figure of the Kurdistan Alliance, former MP Mahmoud

Othman said disputes between Kurdistan Regional government KRG and Iraq's central government in Baghdad too deep to be solved by recent agreements as Baghdad basically does not believe in federalism and an autonomous region in the north. Speaking to Kurdpress the veteran politician said the rifts between the two governments are far deeper than what politicians and the media claim, adding that Article 140 has not been put into action and no agreement has been made on oil and gas law and "the recent agreements are temporal." He went on to say that Baghdad basically is not with the region to have its own forces of Peshmerga and export its oil. Erbil and Baghdad agreed last year that the Kurdish region would export 250,000 barrels of oil from oil wells in the enclave and 300,000 barrels from northern province of Kirkuk, in the disputed region that is claimed by both Baghdad and Erbil and fell to the control of the Kurdish Peshmerga forces after the Islamic State (IS) insurgency in Iraq...kurdpress.ir | Ekurd.net

IRAN WILL SEND FORCES TO IRAQ, IF NEEDED: AMBASSADOR

March 7, 2015

Baghdad: The Iranian ambassador to Iraq, Hassan Danaei-Far, has denied claims that Iranian soldiers and tanks have been sent to Iraq, but said his country would send forces "if required." Speaking to NRT, Hassan Danaei-Far said his country had only sent some Iranian military advisers to assist Iraqi forces in the fight against the Islamic State group (IS), stressing that no Iranian troops had been deployed to the country. "The Iraqi forces and Popular Mobilization forces (Hashdi Shabi) are capable of confronting the Islamic State of Iraq and Syria. If it is required and the Iraqi government asks, we will send tanks, troops, and military vehicles. We do not fear anyone," he added. Meanwhile, Hadi Al-Amiri, who heads the Badr Organization militia and is a high ranking commander in the Popular Mobilization forces, told NRT, "Now 10,000 Hashdi Shabi fighters are under our control and we are capable of fighting IS." Allegations that Iranian military bases and tanks had been set up in the town of Sadia, in Iraq's eastern Diyala province, also surfaced on Friday, as Iranian advisers continue to play an active role in the anti-ISIS campaign in Salahaddin province...nrttv.com | Ekurd.net

GORRAN LEADER NAWSHIRWAN MUSTAFA WARNS IRAQI PM THAT KURDS WOULD QUIT IRAQ

March 9, 2015

Sleman: In Kurdistan region, the leader of Gorran (Change) Movement Nawshirwan Mustafa has warned Iraqi PM Haider al-Abadi that the Kurds in the country would quit Iraq if their demands are not met, Iraqi Kurdish deputy parliament speaker said. Aram Sheikh Muhammad told KNN that Mustafa has warned Abadi, during the PM's visit to Kurdistan Region, that current Iraq policy against Kurds would make Kurds to quit the state and establish their own state. Muhammad went on to say that Kurdish deputies in Iraq parliament are behaving like a team and important decisions are made by the participation of all lines. kurdpress.ir | Ekurd.net

SULAIMANI FORUM, FEATURING EX-GENERAL PETRAEUS, TACKLES COMPLEX ISSUES

March 10, 2015

Sleman: A key international forum in the Kurdistan Region, held annually for the past three years, opens this week at a particularly challenging time for the Kurds, who have been on the forefront of the war with Islamic State group (ISIS) since last summer. The third annual forum, the signature event of the Institute of Regional and International Studies at the American University of Iraq, Sulaimani (AUIS), features senior politicians, leading academics, researchers and military experts — including former US general David Petraeus — for wide ranging talks on regional and international issues. The two-day event that opens Wednesday, under the title "Fertile Crescent in Turmoil: Challenges and Opportunities," will explore a region at war with IS since the Sunni extremists stormed across Iraq, seizing a third of the country. The Kurdistan Region, an autonomous enclave in northern Iraq that now shares a 1,000-kilometer border with an ISIS "caliphate" that extends over Iraq and Syria, has been struggling to meet the challenges of a war imposed on it by IS...rudaw.net

YPG FIGHTERS RETAKE 390 VILLAGES IN SYRIAN KURDISTAN

March 11, 2015

Confrontations between Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) and Islamic State group (IS) fighters have been continuing near the Syrian Kurdistan towns of Tel Brak and Tel Hamis. The YPG's media center announced that as part of the operations to retake the towns and surrounding area, 390 villages have been reclaimed and more than 240 IS fighters have been killed. Both Tel Brak and Tel Hamis lie in the self-declared autonomous Jazeera (Cizre) canton, where US-led coalition airstrikes have continued to support Kurdish forces and allied fighters against IS. Since clearing the border town of Kobane from IS in January after a more than four-month siege, YPG fighters and Women's Protection Units (YPJ) have expanded the fight against IS to the surrounding countryside as well as areas further east. While many of the hundreds of villages near Kobani that were overrun by ISIS last year have since been liberated, clashes continue southeast of the town...nrtv.com | Ekurd.net

SHIITE MILITIA COMMANDER: ABOUT 100 IRANIAN ADVISERS PARTICIPATING IN TIRKRIT OPERATION

March 11, 2015

Top Iraqi Shiite militia leader Hadi Amiri, the head of the Shiite Badr Brigade militia, claims that they don't need assistance from the international coalition in fighting Islamic State group (IS) militants. In an interview with CNN Arabic, Amiri said, "Our country [Iraq] can succeed in the fight against IS militants. Iraq does not need the help and supervision of the US in this war." "Those who rely on US help to liberate Iraq may just as well depend on a mirage," he added. He went on, "We have Iranian military advisers. We are proud of them and thank them for participating in the fight. About 100 Iranian military advisers are participating in Salahaddin Province operation. Iran possesses more experience in destroying terror than any other country in the world."...basnews.com | Ekurd.net

10 KURDISH PESHMERGA KILLED IN KIRKUK OPERATION AGAINST ISLAMIC STATE: MINISTRY

March 11, 2015

Erbil: Kurdistan Region Ministry of Peshmerga said 10 Kurdish Peshmerga forces have been killed in the operation to release the northern multi-ethnic province of Kirkuk. The operation to release the province began two days ago to liberate western and southern regions, where Kurdish forces succeeded in liberating 13 villages in the regions. Mustafa Seyyed Qader told a press conference that 10 Kurdish forces have been killed in the operation, but failed to give the number of casualties among the Kurdish forces. He went on to say that the operation has been made based on a former pre-planned war map and expected strategic regions have been retaken from the jihadists. It is worth mentioning that a large number of Kurdish fighters and military commanders are participating in the operation. kurdpress.ir | Ekurd.net

PESHMARGA TRAINING SYRIAC CHRISTIANS AGAINST ISLAMIC STATE

March 12, 2015

Mosul: Kurdistan's Peshmerga forces have started training Christian militia to fight against the Islamic State group (IS) around Mosul, Anadolu Agency reported on March 11. The Peshmerga is currently training around 1,000 Syriac Christians, including special heavy weapons training, according to sources close to the Kurdish fighters. The 20 militia that are being trained at a camp in Mosul's Tesukuf district also add to this figure. All ammunition and other needs of the Syriacs is provided by the KRC's Peshmerga Ministry, sources said. Romeo Nissan Hakkari, the head of the Bet-Nahrain Democratic Party, a Syriac political party in Iraq, told Anadolu Agency that the central Iraqi army is failing to protect the Syriacs adequately so they have demanded support from Kurdistan president Massoud Barzani. A "Mosul Plato Unit" has been founded under the Peshmerga Ministry, Hakkari said, adding that a number of Christian militias are currently fighting against IS around Telsukuf, 30 kilometers southeast of Mosul. Some 200,000 Christians fled to Kurdistan after IS captured Mosul, he also claimed. aa.com.tr | Ekurd.net

PENTAGON: KURDISH PESHMERGA FIGHTERS TAKE KEY ISLAMIC STATE RIDGELINE IN NORTHERN IRAQ

March 12, 2015

Washington: Kurdish Peshmerga fighters, supported by Combined Joint Task Force Operation Inherent Resolve airstrikes, seized a key ridgeline west of Kirkuk in Iraq's north, task force officials said, U.S. defense department reported Wednesday. The peshmerga forces overcame Islamic State group (IS) resistance in this section of Iraq and denied the Islamic militants group its freedom of maneuver in the area, officials said. The March 9 operation also pushed IS further away from the Kirkuk oilfields. During the operation, peshmerga forces seized critical portions of Route 80 in Iraq, according to officials. In addition, the peshmerga forces pushed IS 2 to 3 miles back over a wide front, liberating about 30 square miles of terrain formerly held by IS. Ekurd.net

74 ISLAMIC STATE MILITANTS KILLED IN KOBANI AND TEL TEMIR

March 13, 2015

YPG (People's Defense Units) Press Centre reported in a written statement that 74 Islamic State group (IS) militants were killed in clashes in Tel Temir and Kobani. 5 Kurdish YPG/YPJ fighters have also lost their lives. YPG said that IS militants continued their attacks on and around Tel Temir during Thursday night after reinforcing their units with more groups of fighters, mostly foreigners, and heavy weapons brought in from various parts of Iraq such as Raqqa, Aleppo and Hol. The statement said that Defense Units inflicted severe blows on the IS militants by giving a strong response to the attacks with tanks and heavy weapons they carried out against Menacir village and surrounding areas to the west of Tel Temir. All the attacks of the IS were repelled and 34 jihadi militants were killed in clashes that lasted all day long, YPG said. The statement said that one fighter of the Defense Units has been martyred in short-lasting clashes at various points around Tel Temir Thursday night...anfenglish.com | Ekurd.net

SYRIAN MINISTER: WE ARE READY TO NEGOTIATE WITH KURDS

March 13, 2015

Qamishlo: War-torn Syria's information minister said that the government is ready to negotiate with the country's Kurds, who have declared autonomy in the north, referring to them as a "major partner" in the fight against Islamic State (IS). "Kurds are part of the Syrian nation. We are ready to negotiate with the Kurds as a part of the local administrative body inside Syria's borders," minister Omran al-Zoubi said in an interview broadcast Friday by state television. "Kurds are a major partner in the fight against ISIS, a threat we are facing together," he added. "We are ready to negotiate with Kurds under the Syrian national law and regulations." The minister's comments coincided with municipal elections by the autonomous government in Syrian Kurdistan, or Rojava, on Friday. Voters in the three cantons of Jazeera, Afrin and Kobani are voting for representatives for local governments. According to reports from the Rojava Independent High Electoral Commission, some Syrian media outlets have published misleading times and locations for the elections, with the aim of dampening voter turnout...rudaw.net | Ekurd.net

EGYPTIAN KURDISH WRITER DORIA AWNI PASSES AWAY

March 16, 2015

Cairo: The prominent Egyptian Kurdish writer Doria Mohammed Ali Awni died on Sunday, in the Egyptian capital, Cairo. Mala Yasin Rauf Head of the office of the Patriotic Union of Kurdistan in Egypt talked about the stances of the late writer towards the Kurds and described them as honorable and he clarified that Awni wrote many articles in the Egyptian newspapers defending about the Kurdish issue and published a book about the Kurdish intellectuals. The late writer issued many books including a book under the title (The Kurds in Egypt through the ages) which is about the Kurds historical presence in Egypt and their role in its renaissance...puk-media.com | Ekurd.net ♦

JEUDI 5 MARS 2015



L'arrivée des forces iraniennes dans l'offensive irakienne contre l'Etat islamique fait redouter un regain de violences entre chiïtes et sunnites.

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**
Envoyé spécial à Bagdad

Tous deux sont des chefs militaires de premier plan, mais l'un est iranien, l'autre irakien. Ils combattent cependant ensemble devant Tikrit face à l'Etat islamique. Ils partagent le même goût pour le combat de l'ombre et les opérations secrètes. Ils ont la même foi en la guerre sainte chiïte, la même aversion pour les Etats-Unis, la même détermination de vaincre. Le premier, l'Irakien Abou Mahdi al-Mohandes, que l'on appelle à Bagdad tout simplement Mohandes («l'Ingénieur»), est aux ordres de l'Iranien, le général Kacem Soleimani, le

chef de la brigade Al-Qods du corps des Gardiens de la révolution, une unité spécialisée dans les opérations militaires et le renseignement à l'extérieur de l'Iran. Il y a peu, Soleimani était en Syrie où sa brigade joue un rôle déterminant, aux côtés des forces de Bachar al-Assad, afin de contenir la rébellion. Depuis quelques jours, il est revenu en Irak pour la bataille de Tikrit qui vient de commencer. A ses côtés, l'Ingénieur, recherché par plusieurs polices occidentales pour sa participation à une série d'attentats et condamné à mort par contumace au Koweït, est à la tête de la «Mobilisation populaire», ces milices chiïtes sans lesquelles aucune offensive d'envergure de l'armée irakienne contre les jihadistes n'est possible.

«**SACRIFICES**». C'est la troisième fois que l'armée irakienne tente de reprendre à l'Etat islamique la ville de Tikrit, capitale de la province de Salaheddin, qu'il a conquise en juin. La bataille a donc plusieurs enjeux. L'un est stratégique : une victoire permettrait d'avancer en direction de Mossoul, la deuxième ville d'Irak (plus de 2 millions d'habitants) et le cœur du califat jihadiste. Le second est symbolique : Tikrit est la ville natale de Saddam Hussein – en réalité, il est né dans un village tout proche – et c'est un bastion sunnite pur et dur. Les deux premières offensives furent des échecs.

Mais cette fois, l'Iran est de la partie. Directement déjà, avec la participation des Gardiens de la révolution – un expert occidental en sécurité, avec beaucoup de contacts dans l'armée, estime le nombre de ces pasdaran à 700. Mais aussi indirectement : les milices chiïtes sont encadrées, financées et armées par ces mêmes pasdaran. Au total, ce sont quelque 30000 hommes qui se battent sur le front de Tikrit, dont 40% de soldats et 60% de miliciens, selon les estimations du député (sunnite) et ancien président du Parlement, Mahmoud al-Machadani. «L'armée progresse lentement en raison de la résistance féroce que lui oppose Daech

[acronyme en arabe de l'Etat islamique, ndlr], confie l'homme politique, qui soutient l'opération. Pour la première fois, il n'y a pas de contre-offensive de la part de Daech. Mais la vraie bataille aura lieu dans la ville. L'armée devra la conquérir rue par rue. Je m'attends à une bataille longue, avec beaucoup de sacrifices.» Le même conseiller affirme que Tikrit est déjà encerclé, mais que les forces gouvernementales ont besoin d'au moins 10000 hommes en renfort pour continuer. Or, précise Mahmoud al-Machadani, l'armée a déjà dû puiser dans les contingents qui défendent Bagdad. En fait, plus qu'une bataille entre un gouvernement issu des urnes et une rébellion extrémiste, l'offensive contre Tikrit apparaît comme le choc de deux jihads : le chiïte contre le sunnite. Les mêmes mots sont d'ailleurs utilisés de part et d'autre.

«Cette offensive marque l'implication iranienne la plus manifeste en Irak depuis 2004 avec de l'artillerie et d'autres moyens.»

Le général Martin Dempsey
plus haut gradé américain

Sur la place Fordouss, en plein cœur de Bagdad, des affiches colorées le montrent bien. On y voit les photos de l'imam Khomeiny et de l'ayatollah Ali Khamenei, le leader suprême de l'Iran, avec ce slogan : «Toutes les organisations jihadistes (chiïtes) sont aux ordres de nos grands guides». Ou encore : «Nous sommes invincibles ! Nous sommes toujours prêts à payer le prix avec notre sang.» D'où la terrible inquiétude des hommes politiques sunnites réfugiés à Bagdad qui n'ont pas fait allégeance à l'Etat islamique et qui estiment que ce

«L'armée [irakienne] compte des officiers sunnites, mais en trop petit nombre. Elle ne pourra rien faire pour calmer les milices qui reçoivent leurs ordres des officiers iraniens.»

Hamed al-Motlaq député de la province sunnite d'Al-Anbar

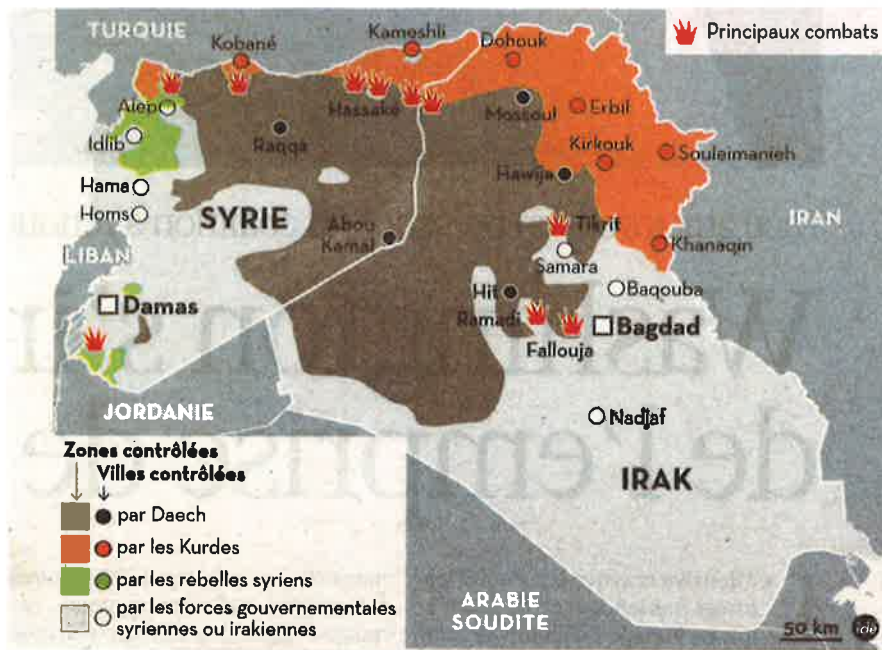
double jihad et l'implication iranienne risquent de rendre difficile, voire impossible, la réconciliation entre chiïtes et sunnites. Leur principale crainte est la vengeance des milices chiïtes qui ont déjà montré de quoi elles étaient capables lorsqu'elles ont reconquis la province de Diyala.

«**NEUTRALITÉ BIENVEILLANTE**». Certaines milices ne cachent pas leur volonté de se venger des crimes de l'Etat islamique et de la «neutralité bienveillante de la population sunnite», selon l'expression d'un diplomate occidental. Un massacre en particulier est resté dans les mémoires des mili-

ciens : celui du camp Speicher, à la sortie de Tikrit, où 1700 jeunes soldats, tous chiïtes, avaient voulu échapper aux combattants de l'EI en désertant en juin dernier. Après avoir abandonné arme et uniforme, ils avaient été exterminés. « Certes, l'armée compte des officiers sunnites, mais en trop petit nombre. Et elle ne pourra rien faire pour calmer les milices qui ne reçoivent par leurs ordres d'elle mais des officiers iraniens. Même leur hiérarchie de commandement leur est propre », souligne Hamed al-Motlaq, député de la province sunnite d'Al-Anbar, où il ne peut revenir sous peine d'être égorgé depuis qu'elle a été prise par l'EI. Sur Internet mercredi, une vidéo vite retirée circulait, où l'on pouvait voir un officier essayant vainement d'empêcher l'exécution d'un adolescent.

« Toute la population sunnite regarde ce qui se passe à Tikrit, reprend l'ancien prési-

dent du Parlement Mahmoud al-Machadani. Si les milices perpétuent leurs crimes, cela signifiera qu'elles le feront toujours. Le problème, c'est qu'après la déroute de l'été, la prise de Mossoul, la défaite des Kurdes, sauvés par l'aviation des pays occidentaux, les politiciens irakiens se sont sentis mena-



és. L'Iran a donc profité de la situation et a joué un rôle très important pour protéger le gouvernement, majoritairement chiïte. Les pasdaran ont défendu la ville sainte de Samarra. Ils sont devenus importants sur le terrain. Il est maintenant difficile de leur de-

mander de partir. Quant aux milices, elles sont devenues une extension de l'Iran. A présent, la marjaya [la direction spirituelle des chiïtes] reste irakienne, mais c'est l'Iran qui domine nos forces militaires. »



5 MARS 2015

Face aux forces en présence, la coalition a renoncé à intervenir.

Washington s'inquiète de l'emprise de Téhéran



L'armée irakienne et des miliciens chiïtes, mardi, près de Tikrit. Au total, 30 000 hommes ont pris part à l'assaut.

PHOTO THAIER AL-SUDANI. REUTERS

L'offensive massive lancée par les forces irakiennes contre Tikrit a mis en lumière l'équilibre délicat que Washington tente de trouver en Irak dans la lutte contre l'Etat islamique. Car si les Etats-Unis ont fait du combat contre l'EI une priorité absolue, ils n'en restent pas moins préoccupés par l'influence grandissante de l'Iran. Et le risque de voir l'Irak plonger dans une nouvelle vague de violences confessionnelles.

Tensions. Mardi, le plus haut gradé américain, le général Martin Dempsey, a reconnu que l'offensive de Tikrit marquait l'implication iranienne « la plus manifeste » en Irak depuis 2004, « avec de l'artillerie et d'autres moyens ». Devant la commission des forces armées du Sénat, le général a estimé que les forces engagées étaient constituées pour un tiers de soldats irakiens et pour deux tiers de milices chiïtes soutenues, armées et financées, par Téhéran. Dans leur avancée, ralenties par les tirs de snipers et les engins explosifs dissimulés par les jihadistes, soldats et miliciens sont appuyés par l'aviation irakienne. En revanche, les avions de la coalition internationale – essentiellement américains – ne sont pas intervenus pour le moment. Sous couvert d'anonymat, des

responsables américains se contentent d'expliquer que l'Irak n'a pas demandé aux Etats-Unis de fournir un appui aérien.

A en croire le *New York Times*, pourtant, l'absence de la coalition dans cette opération illustre les tensions croissantes entre Washington et Bagdad. L'offensive contre Tikrit, explique le quotidien, intervient dans un contexte d'irritation, après les déclarations contradictoires de responsables américains concernant le futur assaut contre Mossoul, le fief de l'EI. Après avoir annoncé que la reconquête cruciale de la ville serait lancée au printemps, des responsables du Pentagone ont semblé rétro-pédaler, évoquant un possible report de l'opération à l'automne en raison, notamment, du manque de préparation de l'armée irakienne.

«Sectarisme». «Les Américains continuent de tergiverser sur le temps qu'il faudra pour libérer le pays, déplore Ali al-

Alaa, conseiller du Premier ministre irakien, dans une interview au *New York Times*. *L'Irak libérera Mossoul et Anbar sans eux.*» Au-delà de possibles désaccords sur l'état de l'armée irakienne, que Washington contribue activement à former, la décision américaine de ne pas engager ses avions dans la bataille tient aussi, sans doute, à la nature des forces en présence. Les opérations au sol seraient en effet coordonnées par le général iranien Kacem Soleimani, chef de l'unité d'élite Al-Qods des Gardiens de la révolution, listée comme organisation terroriste par les Etats-Unis. Visé par des sanctions américaines pour son soutien au régime syrien, un jour qualifié de «diabolique» par le général Petraeus, Soleimani serait sur place pour coordonner les milices chiïtes. Le rôle majeur de l'Iran, et de ces milices, dans l'assaut contre le bastion sunnite suscite les craintes de Washington. «Si ces forces se comportent de manière crédible, rendent Tikrit à ses habitants, alors cela aura été

quelque chose de positif» dans la lutte contre l'Etat islamique, a souligné le général Dempsey. Avant d'ajouter: «Franchement, ce sera seulement un problème si cela débouche sur du sectarisme.»

Le risque est réel. Selon plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, les exactions commises par les miliciens chiïtes, alliés aux forces de sécurité irakiennes, se sont intensifiées ces derniers mois. Human Rights Watch et Amnesty ont dénoncé l'exécution de centaines de prisonniers sunnites. «Plus de 50 milices chiïtes hautement idéologiques, anti-américaines et féroce-ment sectaires recrutent et combattent actuellement en Irak, affirme Phillip Smyth, chercheur à l'université du Maryland. Si les Etats-Unis ne prennent pas des mesures maintenant pour limiter leur croissance, ils risquent de découvrir trop tard qu'ils ont cédé Bagdad à Téhéran et qu'il n'y a pas de retour en arrière possible.»

De notre correspondant à New York
FRÉDÉRIC AUTRAN



5 MARS 2015

Kacem Soleimani, aux commandes à Tikrit, est une légende en Iran.

Le général de l'ombre

Si le personnage de Kacem Soleimani apparaissait dans un roman d'espionnage, les lecteurs seraient en droit se demander si l'imagination de l'écrivain n'a pas été trop fertile. De cet homme aux cheveux gris, à l'élocution douce, dont l'assurance en toutes circonstances témoigne qu'il a l'entière confiance de l'aytaollah Ali Khamenei, le Guide suprême de l'Iran, on peut déjà dire qu'il n'a d'équivalent dans aucun autre pays.

Il campe dans l'ombre, puis surgit en pleine lumière, quand la télévision d'Etat irakienne annonce qu'il est en Irak, face à l'Etat islamique. On le verra même en photo sur le front. S'il est souvent sur les champs de bataille – on l'a signalé dernièrement à Alep, où l'Iran, est aussi à la manœuvre –

il est pareillement à l'aise dans le rôle de diplomate. A l'évidence, il est plus qu'un général, fut-il du plus haut rang, commandant la force Al-Qods, qui s'occupe des opérations, secrètes ou non, des pasdaran (Gardiens de la révolution), du renseignement, des guerres que ceux-ci mènent aux côtés de leurs alliés, du Hezbollah libanais aux rebelles houthis yéménites passant par le Hamas palestinien.

Légende. En fait, il semble à la fois être un exécutant et un décideur, comme il le confiera dès 2007 à un officiel irakien qui en fera mention dans un rapport transmis à l'administration américaine. Confirmation du député irakien Mahmoud al-Machadani: «Soleimani n'est pas seulement le chef des opérations irakiennes dans notre pays. Il

l'est dans le monde entier. Dernièrement, je l'ai entendu à l'occasion des célébrations d'Al-Fajr, il y a quelques semaines, dire que l'Iran avait réussi à exporter sa révolution islamique en Irak, en Syrie, au Liban, à Bahreïn, au Yémen...»

Décideur, mais aussi sur le terrain. «Il est déjà tombé à deux reprises dans une embuscade de l'EI», affirme un chercheur irakien qui a requis l'anonymat. Vraie ou fausse, l'information sert sa légende. En fait, comme beaucoup d'officiers iraniens ayant servi pendant la terrible guerre Irak-Iran déclenchée par Saddam Hussein, il n'a jamais été satisfait de la voir s'achever, en juillet 1988, sans victoire ni défaite, par un cessez-le-feu dont Khomeiny, lui-même, avait dit que son acceptation était «pire que d'avaloir du poison».

Corps et âme. Soleimani, qui commandait alors la 41^e Division des pasdaran, s'était livré corps et âme dans la bataille, menant lui-même des missions de reconnaissance derrière les lignes irakiennes. Quand George Bush Junior a envahi l'Irak, en mars 2003, il a repris le combat en ins-

trumentalisant des groupes chiïtes contre l'occupant. C'est à cette époque que sont nées les quatre grandes milices qui pèsent si lourdement sur l'Irak d'aujourd'hui. Aussi fut-il sans doute le plus sérieux adversaire du général américain Petraeus, chargé de rétablir un semblant d'ordre en Irak, qui le décrivit au secrétaire d'Etat à la défense Robert Gates comme une «créature véritablement diabolique».

Commença à partir de 2007 une guerre de l'ombre où tous les coups furent permis, ce qui n'empêcha pas les deux hommes de communiquer via différents intermédiaires, chacun aussi menaçant l'autre de représailles. Aujourd'hui, Kacem Soleimani, qui a déjà sauvé la ville sainte de Samarra – où sont enterrés deux imams historiques chiïtes de l'EI, joue gros dans la bataille de Tikrit. On l'a vu sur le front, précisément du côté de cette ville. Il fera tout pour ne pas échouer. Mais à cause du passé sanglant avec les Etats-Unis, il est peu probable qu'il obtienne un appui aérien. Sans doute d'ailleurs ne le voudrait-il pas.

J.-P.P. (à Bagdad)

Arméniens : une guerre de cent ans contre l'oubli



Exécution d'Arméniens par les Turcs, à Jérusalem, lors du génocide.

PHOTO MARY EVANS. RUE DES ARCHIVES

Les listes étaient prêtes déjà depuis plusieurs semaines et la grande rafle démarra à Istanbul dans la nuit du 24 au 25 avril 1915. La police ottomane, sur ordre du gouvernement «jeune turc» du Comité Union et Progrès (CUP) procéda aux arrestations de plus de 200 personnalités de la communauté arménienne aussitôt déportées vers l'Est, les «politiques» d'un côté, les «intellectuels» de l'autre. Tous ou presque furent tués dans l'année par l'Organisation spéciale, la structure parallèle mise sur pied par le ministre de l'Intérieur, Talaat Pacha, pour régler «définitivement» la question arménienne. Des déportations et des massacres avaient commencé les mois précédents en Anatolie orientale, où les autorités craignaient des révoltes des Arméniens, encouragés par l'avancée des troupes russes.

Mais ce jour du 25 avril est considéré comme le véritable début d'un processus génocidaire qui, en deux ans, allait conduire à l'anéantissement de plus des deux tiers de la population arménienne de l'empire ottoman, évaluée en 1914 à quelque 1,9 million de personnes. Seuls les Arméniens de la capitale furent épargnés, les autorités craignant les réactions des ambassadeurs des pays neutres, comme les Etats-Unis, qui n'entrèrent en guerre que deux ans plus tard, voire de leurs alliés allemands et austro-hongrois.

Les commémorations du centième anniversaire sont marquées par la publication de nombreux ouvrages sur ce génocide qui fut le premier du XX^e siècle, cet «âge des génocides» selon l'expression de la politologue américaine Samantha Power. «Qui se sou-

vient des Arméniens?» aurait dit Hitler alors qu'il se préparait à lancer la «solution finale» pour l'extermination des Juifs d'Europe. «Les Arméniens demandent que leur souffrance soit comprise, et que le mal qu'ils ont subi soit non pas sanctionné, cela ne s'est pas fait, mais du moins précisément nommé à la hauteur de sa gravité», souligne Michel Marian dans un essai aussi dense que stimulant, sur le long combat qui a permis de passer «d'une mémoire outragée à une mémoire partagée». Aucun historien sérieux aujourd'hui ne nie la réalité de cet anéantissement.

Appel. Seules les autorités d'Ankara s'acharnent dans leur déni, refusant notamment le mot de «génocide» avec ce qu'il implique d'intentionnalité exterminatrice. Elles reconnaissent néanmoins la réalité de tueries massives croisées, dont ont été victimes les Arméniens – mais aussi les Turcs – dans le chaos d'une guerre qui fit presque 4 millions de morts dans la population ottomane, dont un million de soldats. La société civile turque en revanche débat de plus en plus ouvertement de cette tragédie. Un appel lancé il y a quatre ans par plusieurs intellectuels, dont Cengiz Aktar et Ahmet Insel, demandait ainsi pardon aux Arméniens pour ce qu'eux-mêmes appellent «la grande catastrophe». «Si l'on veut vraiment la reconnaissance du génocide, la priorité devient l'échange et le dialogue avec la société turque, car c'est elle qui donne sa substance à la reconnaissance», insiste Michel Marian, très engagé dans ce dialogue arméno-turc.

Sous ces pressions internes et externes, l'an dernier le président islamiste-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, avait publié un communiqué ambigu et ampoulé présentant «ses condoléances aux petits-enfants» des Arméniens «qui ont perdu la vie dans les circonstances qui ont marqué le début du XX^e siècle». Rien ne dit que pour le centenaire les autorités turques iront

Entre 1,1 et 1,3 million d'Arméniens sont morts dans le génocide. Quelque 600 000 ou 800 000 ont survécu. Des dizaines de milliers d'enfants ou de jeunes femmes furent enlevés et adoptés par des familles musulmanes.

plus loin, d'autant que des élections législatives cruciales se tiennent le 7 juin et que l'AKP, le parti islamiste-conservateur au pouvoir depuis 2002, grand favori du scrutin, espère obtenir une majorité suffisante pour changer la Constitution et instaurer une république présidentielle. Les propos d'Erdogan sur les Arméniens n'en représentent pas moins un petit premier pas. «Des condoléances tactiques, exprimées dans le cadre d'une stratégie politique de négation, doivent cependant être acceptées. En effet, elles expriment clairement qu'un Etat reconnaît qu'il s'est passé quelque chose de suffisamment considérable pour présenter quasiment un siècle plus tard des

condolances destinées à se dédouaner», écrit Gérard Chaliand dans la préface du *Mémorial du génocide des Arméniens*, véritable somme à l'initiative de deux historiens spécialistes reconnus du sujet, Raymond H. Kévorkian et Yves Ternon. Un bouleversant livre mosaïque qui juxtapose nombre de documents d'époque, des télégrammes diplomatiques, des extraits de livres de mémoires, des témoignages, des dépositions dans les procès organisés dans l'immédiat après-Première Guerre mondiale, des photos. «Un objet de mémoire qui sans chercher à prouver ce qui l'est déjà, permet d'expliquer le pourquoi et de décrire le comment de ce génocide», expliquent les auteurs.

L'anéantissement des Arméniens de l'empire ottoman participe pleinement de l'histoire européenne et de la modernité, même si sa mise en œuvre au travers de déplacements forcés de population ponctués de massacres est différente de la machine de mort industrielle mise en place par les nazis. Les élites «jeunes turcs» au pouvoir depuis 1908 regardaient vers l'Europe afin de créer un Etat nation turc et musulman pour régénérer un empire multi-ethnique vieillissant. «Cette idéologie nationaliste et militariste, imprégnée de darwinisme social n'était pas née du sol anatolien ou de l'islam, mais des échanges que les dirigeants et intellectuels "jeunes turcs" avaient entretenus pendant deux décennies avec les hauts fonctionnaires, officiers et universitaires français et allemands», souligne Mikaël Nitchanian, conservateur à la Bibliothèque nationale, qui coanime avec Vincent Duclert un séminaire sur le génocide arménien à l'EHESS. Son livre est un brillant réquisitoire, assumant son parti pris, qui démonte l'implacable mécanique d'un anéantissement planifié. «Ce programme de destruction génocidaire [...] était surtout la réponse irrationnelle chez les élites ottomanes à la conviction également irrationnelle que l'Europe était résolue à les détruire», explique-t-il, reprenant sur ce point les thèses développées par l'historien turc Taner Akçam, qui bravant les autorités a écrit, avec *Un acte honteux* (Folio), un des grands livres de référence sur le sujet.

Ingérences. La question arménienne explose avec les premiers massacres de 1894 ordonnés par Abdulhamid II, le «sultan rouge» (à cause du sang versé). Considéré comme «l'homme malade de l'Europe», l'empire est peu à peu dépecé, perdant les uns après les autres ses territoires des Balkans comme du Caucase. Les élites ottomanes craignent une disparition totale. Cette peur est encore attisée par les ingérences des puissances occidentales qui tentent d'imposer dès la fin du XIX^e siècle une autonomie pour les six vilayets (provinces) à majorité arménienne de l'Anatolie orientale. Et plus encore avec l'émergence, en réaction aux pogroms, d'un mouvement révolutionnaire arménien qui résiste les armes à la main contre les massacreurs dans les montagnes du Sassoun ou du Caucase et mène des attentats

ou des prises d'otages y compris au cœur d'Istanbul. «Vivre libre et dans la dignité sur les terres de l'Arménie turque ou russe affranchies de toute domination étrangère, comme au bon vieux temps des derniers rois arméniens du Moyen Age, telle fut l'ambition de ces intellectuels et fedaïs sacrifiés c'est-à-dire combattants», relève Gaïdz Minassian, politologue et journaliste qui narre leur geste dans *le Rêve brisé des Arméniens* (Flammarion).

Paranoïa. Les puissances occidentales évoquent même des interventions au nom de l'ingérence humanitaire qui finalement restèrent lettre morte. Aux yeux des nationalistes turcs, les Arméniens représentèrent dès lors une cinquième colonne. Leur territoire en Anatolie orientale était en outre un obstacle pour une expansion turque vers le Caucase et l'Asie centrale, nouveau rêve «pan-touranien» des «jeunes Turcs». L'entrée en guerre de l'empire ottoman à l'automne 1914 aux côtés des puissances centrales donna l'occasion aux «jeunes Turcs» de passer à l'acte, d'autant que les défaites face aux Russes sur le front oriental et des soulèvements arméniens, comme à Van, alimentaient encore un peu plus leur paranoïa.

Dans les mois précédents, les soldats arméniens mais aussi grecs de l'armée ottomane ont été désarmés et regroupés dans des «bataillons de travail». Les déportations des civils s'intensifiaient à partir d'avril 1915. Officiellement, il s'agit seulement de déplacer des populations susceptibles de rallier l'ennemi russe. Mais, dès que les convois de déportés arrivent dans un endroit désert, les hommes encore présents sont séparés des femmes et des enfants puis tués. Les autres continuent leur marche à pied vers les déserts de Syrie, distants de plusieurs centaines de kilomètres, où ils doivent théoriquement être réinstallés, succombant à la fatigue, à la faim, aux maladies, mais surtout aux exactions de bandes kurdes encouragées par les autorités. «En continuant à les pousser ainsi sur les routes, il sera possible de les liquider tous dans un temps relativement court», accuse dans un rapport cité dans *le Mémorial du génocide arménien*

Leslie Davies, consul américain à Kharpout, convaincu que «c'est le massacre le plus rigoureusement organisé et le plus efficace que ce pays ait jamais conçu». A peine la moitié des déportés arrive jusqu'en Syrie où ils sont entassés dans des campements au bord de l'Euphrate qui deviennent autant de mouiroirs à ciel ouvert. Selon les estimations citées par Mikaël Nitchanian, entre 1,1 et 1,3 million d'Arméniens sont morts. Quelque 600 000 ou 800 000 ont survécu.

Procès. Immense nettoyage ethnique destiné à vider des territoires stratégiques et opération de pillage généralisé des biens d'une minorité riche et puissante, l'anéantissement des Arméniens ne se fondait pas sur des théories raciales. Des dizaines de milliers d'enfants ou de jeunes femmes – «les restes de l'épée» comme on les appelait en turc – furent enlevés et adoptés par des familles musulmanes puis convertis. En cela, il est diffé-



MICHEL MARIAN
Le Génocide arménien.
De la mémoire outragée à la mémoire partagée
Albin Michel,
172 pp., 17 €
(en vente le 2 avril).



MIKAËL NITCHANIAN
Détruire les Arméniens
PUF, 272 pp., 21 €.



RAYMOND H. KÉVORKIAN et YVES TERNON
Mémorial du génocide des Arméniens
Seuil, 504 pp., 30 €.

rent de la Shoah. «C'est à la fois dans sa ressemblance et dans son écart avec l'Holocauste que l'on peut donner sa place au génocide arménien. Moins exceptionnel, moins absolu, il apparaît plus enclavé dans le territoire qui en constitue l'enjeu principal. Mais il en devient paradoxalement plus "exemplaire"», relève Michel Marian dans son livre, soulignant l'absurdité d'une concurrence des mémoires entre les victimes. Les quelques procès menés par le pouvoir ottoman après 1918 jetèrent une première lumière sur la réalité de cette tragédie, ensuite plus ou moins oubliée sauf dans la communauté arménienne. Le choc de la Shoah, le procès de Nuremberg, la naissance du concept de génocide, ont changé la donne. «Un peuple assassiné, oublié, impuissant, rappelle Michel Marian, a saisi dans les nouveaux concepts du droit international une bouée de sauvetage qui ne lui était pas destinée. Il en a fait un sésame pour ressusciter.»

MARC SEMO

International New York Times
MARCH 10, 2015

With Turkey of two minds, jihadists enter Syria

GAZIANTEP, TURKEY

Despite West's pressure,
border remains porous
and smuggling thrives

BY TIM ARANGO AND ERIC SCHMITT

Across the frontier that separates Turkey from Syria, a rolling landscape of croplands and orchards, back roads and hidden pathways, foreigners seeking to join the Islamic State can still cross the border to fight, despite new measures Turkey has taken under pressure from its allies in the West.

Smugglers from border villages who have long earned a living ferrying pistachios, sugar, cigarettes and fuel across the border say they are compelled to traffic in jihadis, under the threat of death or the cutting-off of their livelihood. Sometimes they receive a late-night phone call from an Islamic State commander inside Syria directing them to receive a recruit at a luxury hotel in this city and bring him across the border.

"Things have become more difficult because Turkey has stricter procedures on the border," said one smuggler who gave only a first name of Mustafa, interviewed at a cafe in Killis, another border town.

Even so, he said, he always finds a way, and sometimes the Turkish border guards in his village, who know him, look the other way.

Still, the frenetic days of 2012, when foreign jihadis, with their long beards and fanny packs, filled the cafes and streets here and in other border towns, have been pushed underground, reflecting efforts by Turkey to tamp down a free-for-all culture it once enabled. Military supply shops, which once openly sold black headbands printed with Islamist slogans, body armor and sometimes weapons to foreigners on their way to Syria, have taken their business into back rooms.

So far, nearly 20,000 foreigners, including about 3,400 Westerners, have joined the Islamic State battlefields in Iraq and Syria, according to Nicholas Rasmussen, the director of the National Counterterrorism Center in Washington. The majority of those have transited through Turkey, underscoring both the difficulty of patrolling a porous border and a degree of ambivalence among Turkish officials who do not see the Islamic State as a primary enemy, say Western officials.

While Turkey has taken some recent measures to crack down on the flow of jihadis, none of these efforts are enough for Turkey's Western allies, especially



Turkish soldiers searching Syrian Kurds last year before they were permitted back into Syria. Some smugglers tell of receiving pressure from the Islamic State to traffic in jihadis.

those in Europe who, in the wake of the January attack on the offices of the satirical newspaper Charlie Hebdo in Paris, are increasingly worried about jihadis' returning home to launch attacks.

The issue has highlighted the widening gulf between Turkey and its Western allies, who have frequently questioned why Turkey, a NATO member with a large military and well-regarded intelligence service, is not doing more to address the jihadi threat.

In recent testimony in Washington before Congress, James R. Clapper Jr., the director of national intelligence, was asked if he was optimistic that Turkey would do more in the fight against the Islamic State.

"No, I'm not," Mr. Clapper said in an unusually blunt public criticism. "I think Turkey has other priorities and other interests."

Mr. Clapper cited public opinion polls in Turkey that show Turks do not see the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, as a primary threat. For instance, the Turks, he explained, are more concerned with opposing Kurdish autonomy within Syria, than in fighting the Islamic State. The consequence of Turkey's stance, he said, is the continued "permissive environment" that still allows the movement of jihadis back-and-forth across the border.

But Turkey insists that it is doing what it can. At Turkey's airports, train stations and bus depots, undercover security agents search out travelers on one-way tickets or secretly scrutinize passengers for indicators that they are jihadis — such as long beards. But officials say that Islamist recruits are increasingly trying to blend in as tourists,

shaving and wearing jeans and T-shirts.

Turkish officials also say they are limited by restraints on intelligence sharing from Western countries, which they say has improved but remains inadequate. They say they have compiled, with the help of foreign intelligence

agencies, about 10,000 names on a no-entry list, or about half the number of foreigners believed to have joined the Islamic State.

Turkish officials bristle at the criticism from the West and say that, especially among European countries, the focus on the problem came solely after the Charlie Hebdo attack and after Hayat Boumeddiene, the wife of one of the Paris attackers, was able to slip into Syria from Turkey. But Turkish officials also say that Europeans should try to fix the problem at its root, stopping the demonization of Islam in Europe, which they say contributes to radicalization in the first place.

"I am not trying to put the blame on others here — everyone is responsible and this not about a blame game," said a senior Turkish official responsible for intelligence on foreign fighters, who spoke on the condition of anonymity. "But those who accuse Turkey of not doing anything should ask what exactly they have done to prevent these people from traveling so freely, or to get radicalized in the first place."

Another Turkish official involved in intelligence matters, who also spoke on the condition of anonymity because of the nature of his work, said of the Europeans, "Ultimately they end up exporting jihadis to Turkey and then make it appear like this is Turkey's problem."

In the first years of the Syrian civil

war, now approaching its fifth year, jihadis moved easily across the border, often with the help of Turkish agents acting on behalf of a government eager to enable the downfall of the Syrian president, Bashar al-Assad.

Turkey's belief that Mr. Assad would fall quickly never materialized, and even as jihadis have come to dominate the battlefields in Syria, Turkey still sees Mr. Assad as its primary enemy. At the same time, analysts and officials say, Turkey is increasingly worried that should it take a tougher stance on the Islamic State, there could be retaliation inside Turkey, in the form of attacks by ISIS cells known to operate within the country.

Turkey has long pushed for a so-called buffer zone in northern Syria, saying that would help. This area, say the Turks, would allow a safe space for refugees and an opposition government to set roots on Syrian soil, and for moderate rebels — which would fight both the Assad government and ISIS — to train. The United States has so far been opposed to this, saying it would entail a significant expansion of the military op-

eration, including establishing a no-flight zone.

But as worries increase over the threat posed by foreign jihadis, the idea could be revived, some analysts and officials said.

"The buffer zone is the only solution for the crisis of the refugees and the crisis of the extremists and foreign fighters in Syria," said Col. Ziad Obeid, a commander in the Free Syrian Army who is based near the Syrian border in southern Turkey and has been involved in discussions with Turks about the buffer zone.

As the wars in Syria and Iraq rage on, and the international coalition struggles for an effective strategy, there is a deepening sense among Western officials that they will have to accept a limited role from Turkey.

"We have a complicated ongoing discussion with the Turks, all of the Turkish government elements, about the specific ways in which Turkey can contribute to the coalition," Mr. Rasmussen, the counterterrorism official, said in recent congressional testimony. "It is truly a mixed story."

In the border region, smugglers say they have no choice but to continue ferrying foreigners to Syria to join the Islamic State. If they refuse, they say, they could be killed, or ISIS could cut off their other smuggling businesses. And despite Turkey's efforts, such as shutting down border gates that once allowed refugees to cross freely, Turkish smugglers often approach people near border crossings to offer their services.

Mustafa, the smuggler, estimated that in recent years he had helped 200 foreigners get across the border to fight. In the beginning, he said, he did so willingly and mostly for Jabhet al-Nusra, the Qaeda-affiliated group from which ISIS, a more brutal outfit, broke away.

Back then, he was happy to help Nusra.

"They were the real jihadis," he said. "They were fighting Assad. ISIS is killing everyone, even the Sunnis."

Tim Arango reported from Gaziantep, Turkey, and Eric Schmitt from Washington. Karam Shoumali contributed reporting from Gaziantep, and Ceylan Yeginsu and Sebnem Arsu from Istanbul.

International New York Times MARCH 9, 2015

ISIS jihadists said to wreck 2nd ancient site in Iraq

BAGHDAD

BY ANNE BARNARD

Iraqi officials are investigating reports that Islamic State militants destroyed Hatra, an archaeological site that dates to the first century B.C. On Thursday the officials confirmed that the group had bulldozed another nearby site, the ancient Assyrian city of Nimrud.

Officials have been unable to review evidence, Qais Hussein Rashid, the deputy minister for tourism and antiquities, said in a telephone interview on Saturday, because their contacts have not had Internet access for several days. But, he said, "our local sources confirmed it to us." Iraqis across the country lamented the wholesale destruction of their heritage, with Kurdish and Shiite militias and army troops on the ground, and an international coalition bombing from the air, apparently unable to stop it.

"We are in despair with the government," Ali al-Nashmi, a professor of his-



tory at Mustansiriya University in Baghdad, said in a telephone interview. "We are losing the country."

On its website, the Ministry of Tourism and Antiquities blamed what it called a less-than-concerted international effort to prevent the looting and destruction of Hatra, the most renowned of hundreds of ancient sites in Nineveh Province, which Islamic State militants have controlled along with its capital, Mosul, since June. "The response wasn't at the required level," the ministry said, "which encouraged the terrorist gangs to commit another crime by

looting and destroying the Hatra site."

On Saturday, residents of Mosul and Nineveh Province offered new details about the destruction of Nimrud by the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. Salim al-Jabouri, who lives across the Tigris River from Nimrud, a sprawling, ancient mud-brick city, recalled being startled to see bulldozers and other construction vehicles entering the site. He fetched binoculars to watch more closely, he said, and saw men he believed to be members of the Islamic State get out of cars and armored vehicles, walk closer to the ruins and "start bulldozing them completely."

Capt. Mohammad al-Lahaibi, a police officer in Mosul, said it had taken the militants three hours to destroy the site. Other residents said that before the bulldozing, the militants had begun removing objects and causing damage. The bulk of the destruction occurred on Wednesday, journalists at Mosul TV said.

Gov. Atheel al-Nujaifi of Nineveh said in a recent statement that the group was also looting the sites for artifacts to sell, despite its declarations that they violate Islamic law. "ISIS tries to disguise the looting of Iraq artifacts," he said. "What has been destroyed so far is not more than what has been looted."

One Mosul resident, Muaid, 40, who provided only his given name for safety reasons, seemed resigned. "Most of Mosul's people are not satisfied with ISIS attitudes, but we can do nothing," he said. "The government and the army left us prisoners."

Kurdish president weighs broader role in Islamic State fight

BY Jane Arraf March 11, 2015 //www.pbs.org



NEAR ZUMAR, Iraq — Kurdish President Masoud Barzani looks out at the rolling hills beyond the sandbags of a forward command base near the Syrian border.

The sounds of birds singing used to be sounds of explosions and gunfire just a few months ago as Kurdish peshmerga fighters battled the Islamic State group.

"We've been through very, very difficult times — now it's much different," Barzani, president of the semi-autonomous Kurdish region of Iraq, recently told the PBS NewsHour.

Peshmerga commanders stride through the gravel paths between the pre-fabricated trailers moved here four months ago after IS fighters were driven out near the town of Zumair. On this day, there is good news from the front — the peshmerga have cleared more than 60 square miles near Kirkuk, including part of a road to the northern city of Mosul.

Barzani credits the U.S. and Europe as well as Kurdish forces with helping to roll back the IS advance. But while the air strikes halted IS moves towards the Kurdish capitol, he says Kurdish forces still lack the weapons and military equipment to ensure they can meet any threat.

"There is no political decision yet to give us what we need," he said.

When entire Iraqi Army divisions collapsed in the face of the IS onslaught last June, the Kurds became the most reliable U.S. military partner in the fight against IS. But the United States is wary of empowering the Kurdish region and further weakening the central government's authority.

Although relations between Baghdad and Erbil have improved under new Prime Minister Haider al-Abadi, there is still tension between the two and little coordination. Kurdish forces have focused mostly on areas near their de facto border and in the disputed territories long claimed by both the central and Kurdish governments.

As Iraqi forces and Iranian-backed Shia militias make their way further into Tikrit and beyond, Kurdish involvement in predominantly Sunni areas remains a major question.

"If there is a program to liberate Mosul or anywhere else close to the Kurdistan region we can study the situation and in principle we have no objections," said Barzani.

He said he would not rule out sending in Kurdish troops as part of a wider force but said in the primarily Arab city they would have to play a supporting role.

"The situation in those areas is complicated — you can't tell who is IS and who isn't," he said. "They don't know who they are so it might lead to a lot of innocent killings and peshmerga casualties. We need to establish what role is given to the peshmerga and then we will decide but we will not go into the Sunni areas and fight the Arabs."

Barzani said he does not share the concern of some countries that Iran, which provides military and financial backing for Shia militias leading the fight in central Iraq, is playing too prominent a role. He said he worries that a prominent militia role after cities are retaken would deepen sectarian tension.

"Whoever will take part and help us attack IS, we will thank them," he said. "Right now I don't share that concern if you are asking me about helping to fight and defeat IS. What happens after that we can't predict."

Kurdish forces have now taken back large swathes of territory seized by IS, including parts of Sinjar, where more than 100,000 members of the small Yazidi minority fled in June as IS fighters killed hundreds of men and captured several thousand women. But the military gains have come at a cost.

More than 1,100 peshmerga have been killed in the fight. IS is now holding 21 Kurdish fighters it has threatened to behead on the spring holiday of Nawruz on March 21.

Asked about how the Kurdish government can confront such tactics, Barzani becomes visibly upset.

"Of course it is sad to see our peshmerga in the hands of IS. Some got lost and fell into their hands. Some were captured in the fight. It hurts me a great deal personally. We will try our utmost to free them but if that doesn't materialize we will list them as martyrs and the number of martyrs will increase. It doesn't mean that we are going to slow down in fighting these terrorists.

"We are holding many of them prisoners but we will not treat them the way they treat our peshmerga," he said. ♦

Jane Arraf is a PBS NewsHour special correspondent based in the Middle East. Watch her interview with Kurdish President Masoud Barzani on Wednesday's NewsHour.

Hundreds of IS Families Flee to Mosul Fearing Peshmerga Advance

More than 250 jihadist families moved from western Kirkuk to Mosul

Basnews | Hazhar Mamuzini, 10.03.2015

ERBIL — Hundreds of families of Islamic State (IS) militants have moved from areas in Kirkuk Province to Mosul in northern

Iraq. Patriotic Union of Kurdistan (PUK) official from Mosul Ghayas Surchi told BasNews that IS families have also fled Salahaddin Province for Mosul.

Surchi explained that the action has been taking in response to the advance of the Iraqi army and Shiite militia groups from southern Salahaddin province and Peshmerga forces in the west of Kirkuk province.

"On Monday, after the attacks of Peshmerga forces on IS bases in western Kirkuk, more than 250 IS families in Hawija, Alam, Zab and Shargat moved to Mosul," he said.

On Monday, Peshmerga forces launched a large-scale operation in western Kirkuk and liberated number of areas from IS militants including, Mala Abdullah and Talward. ○



March 12, 2015

Expert panel debates dynamics of Kurdish region

By Mat Wolf 12 march 2015
http://rudaw.net

SULAIMANI, Kurdistan Region – Turmoil in Iraq and Syria, ongoing war with the Islamic State and growing authoritarianism in Turkey have Kurds across the region calling for increased autonomy and reform, according to an expert panel at the Third Annual Forum of the American University of Iraq, Sulaimani.

In a Thursday afternoon panel titled “Emerging Kurdish Dynamics; Regional Implications Turmoil,” journalists, experts and political leaders warned of growing pains and sectarian divides that must be overcome in order to make the Kurdish dream of independence a reality.

“In the beginning of the 21st century, all of humanity, and this region especially, is looking for the freedom of democracy,” said Syrian Kurdish leader Saleh Muslim, co-chair of the Democratic Union Party (PYD), in his opening remarks.

He added that in Rojava, or Syrian Kurdistan, local leadership had no choice but to push for self-governance following the total breakdown of Syrian state institutions and the encroachment of ISIS.

“We established a model in Rojava which is a self-democratic model. We were forced to do it. We had to look out for the rights of our people,” Muslim said. “It should be a model for Syria, and it could be a model for all the Middle East.”



Panel discussion at the Sulaimani Forum

He also said Rojava’s use of female fighters and treatment of women are models of equality the whole region might emulate.

“The women were fighting, the women were beating ISIS,” he said.

Kamaram Qaradaghi, the former chief of staff for former Iraqi President Jalal Talabani, cautioned sectarian divisions could derail a future Kurdish state, and encouraged Kurds to unite behind more than just a common enemy like ISIS.

“If we assume Daesh [an Arabic acronym for ISIS] will be defeated, what afterwards? We only deal with issues when a crisis appears,” he said. “We need a different kind of approach to the future, we need a clear vision.”

Though pessimistic, Qaradaghi praised the Kurdish war effort against ISIS: “The fight against Daesh proves there is a belief among the Kurdish people to defend the country, to defend our lands. [The Peshmerga] are fighting, they are standing firm to

defend Kurdistan.”

He added that following a resolution of the ISIS crisis there would be a need for Kurds to “improve relations between Kurds in all parts of Kurdistan.”

“Kurdish parties should respect other parties and they should not interfere in the affairs of other Kurdish parties in other parts of Kurdistan,” Qaradaghi concluded.

The final official speaker in the segment was Amberin Zaman, a Turkish journalist with *The Economist*, who said the latest political developments in Turkey—which possesses the largest Kurdish population in the region—could soon bring to a head the issue of Kurdish independence.

According to Zaman, the Kurdish-led Peoples’ Democratic Party (HDP) in Turkey will seek to form its own parliament for Turkey’s Kurdish region if it is once again denied seats in the central government’s parliament.

She added the HDP has grown strong in recent years because more

than just being a Kurdish party, it has drawn the support of many Turks frustrated with the increasingly authoritarian policies of Turkish President Recep Tayyip Erdoğan.

“The Kurds hold the keys to the future of Turkish democracy,” she said, adding that Turkish Kurds were being increasingly drawn into their brethren’s battles against ISIS in neighboring Syria and Iraq.

“There are Kurdish mothers whose sons are dying beyond the Turkish borders fighting for the Kurds,” she said.

Zaman, a self-identified Turk, concluded by saying “beji Kurdistan,” Kurdish for “long live Kurdistan.” The crowd erupted in whistles and cheers.

At the end of the presentation, veteran Peshmerga leader Muhammad Haji Mahmoud—a famed local hero known affectionately as Kaka Hama who recently lost a son to an ISIS sniper—rose from the audience to make a statement.

As he stood with a microphone wearing traditional *cilî Kurdî* and a large head wrap, the crowd rose to its feet and cheered wildly in support.

“We need to get together and find a new formula, a new equation. Federalism might be the only successful method,” he said, drawing more cheers.

“Why does Baghdad still send salaries to Mosul every month? The Kurdish people are defending Iraq along 1500 kilometers instead of the Arabs... and for 40 days the Peshmerga have gone without pay,” Kaka Hama continued. “We as a Kurdish nation have been shedding our blood every day and they send salaries by plane to Mosul.”

“I believe Iraq cannot continue to exist as it is,” he finished as the audience roared. ■



March 13, 2015

18 ISIS fighters surrender to Peshmerga in Kirkuk

By RUDAW 13 march 2015

KIRKUK, Kurdistan Region - At least 18 unarmed militants from the Islamic State (ISIS) handed themselves over to Kurdish Peshmerga forces on Friday in the village of Ghubaiba in Kirkuk province, a

military official told Rudaw.

Shwan Hama Gharib, a commander of the Peshmerga forces, said the fighters walked into the Peshmerga base in Ghubaiba to surrender.

The fighters walked into the Peshmerga base without any guns, and are now under investigation



Kurdish Peshmerga forces in Kirkuk province. AFP photo.

by Kurdish forces, Gharib added.

Pushing through with their recent offensive Kurdish Peshmerga forces, backed with coalition airstrikes, attacked ISIS

militants and took control of major villages and towns in Kirkuk province on Friday. ■

LE FIGARO

vendredi 6 mars 2015

Fer de lance de la guerre contre l'État islamique, les Kurdes syriens tentent de sortir de leur isolement

SAMUEL FOREY @SamForey
ENVOYÉ SPÉCIAL À DERIK (SYRIE)

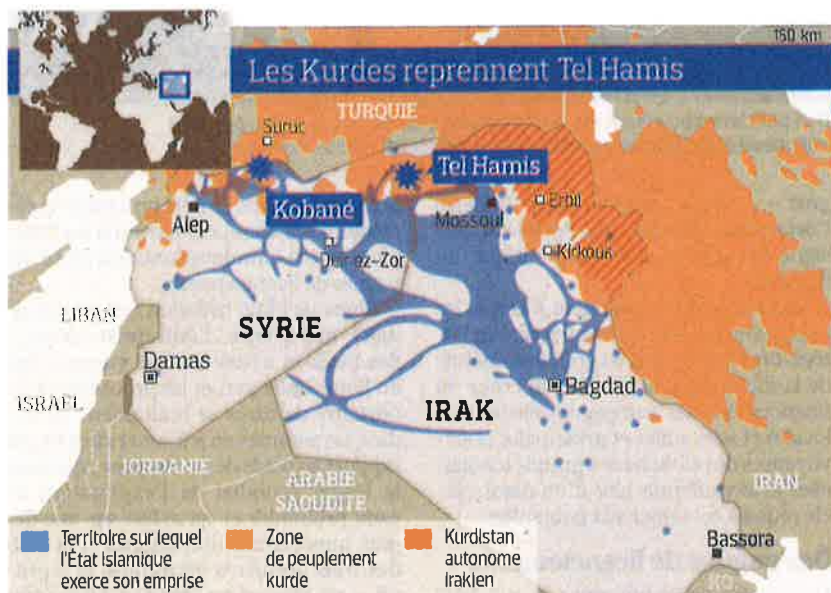
LES KURDES SYRIENS ont remporté une victoire décisive, le 27 février, loin des caméras. Ils ont réussi à s'emparer du bourg de Tel Hamis, au nord-est de la Syrie. Tel Hamis était un bastion djihadiste, enfoncé comme un coin dans le territoire du Kurdistan syrien. Du bourg, les combattants de l'organisation État islamique pouvaient lancer leurs raids dans l'est de la Syrie, jusqu'en Irak, distant d'à peine 30 kilomètres. Les YPG - les Unités de protection du peuple, les combattants kurdes syriens - avaient tenté de s'emparer de la ville en décembre 2013, sans succès.

Mais, cette fois, ils n'étaient plus seuls. Ils avaient avec eux les avions de la coalition internationale menée par les États-Unis, qui ont apporté un réel soutien pendant l'offensive des YPG. La coordination air/sol se poursuit. Elle avait commencé pendant le siège de Kobané, cette province du Kurdistan syrien, menacée d'être rayée de la carte par les djihadistes, aujourd'hui presque entièrement reconquise par les YPG. Au sol non plus, les Kurdes syriens n'étaient pas seuls. Ils ont monté leur propre coalition avec les forces locales. Comme à Kobané, là encore, les Kurdes irakiens ont assuré un appui avec leur artillerie, tout en restant soigneusement de leur côté de la frontière.

Les YPG se sont aussi assuré le soutien de milices syriaques ainsi que de tribus arabes sunnites, comme « l'armée de Sanadid ». L'aide de ces tribus est indispensable dans ces zones-frontières partagées entre Arabes et Kurdes. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, 175 djihadistes auraient été tués dans les combats pour reprendre Tel Hamis - avec des douzaines de morts côté kurde, sans plus de précisions.

Pour le PYD, c'est un véritable succès. Le Parti de l'union démocratique, aux commandes dans le Kurdistan syrien, renforce son crédit auprès de la communauté internationale. Des cadres du parti ont été reçus à Paris par François Hollande, le 8 février dernier. C'était la première fois que des responsables du mouve-

ment étaient reçus à un aussi haut niveau, officiellement pour « saluer la victoire de Kobané », selon l'Élysée. « C'était un symbole très fort d'être reçu par le chef d'un État membre du Conseil permanent des Nations unies. Notre modèle politique a besoin d'un soutien diplomatique », explique Khaled Issa, le représentant du PYD en France.



Les frères turcs du PKK

Ce modèle politique, le PYD le met en place, patiemment, depuis l'été 2012, quand le régime syrien a quitté ses provinces kurdes, Afrine, à l'ouest, Kobané, au nord, et la Djézireh, à l'est du pays. Créé en 2003 en Syrie, le PYD est fidèle à l'idéologie du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, le mouvement de guérilla d'Abdullah Öcalan. Selon Olivier Grojean, maître de conférences en science politique à l'université d'Aix-Marseille et spécialiste des mouvements kurdes, PYD et PKK sont des « organisations sœurs ». « Le PYD est construit sur le même modèle que le PKK. Leurs cadres militaires sont souvent d'anciens commandants PKK. Leurs objectifs sont convergents aujourd'hui. Mais étant donné la singularité des contextes syrien et turc, il n'est pas impossible qu'à l'avenir les deux organisations prennent leurs distances. Et à Paris, c'est le PYD que François Hollande reçoit, pas le PKK », poursuit Olivier Grojean.

Sur place, les portraits de Bachar et Hafez el-Assad sont remplacés par ceux d'Abdullah Öcalan, le leader du PKK. Entre combattants, on s'appelle Haval, « camarade ». Le passé marxiste-léniniste du PKK a laissé des traces. Une nouvelle constitution, appelée le « Contrat social », a été instaurée en janvier 2014. Elle interdit la peine de mort. Le PYD tente d'introduire une nouvelle législation, avec par exemple un mariage civil - seuls les mariages religieux sont officiellement reconnus dans le régime syrien. Selon un juriste du Kurdistan syrien, il s'agit de « changer les

mentalités » : « On construit un nouvel État donc on reconstruit tout, y compris un nouveau système judiciaire. »

Pour la première fois dans l'histoire du PKK, son idéologie réussit à prendre racine sur le terrain. Une bipolarisation se met en place : le Kurdistan irakien du clan Barzani, soutenu par la Turquie et les États-Unis. Et le Kurdistan syrien modelé par l'idéologie d'Abdullah Öcalan, un territoire encore dépendant du régime syrien, qui paie les fonctionnaires et maintient sa présence dans les deux grandes villes de la province de la Djézireh, Hassaké et Qamichli, où un aéroport accueille encore des avions en provenance de Damas. Il y a entre le PYD et le régime syrien un pacte de non-agression tacite et régulièrement enfreint.

L'ombre des services syriens

Cet État-PKK est encadré de près par les services de sécurité kurdes syriens, les très efficaces Assayish. Le PYD règne en maître quasi incontesté sur son territoire. Il interdit la formation d'autres milices armées kurdes. Selon des témoins, il réserve les produits subventionnés aux fidèles. Certains opposants ont été écartés, achetés, voire brutalisés. Au moins neuf d'entre eux ont été tués ou ont disparu. Un rapport de l'ONG Human Rights Watch a dénoncé ces exactions dans un rapport de juin 2014. Un service militaire particulièrement impopulaire a été instauré. Pour l'appliquer, les Assayish parsèment la région de checkpoints et n'hésitent pas à arrêter les récalcitrants pour les envoyer sous les drapeaux frappés de l'étoile rouge.

Mais le PYD s'est engagé sur plusieurs

points, notamment sur l'emploi des enfants-soldats. Sous la pression des Kurdes irakiens, ils intègrent des opposants dans leurs instances politiques, ainsi que les minorités. À la tête de la province de la Djézireh, il y a deux coprésidents : une femme kurde et un arabe sunnite de la grande tribu des Chammar, à cheval entre la Syrie et l'Irak. Le PYD se pose en protecteur des minorités sur son territoire. « Nous sommes en état de guerre, attaqués sur tous les fronts. La situation politique n'est pas extraordinaire mais on tente de l'améliorer en appliquant les traités internationaux. Et nous sommes fiers d'avoir préservé la paix intercommunautaire dans notre région », estime Khaled Issa, le représentant du PYD à Paris. Il espère que les frontières s'ouvrent, avec les Irakiens et les Turcs. Le Kurdistan syrien, en guerre, économiquement sinistré, se vide de sa population. Coïncé entre l'État islamique, un Irak sans cesse au bord de l'écroulement et une Turquie hostile, le PYD, malgré ses victoires militaires, reste encore bien isolé. ■



Deux combattants kurdes syriens (les YPG) observent lundi le bourg de Tel Hamis, dans la province d'al-Hasaka, qu'ils ont repris à l'État islamique, le 27 février. STRINGER/REUTERS

LE FIGARO

vendredi 6 mars 2015

La Turquie change de tactique contre l'EI

Taxé d'immobilisme, Ankara a décidé d'envoyer du matériel militaire pour venir en aide aux forces irakiennes.

ANATOLIE Souvent critiquée pour sa neutralité, voire sa bienveillance, vis-à-vis de l'État islamique, la Turquie rompt avec cette approche en s'engageant plus fermement dans la lutte contre l'organisation djihadiste. Ankara vient d'envoyer deux avions-cargos de matériel militaire à Bagdad, sans en détailler le contenu. Le ministre turc de la Défense, en visite en Irak, a affirmé que son pays était prêt à apporter de « l'aide logistique et des renseignements de toutes sortes ».

Jusqu'à maintenant, les djihadistes avaient pour habitude de transiter par le sol turc pour aller combattre en Syrie. C'est le chemin qu'avait pris par exemple, le 4 janvier, Hayat Boumeddiene, la compagne d'Amedy Coulibaly, l'auteur de la prise d'otages de l'Hyper Cacher de Vincennes début janvier.

La Turquie s'engagera-t-elle plus avant ? Ahmet Davutoglu, le premier ministre, a rappelé les quatre priorités de la Turquie au sujet de l'Irak : maintenir l'intégrité du pays, travailler avec le Kurdistan irakien, assurer la sécurité de la minorité turkmène et éviter les affrontements sunnites-chiïtes. Pour le chercheur membre de l'Observatoire de la vie politique turque à Istanbul Jean Marcou, il faut relativiser le prétendu soutien de la Turquie à l'État islamique : « Depuis 2014, les accrochages se multiplient entre les djihadistes et les Turcs. Les combattants islamistes ont menacé la tombe de Süleyman Chah. Le personnel diplomatique

turc s'est retrouvé otage de l'organisation à Mossoul. Il ne faut pas parler de revirement maintenant... La politique turque était déjà en train de changer. »

Le tombeau de Süleyman Chah, le

« Le pays est capable de faire plus de 40 kilomètres en territoire syrien quand elle le veut »

A. DAVUTOGLU, PREMIER MINISTRE

grand-père du fondateur de l'Empire ottoman, était situé à l'intérieur du territoire syrien. Il a été rapatrié tout près de la frontière turque. Pour Ahmet Davutoglu, il s'agit d'une preuve que « la Turquie est capable de faire plus de 40 kilomètres en territoire syrien quand elle le veut ». Mais le chef du gouvernement n'a rien dit sur l'utilisation éventuelle de la base aérienne de l'Otan à Incirlik, en Turquie, toujours inaccessible aux avions de la coalition qui bombardent l'État islamique. De fait, les djihadistes se montrent de plus en plus offensifs vis-à-vis de la Turquie. Une note des services de renseignements turcs faisait état en janvier de « 3 000 combattants » qui tentaient d'entrer sur le territoire pour commettre des attentats. Certains d'entre eux seraient déjà sur le sol turc, selon cette note.

Pour la première fois, le 5 février, un

individu soupçonné d'appartenir à l'EI a été arrêté officiellement par les autorités turques. Et le 3 mars, dix suspects ont été interpellés. Et c'est à présent Recep Tayyip Erdogan, le président, qui exprime toute sa verve contre l'organisation djihadiste. Dans l'un de ses discours, il a comparé le saccage du musée de Mossoul, commis la semaine dernière par des membres de l'État islamique, au pillage des trente-six bibliothèques de Bagdad par les guerriers mongols ou à l'autodafé d'un million de livres en Andalousie par un cardinal espagnol. Peut-être le moyen pour les autorités de mieux justifier une nouvelle loi sur la sécurité intérieure, très sévère, qu'elles cherchent à faire voter. ■

S. FO. (À ISTANBUL)

Le calvaire des Assyro-Chaldéens

Les Assyro-Chaldéens de Syrie font face à des temps sombres et à une situation affligeante. Ces attaques criminelles, ces enlèvements d'innocents sont un choc terrible pour une communauté qui a déjà subi beaucoup de souffrances.

Une page de la tragédie des chrétiens d'Orient est en train de s'écrire sous nos yeux, en Syrie, depuis lundi 23 février, après celle de l'Irak.

Avec la destruction des monuments historiques, témoins de plus de trois mille ans d'histoire, et la démolition des églises et des sanctuaires par une bande de nihilistes obscurantistes, on est en train d'effacer la mémoire d'un peuple et les traces d'une civilisation, la Mésopotamie, qui est un des berceaux de l'humanité, détentrice d'un patrimoine mondial.

L'ironie du sort fait que ces nouvelles victimes sont les enfants des déportés des massacres d'Irak de 1933, eux-mêmes des rescapés du génocide de 1915 sous l'Empire ottoman.

Ils vivent au nord-est de la Syrie depuis 1933, sur les deux rives du fleuve Khabur, répartis dans 35 villages, entre les villes de Hassaké et Ràs al-Aïn.

Chassés du Hakkari en 1915, ils s'installent en Irak en 1918. Quinze ans plus tard, ils furent victimes de massacres, largement répercutés à l'époque par la presse internationale, notamment française.

Pourtant, lorsque l'Irak fut admis à la SDN, le 30 octobre 1932, des engagements étaient pris en vue d'établir ces Assyriens, originaires du

Dès leur arrivée dans le Khabur, les Assyriens ont reproduit les structures d'organisation tribales, claniques, familiales et religieuses qui prévalaient depuis des temps lointains au Hakkari

Hakkari, en unité ethnique homogène et en groupe compact, sous l'autorité de leur patriarche. Cependant, le mot « unité » fut mis au pluriel, maintenant ainsi l'état de dispersion de ce peuple.

Tous les efforts entrepris pour établir les Assyriens en bloc avaient en effet échoué à cause de la résistance des autorités irakiennes. De ce fait, on était devant un tel état de désunion et de ballottage que la situation devenait de plus en plus critique. Des massacres eurent lieu au village de Simélé et dans d'autres localités au nord de l'Irak en août 1933, commis par

l'État irakien, désormais indépendant. On fit état de 3 000 victimes, tuées dans des conditions atroces.

C'est alors qu'un certain nombre des montagnards assyriens prirent derechef le chemin forcé de l'exil, vers la Syrie, où ils furent accueillis et installés dans la région du Khabur, par les autorités françaises qui avaient alors le mandat sur la Syrie, confié par la SDN.

Ils ont construit des villages et mis en valeur des terres agricoles qui étaient en friche grâce à leur labeur. Ils étaient cités comme modèle de réussite et de loyauté en Syrie. Nous

pouvons renvoyer à la liste de ces villages, un réel microcosme rappelant leur pays d'origine, le Hakkari. Ce qui est important à relever, d'un point de vue anthropologique et sociologique, c'est que dès leur arrivée dans le Khabur, les Assyriens ont reproduit les structures d'organisation tribales, claniques, familiales et religieuses qui prévalaient, depuis des temps lointains au Hakkari. Chaque village est composé principalement de la tribu et du clan auxquels ils appartenaient.

Très attachés à leur identité, ethnique, culturelle et religieuse, leur histoire est aussi transmise par un patrimoine culturel immatériel, par les chansons, illustrée par le folklore, perpétuée par de nombreux poèmes et des productions littéraires.

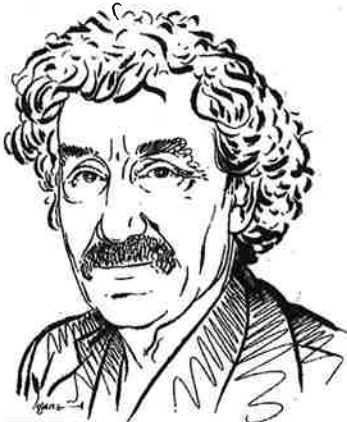
Appartenant à l'Église assyrienne de l'Orient, dite naguère nestorienne, regroupés autour de leur patriarche (qui vivait en exil) et leurs chefs (les Maleks), ils ont bâti des églises dont les noms rappellent leurs saints, ceux qu'ils vénéraient au pays, comme Mar Shalita, Mar Zaya, Mar Pétiou, Mar Guiwarguis, Mar Sarguis, Mar Bichou...

Aujourd'hui, plusieurs villages, comme Tal Tamer, Tal Shamiram, Tal Tawil et Tal Hormuz, ont été attaqués par des islamistes ultraradicaux équipés d'armement lourd. Nourris par une haine viscérale, ces groupes barbares agissent selon une stratégie concertée et savamment préparée en vue de vider la région de sa population chrétienne, en déstabilisant, en semant la peur et en répandant la terreur.

Après 1915, 1933, 2014, le calvaire continue en 2015. Où s'arrêtera-t-il ?

* Professeur honoraire de l'Université catholique de Lyon, ancien titulaire de la chaire Unesco « Mémoire, cultures et interculturalité ».

Dernier livre paru : « Qui s'en souviendra ? 1915 : le génocide assyro-chaldéo-syriaque », Éditions du Cerf, 2014.



JOSEPH YACOUB

L'auteur* rappelle que les ancêtres des victimes actuelles furent victimes des massacres d'Irak en 1933 et du génocide de 1915 sous l'Empire ottoman.



«Libération» s'est rendu dans cette ville du Kurdistan syrien, où les combattants des Unités de protection du peuple, bien coordonnés avec la coalition, ont repoussé les jihadistes.



Les combattants kurdes à Tal Hamis, ville reprise à l'Etat islamique quelques jours avant Tal Brak. PHOTO RODI SAID, REUTERS

A Tal Brak, les hommes de l'EI ont «fui comme des souris»

Par **LUC MATHIEU** Envoyé spécial à Tal Brak et Kameshli (Kurdistan syrien)

Même morts, les jihadistes de l'Etat islamique (EI) stupéfient Hajar. Il ne peut s'empêcher de regarder les photos de leurs cadavres sur son téléphone mobile. Il les a prises le 1^{er} mars, après la bataille de Tal Brak, un village du Kurdistan syrien perdu au milieu des champs de coton et de houblon. Les clichés défilent ; il s'attarde sur l'un, zoome sur un autre, revient en arrière. «Celui-là, c'est un Turc qui s'était accroché un Coran autour du cou. Et les deux, là, c'étaient des Pakistanaïes. Ils étaient habillés tout en noir, même leurs sous-

REPORTAGE vêtements étaient noirs.» Il ne s'en rend pas compte mais il s'est mis à crier. «Oui, je suis furieux. Même leurs cadavres me dégoûtent.» Hajar est un combattant kurde de 39 ans, râblé et nerveux. Dans son autre vie, avant la guerre, il réparait des vélos à Kameshli, principale ville kurde du canton de Djézireh, aux frontières de la Turquie et de l'Irak. Il y a deux ans, lorsque les jihadistes se sont emparés de villages de sa région, il s'est porté volontaire au sein des Unités de protection du peuple (YPG), une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc. Depuis la mi-février, il participe à l'offensive lancée par les Kurdes contre l'Etat islamique dans le canton.

FLAQUE. Le 28 février, il était de l'assaut sur Tal Brak. Les jihadistes occupaient la bourgade depuis un an. Ils avaient accroché leurs pancartes sur des poteaux électriques de la petite place centrale. Elles y sont toujours : «Nous nous battons en Syrie et en Irak, mais nos regards sont tournés vers l'Andalousie» ; «Un califat pour Dieu vaut mieux qu'une dé-

mocratie pour l'Occident». Le terre-plein servait aux décapitations ; les jihadistes veillaient à laisser les corps pourrir trois jours avant de les évacuer. Les habitants n'avaient pas le droit de quitter le village, même pour travailler. Les hommes qui laissaient leur femme sortir sans niqab étaient punis de quatre jours de prison. Les enfants n'allaient plus à l'école. L'ordre de l'Etat islamique paraissait aussi solide que sauvage : il s'est écroulé en moins de quarant-huit heures. «On dit toujours que les combattants de Daech [acronyme arabe de l'EI, ndlr] sont redoutables. Mais ici, ils ont fui comme des souris», dit Rojine, une commandante aussi petite que musclée.

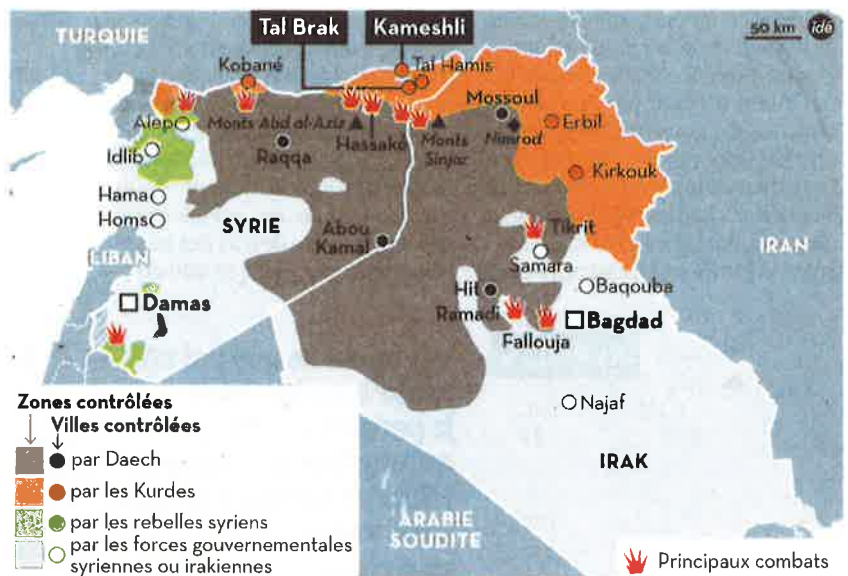
Les combats se lisent sur les murs des maisons. Il y a l'école au toit écroulé, qui servait de quartier général à l'Etat islamique, bombardée au début de l'assaut par un char kurde. Puis, à moins de 100 mètres, les échoppes aux rideaux de fer arrachés, où les jihadistes s'étaient embusqués. «On a perdu un homme ici et plusieurs ont été blessés. Mais on a continué à avancer», raconte Rojine. L'assaut final s'est déroulé dans une autre école, à la sortie du village. Ses murs sont creusés d'impacts de balles et brûlés par les explosions. Une flaque de sang sèche au milieu du couloir du rez-de-chaussée. «Ça, c'est le sang de Daech», dit la commandante. Les Kurdes n'ont pas encore pénétré dans l'école, persuadés qu'elle est minée. Le long du mur d'enceinte, il y a un camion piégé.

«On les a entendus sur nos radios. Le kamikaze hurlait : «Je n'arrive pas à me faire exploser, ça ne marche pas ! Je fais quoi ? Je fais quoi ?» L'un des chefs lui a finalement dit de se sauver», raconte Rojine. Au total, trente jihadistes de l'EI ont été tués les 27 et 28 février à Tal Brak. Un combattant du YPG est mort, dix autres ont été blessés. Un bilan comme une revanche. L'hiver dernier, les Kurdes avaient déjà tenté de reprendre la bourgade et ses hameaux. Mais l'offensive avait viré à la déroute. Trente-cinq de leurs combattants avaient été faits prisonniers avant d'être décapités.

PROPAGANDE. A Kameshli, dans son bureau encombré de canapés et de tables basses, Redur Xelil, porte-parole du YPG, dit ne pas vouloir plastronner. Mais il ne peut s'empê-

cher de sourire. «Nous n'avons pas encore gagné contre Daech, loin de là. Ils ont énormément d'armes et de partisans. Mais sans vouloir être arrogant, il faut reconnaître que les Kurdes sont les seuls à les repousser ces dernières semaines.» Quelques jours avant de s'emparer de Tal Brak, les «camarades», selon l'expression consacrée du parti, avaient reconquis Tal Hamis, à une vingtaine de kilomètres. Ces succès, ils le reconnaissent, doivent beaucoup à la coalition et à ses bombardements. Le porte-parole du YPG évoque «un effet Kobané», en référence à la bataille de cet automne pour le contrôle de l'enclave kurde.

LONGUE-VUE. A Tal Brak, devant une ferme aux murs de torchis qui fait office d'avant-poste, le commandant Hajar sait que la bataille sera longue. Il pointe la plaine, devenue floue sous les rafales de vent et de pluie. Les jihadistes sont à quelques kilomètres, il ne sait pas exactement combien, mais ils sont là. Ils tirent parfois des obus de mortier. Dès qu'ils le pourront, dès qu'ils auront ramené de nouvelles armes, ils lanceront une contre-attaque. «Le problème avec eux, c'est qu' hormis pour les échanges de prisonniers, il n'y a aucune table où l'on pourrait s'asseoir pour négocier», affirme Hajar. *Lorsqu'Al-Qaeda et Ahrar al-Sham [un groupe salafiste syrien, ndr] étaient implantés dans la région, on pouvait discuter. Avec Daech, c'est impossible: ils refusent de comprendre que l'on défend notre terre. Ils veulent juste faire couler le sang.* Dans l'immédiat, le commandant kurde est



«Le régime [syrien] n'a rien fait contre Daech. Maintenant que nos martyrs les ont repoussés, il veut tout récupérer. Il rêve: on se battra contre lui comme contre Daech, qu'il le sache.»

Hajar un combattant kurde

moins inquiet des mouvements jihadistes que de ceux de l'armée du régime de Bachar al-Assad. Elle aussi est toute proche, à moins de 2 kilomètres. Les militaires ont installé un barrage le long de la route qui mène à Al-Hasakah, la grande ville de la région, contrôlée en partie par le gouvernement. Un jeune Kurde observe les soldats avec une longue-vue aux pieds vacillants. La veille, cinq véhicules de l'armée gouvernementale ont tenté une incursion, arrivant jusqu'à l'avant-poste. Hajar en est encore furieux. «Le régime n'a rien fait contre Daech en un an, il les a laissés s'installer ici avec leurs tanks et leurs armes, sans bouger. Et maintenant que nous avons combattu et que nos martyrs les ont repoussés,

il veut tout récupérer. Il rêve: on se battra contre lui comme contre Daech, qu'il le sache.»

L'incident de la veille n'a pas provoqué d'affrontements armés. Comme souvent, il s'est réglé par

des coups de téléphone entre responsables des deux camps: les Kurdes ont menacé de lancer une offensive, le régime a rappelé ses blindés. Mais Hajar reste méfiant. Avec ses hommes, il a bâti un barrage de terre de 2 mètres de haut en travers de la route, juste en face de la ferme. La protection est dérisoire contre un tank mais elle pourrait ralentir des pick-up. Deux jeunes combattants se sont assis en haut du talus. Ils regardent vers leur ville natale d'Al-Hasakah, où ils ne peuvent retourner sans risquer la prison. Ils entonnent doucement une chanson traditionnelle syrienne. Elle parle de paix et d'unité. ◀



Syrie: au moins 40 morts dans des combats acharnés entre Kurdes et l'EI

Beyrouth, 8 mars 2015 (AFP)

AU MOINS 40 combattants kurdes et jihadistes du groupe État islamique (EI) ont été tués dans de violents affrontements pour le contrôle de Tall Tamer, une localité stratégique du nord-est de la Syrie, a affirmé dimanche une ONG.

Par ailleurs, onze civils ont péri dimanche lors d'un raid aérien du régime contre Erbine, une localité rebelle située à 7 km au nord-ouest de Damas, toujours selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). 50 personnes ont été blessées.

"De terribles combats se sont déroulés durant les dernières 24 heures autour de Tall Tamer", une localité à 40 km au nord-ouest de Hassaké tenue par les forces kurdes mais "que les jihadistes cherchent à prendre", a affirmé à l'AFP le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane.

"L'EI a d'abord réussi à avancer" mais les Unités de protection du peuple (YPG), la principale force kurde en Syrie, "ont demandé des renforts et réussi à le faire reculer. Les combats ont 40 morts de part et d'autre", a-t-il ajouté.

Les jihadistes veulent s'emparer de Tall Tamer car elle est doublement straté-

gique. Son contrôle leur permettrait de couper la voie de communication entre l'est de la province et la ville de Hassaké, tenus par les Kurdes. Ils pourraient également s'ouvrir un corridor reliant la province d'Alep (nord) à la frontière irakienne et à Mossoul qu'ils contrôlent depuis juin.

Par ailleurs, à Damas, plusieurs civils ont été blessés par des roquettes de type katioucha tirées des zones rebelles sur le quartier de Mazzé et de la place des Omeyyades, dans l'ouest de Damas, selon l'OSDH.

Dans le nord de la Syrie, les combats se sont poursuivis entre jihadistes du Front al-Nosra et forces du régime autour de Handarat et Bashkoy. Selon l'OSDH, un chef local d'al-Nosra a trouvé la mort et un enfant a été tué par un missile dans la localité rebelle de Hraitane.

Selon une source militaire, l'armée a relancé dans ce secteur une offensive dans la nuit de vendredi à samedi avec l'appui de l'aviation, après l'échec d'une première tentative le 20 février.

Enfin, dans la même province, al-Nosra a remis au Front Chami, une coalition d'organisations islamistes, la base militaire 46 d'où il avait chassé le 28 février le groupe rebelle syrien Hazem, considéré comme modéré et proche des États-Unis. Les rebelles avaient pris à l'armée cette base en novembre 2012.

International New York Times

MARCH 12, 2015

Veterans volunteer to fight Islamic State

AUSTIN, TEX.

BY DAVE PHILIPPS
AND THOMAS JAMES BRENNAN

Last fall, Patrick Maxwell, a 29-year-old Iraq war veteran now selling real estate in this bustling city, saw something in news footage of Islamic fighters in Iraq that he never saw as an infantry Marine there: the enemy.

"We patrolled every day, got shot at, mortared, hit by I.E.D.s, one of my friends was killed," said Mr. Maxwell, a former sergeant who deployed in 2006 to Anbar Province. "But I never saw the enemy, never fired a shot."

With the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, hoisting its black flag above many Iraqi cities that United States troops spent years working to secure, he saw a second chance. He connected with a Kurdish military officer online, packed his body armor, some old uniforms and a faded green ball cap with a Texas flag patch on the front, and flew to Iraq.

Within days, he was on the front lines as a volunteer fighter with Kurdish security forces, known as the pesh merga, in northern Iraq, peering through a rifle scope at Islamic State fighters as bullets whizzed past.

"I may not be enlisted anymore, but I'm still a warrior," said Mr. Maxwell, who left the Marines with an honorable discharge in 2011. "I figured if I could walk away from here and kill as many of the bad guys as I could, that would be a good thing."

Mr. Maxwell is one of a small number of Americans — many of them former members of the military — who have volunteered in recent months to take up arms against the Islamic State in Iraq and Syria, even as the United States government has hesitated to put combat troops on the ground. Driven by a blend of motivations — outrage over the militants' atrocities, boredom with civilian life back home, dismay that an enemy they tried to neutralize is stronger than ever — they have offered themselves as pro bono advisers and riflemen in local militias.

"More than anything, they don't like ISIS and want to help," said Matthew VanDyke, an American filmmaker who has spent time this winter with four American veterans covertly training a militia of Assyrian Christians in northern Iraq to resist the Islamic State. He is now recruiting more veterans to help, though late in February, the American Mesopotamia Organization, a California-based nonprofit group that helped fund the militia, broke ties with him.



Patrick Maxwell's time with the pesh merga abruptly ended in mid-January, when State Department officials told pesh merga leaders that American civilians should not be in combat.

In a phone interview from Iraq, Mr. VanDyke said that many veterans spent years honing combat skills in war only to have them shelved in civilian life, and that they are eager for a new mission.

"A lot of guys did important stuff overseas and came home and got stuck in menial jobs, which can be really hard," he said. "We offer them kind of a dream job, a chance to do what they are trained to do without all the red tape and PowerPoints."

While the United States authorities have tracked and prosecuted citizens who try to join the Islamic State, it is unclear how they will respond to Americans fighting the group, especially since some Kurdish militias in Syria have ties to groups the State Department classifies as terrorist organizations.

Behind the scenes, American officials have pressured the pesh merga to keep

Americans out of the fight, according to veterans of the United States military who have been in Iraq. After being contacted by The New York Times, the pesh merga released a statement saying it would no longer accept foreign volunteers. Other militias are still accepting Westerners.

The decision to fight the Islamic State carries risks. Beyond being killed, captured or kidnapped and held for ransom, Americans could also get caught fighting with a group that is viewed as a terrorist organization by the United States government. John Walker Lindh, for instance, joined the Taliban to fight other Afghans during their country's civil war but then was captured by American forces during the invasion after the Sept. 11, 2001, attacks. He was sentenced to 20 years in prison for a list of crimes, including conspiracy to murder Ameri-

can citizens.

"These war zones are often foggy, and tough to tell friend from foe," said Neil MacBride, a former United States attorney who has prosecuted similar cases. "U.S. citizens could risk running afoul of U.S. material support to terrorism laws if they took up with the wrong group."

Mr. Maxwell said he went to Iraq in part because little was keeping him here.

After a solid career in the military, which included guarding the president at Camp David and training troops, he left the Marines in 2011. He drifted from job to job, working construction, tending bar and pedaling a bicycle taxi. He also worked as a security contractor guarding an American Consulate in Afghanistan, but left after seven months.

Last fall, as the Islamic State escalated attacks in Iraq, he was buying and selling houses in Austin when it dawned on him that he wanted to return to Iraq to find the enemy that had eluded him nearly a decade before.

Fearing that joining the wrong militia could get him in trouble with anti-terrorism laws, Mr. Maxwell contacted a lieutenant in the pesh merga through Facebook and offered his services.

"It was surprisingly easy — I just booked a commercial airline ticket and told my clients I was going backpacking in Asia," he said in an interview in his studio apartment, where the only clutter was a pile of military gear and a copy of Ernest Hemingway's "For Whom the Bell Tolls."

In the northern Iraqi city of Sulaimaniya, Mr. Maxwell was greeted at the airport by the Kurdish lieutenant. Soon after, he befriended one of the few foreign volunteers there, a Canadian veteran named Dillon Hillier, who had served

in Afghanistan.

"We both thought it was important to help, to not sit back and watch it happen," Mr. Hillier said in a phone interview from his home in Ontario.

The pair ended up in a ragtag infantry battalion on the front lines near Kirkuk, eating humble meals of rice and flatbread, traveling in beat-up, sometimes bullet-pocked trucks and sleeping on the floors of drafty shipping containers.

"This is just like back in Al Anbar

"I figured if I could walk away from here and kill as many of the bad guys as I could, that would be a good thing."

Province," Mr. Maxwell said with a laugh in a video he made while speeding to the front lines in the back of a Ford pickup, holding a belt-fed machine gun. "Except we have no safety gear, no medical support and no air support."

Much of the time he was kept away from the fighting, providing security for pesh merga generals, while occasionally manning sniper positions on berms on the front line. Mr. Maxwell said fighting was rare during his time on the

Kurdish lines. "It was more like a World War I standoff," he said.

In the seven weeks he was in Iraq, he became disenchanted as he watched a procession of American outcasts come to volunteer, including a man kicked out of the Marines who had arrest warrants in the United States and a biker with lip piercings, implanted fangs and "necromancer" written across his black leather jacket. "Guys who had nothing to live for and just wanted to lay down bodies," Mr. Maxwell said.

His time with the pesh merga abruptly ended in mid-January, he said, when American Special Operations forces advising the Kurds spotted him at a base near Kirkuk and State Department officials told pesh merga leaders that American civilians should not be in combat.

Mr. Maxwell said that he was removed from the front and that a few days later he and Mr. Hillier flew home in frustration.

"There was no point being there," he said. "Politics had gotten in the way."

In January, when Mr. Maxwell arrived at Kennedy International Airport in New York with over 100 pounds of military gear, he assumed that he might be detained and possibly charged for fighting

with the pesh merga, but no one stopped him. (The State Department said in a statement that it "does not support" the activities of American citizens who travel to Iraq to fight the Islamic State.)

Even now, he wavers between wanting to stay home and wanting to return to Iraq.

At one moment, while sitting on the edge of his bed in Austin, wearing jeans and Converse sneakers, he said he had no desire to return.

A few hours later, though, he saw a Facebook post about Mr. VanDyke's new venture, a nonprofit security organization called Sons of Liberty International, which is trying to train Assyrian Christians to fight.

"I wish I had known about that when I was there," he said. "If I could go back and actually fight, I would do it right now."

Dave Philipps reported from Austin, and Thomas James Brennan from New York. Kamil Kakol contributed reporting from Sulaimaniya, Iraq, and Karam Shoumali from Istanbul.

International New York Times SATURDAY-SUNDAY, MARCH 14-15, 2015

ISIS extends reach despite inner strife

WASHINGTON

BY HELENE COOPER, ANNE BARNARD AND ERIC SCHMITT

The Islamic State is facing growing dissension among its rank-and-file fighters and struggling to govern towns and villages it has seized, but the militant group is still managing to launch attacks and expand its ideological reach outside Iraq and Syria, senior American officials said.

In the seven months since allied warplanes in the American-led air campaign started bombing select Islamic State targets, the Sunni militancy, while marginally weaker, is holding its own, senior defense and intelligence officials said.

Pentagon officials expressed only cautious optimism this past week after the Islamic State lost much of the central Iraqi city of Tikrit following more than a week of fierce fighting, warning that it would be as difficult for Iraqi forces to hold the city as it was to liberate it. And even as the militants had a last stand in Tikrit, Islamic State fighters were mounting one of the fiercest assaults in months in the city of Ramadi, west of Baghdad.

But in recent months tensions have become apparent inside the Islamic State, also known as ISIS, ISIL and Daesh. The troubles stem from new mil-

itary and financial pressures and from the growing pains of a largely decentralized organization trying to hold together what it views as a nascent state while integrating thousands of foreign fighters with Iraqi and Syrian militants.

The tensions were described in interviews with a Syrian fighter who recently defected from the group and an Islamic State recruiter who still works with the group but is critical of some of its practices. The troubles were consistent with accounts from residents of areas that the Islamic State controls and from interviews with numerous Syrian activists

"We've had some successes taking out a lot of their leadership, but they have replacements."

who oppose both the Islamic State and the Syrian government. Those activists have recently fled from those areas but maintain extensive contacts there.

There are reports of dozens of executions and imprisonments of Islamic State fighters trying to flee the group. There are strains in fighting on multiple fronts, with some fighters being de-

ployed to battles that, they complain, are not strategically important. There are complaints about salaries and living conditions, disputes over money and business opportunities, and allegations that commanders have left with looted cash and other resources.

And there is growing anecdotal evidence that some members of the group — particularly locals who may have joined out of opportunism or a sense that it was the best way to survive — have been repulsed by its extreme violence.

"I still feel sick," Abu Khadija, the Syrian Islamic State defector, said recently after witnessing what he said were the beheadings of 38 Kurdish and Alawite war prisoners by Islamic State fighters in Yaroubiyeh, a Syrian town on the Iraqi border. Abu Khadija asked to be identified only by his nickname for his safety.

Despite such accounts, Gen. Lloyd J. Austin III, the head of United States Central Command, said the battle against the Islamic State is nowhere near won. Although General Austin recently told

the House Armed Services Committee that airstrikes had killed more than 8,500 Islamic State militants, eliminated the group's primary source of oil revenue and degraded the ability of its leaders to command and control its troops, Pentagon and counterterrorism officials said the militant group was increasingly dangerous through new affiliates in Afghanistan, Algeria, Egypt and Libya. Boko Haram, the Islamic militancy in Nigeria, became the latest group to swear allegiance to the Islamic State last weekend.

So far the self-declared caliphate has lost only about 20 percent of the territo-

14 million youths suffering from Syrian-Iraqi violence

GENEVA

BY NICK CUMMING-BRUCE

About 14 million children are suffering hardship and trauma from the war in Syria and Iraq, the United Nations children's agency said on Thursday, highlighting the needs of children struggling to cope with severe violence, and the danger to the rest of the world of failing to help a generation preyed on by extremist groups.

"Violence and suffering have not only scarred their past, they are shaping their futures," Anthony Lake, the director of Unicef, said in a statement that accompanied a report on the plight of 5.6 million children in Syria and two million more who have fled as refugees. Close to three million children in Iraq and 3.6 million children in neighboring countries bearing the brunt of the influx are affected by the conflict, Unicef estimated.

"As the crisis enters its fifth year, this generation of young people is still in danger of being lost to a cycle of violence — replicating in the next generation what they suffered in their own," Mr. Lake said.

Unicef's report was one of a number of statements by international relief

"This worst humanitarian crisis of our era should be galvanizing a global outcry of support, but instead, help is dwindling."

agencies detailing the plight of civilians in Syria in a conflict that has killed more than 200,000 people.

Describing 2014 as the worst year yet in the conflict, a report by 21 humanitarian agencies on Thursday said that parties to the conflict had ignored three United Nations Security Council resolutions demanding access for humanitarian assistance, that the number of children needing aid had increased by nearly one-third since the previous year, and that funding for aid agencies had fallen steeply in relation to needs.

"This worst humanitarian crisis of our era should be galvanizing a global outcry of support, but instead, help is dwindling," António Guterres, the United Nations high commissioner for refugees, said in a statement Thursday.

He added, "With humanitarian appeals systematically underfunded, there just isn't enough aid to meet the colossal needs — nor enough development support to the hosting countries creaking under the strain of so many refugees."

Across Syria, an estimated 2.8 million children were still struggling to pursue some form of learning amid the rubble

and destruction resulting from the conflict. An assault on a school in eastern Damascus that killed at least 11 children in November was one of 68 school attacks recorded in 2014, Unicef said.

In large sections of the country controlled by the Islamic State, young children are increasingly being pulled into active roles in the conflict and subjected to intense indoctrination and training in the use of weapons, said Hanaa Singer, Unicef's representative in Syria.

"Not only are they victims — they have become involved more and more as perpetrators," she said in an interview.

In Raqqa, its headquarters, the Islamic State has reopened schools teaching extremist ideologies, Ms. Singer said, noting the propaganda videos distributed by the Islamic State showing children being taught to throw bombs and to place them under vehicles.

"Children are being indoctrinated in a very systematic way," Ms. Singer said.

Despite the conflict, Unicef and local partners had been able to get polio vaccines to 2.9 million children and to contain a 2014 outbreak, Ms. Singer said. An estimated 840,000 doses of measles vaccine were also delivered, she said.

With the help of local partners, vaccination had even continued in some Islamic State-controlled areas of Syria.

But the United Nations estimated that 4.8 million people, including two million children, were trapped in areas that could not be reached regularly by aid agencies, and delivering assistance across conflict lines remained hazardous, Ms. Singer said. Some medicines were allowed through government checkpoints to areas controlled by the opposition, but security forces routinely unloaded surgical supplies from aid convoys.

In a move that promised easier access for humanitarian assistance to Aleppo, a devastated city of 300,000 people, the Syrian government announced the suspension of aerial bombing of the northern city last month. Since then, however, the government has expelled four crucial United Nations aid agency staff members, citing contacts with the opposition, setting back efforts to increase aid and adding to the difficulties of negotiating cross-line access for aid.

At the same time, all aspects of humanitarian aid and protection faced critical shortfalls in funding, Ms. Singer said.

"We are urging longer-term investment by donors so that children can survive and start to build the next phase of their lives."

Unicef had sought about \$815 million for its operations in Syria and neighboring countries in 2015, but as of early March, it had received little more than one-tenth of that amount.

"We can't give up on the people of Syria," Ms. Singer said.

ry it seized in Iraq — most of it in the north, to Kurdish pesh merga troops who have been supported by the United States, the Iraqi government and Iran, a senior defense official said. The main areas it has lost — including most of Tikrit — have been the focus of the overwhelming allied air campaign.

"Other than that, we're basically looking at what we had before," said Jessica Lewis McFate, research director with the Institute for the Study of War. "Their numbers are reduced, but their foreign fighter flows are still robust."

Obama administration officials also said they faced major challenges in countering the Islamic State's propaganda machine, which pumps out as many as 90,000 Twitter messages and other social media communications every day, and is attracting about 1,000 foreign fighters a month from across Europe, North Africa, the Middle East and the United States.

"ISIL remains, as we've seen, a formidable and brutal threat," James R. Clapper Jr., the director of national intelligence, said recently. "We've had some successes taking out a lot of their leadership, but they have replacements."

Abu Khadija, the Syrian Islamic State defector who witnessed the 38 beheadings, said he was trying to get into Turkey, despite knowing that Islamic State militants might kill him if they caught him. He said he could not forget the beheadings.

"Honestly, I will never do it. I can kill a man in battle, but I can't cut a human being's head with a knife or a sword," he said, adding that the executioners had argued over who would wield the knives and finally settled the issue by lottery.

During nearly a year in contact with New York Times reporters, Abu Khadija had expressed gradually growing discontent. His grievances ranged from relatively mundane issues like eating canned food and being deployed to a front line far from his family because of a lack of fighters, to discomfort with the group's strategic priorities and its extreme violence.

Over all, there has always been mistrust between Syrians and foreigners in the Islamic State, said Omar Abu Layla, a longtime activist in Deir al-Zour who is now in Germany and tracks jihadist groups through contacts back home, and uses a nom de guerre for his contacts' safety.

Islamic State foreign fighters, known as muhajireen, dominate the group's military leadership and administrative bureaucracy, according to Mr. Abu Layla. "The mistrust was obvious from the beginning," he said. "They never trusted the locals."

Helene Cooper and Eric Schmitt reported from Washington, and Anne Barnard from Baghdad and Antakya, Turkey. Reporting was contributed by Hwaida Saad from Beirut, Lebanon, and Antakya; Karam Shoumali from Istanbul; and an employee of The New York Times from Kirkuk Province, Iraq.



March 16, 2015

Oil minister: KRG economy can be self-sufficient in months

rudaw.net/ March 16, 2015

ERBIL, Kurdistan Region – The Kurdistan Regional Government (KRG) is expected to reach financial self-sufficiency from Baghdad in the coming months, Ashti Hawrami, KRG energy minister, has told Rudaw. On the sidelines of the Third Annual Forum of the American University of Iraq, Sulaimani, Hawrami outlined plans to increase their oil pro-

duction to 750,000 barrels per day by the end of 2015. He said economic independence could be achieved despite Baghdad withholding the region's 17 percent share of budget due to the drop in oil prices and skyrocketing security costs. Hawrami, minister of oil and natural resources since 2006, said Baghdad cut off the KRG from its share of the budget in 2014, a move he claimed was punishment for the KRG's independent oil exports. Still, he said the economic plan would fill the gap.

Hawrami had previously claimed KRG will produce one million barrels of oil per day by the end of 2015. He qualified that number in the interview, explaining the ongoing war with ISIS has delayed the export volume for at least five or six months. Erbil and Baghdad finalized an agreement in December that said the KRG would contribute 550,000 barrels of oil per day to the federal budget. In a separate statement this week, the KRG said it has honored 97 percent



Kurdistan Region Minister of Natural Resources Ashti Hawrami. Photo: AFP

of its commitments under the oil agreement with Baghdad, but said the central government has lived up to only 20 percent of its financial obligations. ■



March 17, 2015

Peshmerga demands ISIS trade for caged comrades

By RUDAW 17 march 2015

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish forces want to exchange Islamic State captives for a group of captured Peshmerga who were seen paraded through an ISIS-held village in metal cages, an official told Rudaw on Tuesday.

A propaganda video released last month by ISIS, showing at least 18 caged Peshmerga on public dis-

play in Hawija, sparked outrage from the families of the victims and the Kurdish street. More than 70 friends and relatives of the hostages staged a protest in Kirkuk, calling on the Kurdistan Regional Government to take immediate action.

There is as yet no confirmation of the fate of the hostages, although the last scene of the video shows them alive.

"We have urged the Islamic

militants to send a list of names of ISIS prisoners they want to be released in an exchange for the captive Peshmerga who have been kept in cages," Aso Mamand, Peshmerga official in Kirkuk, told Rudaw.

Mamand confirmed that Kurdish officials are actively working for a prisoner exchange with the help "several Sunni tribal figures." According to Mamand,



Caged Peshmerga in Hawija

the ISIS leadership has yet to respond.

Peshmerga forces backed by coalition airstrikes have been battling ISIS as the group tries to establish an Islamic state across parts of Iraq and Syria. ■



March 18, 2015

Arab tribes demand joining Kurdistan, forming force within Peshmerga

March 18, 2015, by Abdelhak Mamoun
www.iraqinews.com

On Tuesday, a number of tribal leaders in the west areas of the Tigris in Nineveh province called the presidency of Kurdistan to officially join the borders and form an Arab force within the Kurdish Peshmerga ranks, stressing the importance of maintaining the social fabric in these areas.

A tribal elder in Zammar district, called Moussa Zahir al-Abdullah al-Jubouri, said in an

interview for IraqiNews.com, "The Arab tribes in the areas of Zammar, Rabia and Sinjar officially requested to join the administrative borders of Kurdistan," noting that, "We have been receiving administrative support and services from Dohuk since 2003."

Jubouri added, "Kurdistan Regional Government has carried out numerous service projects in those areas, while the administration of Nineveh province has not implemented any services there yet."

Jubouri also stated that the tribes submit-



Notables of the Arab tribes in Zammar and Rabia

ted a request to the region president to form a force of their young who are willing to volunteer within the Peshmerga ranks to contribute to the defense of their areas. ◆

En Irak, la cité parthe de Hatra détruite par les djihadistes

Après Mossoul et Nimroud, l'Etat islamique s'est attaqué à la ville antique



Le grand temple Shamash Maran, dédié au Soleil, à Hatra, en Irak, avant les attaques. LAM DUC HIEN

Samedi 7 mars, à l'aube, le groupe djihadiste Etat islamique s'est attaqué à Hatra, en Irak (nord), l'antique cité parthe en pierre de taille, dont les vestiges vieux de 2000 ans s'étendent sur 324 hectares. Selon le ministère irakien des antiquités et du tourisme, un habitant du secteur aurait entendu, venant du site, une puissante explosion. D'autres témoins parlent de destructions et de pillages.

« Nous n'avons pas plus de détails, précise Fareed Yasseen, ambassadeur d'Irak en France. Il faudrait trouver un moyen de sécuriser le site dans l'immédiat. » Les remparts qui cernent cette ville sont-ils encore debout, comme les grands temples à fronton et colonnades ? La question reste sans réponse. La cité antique fut le premier site irakien à être inscrit, en 1985, sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco, au titre des biens culturels à valeur universelle. « La destruction de Hatra

marque un tournant dans l'effroyable stratégie de nettoyage culturel en cours en Irak », s'alarme Irina Bokova, directrice générale de l'organisation onusienne.

Cette attaque survient après le saccage, le 26 février, du Musée de Mossoul, deuxième ville d'Irak située à 110 kilomètres au nord de Hatra. Et après les attaques, jeudi 5 mars, contre le site assyrien de Nimroud, entre Mossoul et Hatra. Une escalade dans les destructions à laquelle s'attendait la communauté scientifique. « La lenteur du soutien international à l'Irak encourage les terroristes à commettre de nouveaux crimes, à détruire et à piller... », déclare Qaïs Hussein Rachid, ministre des antiquités et du tourisme irakien.

« Hatra est une cité magnifique des franges du désert, au carrefour des routes caravanières », témoigne Béatrice André-Salvini, conservatrice en chef du patrimoine, qui a dirigé pendant dix ans le département des antiquités orienta-

« La deuxième rentrée financière des islamistes radicaux, après le pétrole, c'est le trafic archéologique »

HOSHAM DAWOD

ancien directeur de l'Institut français pour le Proche-Orient en Irak

les du Louvre. « Les vestiges d'Hatra [I^{er} siècle av. J.-C. - I^{er} siècle ap.J.-C.] en pierre de taille sont uniques dans la région. Certains temples mesurent plus de quinze mètres de haut », précise la spécialiste qui a sillonné l'ancienne Mésopotamie, laquelle correspond aux frontières actuelles de l'Irak avec l'extrême sud de la Syrie.

Syncretisme des croyances

Les premières fouilles, entamées par l'Allemand Walter Andrae, avant la première guerre mondiale, ont été poursuivies, en 1951, par les deux grands archéologues irakiens, Fouad Safar et Ali Mustafa. « Le site restauré et entretenu par les Irakiens était en bon état », ajoute M^{me} André-Salvini.

La cité arabe de l'Empire parthe avait été fondée par des tribus bédouines d'Arabaya, « le pays des Arabes ». Carrefour caravanier stratégique, Hatra contrôlait la route de la soie vers l'est, jusqu'en Inde et en Chine. S'y échangeaient soieries, porcelaines, parfums, pierres précieuses, bois rares, encens, etc. Remontant le Tigre en bateau, les marchands poursuivaient le périple à dos de chameau, jusqu'à Antioche (Turquie).

Assiégée en 116 par l'empereur romain Trajan, Hatra résiste. « Les Parthes avaient un feu redoutable, une grenade à base de bitume et de sulfure, très efficace », note M^{me} André-Salvini. La ville fortifiée par deux ceintures de remparts et gardée par des tours est le symbole de la lutte entre les Parthes et les Romains qui se dispu-

tent les dépouilles de l'ancien empire d'Alexandre le Grand. Après un siège prolongé, elle tombera, vers 250, aux mains des Sassanides, vainqueurs des Parthes.

Parmi les sanctuaires, le plus imposant, Shamash Maran, dédié au Soleil, était jusqu'ici intact avec son fronton, sa volée de marches et sa double colonnade. Ce monument, dédié à la trilogie Martan (Notre Dame), Maran (le Père) et Bermarin (le fils), illustre le syncrétisme des croyances religieuses. Véronique Grandpierre, chercheuse associée au laboratoire Identité et territoires de l'université Paris-Diderot, s'inquiète pour les figures des rois qui ornent les grands arcs. « Ils sont reconnaissables à leurs cheveux courts aux boucles serrées, à leur moustache et à leur petite barbe peignée. Ils portent des tiaras coniques ou se ramassent les cheveux en boule sur le haut du crâne. » Ont-ils disparu ?

La grande statuaire, qui pouvait être dissociée des murs, avait été mise à l'abri à Bagdad et au Musée de Mossoul – elle est tombée sous les coups de marteau des djihadistes, le 26 février, mutilée et sans doute pillée. Irina Bokova rappelait, le 27 février, que le trafic des œuvres d'art en Irak était évalué au total à sept milliards d'euros. Pour Hosham Dawod, ex-directeur de l'Institut français pour le Proche-Orient en Irak : « La deuxième rentrée financière des islamistes radicaux, après le pétrole, c'est le trafic archéologique. » Une manne qui sert leur idéologie : « L'archéologie rassemble les Irakiens au-delà de leur particularisme, local, régional, confessionnel. Pour l'EI, l'art est un blasphème. »

Hosham Dawod regrette que la position des Etats-Unis soit « en deçà de la gravité des événements ». « Pourquoi ne sont-ils pas intervenus avant l'attaque du site de Nimroud ? De leur base d'Erbil, ils peuvent écouter Daech. Ils ont des forces spéciales, des dizaines d'avions. Pourquoi n'ont-ils pas arrêté à temps la destruction des vestiges ? » Des questions que pose toute la communauté scientifique. ■

FLORENCE EVIN

Contre Daech, aidons vraiment les Kurdes



AYMERI DE MONTESQUIOU
Sénateur UDI du Gers
12 mars 2015
www.huffingtonpost.fr

Le 4 avril 2001, le commandant Massoud donnait à Paris une conférence de presse devant 200 journalistes. Il affirmait: "nous n'avons plus de munitions, nos armes sont vieilles, surclassées, nous ne pourrions tenir longtemps. Dites au Président Bush que s'il ne nous aide pas à éliminer les talibans, ceux-ci frapperont le peuple américain sur leur propre sol." L'été suivant, j'ai eu l'honneur de vivre deux semaines chez le Commandant Massoud dans la vallée du Panshir. Il m'asséna que les Occidentaux étaient irresponsables, que leur aide était beaucoup trop parcimonieuse, que seuls l'Inde, la Russie et l'Iran l'aidaient vraiment. Massoud ne fut hélas pas écouté. Mais le 11 septembre suivant, sa prophétie se réalisa.

L'histoire va-t-elle se répéter? Personne n'aurait imaginé, il y a 6 mois, que l'Etat islamique (Daesh en arabe) occuperait aujourd'hui 200.000 km² de Syrie et d'Irak, que Mossoul, 2e ville d'Irak, forte de 2 millions d'habitants, défendue par une garnison de 12.000 hommes, attaquée par 1500 combattants de Daech, tomberait en quelques heures.

Séjournant au Kurdistan irakien du 1er au 9 février, j'entends les mêmes propos que ceux du Commandant Massoud. Ils me sont tenus par le Premier ministre Netchirvan Barzani, par le Général commandant des Peshmergas, Mostafa Seid Qadr, par le

chef du front de Makmour, Serwan Barzani: z nous manquons de munitions, nos armes sont totalement dépassées."

En effet, j'ai vu sur ce front, à moins de 50 km d'Erbil, des transports de troupes de 40 ans d'âge, des peshmergas armés de kalachnikovs aussi anciennes, des vieux T-64 qui, m'a-t-on dit, tombaient en panne après quelques kilomètres.

La guerre que nous menons en France et en Europe et celle en Irak sont les mêmes. La France a pris des positions politiques fortes. Le Président de la république, ses ministres des affaires étrangères et de la Défense se sont rendus au Kurdistan, à Erbil. Nous fournissons aux Kurdes quelques armes, en particulier des canons de 20 mm très performants; des instructeurs forment des peshmergas, qui excellent dans la guérilla, mais qui ignorent la guerre de position.

La timide bonne volonté des Occidentaux se révèle de toute évidence insuffisante. De plus, s'ajoutent à cette carence des anomalies scandaleuses. Ainsi, il est totalement incompréhensible, stupide et humiliant que les Kurdes n'aient pas été invités à la Conférence de Londres du 22 janvier 2015 traitant de la guerre en Syrie et en Irak car ce sont les seuls peshmergas qui paient de leur vie leur tribut à cette guerre, plus de mille morts.

De plus, le matériel livré par la coalition est dérisoire rapporté à un front de 1000 km. Ainsi, seuls 30 lance-missiles sol-sol Milan datant des années 70 ont été fournis par les Allemands.

Les équipements sophistiqués américains pris en très grand nombre par Daech aux forces irakiennes sont infiniment plus performants que ceux des peshmergas. Ceux-ci ne pourront résister longtemps, malgré leur courage inouï, aux attaques. En particulier aux blindés ultra-modernes indifférents aux RPG et encore plus aux kalachnikovs kurdes.

60% des pertes kurdes sont causées par les attaques suicides de ces blindés bourrés d'explosifs qu'ils sont incapables d'arrêter.

Le discours à l'Onu du Président Obama de septembre 2014 a souligné, malgré lui, la faiblesse de l'aide allouée aux Kurdes. Comment peut-il affirmer que la guerre sera longue, 5 ou 6 ans, sans que cela ne sous-entende que l'aide est tout juste suffisante pour que, moyennant quelques frappes aériennes, le front soit stabilisé? Nous avons tous en mémoire qu'en 2003, la 5e armée du monde, celle de l'Irak, fut pulvérisée en 3 semaines. -Que ce soit par loyauté ou par pragmatisme, l'aide aux Kurdes doit être massive et les armes leur être livrées directement, sans passer par Bagdad.

Contre Daech, la guerre terrestre des peshmergas est complémentaire des frappes aériennes de la Coalition.

Si Daech multiplie les échecs, il ne disposera ni du prestige ni de la force d'entraînement qu'engendre la victoire, que ce soit en Irak, en Syrie ou en Europe. Il perdra beaucoup de ceux qui l'ont rejoint dans le succès ainsi que les tribus sunnites attentistes.

Si Daech n'est pas éradiqué d'Irak et de Syrie, les attentats en France et en Europe se multiplieront. Les djihadistes sur notre sol seront exaltés par la force de résistance de l'Etat islamiste. N'oublions pas les exhortations prémonitoires du Commandant Massoud, ne réitérons pas aujourd'hui les mêmes fautes qui généreront demain les mêmes désastres.

Aidons vraiment les Kurdes, il ne faut pas perdre l'honneur de leur serrer la main. ■

Neuf membres de l'EI s'entretuent dans le nord de la Syrie

Reuters - 9 mars 2015
www.orientlejour.com

Au moins neuf membres de l'Organisation Etat islamique (EI) ont été tués dans des combats fratricides dans le nord-ouest de la Syrie lorsque des jihadistes ont tenté d'en empêcher d'autres de

fuir en Turquie, a rapporté lundi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les combats ont eu lieu samedi près de la ville d'Al-Bab, à environ 30 km au sud de la frontière turque, a indiqué l'OSDH, selon lequel cinq fugitifs et quatre combattants qui tentaient de les

arrêter ont été tués.

Parmi les fugitifs figuraient neuf jihadistes européens et un Tunisien qui avaient réussi à s'évader d'une prison de l'EI où ils étaient détenus depuis une précédente tentative de départ à l'étranger, a précisé Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH.

Il a ajouté que ses sources sur le terrain ne connaissaient pas la nationalité des morts et que les cinq fugitifs qui n'ont pas été tués ont été capturés à nouveau.

Ce n'est pas la première fois que l'EI élimine ses propres membres. En décembre dernier, l'OSDH avait estimé à plus de 120 le nombre de combattants exécutés en l'espace de deux mois, pour la plupart des étrangers qui avaient voulu "désertir" et rentrer dans leurs pays d'origine. ●

Syrie : près de 13 000 morts sous la torture dans les prisons d'el-Assad

Depuis le début du conflit, des opposants, des rebelles et 108 enfants ont été torturés à mort dans les geôles du régime, d'après une ONG syrienne.

www.lepoint.fr
13 mars 2015

Beyrouth (AFP) — Près de 13 000 Syriens sont morts sous la torture dans les prisons du régime de Bachar el-Assad depuis le début du conflit il y a quatre ans, rapporte vendredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). "L'OSDH a pu documenter 12 751 prisonniers morts sous la torture depuis le début de la révolte syrienne (...), dont 108 mineurs", a indiqué l'ONG, qui dispose d'un large réseau de sources civiles, médicales et militaires à travers le pays. Le plus jeune de ces mineurs avait 12 ans. D'après l'OSDH, ce chiffre n'inclut pas les 20 000 personnes portées disparues dans les geôles du régime.

"Certains proches des martyrs ont été obligés de signer des déclarations où ils affirmaient que les victimes avaient été tuées par les rebelles" qui cherchent à renverser le régime depuis quatre ans, affirme l'Observatoire. Depuis le début, le 15 mars 2011, de la révolte pacifique contre le régime, qui s'est transformée par la suite en une guerre civile sanglante, plus de 200 000 personnes ont été détenues dans les prisons et les sièges des redoutables services de renseignements syriens. En 2013, l'ONG Human Rights Watch avait indiqué dans un rapport que les services de sécurité forçaient les détenus à se mettre dans des positions douloureuses et leur faisaient subir des abus sexuels, dont le viol et des chocs électriques sur leurs parties génitales.

3,9 MILLIONS DE PERSONNES ONT FUI LE PAYS

Vendredi, l'ONU a dénoncé l'"inacceptable" coût humain du conflit, qui a fait plus de

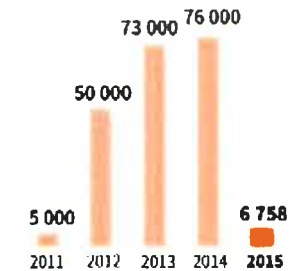
Syrie : quatre ans de conflit

Plus de 210 000 morts



Mars 2011 - Février 2015

Nombre de morts par an



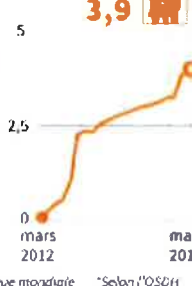
Ayant besoin d'aide

En millions



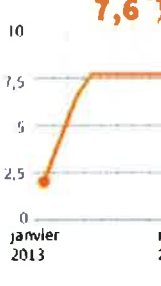
Réfugiés à l'étranger

En millions



Déplacés internes

En millions



Sources : OCHA, IICR, OSDH, Banque mondiale *Selon l'OSDH

Impact économique



210 000 morts, et a pressé les dirigeants mondiaux à mettre de côté leurs "différences" pour mettre fin aux souffrances des civils. Selon les Nations unies, plus de 12,2 millions de personnes en Syrie ont besoin d'une aide d'urgence. La guerre a par ailleurs poussé 3,9 millions de personnes à fuir le pays. Et les combats continuent de faire rage sur plusieurs fronts, entre régime et rebelles, entre djihadistes et rebelles et entre djihadistes et forces kurdes. Ces dernières ont appelé vendredi la coalition internationale dirigée par les États-Unis à les aider contre le groupe extrémiste État islamique (EI), qui mobilise un grand nombre de combattants pour prendre deux localités dans le nord-est de la Syrie.

L'EI tente depuis près d'une semaine de s'emparer de Tall Tamer, dans la province de Hassaké, après avoir pris 11 localités chrétiennes assyriennes dans la zone et kidnappé plusieurs dizaines de ses habitants. Tall Tamer est importante, car elle se situe sur un carrefour menant à la fois à la frontière turque, au nord, et à la frontière avec l'Irak, plus à l'est. L'assaut de l'EI intervient après que le groupe a perdu, le

27 février, son bastion de la province de Hassaké, Tall Hamis, ainsi que sa bataille contre les Kurdes à Kobané, à la frontière turque, en janvier, grâce notamment aux bombardements de la coalition.

Les forces kurdes (Unités de protection du peuple) ont appelé dans un communiqué la coalition à "participer à la bataille de Tall Tamer (...) pour empêcher tout massacre contre des civils sans défense". En outre, l'EI tente de prendre la localité de Ras al-Aïn, située à la frontière avec la Turquie. L'EI, composé en majorité de djihadistes étrangers, contrôle de larges territoires en Irak et en Syrie, où il commet des atrocités contre ceux qu'il considère comme ses ennemis. En Turquie, le chef de la diplomatie Mevlut Cavusoglu a affirmé que l'agent étranger qui avait aidé trois jeunes filles britanniques à rejoindre l'EI en Syrie le 17 février était un ressortissant syrien travaillant au profit d'un des pays de la coalition internationale. ■



15 mars 2015

Les Kurdes affirment leurs positions dans le nord de la Syrie



Par RFI avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion - 15-03-2015
www.rfi.fr

Il y a onze ans, jour pour jour, les Kurdes de Syrie se sont soulevés durant des semaines dans un mouvement durement réprimé - avec des dizaines, voire des centaines de victimes - dans le nord du pays. Ce 15 mars, c'est surtout ce soulèvement-là que marquent les Kurdes de Syrie, plus que le « printemps arabe », version syrienne né il y a quatre ans. Aujourd'hui, où en sont les Kurdes syriens dans cette terrible guerre civile ?

Les Kurdes sont et restent à part. Sans jamais accepter de rentrer dans la coalition nationale syrienne, ni la rébellion de l'Armée syrienne libre (ASL), ils ont obtenu une autonomie de facto en juillet 2012 quand l'armée de Bachar el-Assad avait déserté la région. Pour la première fois de son histoire, le Kurdistan syrien jouissait, sans qu'une goutte de sang ne soit versée, d'une totale liberté ;

et, rapidement le Parti de l'unité démocratique (PYD), affilié au PKK turc, a pris le dessus sur les autres mouvements politiques locaux : dans les trois cantons kurdes de la Rojava, à savoir Afrin à l'ouest, Kobane au centre et Kamishlo à l'est, il a mis en place des institutions solides et surtout une armée nombreuse et bien organisée, même si assez légèrement équipée, parce que tous savaient dans la région que tôt ou tard d'une manière ou d'une autre le conflit les gagnerait et qu'il leur faudrait défendre leur indépendance. Il faut d'ailleurs rappeler qu'officiellement, jamais les Kurdes ne revendiquent la sécession, ils affirment toujours vouloir rester au sein de l'Etat syrien, mais avec un statut de large autonomie.

VICTOIRE SYMBOLIQUE À KOBANE

Ils ont finalement eux aussi dû entrer en guerre, à l'automne dernier avec la bataille de Kobane, mais toujours pas contre le régime de Bachar el-Assad. L'organisation Etat islamique avait déjà attaqué deux fois la Rojava, le canton de Kobane, en juin puis juillet dernier, en vain. C'est en septembre 2014 que les jihadistes ont vraiment envahi le canton,

assiégé sa capitale Kobane jusqu'à en prendre quasiment entièrement le contrôle. La situation paraissait désespérée pour les Kurdes face au rouleau compresseur jihadiste alors que le petit canton kurde est totalement enclavé (la frontière avec la Turquie est fermée hermétiquement). Mais la coalition anti-Etat islamique a décidé de soutenir la résistance kurde, malgré l'opposition de la Turquie, en bombardant les positions jihadistes. Et, après quatre mois de combat, les Kurdes, aidés des peshmergas irakiens et des rebelles du PKK turc, ont réussi à libérer leur ville, remportant une victoire d'une très grande importance symbolique car c'était la première fois que les mouvements kurdes des trois pays - Turquie, Syrie, Irak - combattaient ensemble et remportaient une victoire, au moins temporaire.

NÉGOCIATIONS RELANÇÉES

Cette confrontation a en quelque sorte débordé en Turquie, avec des répercussions directes sur la question kurde dans ce pays. Le mouvement kurde de Turquie sort incontestablement renforcé de cet épisode. Et ce n'est pas un hasard si le gouvernement turc, qui a eu beaucoup de mal à contenir une contestation populaire très vive au moment de la bataille de Kobane - Ankara étant accusé de laisser sciemment les Kurdes syriens se faire écraser par l'organisation Etat islamique - a relancé les négociations avec le parti pro-kurde et le PKK, pour mettre fin à trente ans de conflit armé. Le PKK, fort de ses succès en Syrie et en Irak contre les jihadistes, s'est imposé comme un véritable acteur de la recomposition de cette région, militairement et politiquement. Dans ce contexte, et d'autant que la guerre continue contre l'organisation Etat islamique, il risque d'être très difficile pour le gouvernement turc d'obtenir le désarmement du PKK, comme il en rêve avant les législatives de juin prochain. Cette notoriété de la rébellion acquise sur les champs de bataille renforce aussi le mouvement politique kurde HDP, qui devrait faire un score historique lors de ce scrutin de juin 2015.

Donc, pour faire un bilan global de ces quatre ans de conflit syrien, le mouvement kurde en est le principal bénéficiaire, alors que la Turquie se retrouve, elle, particulièrement en porte-à-faux face à ce conflit. □



ORHAN KEMAL CENGİZ
March 17, 2015,

www.todayszaman.com

No Kurdish question!

President Recep Tayyip Erdoğan has said: "My brothers, there has never been any such problem as the 'Kurdish question' in this country. And yet there are deliberate efforts to keep this on the agenda."

This is a cheap political maneuver aiming at gaining the sympathy of Turkish nationalists, no doubt. But these few sentences tell us a lot about the handicaps facing Turkey in dealing with the Kurdish question. First of all, we do not have a president like those of parliamentary government systems. Erdoğan still acts like he is the head of the Justice and Development Party (AK Party) and like he is the prime minister. Every single day you can see him inviting people to elect 400 deputies for Parliament. He does not say openly that he wants votes for the government but everyone understands that he wants these votes for the AK Party. Under the Turkish constitutional system, presidents are construed like referees; someone who acts to balance power. We lack this balancing factor now. If we had a statesperson in this institution who was not concerned with the upcoming elections, I believe the

peace process would have greatly benefited from his or her efforts.

Another problem Erdoğan's words suggest is this: If Kurds are able to become politicians, soldiers and so on, there is no Kurdish question. We can see this understanding in his words: "What Kurdish problem... What have you not got? Have you had a president [of Kurdish background]? Have you had a prime minister [of Kurdish background]? Have you had ministers [of Kurdish background]? Yes, you have..."

I do not think these words reflect merely a political calculation but also reflect Erdoğan's understanding of the matter. If he can stop violence, there is no Kurdish question. There is not an oppressed people; there were not massive human rights violations; there is no need for cultural and linguistic rights, and so on. Since Erdoğan and his friends do not see the Kurdish question as a part of Turkey's democracy problem and they are not too concerned about democracy any more, they want to give the least and get the most. Therefore, you can see this government as a passive side in the peace process. All of the demands come

from Abdullah Öcalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), and the government accepts them or rejects them. But the government itself does not have a detailed roadmap.

This brings us to the crux of another problem. Instead of deepening Kurds' rights as part of Turkey's democratization, we see that the fundamental rights of Kurds are being bargained with the PKK. There are no political parties in mainstream Turkish politics that can pressure the AK Party to solve the Kurdish question by deepening democracy. Instead, we see a lack of strong will or clichés involving nationalistic discourse on their side. When all these factors come together, we have a peace process which goes one step forward and takes one step back.

I believe there is only one element that can change this status quo and this is the Peoples' Democratic Party (HDP), the pro-Kurdish party. If it passes the parliamentary threshold of 10 percent, the national barage, and is represented in Parliament with 60-70 deputies, then it can be a serious party to the peace process, both as a partner and as a pressing factor. If it cannot pass the national threshold, in this case it will not only remain outside Parliament but its seats will go to the AK Party. In either case, there will definitely be dramatic developments regarding the Kurdish question.

□□□

REUTERS

Iraqi Kurdish region gets delayed budget payment from Baghdad

BAGHDAD, March 19, 2015 (Reuters) by Ned Parker

IRAQ'S KURDISTAN region received a \$420 million budget payment from Baghdad on Thursday, a long-awaited transfer of funds that puts a bilateral oil export agreement back on track.

"It means both sides are committed to adhering to the deal," Iraqi Finance Minister Hoshiyar Zebari told Reuters, confirming the payment.

Baghdad cut budget payments to the Kurds in January 2014 over the semi-autonomous region's oil policies.

They were reinstated in December after the Kurds agreed to export an average of 550,000 barrels per day (bpd) from Ceyhan via Iraq's State Oil Marketing Organisation (SOMO) in 2015.

The agreement was hailed as a breakthrough that would help Iraq increase oil exports at a time when revenues are strained by low global prices and the cost of financing a war against Islamic State insurgents in the north and west.

The Kurds were promised 17 percent from this year's \$105 billion national budget, which averages out to a monthly payment of \$1 billion.

But the payment was missed in February, causing tensions to rise amid difficulties for both sides, according to Zebari.

The central government has severe cash flow problems, burdened by low oil prices and the war it is waging against Islamic State militants across northern and western Iraq.

The Kurds have struggled to reach the export target of 550,000 barrels per day from their own fields and from national fields in Kirkuk that they are now responsible for exporting from.

"There are different expectations from both sides," Zebari told Reuters. He added that the oil exports from the north were now increasing steadily and had reached over 300,000 bpd.

He said both sides would meet their targets for budget payments and oil exports by the end of the year, while figures could vary from month to month. He added Baghdad was expected to make another budget payment to the Kurds at the end of March.

"Both sides are delivering," he said.

The latest payment was negotiated by Zebari and Deputy Prime Minister Roj Nuri Shaways - both Kurds - and Prime Minister Haider al-Abadi and Oil Minister Adel Abdel Mehdi.

Zebari had told Reuters on Wednesday the payment would be made within days. ○

What next for the Kurdish people?

By Jonathan Marcus BBC diplomatic correspondent, March 17, 2015
<http://www.bbc.com>

With the centennial commemoration of World War One still very much on our minds, it is perhaps appropriate that we are approaching the anniversary of the Allied landings in the Dardanelles.

The effort by British, Australian and New Zealand troops to secure the vital straits ultimately ended in abject failure.

But by the end of World War One, Turkey was defeated and the territory of much of the Ottoman Empire divided up among the victors.

It is this World War One campaign, more than any other, that shaped the crumbling contours of the modern Middle East.

RISKY BUSINESS

The boundaries of Iraq and Syria, bequeathed by colonial powers such as Britain and France, who inherited significant parts of the Ottoman lands, are under threat from the Islamic State (IS) militant group movement.

And for the Kurds, a mostly Sunni Muslim people who straddle many of those borders, with communities in Syria, Turkey, Iraq and Iran, this is a time of great risk, but also, potentially, of great opportunity.

It is the Kurds who, bolstered by US and allied air power, seized back the symbolically important town of Kobane from IS fighters.

And it is Kurdish fighters in northern Iraq who have held the line against IS encroachment.

It is perhaps a small footnote to the history of World War One that the Treaty of Sevres that sought to formalise the division of the Ottoman lands envisaged at least the possibility of an independent Kurdish state.

But during their subsequent and often turbulent history, statehood has been consistently denied the Kurds.

The closest they have come perhaps is in the semi-autonomous area of Iraq which they have ruled ever since the overthrow of Saddam Hussein's regime.

WHO ARE THE KURDS?

— Between 25 and 35 million Kurds inhabit a mountainous region straddling the borders of Turkey, Iraq, Syria, Iran and Armenia

— They make up the fourth-largest ethnic group in the Middle East, but they have never obtained a permanent nation state

— They form a distinctive community, united through race, culture and language, even though they have no standard dialect

— They also adhere to a number of different religions and creeds, although the majority are Sunni Muslims



Kurdish fighters seized back the border town of Kobane from IS after four months of fighting

So what does the rise of Islamic State and the weakening of an already unsteady Shia-dominated government in Baghdad mean for the Kurds?

It is a question I put to Joost Hiltermann, programme director for the Middle East and North Africa, for the international Crisis Group.

He told me that prior to the arrival of IS, "the Kurds controlled their own region as well as a large area they claim, called the disputed territories".



"So far, Islamic State has challenged them only in the disputed territories, and this is where all the fighting has taken place," Mr Hiltermann said.

In broad terms it has been favourable to the Kurds.

They "have gained territory", he said, "especially the city of Kirkuk and adjoining oil fields, but they have not gained peace".

"Fighting in these areas will be endemic, as the non-Kurdish population does not necessarily accept Kurdish domination."

Henri Barkey, a professor of international relations at Lehigh University, in the US, and, like Joost Hiltermann, a regular visitor to the region, agrees that in the short term, the rise of IS "has allowed the Kurds to consolidate their claim to the disputed territories".

He said this had "led to the relative strengthening of their cause at the expense of Baghdad, but the weakening of Iraq is not necessarily a good thing for the Kurds as it exposes their vulnerability – especially economic – to political instability and uncertainty".

The Kurds are landlocked, and regional instability affects them disproportionately in terms of investment, commercial relations, export routes for oil and gas, and so on.

"The crisis has weakened the Kurdish economy further," Prof Barkey said.

Iran's increasingly explicit involvement on the side of the Baghdad government also exacerbates problems for the Kurds, according to Prof Barkey.

"It risks," he said, "not just unleashing a sectarian war which will further damage the prospects for stability and a chance for prosperity, but it will undoubtedly drag the Kurds into the conflict."

"You cannot escape your geography."

Iran, he believes, is clearly intent on parlaying its growing direct role in the fighting into lasting political advantage.

Furthermore, as Mr Hiltermann told me, rising Iranian involvement exacerbates intra-Kurdish divisions and so postpones the possibility of Kurdish independence – consistent with Iranian strategic objectives.

DEEP DIVISIONS

But what then of that aspiration to independence?

Prof Barkey said: "The idea of independence is just below the surface. Everyone knows it is an option. But it has not been invoked, and the reason is simple.

"Kurds cannot afford to be seen as the cause for Iraq's break-up.

"They will become independent when the other parties have given up on being Iraqi.

"Until then, their best best is to consolidate, especially the disputed territories, and use the chaos to carve out a better deal, especially on oil."

Mr Hiltermann said: "The aspiration will always be there and is openly expressed by many, but the Kurds' status will remain unchanged for some time to come.

"They have no realistic chance of independence."

Divided among themselves and divided by national borders, the Kurds' fate is to be manipulated by other regional players.

Turkey, Iran and the US all share an interest in Erbil – the seat of government in northern Iraq – and Baghdad working ever more closely together.

The territorial integrity of Iraq is not to be bargained away for fear that even greater instability will ensue.

One hundred years after the Great War that might have paved the way to a degree of Kurdish independence, a fully independent Kurdistan looks as distant a prospect as ever. Too many powerful players oppose it. ♦

Islamic State suffers serious reversals in northern Iraq

By Patrick J. McDonnell
MARCH 23, 2015
www.latimes.com

KHARAB AL RUT, IRAQ — Peering from his trench on a ridgeline fortified with sandbags, the Kurdish commander gazed toward an Islamic State-held village next to a swath of territory recently seized from the extremist forces. Smoke wafted into the sky from natural gas burning off a well in a broad basin known as Wadi al Naft, or Valley of Oil, west of Kirkuk, Iraq's strategic northern energy hub.

"Daesh is weaker now, no doubt," said Hussein Yazdanpana, who heads an Iranian-Kurdish front-line unit, using an Arabic acronym for Islamic State. "We've heard that many of their fighters are running away," said the militiaman, who incongruously wore an American flag pocket patch — a gift from "Jack," one of the U.S. military advisors here.

While media attention has focused on Iraqi government advances north from Baghdad on the Islamic State-held city of Tikrit, the Sunni militants have also been suffering a series of significant reversals in the Kurdish north.

Unlike in the Tikrit assault — where Iran is a major partner and the U.S.-led coalition has been absent — the role of American air power is clearly evident here.

“ Absolutely, Daesh is on the run. Even in Hawija they have left in droves, going to Mosul. - Kirkuk Gov. Najmaldin Karim ”

Warplanes roar unseen high in the skies overhead. The ghostly presence of abandoned, bombed-out villages — such as the flattened hamlet of Kharab al Rut, a onetime Islamic State stronghold now reduced to rubble — attests to the ferocity of the airborne assault.

U.S. military advisors are also on the scene, some outfitted in Kurdish peshmerga uniforms, though "Jack" and others encountered on the front lines declined to be interviewed.

Islamic State remains a social media superpower, still capable of churning out slick propaganda on the Internet and drawing foreign and domestic recruits.

And major challenges remain in Islamic State-controlled zones elsewhere, notably in the western Iraqi province of Anbar and in neighboring Syria, where the group emerged last year amid the chaos of a war now entering its fifth year, with no end in sight. Even in Syria, though, the extremists have suffered setbacks at the hands of Kurdish militias and government forces, including in the northern city of Kobani, along the Turkish border.

Iranian Kurdish militia fighters Zahir Ali and his daughter Zohra Zahir, 23, are fighting Islamic State militants in northern Iraq. (Liliana Nieto del Rio / For The Times)



In northern Iraq, Islamic State appears increasingly under siege, its territory pinched from the north and south. There are indications that militants in Tikrit and elsewhere are pulling back to Mosul, the so-called Iraqi capital of the group's self-declared caliphate, in anticipation of a looming all-out assault by Iraqi government and allied forces.

"Absolutely, Daesh is on the run," Kirkuk Gov. Najmaldin Karim said in an interview. "Even in Hawija they have left in droves, going to Mosul," he said, referring to a notorious militant stronghold to the southwest.

Judging Islamic State's actual military strength involves considerable conjecture, given the group's secrecy and a lack of access to the vast regions of Iraq and Syria where its forces are arrayed. Hit-and-run attacks and suicide assaults — such as a series of coordinated strikes in late January in and around Kirkuk — still occur with regularity in the north and elsewhere.

But the clear impression in northern Iraq is of a militant force that is on the defensive and retrenching, facing pressure on all approaches to Mosul. The deployment of U.S.-led air power has made its once-signature armored onslaughts a thing of the past.

Even within its so-called caliphate, residents are tiring of the group's draconian rule, according to interviews with former residents of territory held by the militants. Islamic State's initial welcome in Sunni Arab towns as liberators from the Shiite-led government in Baghdad appears to have worn thin in much of the north.

"They were all right for the first two weeks after they came," said Firas Abdullah, 21, a former Hawija resident who is among thousands of displaced Sunni Arabs living in tents at a glum camp outside Kirkuk that houses mostly escapees from Islamic State rule. "But when they started stopping people from smoking, making the women wear niqab to go out, it just became too much," said Abdullah, referring to the traditional Islamic face covering.

Another camp resident, Cesar Mahmoud

Saleh, 31, said, "If you lived under a criminal, what would you do? We took our families and left."

Still, no one is predicting a swift defeat of Islamic State, especially as it retains its grip on Mosul, the largest city in northern Iraq and a daunting strategic obstacle. The group has placed tight controls on residents leaving the city, apparently calculating that the presence of about 800,000 civilians will limit invading forces' ability to deploy air power and heavy artillery.

With Iraqi forces advancing up the Tigris River from the south, and Kurdish-led troops tightening the noose in the north, Islamic State still seeks to project an image of defiance and invincibility, dismissing recent setbacks as strategic withdrawals.

"Congratulations for the heap of rubble in Kobani and Zumar," the group's official spokesman, Abu Mohammad Adnani, said recently in a sarcastic Web post. "Congratulations for this victory, O Pentagon."

Zumar, a town of 20,000 near the Mosul dam overrun last year by Islamic State, has indeed been left mostly destroyed and depopulated after U.S. airstrikes and the advance of Kurdish troops. It is one of many shattered towns dotting the northern Iraqi landscape. But its fall in January after fierce bombardment cleared the way for Kurdish fighters to advance toward Mosul.

Kurdish forces, backed by U.S. air power, are methodically cutting supply lines to Mosul from all directions. South of Zumar, at the strategic junction of Keske, a Kurdish detachment has effectively blocked the key route between Mosul and Tall Afar, a formerly militant-held city on the road to Islamic State terrain in Syria.

"From this spot we can disrupt supplies going to Mosul from Syria," said Capt. Ghazwan Dawood Khalo, part of a Kurdish peshmerga unit dug in behind sandbags near the Keske junction, captured in late January and now a front-line position.

"Daesh still mounts attacks, but =>

⇒ usually with no more than 15 fighters, not like the tens of people they used to throw at us," said the captain, standing alongside a Russian-made Dushka heavy machine gun mounted on a Japanese Hino truck.

In front of the Kurdish trenches are several miles of no man's land, much of it mined. Both sides fire mortar rounds. The Kurds say they are awaiting orders to advance. But the main attack on Mosul will probably come from Iraqi government forces advancing from the south.

Islamic State's most recent losses in the north came outside Kirkuk, where Kurdish forces' aim is to tighten the noose and reduce threats to crucial oil fields and infrastructure

— key objectives of Islamic State, which has made millions on illicit oil sales.

Kurdish security forces said last week that they had seized about 40 square miles of former Islamic State territory west and south of Kirkuk. Fighters said they had faced relatively little resistance from what they described as a dispirited militant force.

"We expected this fight to last nine days; instead it was over in a day," said Halo Ramashti, 30, a Kurdish Iranian fighter here on the front line along with his wife, Zohra Zahir, 23, and father-in-law, Zahir Ali.

Noting reports that militants view death at the hands of female fighters as demeaning,

Zahir said, "I hope I kill many of them and they are denied being regarded as martyrs."

The three are part of a contingent of the Kurdistan Freedom Party, known as PAK, an Iranian Kurdish group opposed to Iran's leadership. About 600 party militiamen are fighting in northern Iraq against Islamic State, the group says. The battle against the Islamist militants has united often fractious Kurdish factions from Iraq, Syria, Turkey and Iran.

"Daesh is now on its last legs," Yazdanpana, the group's commander and party vice president, said Friday. "They will make their last stand in Mosul."

★★★



www.ekurd.net

KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

IRAQ'S SHIITE MILITIA LEADER AMIRI: 'THE US CANNOT PROTECT IRAQ'

March 19, 2015

Baghdad: Iraqi joint forces have freed an area covering some 8,000 km in Salahadin province from the Islamic State, the head of the Shiite militia movement known as Popular Mobilization Forces (PMF) has said. "We began our campaign to liberate Salahadin province from ISIS on March 2 on two fronts, including the eastern and western Tigris River fronts. All the districts and sub-districts located on the eastern front have been cleared from ISIS, and there are some places left on the western Tigris front," said Hadi al-Amiri, leader of the PMF and the Shiite group known as the Badr Brigade. "We will re-lunch our assaults on ISIS soon," Amiri added. "The USA cannot do anything to protect Iraq, and those who rely on coalition airstrike are believing in a mirage." Iraqi joint forces suspended a campaigns to clear ISIS from Salahadin province five days ago in order to clear the area of landmines and defuse bombs ISIS has planted to stop the advance. rudaw.net

OVER 3,000 YAZIDI KURDS MISSING

March 20, 2015

Duhok: Around 900 Yazidi Kurds have been saved from Islamic State group (IS) but the fates of around 3,500 others are not known yet, said a member of of Yazidi affairs office in Duhok. Hussein Qaedi, member of of Yazidi affairs office in Duhok, stated at a press conference that so far around 900 Yazidis have been saved from IS militants including 159 men, 340 women and 330 children. Qaedi added that there are still more than 3500 Yazidis from Shingal (Sinjar) are missing, and Kurdish Peshmerga, KRG and several organizations are attempting to save them. The Islamic State group has extended its control on most parts of Kurdish Yazidi Sinjar district on August 3, 2014 which led thousands of Kurdish families to flee to Mount Sinjar, where they were trapped in it and suffered from significant lack of water and food, killing and abduction of thousands of Yazidis as well as rape and captivity of thousands of women. milletpress.com | agencies | Ekurd.net

SWEDEN, FINLAND TO SEND MILITARY TRAINERS TO KURDISTAN

March 21, 2015

Stockholm: The governments of Sweden and Finland are planning to send at least 80 military trainers to Iraqi Kurdistan to help train Peshmerga forces in the war against jihadi ISIS fighters, Sweden's Svenska Dagbladet newspaper reported Saturday. It said Swedish officials are considering deploying an estimated 30 military trainers before summer 2015, and that officials are working on a draft bill to submit to parliament for approval. The newspaper

also quoted officials from Finland's Ministry of Defense as saying that Helsinki was pursuing a similar plan, and is expected to send at least 50 military trainers to support Kurdish forces, also by summer 2015...rudaw.net | Ekurd.net

US TO SEND SPECIAL MARINE FORCE TO KURDISTAN

March 21, 2015

Erbil: A number of US Marines will be sent to Kurdistan capital city, Erbil, to support Peshmerga forces in battling against Islamic State group (IS) in the near future, according to information obtained by NRT from a private source. The force has purportedly undergone unique training and will support Peshmerga forces in special operations and retaking IS-held territory. An American base will be established in Erbil for the force, according to NRT's information. Hundreds of foreign military advisers have been sent to the Kurdistan region to train Peshmerga forces since the confrontation with IS began last year. British advisers have now trained more than 1,000 Kurdish troops, and Prime Minister David Cameron approved a proposal to send 60 more army personnel to the region on March 10. The US-led coalition against IS also began airstrikes against the group's positions in Iraq on Aug. 8 of last year. Nine countries are conducting airstrikes in the country, which have totaled over 1,600 to date...nrttv.com | Ekurd.net

ISLAMIC STATE BOMBS HISTORICAL KURDISH YEZIDI SYMBOL IN SHINGAL, BURNING HOMES

March 22, 2015

Erbil: Islamic State group (IS) militants bombed a minaret in Shingal (Sinjar), the town's most historical monument, a Kurdish Peshmerga commander said. Isa Zeway, commander of the 4th Peshmerga brigade in Shingal, said that the militants also begun destroying more civilian homes on Sunday morning. "This morning IS militants bombed the Shingal minaret, which was the most historical heritage site in the city," Zeway said. "Since the early morning, IS has begun bombing homes inside Shingal." The Shingal minaret, an ancient site, was seen as a religious symbol for Yazidi Kurds. Shingal has been struggling to recover from a devastating ISIS attack that unleashed a spree of killings, rape and kidnappings against the town's predominantly Yazidi population. rudaw.net | Ekurd.net

KURDISTAN GOVERNMENT CONFIRMS RECEIPT OF \$420 MLN FROM BAGHDAD

March 24, 2015

Erbil: The spokesman of Ministry of Finance and Economy in Kurdistan said on Monday that a transfer of \$420 million from Baghdad had been received. Spokesman Ahmed Abdul Rahman told NRT Digital Media the funds would be distributed among KRG employees as back wages. He stated previously that payments would first be sent to the regional security (Zeravani) forces and the KRG Security Council. Meanwhile, Safeen Dizayee, the spokesman of the KRG, told NRT the \$500 million loan from Ankara arranged by Kurdish PM Nechirvan Barzani last month had not arrived. The funds had been intended to go towards paying the wages of KRG employees in the face of Baghdad's financial crisis, which has been the cause →

⇒ of delays in sending the Kurdistan region's share of the federal budget. As a result of Baghdad's cash woes and a dispute regarding the KRG's right to export oil last year, government employees in the Kurdistan region have not been receiving their monthly wages regularly. [nrttv.com](#) | [Ekurd.net](#)

UK ANNOUNCES POLICIES ON KURDISTAN REGION

March 25, 2015

London: The UK's Foreign and Commonwealth Office (FCO) has issued a response on behalf of the government to a January report published by the Foreign Affairs Committee on the country's policies on the Kurdistan region. Foreign Secretary Philip Hammond presented the response, which addresses 21 points made in the Foreign Affairs Committee report, to Parliament. In the written response, the government affirms that it considers the Kurdistan Regional Government (KRG) a "strategic partner," noting the cultivation of commercial, cultural, and educational ties between the UK and the Kurdistan region. Responding to the Foreign Affairs Committee's recommendation for an improved consulate in Erbil, the FCO says work is underway to establish a new facility, adding that there were delays due to security concerns last year. Islamic State (IS) militants advanced through much of nearby Nineveh province in the summer and drew close to the Kurdish region...[nrttv.com](#)

US PRESIDENTIAL CANDIDATE: ARM THE KURDS DIRECTLY

March 25, 2015

Washington: Kurdish Peshmerga forces can be the American boots on the ground in the fight against the Islamic State (ISIS) and America should use "overwhelming air power" to defeat the group, US presidential candidate Ted Cruz said on Tuesday. "We have boots on the ground right now with the Kurds; Kurds are there, the Peshmerga, they are fighting forces, they're effective," said Cruz, the Republican candidate for the 2016 presidential election and Texas junior Senator, in an interview with CBS News. "I think the Kurds can be our boots on the ground, at least our principal boots on the ground and we should use overwhelming air power," he added. Cruz called the Kurds American allies in the region, despite America's unreliability to the Kurds in the past. "They have been allies of the United States for decades, even though America has not been terribly consistent allies to the Kurds. The Kurds have stood with us, they are fighting ISIS right now," he said...[rudaw.net](#)

TURKEY SAYS IRAQI OIL DELIVERIES TOTAL 47 MILLION BARRELS, WORTH \$3 BILLION

March 26, 2015

Istanbul: Turkish Energy Minister Taner Yıldız said on Thursday oil deliveries from Iraq via Turkey since the beginning of last year now total 47 million barrels, worth about \$3 billion. To date, 57 tankers have loaded crude shipped to Turkey from Iraq, Yıldız told reporters at a news conference. Most of the oil comes from Kurdish-run fields in northern Iraq, but Baghdad has also used the infrastructure in recent months to ship crude to Turkey's Mediterranean port of Ceyhan. [Reuters](#)

TURKEY'S JAILED KURDISH LEADER OCALAN WRITES LETTER TO BARZANI AND TALABANI

March 27, 2015

Erbil: Turkey's pro-Kurdish HDP MPs Sırrı Süreyya Önder and Leyla Zana have gone to Iraqi Kurdistan's capital, Erbil, after visiting jailed PKK leader Abdullah Öcalan and obtaining his views on a Kurdish National Congress. KNK Co-president Nilüfer Koç is accompanying the delegation. Sırrı Süreyya Önder said they were nearer than ever to holding a Kurdish national conference. HDP Istanbul MP Sırrı Süreyya Önder and HDP MP Leyla Zana visited Mr Öcalan on 5 March and have now travelled to Erbil to convey his messages to Massoud Barzani, the President of the Federal Kurdistan region and PUK leader Jalal Talabani. In addition to meeting Barzani and Talabani the delegation will also hold meetings with other political groups in the region. It will also meet the Kurdistan PM Nechirvan Barzani and member of the Kurdistan Parliament...[anfenglish.com](#) | [Ekurd.net](#)

IRAQI SHIITE MP: ISRAEL PROVIDES SUBSTANTIAL SUPPORT TO KURDISTAN

March 28, 2015

Baghdad: The Iraqi Shiite MP Aliya Nsef claims that Israel provides a significant amount of aid to the Kurdistan Region, and there is an obvious relationship between the two sides. Nsef, MP for the State of Law Coalition and close to Iraqi Vice President Nouri al-Maliki, is well-known for making incendiary statements against the Kurds and the Kurdistan Region. She says that the Kurdistan Regional Government (KRG) has not officially denied accusations of having close ties with Israel. "This silence of the KRG is an indicator of it having an illegal relationship with Israel," she added. In recent months, senior Israeli officials have openly talked about the right to self-determination of the Kurdish people. They say that Kurds have the right to independence, which has been withheld by Arab countries for a hundred years. Although few Arab officials would admit to having a relationship with Israel, it is widely acknowledged that behind-the-scenes diplomacy is prevalent...[basnews.com](#) ♦

REUTERS

Car bombs kill 25 at Syrian Kurdish new year celebration

BEIRUT, March 20, 2015 (Reuters)

TWO CAR BOMBS killed at least 25 people and wounded 80 celebrating the new year festival of Nowruz in the mainly Kurdish city of Hassaka in northeastern Syria, state media said on Friday.

The Syrian Observatory for Human Rights group, which tracks the four-year-old Syrian civil war, said 33 people, including children, were killed in the attack which it said was carried out by Islamic State, a hard-line jihadist group which has fought Kurds in Syria and Iraq.

Nowruz is an important festival in Kurdish culture in which people gather to play games, dance and eat. In Syria, Nowruz is also celebrated as an expression of identity for the stateless Kurdish minority.



Syrian state television said the bombs exploded in the al-Mufti district of Hassaka.

Redur Xelil, a spokesman for the Kurdish YPG militant group which operates in northeastern Syria, also said Islamic State was responsible for the attack, which he said killed mostly women and children.

The YPG, which has emerged as the main partner on the ground for a U.S.-led coalition bombing Islamic State in Syria, has made significant gains in recent weeks in the north against the jihadists, cutting an important supply route from Iraq.

Over 200,000 people have been killed in Syria's war, which started with peaceful demonstrations against President Bashar al-Assad by many groups, including Kurds, and spiralled into civil war after protests were met with violence by security forces. ○



Longtemps à l'écart du conflit syrien, Assyriens et Chaldéens se retrouvent aujourd'hui acculés par les jihadistes de l'Etat islamique en Syrie. Ignorés par le régime, quelque 1000 combattants tentent de conserver leur fief historique, autour d'Hassaké.

Les chrétiens du Kurdistan en première ligne malgré eux

«Ce sont des fantômes ces gars-là. Ils n'arrêteront pas tant que nous ne les aurons pas tous tués.»

Aris combattant arménien catholique à propos des jihadistes de l'Etat islamique

C'était un début d'après-midi ensoleillé, Sergon venait de se réveiller et il n'était pas de bonne humeur. «C'est à cause de Daech. Chaque nuit ou presque, ils nous attaquent. On ne dort plus que quelques heures, le matin. On vit comme des chauves-souris», soupirait-il en se grattant la barbe. Des cinq combattants chrétiens qui l'entouraient, seul un semblait plus fringant. C'était Abou Achar, un mécanicien moustachu de 55 ans. Il s'était enrôlé quelques heures plus tôt dans la brigade des Gardes de Khabour à Tal Mras, un hameau du Kurdistan syrien. Il avait reçu une vieille kalachnikov qu'il avait posée sur ses genoux, comme s'il craignait qu'on la lui vole. Il n'avait plus porté d'arme depuis 1982 et la fin de son service militaire au sein de l'armée syrienne. Il était un peu voûté, avait parfois du mal à entendre ce qu'on lui disait, mais paraissait aussi fier que motivé. «Qui sont-ils, ces gens de Daech ? A chaque fois qu'ils attaquent nos villages, c'est mon sang qui coule. Ils ne me font pas peur. De quoi aurais-je peur de toute façon ? A la fin, tout le monde meurt. Mais, avant de mourir, j'aimerais bien en tuer quelques-uns», explique-t-il. Abou Achar n'est pas mort et il n'a tué personne. Deux jours après avoir rejoint la brigade, il a dû battre en retraite. Dans la nuit du 8 mars, comme chaque nuit depuis trois semaines, l'Etat islamique (EI) a tenté de s'emparer de Tal Mras. Cette fois, ils ont réussi. Attaqués de toutes parts, Abou Achar,

REPORTAGE

Sergon et une quinzaine d'autres combattants assyriens ont fui jusqu'à la colline qui domine le village. Les forces kurdes du YPG, les Unités de protection du peuple, alliées des brigades chrétiennes, y avaient installé une «douchka», une mitrailleuse lourde. Les combats ont duré jusqu'à l'aube ; les Kurdes ont conservé la colline. Le lendemain, ils ont ramassé 16 cadavres de jihadistes et deux des Gardes de Khabour.

«Chaque nuit, ils s'approchent»

Les chrétiens du Kurdistan sont désormais en première ligne dans la guerre syrienne. Ils ne l'ont pas voulu, l'ont même évité aussi longtemps qu'ils ont pu. La plupart ont observé à distance la révolution de mars 2011 contre le régime de Bachar al-Assad. Ils espéraient que la neutralité les protégerait des attaques, gouvernementales ou rebelles. Mais la guerre et l'EI les ont rattrapés dans leur fief historique d'Hassaké, là où les Assyriens vivent depuis des millénaires, lorsque la région s'appelait encore Mésopotamie. Ils étaient encore 30 000 cet été, ils ne sont plus que 25 000. A la mi-février, les jihadistes ont lancé une offensive après avoir perdu le contrôle de quelques villages repris par les Kurdes. Ils l'ont fait à leur manière, sans respecter aucune règle, fussent-elles celles de la guerre. Le 24 février, peu après 4 heures du matin, ils ont déferlé sur quatre hameaux chrétiens, tuant les combattants des Gardes de Khabour

LE CONTEXTE

Quatre ans après le début de la guerre en Syrie, l'Etat islamique marque le pas sur le terrain.

et du YPG qui les protégeaient. Entre 200 et 300 habitants, dont des enfants, ont été enlevés. «Daech veut nous chasser de la région. Ils nous kidnappent, détruisent nos églises, ravagent nos cimetières. Nos villages se vident, les maisons de nos parents sont détruites par des obus. On ne peut plus rester sans rien faire, c'est à nous de nous défendre», dit Sergon. La ville à protéger désormais s'appelle Tall Tamer. Il y a quelques mois, elle comptait 6 000 habitants, dont 3 000 Assyriens. C'est aujourd'hui une cité fantôme, peuplée uniquement de combattants et de quelques hommes âgés qui refusent de quitter leur maison. S'ils s'en emparaient, les jihadistes de l'EI s'ouvriraient une nouvelle route vers la frontière irakienne et leur califat. Melki Rabo, un maçon de 32 ans, a installé son unité des Sutoro, les forces de protection des Assyriens et Chaldéens, dans une belle villa de briques entourée de sapins. Au fond du jardin coule la rivière Khabour. Au-delà, il n'y a que des champs de blé d'un vert scintillant et, à moins d'un kilomètre, les jihadistes de l'EI. «Ils contrôlent quasiment tous les villages au sud de la rivière. Chaque nuit, ils s'approchent», dit Melki. L'un des postes de garde est installé dans un garage, au pied de la rivière. Un trou d'une vingtaine de centimètres de large a été percé dans le mur. «Ils rampent parfois jusqu'à une centaine de mètres de la rivière, comme des serpents. Ils tentent de savoir où nous sommes postés. On n'a pas intérêt à allumer une cigarette sinon on se prend une balle dans la tête, leurs snipers sont redoutables», raconte un jeune combattant des Sutoro qui revient de sa garde de nuit.

«On a compris qu'ils visaient au hasard»

La journée, les jihadistes lancent des obus de mortiers. Ils explosent le plus souvent sur des maisons vides ou dans les rues désertes. «Ils veulent nous faire peur, mais on a compris qu'ils visaient au hasard», explique Melki. Les combattants de Tall Tamer ont appris à connaître leurs ennemis. Ils les écoutent avec leurs petites radios Motorola que leur ont données les forces kurdes. Les conversations captées sont le plus souvent sans intérêt. «Je ne sais pas ce qu'on leur donne à manger, mais ils se plaignent sans arrêt de la nourriture», s'amuse Melki. Les jihadistes ont des codes pour annoncer leurs attaques. «En ce moment, quand ils demandent de l'eau minérale, cela signifie qu'ils visent une maison à côté de la rivière», détaille-t-il. Des émirs s'expriment en turc et en anglais. Les combattants ont l'accent arabe des sunnites de la région. Le vent s'est levé sur Tall Tamer. Melki et ses hommes s'installent au soleil derrière un muret, sur des chaises en plastique rouge. Ils



discutent en buvant des thés sucrés et enchaînent les cigarettes. Aucun ne le reconnaît, mais ils sont inquiets. Dès qu'ils évoquent les jihadistes, leurs rires deviennent forcés, leurs regards se voilent.

Aris, un Arménien catholique au bagout du vendeur de télé qu'il était, finit par l'avouer : «Ce sont des fantômes ces gars-là. Ils n'arrêteront pas tant que nous ne les aurons pas tous tués. Cette guerre durera plus de vingt ans.» Ario, un professeur de sport aux fines lunettes, ajoute d'une voix basse qu'«ils ne sont pas normaux». «J'en ai vu un qui portait seul une douchka, un autre qui se relevait alors qu'il venait de se prendre une balle. Personne ne fait ça. J'ai fini par comprendre quand j'ai fouillé les poches de l'un de leurs cadavres. Il y avait des pilules. Ils ont des drogues pour les rendre euphoriques et insensibles à la douleur; ce n'est pas possible autrement», insiste Ario. Les autres acquiescent en silence.

Le 4 mars à Hassaké, ce n'était pas l'inquiétude qui prédominait, mais la colère. Dès midi, plusieurs dizaines de combattants assyriens, chaldéens, orthodoxes et catholiques s'étaient rassemblés devant la cathédrale Notre-Dame-de-la-Vierge, dans le quartier kurde. Ils avaient épinglé sur leur treillis la photo de Luey, un chrétien tué par un jihadiste à Tall Hamis une semaine plus tôt. Il avait 18 ans et une moustache naissante. Son cercueil était recouvert de papier blanc décoré de fleurs et de rubans colorés. Des combattants le portent en scandant «le martyr est éternel». Des femmes lancent des youyous suraigus, couvrant les sanglots d'adolescentes habillées de jeans noirs moulants. Dans la foule, Melki observe les civils qui chantent avec les combattants. «Il faut qu'ils nous rejoignent, qu'ils viennent se battre avec nous. Ils n'ont plus le droit d'attendre», assure-t-il.

«N'allez pas croire que nous nous battons pour la religion»

Le cortège s'est arrêté en bas des marches de la cathédrale. Personne ne regarde le drapeau du régime syrien accroché sur un toit voisin. «Quand j'étais enfant, mon père m'emmenait toutes les semaines à l'église. A l'entrée, il y avait toujours deux soldats. A chaque fois, mon père me disait : "Tais-toi et ne les regarde pas." Le régime des Assad, d'Hafez et de Bachar, a ancré la peur dans l'estomac des chrétiens. Beaucoup d'entre nous sont paralysés, alors même qu'ils savent que Daech veut nous exterminer et qu'ils voient tous les jours que le régime ne fait rien pour nous défendre», explique Melki. La foule massée à l'extérieur crie toujours «le martyr est éternel» quand le cercueil est déposé devant l'autel, sous une représentation de la Cène aux couleurs vives. «N'allez pas croire que nous nous battons pour la religion, dit le commandant chrétien. Nous nous battons pour survivre, pour continuer à vivre là où nous avons toujours vécu, rien de plus.»

Envoyé spécial au Kurdistan syrien

LUC MATHIEU

L'apparition de l'Etat islamique au cœur du conflit syrien a figé encore un peu plus un affrontement sans issue.

La guerre aux quatre impasses

C'était déjà la guerre aux trois impasses. Impasse militaire, avec l'incapacité d'un camp de l'emporter sur l'autre. Impasse politique, avec d'un côté le refus de Bachar al-Assad d'envisager son départ et de l'autre l'incapacité de l'opposition à s'unir. Impasse diplomatique, avec les veto de la Russie au Conseil de sécurité, et l'Iran dans la coulisse s'acharnant à défendre coûte que coûte le régime syrien. A ces trois impasses s'est ajoutée celle née de l'irruption sur la scène syrienne de l'Etat islamique (EI) qui, en jetant ses forces dans la bataille, en balayant l'idée de frontière entre Irak et Syrie, en proclamant un califat à cheval sur les deux pays, en attirant à coups d'atrocités médiatisées les jihadistes du monde entier, polarise toute l'attention de la communauté internationale et bouleverse le jeu des uns et des autres. **Tremplin.** Lorsqu'il apparaît sur la scène syrienne, l'EI n'est qu'une formation jihadiste de plus. C'est d'abord une organisation irakienne. Si elle s'implante en Syrie c'est que son chef, Abou Bakr al-Baghdadi a acté que la rébellion sunnite en Irak est moribonde. Il décide donc d'en limiter les opérations. Réalisant que la scène syrienne est propice au jihad, il y plante son groupe, comptant se servir du territoire syrien comme d'un tremplin pour revenir en Irak. Pour lui, les deux pays doivent être des vases communicants.

En Syrie, parmi la pléthore d'organisations radicales, l'une d'elle domine alors toutes les autres : le Front al-Nosra. Il doit beaucoup à la personnalité de son chef, Abou Mohammed al-Joulani, un Syrien qui a fait ses premières armes en Irak pendant l'occupation américaine. Personnalité de premier plan, téméraire au combat, avec une réputation d'homme intègre, il a fait de son organisation la plus combative de la rébellion syrienne. Opérant sous franchise d'Al-Qaeda, son groupe devient vite le plus craint des forces loyalistes. S'il était au départ plus ou moins sous l'emprise d'Al-Baghdadi, Al-Joulani s'est émancipé de son tuteur. Al-Baghdadi, lui, plante début 2013 sa propre organisation en Syrie, qui deviendra l'Etat islamique. Il y a désormais sur le même théâtre militaire deux organisations issues du même moule takfiriste, professant la même idéologie et cherchant à établir en Syrie, pour l'une (l'EI) un califat à deux têtes - Raqqa et Mossoul -, pour l'autre (Al-Nosra) un émirat. Bientôt, elles vont entrer en guerre l'une contre l'autre.

Pour le régime syrien, c'est une aubaine. D'autant que l'EI a adopté la stratégie dite du coucou. Plutôt que d'épuiser ses combattants contre l'armée syrienne, l'organisation préfère attaquer les autres forces rebelles pour s'emparer des territoires qu'elles ont conquis. C'est ce qui s'est passé à Raqqa, contrôlé au départ par une coalition rebelle

et qu'il va chasser pour en faire son QG. L'EI a donc deux ennemis. Un prioritaire : les autres composantes de la rébellion. Un secondaire : le régime syrien dont il affronte à l'occasion l'armée - laquelle préfère se battre contre les autres groupes rebelles - et auquel il vend du pétrole - il touche même des royalties correspondant à la partie du pipeline qui traverse des zones sous son contrôle. La stratégie de Bachar al-Assad consiste donc à appuyer secrètement l'Etat islamique. Déjà, il avait libéré des centaines d'islamistes de la prison de Sednaya qui s'étaient dépêchés de rejoindre - et ainsi renforcer - les groupes radicaux. L'éditeur et intellectuel syrien Farouk Mardam-Bey parle ainsi d'«ennemis complémentaires». «A Raqqa, précise-t-il, les hélicoptères du régime allaient bombarder à coups de barils de TNT les quartiers populaires mais se gardaient de toucher le commandement de l'EI.» En renforçant l'EI, le président syrien le fait apparaître comme la force dominante de la rébellion, ce qui lui permet de se présenter en même temps, vis-à-vis de l'Occident et de la Russie, comme le seul rempart face à la terreur islamique et donc comme un interlocuteur incontournable par un nombre crois-

ANALYSE

En renforçant l'EI, Al-Assad le fait apparaître comme la force dominante de la rébellion... ce qui lui permet de se présenter comme le seul rempart face à la terreur islamique.

sant de pays qui ont fait de la lutte contre le groupe jihadiste la priorité au Moyen-Orient.

Même si Al-Assad contrôle 40% du territoire - dont les grandes villes, exceptés Raqqa et la moitié d'Alep - ou vit 60% de la population, la Syrie se présente aujourd'hui, hors le littoral contrôlé par le camp loyaliste, comme «une peau de léopard». Les taches sont autant de poches tenues par le gouvernement, les divers groupes rebelles, ceux liés à l'ASL et ceux liés à l'Etat islamiste. Il n'y a donc pas vraiment de fronts à la différence de l'Irak.

Condition. Aujourd'hui, la plupart des pays occidentaux estiment qu'il faut d'abord en finir avec l'EI, d'autant qu'il aimante les jeunes jihadistes du monde entier. D'où l'idée que certains Etats occidentaux et les pays arabes du Golfe en viennent à soutenir le frère ennemi, le Front al-Nosra, dominant dans le nord-ouest de la Syrie et qui, quand il est faible localement, s'allie avec des mouvements rebelles considérés comme plus modérés. Une condition impérative lui a été posée : quitter le réseau d'Al-Qaeda, ce qui lui a valu d'ailleurs d'être la cible ces dernières semaines des raids de la coalition conduite par les Etats-Unis. L'idée venait du Qatar, sans succès : lundi, Al-Nosra a «démenti totalement toute rupture avec Al-Qaeda». L'impasse syrienne n'est pas prête de se terminer.

JEAN-PIERRE FERRIN



Syrie: après quatre ans de guerre, Assad à la merci de l'Iran et du Hezbollah

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

APRÈS QUATRE ANS d'une guerre sanglante qui a fait plus de 220 000 morts, Bachar el-Assad est encore au pouvoir à Damas. Mais le président syrien est affaibli et son sort de plus en plus entre les mains de ses alliés iraniens et chiïtes, omniprésents dans la guerre anti-insurrectionnelle, mais qui ne devraient pas le laisser tomber, à court terme du moins.

À Damas, comme sur la route qui relie la frontière libano-syrienne à la capitale, les barrages militaires sont devenus moins nombreux. « En manque d'hommes pour combattre, le régime a dû redéployer des troupes sur les points chauds,

au nord près d'Alep, où les rebelles sont épaulés par la Turquie et au sud, où les insurgés sont aidés par l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël », souligne un diplomate, qui va souvent à Damas.

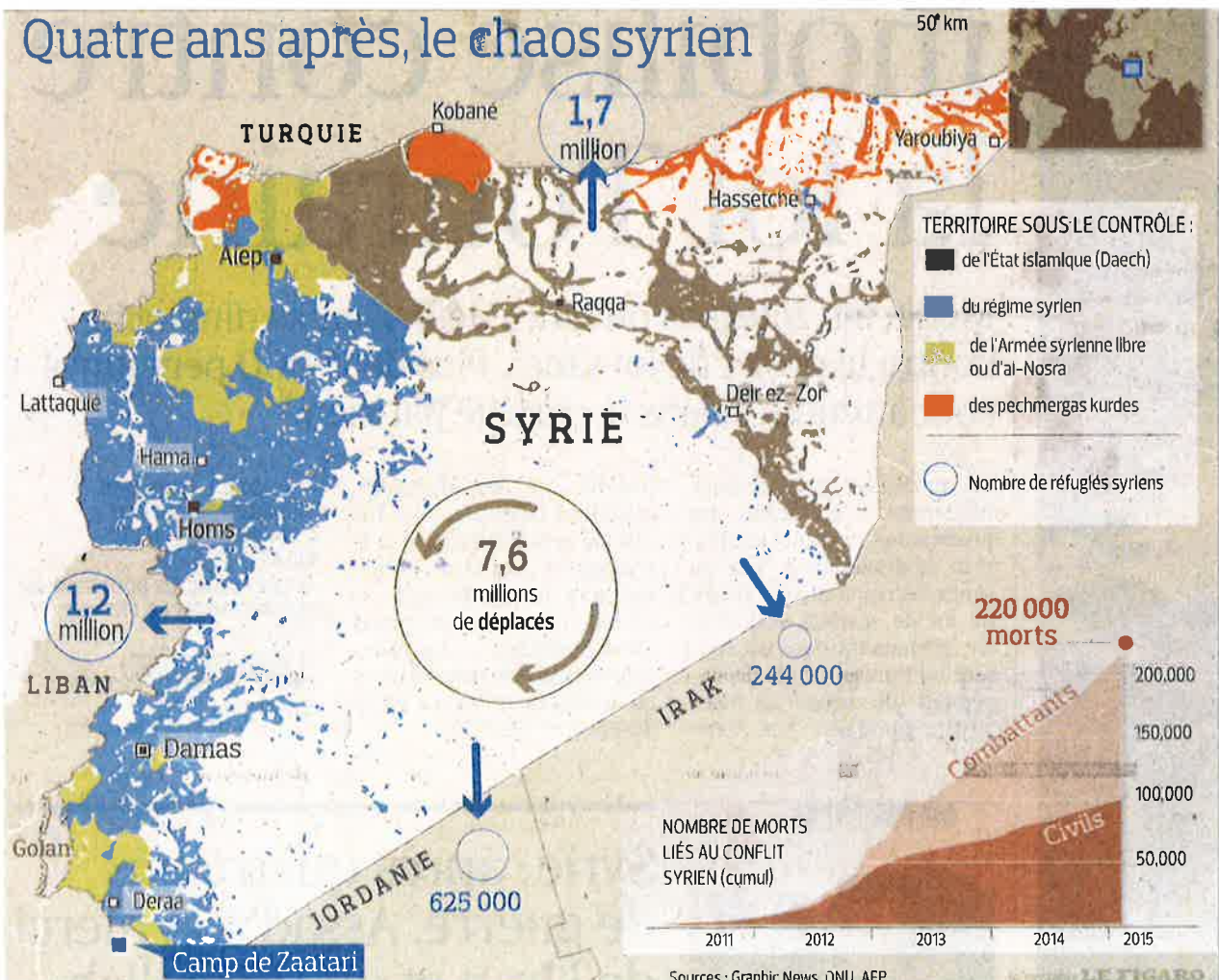
« Nous pouvons conquérir des positions, mais c'est beaucoup plus difficile de les garder », se plaignait récemment un responsable sécuritaire dans la province d'Idlib à l'ouest du pays. Ce manque d'hommes contraint le pouvoir de procéder à des recrutements forcés de Syriens âgés de 24 à 48 ans. Mais beaucoup de sunnites - 70 % de la population - ne veulent pas aller affronter leurs coreligionnaires. Pour continuer de contrôler « la Syrie utile » - 40 % du territoire et 60 % de la population - Assad n'a d'autre choix que de recourir à une aide de plus en plus lourde de ses alliés iraniens, du Hezbollah libanais, amis aussi de milices chiïtes irakiennes et afghanes. « Le Hezbollah avait l'habitude de travailler pour nous, observe un industriel syrien à Damas. Maintenant, c'est nous qui travaillons pour eux. Avec les conseillers iraniens, ils sont les chefs. »

La rébellion se reconfigure

Tous les quinze jours, l'Iran livre au port

3 902 424
réfugiés syriens
étaient recensés le 12 mars par le Haut Commissariat aux réfugiés

Quatre ans après, le chaos syrien



de Tartous quelque 700 000 litres de pétrole pour que l'armée, notamment, puisse continuer d'opérer. En parallèle, une ligne de crédit budgétaire d'un milliard de dollars, régulièrement renégociée, est accordée à Damas, qui bénéficie également de l'aide militaire russe - notamment des bombes ultrasophistiquées qui perforent des cavités souterraines où se cachent les rebelles.

Grâce à la percée de Daech que Damas a épargné au début de la révolte, Assad apparaît à certains comme un « *moindre mal* ». Son isolement se fissure légèrement. Oman a renvoyé un ambassadeur à Damas. Koweït a accepté qu'une poignée de diplomates syriens reviennent. Et depuis Beyrouth, de plus en plus de diplomates européens retournent régulièrement à Damas, alors que l'Autriche pense rétablir une liaison aérienne Vienne-Damas. Mais pas question de rouvrir des ambassades en Syrie, même si des agents du renseignement de plusieurs pays européens refont le chemin de Damas. À court terme, Assad restera infréquentable, même s'il fait « *partie de la solution* », selon Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU sur la Syrie.

Face à lui, la rébellion se reconfigure. Au nord-est, Daech recule face aux combattants kurdes épaulés par les bombardements de la coalition. Son rival islamiste, le Front al-Nosra, mise sur un repli des djihadistes vers leur base de Raqqa pour établir un mini-émirat de part et d'autre d'Alep que le régime aura du mal à reconquérir. Mais pour devenir fréquentable, al-Nosra, la branche locale d'al-Qaïda, doit être retiré de la liste des organisations terroristes. En coulisses, le Qatar pousse donc les émirats d'al-Nosra à changer de nom, s'ils veulent bénéficier d'armes et d'argent. Pour l'instant, l'opération de marketing se heurte au veto de la plupart des chefs locaux de la branche d'al-Qaïda. Et il n'est pas sûr que les pays occidentaux approuvent la manœuvre. Mais ces derniers sont plongés dans l'embarras. Sur le terrain, leurs alliés de la Coalition nationale n'existent quasiment plus, après le nouveau revers infligé par al-Nosra au groupe Hazm, qui recevait les missiles Tow des États-Unis, désormais dans les arsenaux d'al-Qaïda. Quant au programme de formation de 5 000 rebelles en Turquie parrainé par les Américains,

il est insuffisant pour inverser le rapport de forces.

Descente aux enfers

À court terme, la Syrie va continuer sa descente aux enfers. Le régime n'a pas d'autre politique qu'une répression toujours aussi sanglante. D'où le peu de succès des cessez-le-feu locaux, prônés par l'ONU. Tandis qu'en face les soutiens arabes sunnites des rebelles ne peuvent laisser le pays devenir un vassal de l'Iran chiite. « *Téhéran est encore intervenu il y a quelques semaines après la défection d'un général au sud, alors que la route de Damas s'ouvrait aux rebelles* », relève un expert. « *Hélas, l'Iran ne lâchera pas Bachar* », tranche un diplomate français. À Téhéran, le dossier est géré par les gardiens de la révolution, ceux-là même qui interviennent actuellement à Tikrit en Irak pour en déloger Daech. Et peut-être demain dans l'Est syrien pour reprendre les puits de pétrole, et redonner ainsi un ballon d'oxygène à leur allié Assad. ■

13 000 morts sous la torture en prison

Près de 13 000 Syriens sont morts sous la torture dans les prisons du régime de Bachar el-Assad depuis le début du conflit dans le pays il y a quatre ans, rapporte vendredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

« *L'OSDH a pu documenter 12 751 prisonniers morts sous la torture depuis le début de la révolte syrienne (dont 108 enfants)* », a indiqué l'ONG, qui dispose d'un large réseau de sources civiles, médicales et militaires à travers le pays. D'après l'ONG, ce chiffre n'inclut pas les 20 000 personnes portées disparues dans les geôles du régime.

« *Certains proches des martyrs ont été obligés de signer des déclarations où ils affirmaient que les victimes avaient été tuées par les rebelles* » qui cherchent à renverser le régime depuis quatre ans, affirme l'OSDH. Depuis le début de la révolte pacifique contre le régime le 15 mars 2011, plus de 200 000 personnes ont été détenues dans les prisons et les sièges des redoutables services de renseignements syriens. Parmi eux figurent de nombreux opposants politiques et défenseurs de droits de l'homme comme Abdel Aziz al-Khayyer ou Mazen Darwish. (AFP)

2 MILLIONS D'ENFANTS PRIVÉS D'AIDE

Plus de 5,6 millions d'enfants souffrent du conflit qui dévaste la Syrie, affirme l'Unicef, déplorant que ces violences et souffrances hypothèquent leur avenir. Leur situation « *demeure désespérée* », affirme l'agence dans un communiqué. Selon l'Unicef, jusqu'à 2 millions d'enfants syriens vivent dans des secteurs qui ne sont pas accessibles à une aide humanitaire, et quelque 2,6 millions d'enfants ne sont plus scolarisés. Par ailleurs, 2 millions d'enfants syriens sont devenus des réfugiés au Liban, en Turquie, en Jordanie et dans d'autres pays.



Le camp Zaatari, dans les environs d'al-Mafraq, en Jordanie. Abritait 84 000 réfugiés syriens, il possède la taille de la quatrième ville du royaume achémite. MUHAMMAD HAMED/REUTERS

A Tikrit, l'Iran en première ligne contre l'EI

Le rôle de Téhéran et des milices chiites déterminera l'avenir de l'Irak

L'offensive sur Tikrit est à l'arrêt. Le gouvernement irakien a officialisé, lundi 16 mars, la suspension des combats après deux semaines d'opérations qui ont permis aux forces pro-gouvernementales d'encercler ce bastion de l'Etat islamique (EI), à 160 kilomètres au nord-ouest de Bagdad. Après avoir repris les faubourgs de la ville et engagé des combats dans les quartiers nord, sud et ouest, elles se heurtent à la défense mise sur pied par les combattants djihadistes. Quelques centaines seraient retranchés dans le centre autour de l'ancien palais présidentiel de Saddam Hussein.

Le gel des combats vise à « réduire les pertes dans les rangs de nos forces héroïques (...) et préserver les infrastructures qui n'ont pas été détruites », a justifié le ministre de l'intérieur, Mohammed Al-Ghabban. Leur avancée est ralentie par les milliers d'engins explo-

tion politique chiite Badr, assuré : « Nous contrôlons la situation et nous choisirons le moment opportun pour attaquer l'ennemi et libérer le secteur. »

Bastion de l'insurrection sunnite

Les combattants de l'organisation Badr et des milices chiites sont en première ligne de la bataille, avec plus de 20 000 volontaires mobilisés au sein des unités de mobilisation populaire (MP), aux côtés d'unités de l'armée et de la police fédérale et de combattants sunnites, entre 5 000 et 6 000 membres. Cette alliance déjà éprouvée pour la libération des provinces de Diyala et de Salaheddine prend à Tikrit une ampleur inédite. Le soutien de l'Iran s'affiche désormais au grand jour, en la personne du général iranien Ghassem Soleimani, le chef de la force d'élite Al-Qods, qui dirige la bataille avec des dizaines de conseillers et 2 000 à 3 000 combattants iraniens, selon un expert.

Pour ces forces, la bataille de Tikrit est symbolique. Le fief baassite de l'ancien président Saddam Hussein est devenu un bastion de l'insurrection sunnite. Certaines tribus sont accusées d'avoir participé au massacre perpétré par l'EI contre 1 700 soldats chiites du camp Speicher, lors de la prise de la ville en juin 2014. Tikrit est aussi un test à grande échelle de leur capacité à mener des batailles autrement plus stratégiques, à Mossoul, le fief de l'EI à 250 kilomètres plus au nord, ou à Fallouja, dans la province de l'Anbar, sans le soutien des forces de la coalition.

Lorsque le général Martin Dempsey, chef d'état-major interarmées américain, a averti à Bagdad, la semaine dernière, que le retrait des combattants de l'EI hors de Tikrit ressemblait à un piège, cela a été vu par les milices chiites comme une tentative d'intimidation. A



Un religieux chiite bénit des volontaires qui partent combattre l'Etat islamique à Tikrit (Irak), le 15 mars. KHALID MOHAMMED/AP

l'opposé, le général Abdelwahab Al-Saadi, un des principaux commandants de l'opération, le vice-ministre de la défense, a demandé lundi « un soutien aérien de toute force susceptible de travailler avec nous contre l'EI ». Un souhait que ne partagent pas les milices chiites. Vendredi, le chef de l'organisation Badr, Hadi Al-Ameri, a salué le « soutien inconditionnel de l'Iran » et critiqué ceux qui « baisent la main des Américains et n'obtiennent rien en retour ».

Craintes d'exactions

L'envoyé spécial du président Barack Obama, le général John Allen, n'a pas commenté ces divergences au sein du camp gouvernemental irakien. L'avancée des milices chiites pose un dilemme à la coalition internationale, qui ne les a soutenues qu'à deux reprises sur le terrain. La débandade de l'armée irakienne et sa lente restructuration les placent en première ligne de la lutte contre l'EI. Mais leur alignement sur l'Iran et le rôle affirmé de Téhéran sur le terrain renforcent les craintes d'une marginalisation des populations sunnites, pourtant indispensables à la lutte anti-EI. Au Sénat américain, le général Dempsey s'est dit inquiet que des exactions puissent être perpétrées dans les zones sunnites après leur « libération ». Ces craintes, sont étayées par Human Rights Watch, qui accuse les milices, les forces de sécurité irakiennes et kurdes d'avoir détruit délibérément des biens et brûlé des maisons sunnites à Amerli, libérée en septembre avec le soutien de la coalition.

L'évolution de la bataille de Tikrit

pourrait avoir de grandes répercussions militaires et politiques. Une victoire des milices chiites et de leur allié iranien sans l'aide américaine pourrait les conforter dans leur volonté de mener les batailles au cœur du pays sunnite, à Mossoul et dans l'Anbar. « Aux yeux des Irakiens, la coalition tergiverse et semble plus préoccupée par

la question politique de l'après alors que les Iraniens sont entreprenants. L'Irak est un vrai enjeu stratégique pour l'Iran, qui se projette avec toutes ses capacités dans sa zone d'influence », analyse Hosham Dawood, anthropologue au CNRS.

La mainmise des milices sur le champ de bataille met en péril la légitimité de l'Etat et amplifie la guerre sourde qui se joue au sein du camp chiite. « Les Iraniens l'ont compris. Ils mettent leurs hommes en première ligne dans la bataille, sachant que la politique sera déterminée par le terrain », analyse M. Dawood. Coincé entre les forces de la coalition et les milices chiites, populaire mais sans assise politique, le premier ministre Haïdar Al-Abadi avance prudemment face à ceux qui, dans son propre camp, convoitent déjà le pouvoir. ■

HÉLÈNE SALLON



sifs disséminés dans les bâtiments et sur les routes, les tireurs embusqués et les kamikazes de l'EI. Si des voix s'élèvent au sein du gouvernement pour réclamer un appui des forces de la coalition, M. Ghabban, issu de l'organisa-

A heroic stand against ISIS

Scott Atran
Douglas M. Stone

ERBIL, IRAQ The Islamic State continues to control a huge section of Syria. But in Iraq, its advance has stalled. While Shiite militias and their Iranian allies fight the Islamic State ferociously, the Kurds have held a 640-mile front against the Islamic State's advance. Their steadfastness should prompt America to rethink its alliances and interests in the region and to deepen its relationship with the Kurds — who are sometimes described as the world's largest stateless nation.

Last week, the Sunni town of Tikrit (Saddam Hussein's hometown) fell to largely Shiite forces from Iraq, backed by Iran. An offensive to retake Mosul, Iraq's second largest city and the heart of Arab Sunni nationalism, is now within reach. The Kurds plan to enter eastern Mosul, where many Kurds lived before the Islamic State seized the city in June, but they say that moderate Arab Sunnis must lead the effort to retake the rest of the city — not Baghdad's predominantly Shiite forces or the Iranian-backed Shiite militias. The Kurds point out that it was grievances against Shiite rule that helped drive Sunni support for the Islamic State in the first place.

Together with Lydia Wilson and Hoshang Waziri, our colleagues at Artis, a nonprofit group that uses social science research to resolve intergroup violence, we found that the Kurds demonstrate a will to fight that matches the Islamic State's. The United States needs to help them win.

In Kirkuk last week, where only a narrow canal separates Kurdish and Islamic State forces, we talked to three captured Islamic State fighters, and to their captors: Gen. Sarhad Qadir, the city's Kurdish police chief, and his deputy, Col. Gazi Ali Rashid.

General Qadir, who lost a brother in earlier fighting, has been wounded 14 times in battles with Sunni militants, most recently in a suicide attack on Tuesday. The Islamic State recently paraded Colonel Rashid's brother in a cage, along with other Kurds captured in a large-scale offensive that stalled in late January. Arab Sunni tribes have been trying to negotiate a prisoner exchange to signal to the Kurds that they are not all aligned with the Islamic State, but Colonel Rashid has no hope. "I know my brother will die," he told us shortly before he was severely wounded on Tuesday.

The Islamic State prisoners most likely will be executed for having committed assassinations and deadly car bombings. The three are in their early 20s; two have wives and young chil-

dren. None finished elementary school. They recounted growing up in the failed Iraqi state during the last decade: a hellish world of guerrilla war, disrupted families, constant fear and utter lack of hope. They see Iran and the Shiites as their greatest enemy but they also believe that America allowed them to oppress the Arab Sunni minority for the sake of majority rule.

When we asked the prisoners "What is Islam?" they answered "my life." Yet it was clear that they knew little about the Quran, or Islamic history, other than what they'd heard from Al Qaeda and Islamic State propaganda. For them, the cause of religion is fused with the vision of a caliphate — a joining of political and religious rule — that kills or subjugates any nonbeliever.

The Kurds' commitment to Islam is matched by their commitment to national identity; theirs is a more open-minded version of Islam. They have defended Yazidis and Christians, as well as Arab Sunnis, who make up the

bulk of the more than one million displaced persons in Iraqi Kurdistan.

But perhaps what most reveals commitment by the Kurds is how they hold the line with so little material assistance.

On the night of Jan. 30, the Islamic State used the cover of fog to attack a Kurdish battalion near the town of Mahmour. Seven Kurds were killed immediately. Their colleagues said that if they had had night-vision goggles — or better yet, thermal-imaging scopes to also detect vehicles — all would most likely be

The Kurds, a stateless people, have held the front against ISIS in Iraq. Is America helping them?

alive. When we gave them a gift of our small, store-bought binoculars with which we had been watching Islamic State movements less than one mile away, they expressed deep gratitude. As we left, a mine went off as they moved earth to make a defensive wall, for

there is no de-mining equipment.

To be sure, coalition airstrikes have prevented Islamic State forces from deploying heavy artillery to break Kurdish lines, although Gen. Sirwan Barzani, who commands the main front between Erbil and Mosul, told us that a Pentagon lawyer must approve every strike (a policy intended to minimize chances of civilian casualties from drone attacks). Sometimes, that approval comes too late.

With its big guns vulnerable to air attack, the Islamic State adapts its tactics, piercing Kurdish lines with suicide attacks in primitively armored vehi-

cles. One Kurdish commando near the Mosul Dam showed us, on his smartphone, a video of the approach of a steel-hardened vehicle. No amount of rifle fire or rocket-propelled grenades could stop the attack, which killed 23 and wounded 40.

Yet the United States insists that the Kurds obtain permission, grudging and often denied, from the central government in Baghdad for essential equipment to counter these and better weapons that the Islamic State seized from the Syrian and Iraqi Armies.

Meanwhile, the Islamic State won't quit. Their wounded fighters often booby trap their bodies rather than be captured, and face down fire to recover dead comrades' bodies. The leaders they call emirs, who are chosen because of their religious devotion and fearless effectiveness, and their foreign fighters, are especially fierce. The Westerners often die in suicide attacks; seasoned fighters from North Africa and the Middle East, and particularly from former parts of the Soviet Union (like Chechnya, Uzbekistan,

Dagestan), are prominent as operational leaders and snipers. Foreign fighters return to their countries only if they escape or are sent home, because the punishment for defection is death.

Local Syrians and Iraqis conscripted to fight for the Islamic State, in contrast, are not totally committed. In one conversation picked up by a Kurdish walkie-talkie, a fighter with a local accent asked for help: "My brother has been killed. I am surrounded. Help me take his body away." The reply: "Perfect, you will join him soon in Paradise." The fighter retorted: "Come for me. This Paradise, I don't want."

The Islamic State will say to a local sheikh: "Give us 20 young men or we loot your village." To a father with three sons, they will say: "Give us one or we take your daughter as a bride for our men." One girl of 15 told how she was "married" and "divorced" 15 times in a single night to a troop of Islamic State fighters (under some readings of Shariah law, "divorce" is as easy as repeating "I divorce you" three times, which makes it easy to cast rape as marriage). In the face of such brutality, wavering supporters of the Islamic State could well rally to an Arab Sunni force allied with the Kurds. That is a prospect the United States, which fears leaving the fight mainly to Iran and its allies, should welcome.

As we said goodbye at the front, a young Kurdish sniper promised us she would never abandon her comrades or their cause. Will the United States deny her people the means to counter the Islamic State — for the sake of upholding the costly illusion of an Iraqi nation-

state, devised from three Ottoman provinces to fit British imperial desires but now hopelessly fragmented?

Kurdish leaders say they would accept a federated Iraqi state if they were given autonomy in political, economic and security matters. The United States should have agreed to do this long ago; it's not too late to do so now. If America does not, Iraqi Kurdistan will most likely

declare itself an independent state, which Turkey, Iran and Syria will move forcefully to stop, for fear that their own Kurdish populations will try to join it.

The United States must help the Kurds translate their bravery into a true ability to defeat the Islamic State. They are America's most reliable friends on the ground, and should be treated as such.

SCOTT ATRAN, an anthropologist, is the author of "Talking to the Enemy: Faith, Brotherhood, and the (Un)Making of Terrorists." DOUGLAS M. STONE is a retired major general in the United States Marines and a former deputy commander of multinational forces in Iraq.

International New York Times MONDAY, MARCH 16, 2015

TURKEY'S DRIFT FROM NATO

An increasingly ambivalent commitment to the alliance has Western allies worried.

The website of Turkey's Ministry of Foreign Affairs acknowledges that NATO has played a "central role" in the country's security and insists that Turkey, which became a member in 1952, "attaches utmost importance" to it. Yet Turkey's commitment to the alliance has never seemed more ambivalent than it does now.

On crucial issues — from fighting the Islamic State to fielding integrated defense systems, which share information and operate together, to standing firm against Russian aggression in Ukraine — President Recep Tayyip Erdogan and his government either are not cooperating fully or are acting in outright defiance of NATO's priorities and interests. Add the fact that Turkey under Mr. Erdogan has become increasingly authoritarian, and it becomes apparent that the country is drifting away from an alliance whose treaty says it is "founded on the principles of democracy" as much as defense.

For months, the Western allies have pressured Turkey to close its porous border, which has allowed thousands of jihadists to cross into Syria to join the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, and has enabled ISIS to smuggle in weapons and smuggle out oil on which it relies for revenue.

Although the Turkish government has taken some steps to make transit harder, it has been unwilling, or unable, to stem the flow, according to Tim Arango and Eric Schmitt's reporting in *The Times*. One smuggler said that while his job has become more difficult, sometimes the Turkish border guards look the other way.

Completely shutting down the long border may be impossible, but given the country's large military and well-regarded intelligence service, it is inexcusable that Turkey is not doing a better job. So far, nearly 20,000 foreigners have joined the Islamic State in Iraq and Syria, the majority of them having traveled through Turkey, according to the American counterterrorism center. While the Turkish government says security agents search for travelers with one-way tickets at airports, train stations and bus depots, it also says that Islamist recruits are making efforts to blend in as tourists, making detection harder. Turkey should also be making military bases and troops available to the American-led coalition, but James Clapper Jr., the director of national intelligence, told Congress recently that he was not optimistic that Turkey would do more against ISIS because it had "other priorities and other interests."

Public opinion polls show that the Turks don't consider ISIS a primary threat, and Mr. Erdogan is more concerned with opposing Kurdish autonomy within Syria and with bringing down the Syrian president, Bashar al-Assad.

There are other troubling aspects of Turkey's behavior. The government says it is still considering buying from China a \$3.4 billion air defense system that involves radars and long-range ground-to-air missiles that can shoot down enemy missiles. The purchase is opposed by the American and European allies because they view this military purchase from China as a risk. They are also disturbed that Turkey is not purchasing a system from them, because they have borne the cost of defending Turkey against a Syrian attack by stationing Patriot missile batteries on Turkish territory. Moreover, the Turkish defense minister last month said the government did not plan to integrate whatever air defense system it bought with NATO's air defenses and radars so that the various parts would work together, though the presidential spokesman later said the system would be integrated with NATO's.

NATO would not integrate its system with a Chinese system because the two are not compatible, a Chinese system might contain risky software, and members of Congress oppose it. If Turkey refuses to link its defense system with NATO's, "they are weakening the defense of their territory and weakening NATO at the same time," said Ivo Daalder, a former American ambassador to NATO.

Meanwhile, Turkey is supposed to sign an agreement this year that will allow Russia to build a natural gas pipeline to Turkey, thus bypassing Ukraine. The Erdogan government, ignoring Western sanctions, has been exploiting a rift between Russia and the West over Russia's invasion of Ukraine to gain energy supplies at bargain prices. Russia also plans to build Turkey's first nuclear power plant.

American officials say they don't think Turkey will ever withdraw from NATO. Of course, such a move would be a catastrophic mistake. But the fact that the possibility is even raised by officials and defense experts shows how concerned the allies are about relying on Turkey in any crisis.



March 21, 2015

KURDISH PKK LEADER URGES CONGRESS ON PEACE, CALLS ON FIGHTERS TO END ARMED STRUGGLE AGAINST TURKEY

March 21, 2015

Ekurd.net

DIYARBAKIR-AMED, Turkey's Kurdish region,— Jailed Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan called on Saturday for his militant group to hold a congress on ending a three-decade insurgency against the Turkish state but stopped short of declaring an immediate halt to its armed struggle.

"This struggle of our 40-year-old movement, which has been filled with pain, has not gone to waste but at the same time has become unsustainable," Ocalan said in the message read out by two Kurdish politicians at a rally to mark the Kurdish "Newroz" New Year celebrations.

Tens of thousands of Kurds gathered in the Kurdish city of Amed (Diyarbakir) in Turkish Kurdistan in the south east of the country to hear the message from Kurdistan Workers Party (PKK) leader Ocalan

President Tayyip Erdogan, then prime minister, launched talks with Ocalan in late 2012 to end an insurgency that has killed 40,000 people, ravaged the region's economy and tarnished Turkey's image abroad. Progress has been faltering since then, but Kurdish faith in Ocalan remains undiminished.

"History and our people are demanding from us a democratic solution and peace in line with the spirit of the age," he said, calling for a PKK congress to determine its "political and social strategy in harmony with the spirit of the new period".

Young men in green guerrilla outfits and women in brightly colored dresses danced as patriotic Kurdish songs played over a sound system. Organizers claimed a million people attended, but there were no official figures from local authorities.

Large screens each side of a stage showed Ocalan's face while many in the crowd waved the flags of his militant group, deemed a terrorist organization by Ankara, the United States and the European Union.

The mere display of Kurdish insignia, let alone an image of Ocalan, could have brought arrest and imprisonment less than a decade ago.

"We're celebrating now but we've suffered thousands of martyrs, massacres, mystery killings, destroyed villages," said Ekrem Baran, 50, among the crowd.

"We support the peace process and expect the Kurdish people to bring peace. They are the hope of the Middle East," he said.

ELECTIONS

At the same event two years ago, Ocalan, jailed since 1999 on an island near Istanbul, declared a ceasefire and said in a written declaration it was "time for guns to fall silent and for politics to be spoken".

His fighters began withdrawing to Iraq two months later under a deal envisaging increased rights for Kurds, who make up around 20 percent of Turkey's 78 million population.

The PKK halted the withdrawal in September 2013, blaming government footdragging. The ceasefire has largely held but distrust runs deep, exacerbated by the perception among Kurds in Turkey that Ankara has done too little to support their brethren fighting against Islamic State militants in neighboring Syria.

Tensions are also running high ahead of a June parliamentary election.

The leader of the pro-Kurdish Peoples Democratic Party (HDP), Selahattin Demirtas, this week dismissed speculation over "dirty bargaining" with the ruling AK Party over the process, rejecting the notion his party would support Erdogan's goal of a powerful executive presidency in return for Kurdish rights.

Since it was established in 1984 the PKK has been fighting the Turkish state, which still denies the constitutional existence of Kurds, with the aim of creating an independent Kurdish state, but now limited its demands to to establish an autonomous Kurdish region and more cultural rights for ethnic Kurds, who make up around 22.5 million of the country's 75-million population but have long been denied basic political and cultural rights, its goal to political autonomy. A large Turkey's Kurdish community openly sympa-



Photo: DIHA

these with PKK rebels.

Newroz message of Ocalan read out in Amed: Full Text

TO ALL OUR PEOPLE;

I am greeting the Newroz of a

our people and friends who take side with peace, equality, freedom, and democracy.

The crisis which is caused by neoliberal policies imposed to whole World by imperialist capitalism and its despotic local collaborators destructively takes effect on our region and country. In this crisis environment, ethnic and religious differences of our people and cultures are being disappeared by meaningless and brutal identity wars. Neither our historical nor modern, neither our conscience nor our political values can keep silent and can be desperate against this political landscape. On the contrary, an urgent intervention is our religious, political and moral responsibility.

Our struggle for democracy, freedom, and fraternity and honourable peace of our country's people is now at a critical stage. This struggle of our movement for 40 years which has been painful did not come to nothing but now is on the stage which cannot be maintained in the same line. History and our people demand democratic solution and peace which is proper for spirit of our time. We are faced with mission to start a new process on the basis of the 10 articles which are officially declared in historical Dolmabahçe Sarayı.

With the agreement on principles under declaration, I see it historical and necessary to hold a congress to stop the armed struggle which is carried by PKK against the Turkish Republic nearly 40 years and to determine political and social strategies and tactics which are suitable for new period. I hope that principal agreement is reached in the shortest time and following the formation of the truth and reconciliation commission comprised of parliament members and members of monitoring delegation, we can realize this congress.

The new period starts then with this congress. In this new period, we are entering the new process in the Turkish Republic on the basis of free and equal constitutional citizenship as a democratic society with democratic identities living together in peace and fraternity. In this way to get over the 90 years Republic history which is full of conflicts, we are walking to future with knitted real peace and universal democratic criteria.

The real history of Newroz is to greet of this process in the presence of yours. However, the facts which are right for our country and our people should at the same time be valid for our region, which is full of sacred. The reality of capitalist imperialism in the last two hundred years in general, especially the last one hundred years is: On the basis of nation state nationalism, ethnic and religious identities have been set against each other; I mean the policy of divide and govern which has been in effect until now!

We should know that, the last brutality of imperialist powers, which do not give up their ambitions on the Middle East come out in the image of ISIS. This organization forcing the meaning of brutality, slaughtered Kurdish, Turcoman, Arabian, Ezidies and Assyrian people as well as women and children.

Anymore, the day is the day to terminate this brutal and disastrous history and to transform it into a fraternity and democracy, which are suitable for our real past.

According to my belief, it is necessary to move to common life with open →

⇒ democratic identities through democratic politics by overcoming nation states which are caused by confrontational, exhausting, disastrous nationalism. For this, I call on the nation states to perform the new type of democratic easement with the democratic politics and again I call on the nation states to build new democratic collective house of Middle East in themselves. Moreover, I call on the women and youth who beat the wings for freedom and who are the overwhelming majority of our society to take active part and to succeed in the economic, social, political and security fields of forthcoming period. Besides, I am greeting the resistance and victory of Kobani which has great meaning for our region and also for the international World. On this basis, I am greeting the "Soul of Eşme" which has been improved as a kind of symbol of new history.

The assessments I have made above are a precious call for a social rebuilding, revision and restoration of our history and present day.

Again, I am greeting this historic Newroz of yours and of all the people of the World.

Long live Newroz.

Long live fraternity of People"

Copyright ©, respective author or news agency, Reuters | anfenglish.com | Agencies | Ekurd.net



Kurds in Turkey celebrate Newroz Photo: Kurds in Turkey wave banners of PKK leader Abdullah Ocalan as they gather to celebrate Newroz, the Kurdish New Year. (AFP: Ilyas Akengin)



March 22, 2015

More than 1,150 Peshmerga killed in war; ministers condemn executions

22 march 2015
rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region – More than 1,150 of the Kurdistan Region's Peshmerga have been killed in the war with ISIS and over 5,600 wounded, a Kurdish MP said in a report.

Kawa Mohammed, a Kurdish MP in the Iraqi parliament, said he had sent a report to Iraqi Prime Minister Haidar al-Abadi citing that, "Until now, some 1,152 Peshmerga have lost their lives and more than 5,600 are wounded in the fight against ISIS."

Mohammed said that he had asked the prime minister why Peshmerga salaries are not being paid by the Baghdad government.

Iraq and Erbil have been long locked in political and financial disputes, but these have exacerbated from Baghdad refusing to pay for the running of the Kurdish regional government, including Peshmerga salaries.

"The families of martyrs live in

a bad condition, which they do not deserve. The Peshmerga's bravery and strength requires us to improve those living conditions," Mohammed said in his report to Abadi, who he said is obligated to reply to the MP within two weeks.

Meanwhile, the Kurdistan Region's Council of Ministries condemned Peshmerga executions by ISIS, after the militant Sunni group released a video showing the killings of three Peshmerga captives.

"Executing hostages in this barbaric way is only expected from the dark worshipers of ISIS. Such a behavior is far away from the human, religious and ethical principles," the ministers said in their statement.

ISIS has released videos showing captive Peshmerga being beheaded.

"Terrorists must understand they will never get away with what they did against these three hostages," the minister's statement added. "Terrorists must wait for an



Islamic State beheads 3 Kurdish peshmerga on newroz 2015. Photo: IS media

outrageous punishment," it warned.

Hisham Nabil, Pshtiwan Osman and Rizgar Hama Salih were the three Peshmerga killed.

"We condemn this atrocity and we assure the perpetrators of this act that one day they will pay the price,

at the right time."

"We take a bow for their sacred souls, and send our condolence to the families of martyrs Pshtiwan, Hisham and Rizgar," the statement concluded. ■



Turkish military says troops retaliated to attacks by Kurdish rebels

ANKARA, Turkey – March 25, 2015 - Associated Press

TURKEY'S MILITARY says Kurdish rebels launched separate attacks on military units stationed near Turkey's border with Iraq,

prompting troops to retaliate. There was no word on any casualties.

The incident comes as Turkey is holding talks with the imprisoned leader of Kurdish insurgents in a bid to end the conflict which has cost tens of thousands of lives since 1984.

A military statement said three mortar rounds were fired Wednesday at units based in Hakkari province, where the borders of Iran, Iraq and Turkey meet. It said Turkish artillery retaliated by pounding positions from where the mortars originated.

Also Wednesday, the military says troops based near the town of Daglica, in Hakkari province, returned fire after being attacked with automatic weapons and heavy machine guns. ●



March 24, 2015

DISTORTING THE KURDISH QUESTION IN TURKEY

Imrali policy continues: Ocalan calls anew for the PKK to lay down its arms



March 24, 2015 by Editorial Staff in Exclusive
Sheri Laizer — Special to Ekurd.net

The Kurds of Turkey need to wake up to the realities of Imrali policy, and appoint, or better still, elect a new leader and abandon the personality cult of Abdullah Ocalan that diminishes their demands to the point where these demands – and the huge sacrifices made – are losing all meaning.

20 March 2015

Just when the PKK's affiliate, the PYD, in Syria is stronger than ever before (backed by weaponry and logistics from the International community), jailed PKK leader, Abdullah Ocalan calls for the PKK to lay down its arms. And it's not the first time.

For those whose memory is short, let's recall how on 2 April 1998, before being expelled from Syria or leaving by choice – Abdullah Ocalan spoke on MED TV announcing that the PKK was eager to press for a new ceasefire. To this end, he revealed he had sent letters to PM Mesut Yilmaz as well as to the Chief of Staff. To smooth the way he also accused former PKK commander, Semdin Sakik, of being responsible for the deaths of the 33 unarmed Turkish officers during the 1993 ceasefire.

In a report by Hurriyet published on 9 April 1998, Ocalan "praised" the Turkish army. That same report revealed that in response to Ocalan's accusations against him Sakik had called the BBC Turkish Service and told how Ocalan was responsible as he had given the command by radio urging iUse your right to respondi on learning that every day, units of a dozen or so guerrillas observing the unilateral ceasefire were being wiped out by the Turkish army. (Sakik provided even more details in his defence statement).

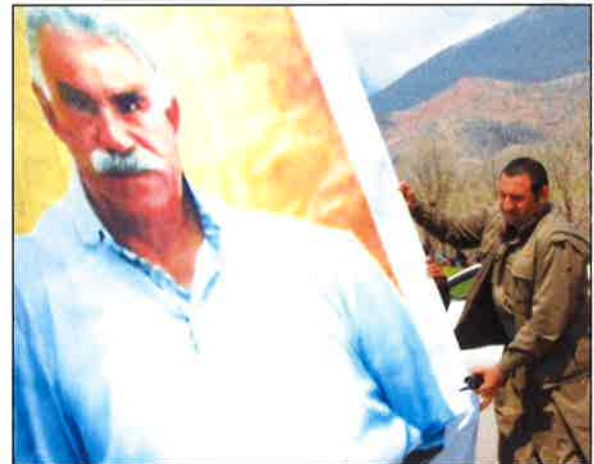
A year later, following his own kidnapping to Turkey on 12 February 1999, Ocalan was still ipraisingi the Turkish army. In his defence statement, "Declaration on the Democratic Solution of the Kurdish Question" we find the claim: "The (Turkish) army is more sensitive than the most seemingly democratic parties. ... The army has taken upon itself to be the protector of democratic normsÖToday the army is not a threat to democracy, but on the contrary a force that guarantees that democracy will move on to next state in a healthy manner." [1]

PYD success against ISIS

The timing of the latest call from Imrali strikes me as deeply suspicious given the PYD's success against ISIS in Kobane and coming right before the Kurdish New Year, (Newroz). This is a time when historically pro-Kurdish tensions often manifest in violent confrontations with Turkish security forces. What's more, let it not be forgotten how so recently the Turkish military stood by as Syrian Kurds battled and were being slain by ISIS terrorists and Ocalan was threatening to end the ceasefire. At the time, Erdogan claimed that both ISIS and the PKK were terrorists. So why should Ocalan call for an end to arms just as when he was first arrested? Are his captors still seducing him with promises he will not have to spend the rest of his life in prison if he gives them the PKK?

What was the deeper plan behind getting the PKK leader to Turkey?

For some time before Ocalan's capture in 1999, contrary to the Turkish government saying in public "there will never be a dialogue with terrorists" in 1998 top level political and military figures were holding secret talks with figures linked with the PKK. As the talks progressed, the Turkish side pressed the PKK to announce a new ceasefire to coincide with International Peace Day on 1 September 1998. In a live broadcast screened by the PKK satellite channel, MED TV, on 19 October 1998, just ten days after Abdullah Ocalan had been driven out (or travelled out) of Syria, former ERNK spokesperson, Kani Yilmaz [2], revealed how prior to this event "the Turkish government asked the PKK to declare a ceasefire



A portrait of jailed Kurdish militant leader Abdullah Ocalan.
Photo credit: Nora Miralles/flickr

and specified details of this proposal...Some think we are just imagining that Turkey asked us to declare a ceasefire but it's a fact. We've kept the messages sent by their officials asking for the ceasefire to be declared.

Two months later, Abdullah Ocalan demoted Kani Yilmaz and expelled him from Europe. In his statement to the Turkish court after this capture, Ocalan alleged that Kani Yilmaz had contacts with British and German Intelligence and that Europe was trying to install him as an alternative leader. Apo was frequently given to such speculation. It was baseless.

A clue was given that things were really going on behind closed doors when, writing for the New York Times on 27 September 1998, journalist, Stephen Kinzer, observed in connection with the PKK's ceasefire announcement of 1st September 1988 how Ocalan "told journalists by telephone from an undisclosed location (Syria), 'we should be given a fair chance in politics. If we are given this chance in a democratic way we will give up our arms. We are ready for it.' " At the same time, Husamettin Cindoruk, a Turkish politician leading the CHP who Kinzer referred to as a "pillar of the establishment" claimed he had "broken ranks and urged the military to consider a solution along the lines of northern Ireland's."

Exactly a year later, when support for Ocalan and the PKK, following Ocalan's kidnapping, had united the Kurds and their friends internationally, Abdullah Ocalan made his startling call from Imrali prison to the guerrillas: "Put down your weapons. Withdraw from inside Turkey."

On 15 February 1999, on board a private jet bound for Turkey the unforgettable scenes of Ocalan, hands bound, amongst the masked men who had captured him, were broadcast to a triumphant Turkish nation. As a masked member of the Special Forces raised Ocalan's blindfold, Ocalan murmured as if he had just woken up: "I am ready to help Turkey." The Imrali period was about to begin.

Imrali dictates

The Imrali period continues today. Ocalan remains a pawn in the hands of his captors but the pro-PKK support base seemingly listens unquestioningly, still waves banners with Ocalan's portrait and speaks of him with reverence as of a prophet. This is astonishing. Not only does the PKK's heeding the dictates of a captive break its own rules but Ocalan still gets to call the ceasefires and urge disarmament. For what gains?

Back in late 1993, the Ministry of the Chief of Staff, the Foreign Ministry and General Directorate of Security (police) had begun a co-ordinated search and destroy intelligence operation into the PKK's "camps" abroad and at home, its financial sources, directors (...). With this aim and to shore up any deficiencies the technical and personnel capability of →

⇒ the intelligence within the Ministry of the General Staff was enhanced; the counterpart unit in the Foreign Ministry was enlarged; the counter-terrorism Department was established with MIT; and the Intelligence Department within the General Directorate of Security (police) was strengthened. Meetings with those countries which harboured the organisation intensified in frequency and relations were established with the agencies of these friendly countries and the flow of information secured. As a result of this activity the organisation's financial sources abroad were exposed...." [3]

This top-level Turkish search-and-destroy operation in the international arena was aimed at flushing out the PKK's sources of financial viability, its intelligence and therefore its survival. The secret findings of the Susurluk Commission revealed that so as to launch this operation: "MIT, the Chief of Staff, the Gendarmerie General Command and security officers took part in forming a Special Operations group. To accomplish their work in this area, the Commanders, the Intelligence Chiefs, and Chiefs of Police participated in briefings in which Abdullah Ocalan was specified as the primary target. It was over to each individual security apparatus to take advantage of any channel open to it which it could use and for these to play an active role in the task at hand..." [4]

Well, they have him!

The concept of negotiations with Turkey had been put forward by Ocalan as early as 1996, which raises the question whether the negotiations actually go back to 1996 and not 1998. Turkey had been quick in seizing on Apo's stated compromise. The Turkish daily newspaper Cumhuriyet wrote on 20 May 1996: "In an interview released yesterday, leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) Abdullah Ocalan emphasized that the PKK had given up its hope of aiming for a separate Kurdish state and would instead be satisfied with broad autonomy for Kurds under Turkish rule. "It is very difficult to realise a Kurdish state. Other states in the Middle East would oppose this," he told the German daily Die Welt. He held up Germany as a model. "If a free state of Kurdistan in Turkey could have as much autonomy as, for example, Bavaria in Germany, then we would no longer have to wage our battle that has claimed so many victims," he said. [5]

What was there to account for this radical change of tone at that time, as again during the 1998 ceasefire, when all the external signs pointed against believing in Turkey's desire for peace?

From demanding an independent Kurdish State – which had already cost the lives of thousands of Kurdish patriots – the head of the PKK was publicly endorsing the territorial integrity of the Turkish Republic and the legal actions of its army.

In October 2000, details of General Cevik Bir's subversive "Andic" Plan came out, and in March 2002, retired Colonel Korkut Eken's revelations on Susurluk and many dark secrets at the heart of the Turkish Deep State were again in the headlines.

The "Andic" plan was formulated after the capture of Semdin Sakik on 13 April 1998. The Chief of Staff, seizing the opportunities this presented, then prescribed for "supplements" to be made to Semdin Sakik's interrogation statements. These "supplementary statements" were intended to frame certain persons and organisations as having been in contact with the PKK. By using key friends of military intelligence working in the press, these "enemies within" would then be derided in public.

Chief of Staff's Office confirmed war on going against the PKK In its formal written response while the office of the Chief of Staff tried to argue "that plans were sometimes drafted in the General Staff based on information from the intelligence services, many of those plans were never implemented and that was the case with this one...the army leadership fully supported the initiators of the plan," it admitted that "Turkey's security forces are continuing their battle against the terrorist PKK, the Kurdish Workers Party, and that part of that battle consists of moving against Turkish and foreign elements which provide moral support to the blood-thirsty PKK..." [6]

The capture and arrest of PKK leader Abdullah Ocalan on 15 February 1999 was a national humiliation for the Kurds. Was this not one of the key

objectives behind Susurluk and the Andic Plan as revealed in their once secret documents?

The cracks first appeared in the PKK when the 'negotiations' started. Whether these cracks were the result of, or parallel to the negotiations is not clear. What is clear, however, is that as a result of Ocalan's 'negotiations approach', key individuals and substantial splinter groups successively broke away in protest from the main line PKK.

It appears that the PKK's organisation is in fact structured in such a way that only one voice can be heard above all others – the voice of Ocalan as its leader and since his capture despite being in the hands of the very forces the PKK has fought against for almost forty years?

"Lay Down Your Arms"

Expressed anew at Kurdish New Year, 2015, the same call as after his capture in 1999 to lay down your arms appears in numerous articles and news reports. Kurdish website Rudaw observes: Ocalan suggested a "democratic solution" for the Kurdish problem and said that the new era for Kurds in Turkey "would be based on free, egalitarian, constitutional citizenship within the Republic of Turkey."

"We believe it is necessary for PKK to set up a congress to end the 40-year-long armed struggle" against Turkey, the jailed leader said. [7]

There is nothing new in this. From the 'peace' initiatives of PKK guerrillas surrendering themselves to Turkey in 1999 only to face long prison sentences [8], and further groups in October 2009 along with the repeated call to withdraw from the borders of Turkey as part of the 2013 unilateral ceasefire, Turkey wants it all and Ocalan has no choice but to give if he is to keep eating his dinner on Imrali island.

The Kurds of Turkey need to wake up to the realities of Imrali policy, and appoint, or better still, elect, a new leader and abandon the personality cult of Abdullah Ocalan that diminishes their demands to the point where these demands – and the huge sacrifices made – are losing all meaning.

[1] English translation by the Kurdistan Information Centre, London, Mesopotamian

[2] Kani Yilmaz was assassinated by the PKK in Sulaimaniya, Iraqi Kurdistan on 11 February 2006. He and others had split from the PKK opposed to continuing armed confrontation with Turkey. About to return to Europe for the first time since being sent to Iraq by Öcalan just before Apo left Rome, a car bomb placed behind his seat insured there would be no opposition mounted by Yilmaz from Europe. See, Appendices to the posthumous publication of a book on this period by Kani Yilmaz, Kurt Sorunu, Kemalizm, PKK sistemi ve Ulsual Birlik Çözümü, (The Kurdish Problem, Kemalism, the PKK System and the Solution of National Unity), Veng Yayilari, Diyarbakir, April 2007

[3] TC BTKB (Secret page) 103

[4] TC BTKB (Secret page) 104

[5] Turkish press review. 20 May 1996

[6] MIT Raporu, published in detail in the weekly Aydinlik, 21 September 1996 and extracted in other Turkish newspapers the following day. <http://mondediplo.com/1998/07/05turkey>

[7] <http://rudaw.net/english/kurdistan/210320151>

[8] Two groups of PKK members came to Turkey in 1999 on a similar peace mission, but they were arrested and jailed for belonging to the PKK. <http://www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=1020095350648-2009-10-20>

[9] <http://www.alarabiya.net/articles/2009/10/19/88563.html>

Sheri Laizer, a Middle East and North African expert specialist and well known commentator on the Kurdish issue..

Copyright © 2015 Ekurd.net. All rights reserved

Erdogan rattrapé par la question kurde

REPORTAGE

MARIE JÉGO

DIYARBAKIR (TURQUIE) - envoyée spéciale

Comme chaque année, des centaines de milliers de Kurdes se sont rassemblés, samedi 21 mars, à Diyarbakir, leur « capitale » des bords du Tigre dans le sud-est de la Turquie, pour célébrer Newroz, leur fête de Nouvel An. Femmes à tête couverte et en longue jupe, jeunes filles vêtues d'un jean moulant, la chevelure à l'air, hommes en costume traditionnel, tous étaient venus entendre le message d'Abdullah Öcalan, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie).

Un message d'autant plus attendu que le « seroke » (« le chef »), qui purge une peine de prison à perpétuité sur l'îlot d'Imrali, au large d'Istanbul, est entré dans des pourparlers de paix décisifs avec Ankara dans l'espoir de mettre un terme à trente années de guerre en accordant une large autonomie aux 15 à 20 millions de Kurdes de Turquie.

Malgré la pluie glaciale et la boue qui collait aux talons, des familles entières avaient fait le voyage depuis les villes et les villages voisins pour chanter en kurde et clamer leur espoir d'un avenir meilleur. Organisé par le Congrès pour une société démocratique (DTK), une plate-forme d'associations et de mouvements kurdes proches du PKK, le rassemblement avait lieu à Baglar, un quartier périphérique de Diyarbakir.

Il n'est pas d'endroit plus symbolique du chemin parcouru depuis qu'a pris fin la « sale guerre » opposant l'armée turque aux rebelles kurdes dans les années 1990. Avec ses immeubles modernes, ses jardins publics et ses larges avenues, Baglar est devenu le fief de la nouvelle classe moyenne de Diyarbakir, une ville dont la population a pratiquement doublé en sept ans – 850 000 habitants en 2008 ; 1,6 million en 2015.

Ces indices en disent long sur le mieux-être ressenti par les Kurdes depuis qu'ils peuvent parler leur langue, militer ouvertement pour la cause, faire des affaires et s'enrichir. « Avant, le simple fait d'exhiber ces couleurs m'aurait valu la prison, c'est sûr », explique Engin en montrant le foulard vert, jaune et rouge (les couleurs kurdes) noué à son cou.

« Il y a un mieux, c'est sûr, mais la paix n'est pas encore gagnée », tempère Mehmet Aydin, 29 ans. Ce solide gaillard, gérant d'un café branché situé près du plan d'eau à Baglar, est venu se joindre à la fête. « Nous voulons une solution durable et des pas concrets de la part du gouvernement. De notre côté, il n'est pas question d'indépendance, nous réclamons juste plus d'autonomie au sein de



Samedi 21 mars à Diyarbakir, (sud-est de la Turquie), à l'occasion des célébrations de Newroz, le Nouvel An kurde. UMIT BEKTAS/REUTERS

l'Etat turc », assure Mehmet.

Kurde, originaire de Mugla (centre-ouest de la Turquie), il était étudiant en économie lorsqu'il a été arrêté en 2010, soupçonné d'appartenir au PKK, donc à une organisation terroriste. Condamné à cinq ans de prison, il en est sorti il y a quelques mois et rêve de revenir un jour dans sa ville natale, en tant que « citoyen à part entière ». « Je veux me sentir chez moi à l'ouest de la Turquie aussi », insiste-t-il.

« APPEL DE L'HISTOIRE »

Sur la tribune décorée aux couleurs kurdes, deux politiciens – Sirri Süreyya Önder, député au Parlement d'Ankara, et Pervin Buldan, vice-présidente du Parti pour la paix et la démocratie (DBP) – commencent à lire le message d'Abdullah Öcalan, considéré ici comme un « père ». « Pourquoi on l'aime ? Parce qu'il n'a rien, aucun bien matériel, et qu'il a tout donné pour son peuple », assure Ayse, une jeune lycéenne de Diyarbakir. Soudain, alors que le message est lu, la pluie cesse et le soleil apparaît. La foule y voit un signe quasi divin. « Öcalan ! », crie alors le public en délire.

Comme prévu, le message est centré sur la paix : « Nous devons répondre à l'appel de l'Histoire et organiser un congrès pour que s'achève la lutte armée menée depuis presque quarante ans par le PKK contre la République turque. » Une guerre perçue par Abdullah Öcalan comme le résultat des manigances « du capitalisme impérialiste et de ses collaborateurs locaux ».

La paix et l'ouverture d'une « nouvelle ère » entre Turcs et Kurdes comporte toutefois un léger bémol, car, contrairement aux déclara-

tions précédentes, quand Abdullah Öcalan évoquait le désarmement total et quasi immédiat du PKK, il a cette fois-ci lié ce geste à la prochaine tenue d'un congrès du mouvement. Le gouvernement turc était loin de s'attendre à cela, convaincu que la partie était gagnée, surtout depuis l'annonce de la mise en place d'une « feuille de route » en dix points, le 28 février.

Le manque d'allant d'Öcalan pour l'adieu aux armes du PKK s'explique par les récentes déclarations du président Recep Tayyip Erdogan. Dimanche 15 mars, lors d'un rassemblement de ses fidèles partisans à Balikesir (ouest), le numéro un turc a surpris son auditoire en déclarant : « Il n'y a pas de problème kurde en Turquie. » « C'est à croire qu'il s'est endormi sur le processus de paix ! », raille Seydi Firat, l'un des dirigeants du DTK pour Diyarbakir.

« Erdogan répète ce que disaient les généraux dans les années 1990. Eux aussi disaient qu'il n'y avait pas de problème kurde. Autrefois, il parlait volontiers décentralisation, droits des minorités et justigeait le nationalisme, mais son projet s'est grippé. Depuis qu'il s'est installé dans son palais présidentiel, ses idées ont complètement changé », explique au Monde Ertugrul Kürkçü, député du Parti démocratique du peuple (HDP, pro-kurde) au Parlement d'Ankara, venu spécialement à Diyarbakir pour Newroz. On est loin désormais du discours prononcé par l'homme fort de Turquie en 2005 à Diyarbakir justement, quand il avait clamé haut et fort son intention de résoudre le problème kurde.

Encore plus troublant, M. Erdogan a expliqué samedi que les négociations autour de

la feuille de route étaient une « erreur » et qu'il ne saurait être question de créer un groupe d'observateurs indépendants chargés de suivre le processus de paix, comme le réclame la partie kurde. Pourtant acceptée par Yalçın Akdoğan, le vice-premier ministre responsable des pourparlers de paix, cette revendication n'est pas du goût du président. « Cela va renforcer la légitimité de l'ilot [un euphémisme pour Öcalan], donc c'est dangereux », a-t-il avancé.

Il n'en fallait pas plus pour susciter un vent de fronde sans précédent au sein du Parti de la justice et du développement (AKP), fondé par Recep Tayyip Erdogan en 2001 et qui n'a jamais perdu une seule élection depuis lors. Samedi, le vice-premier ministre Bülent Arinç a fait savoir que seul le gouvernement était responsable des négociations de paix, laissant entendre qu'il y aurait, comme convenu, des observateurs indépendants. « Il vaudrait mieux que le président exprime ses opinions directement au premier ministre », a

confié M. Arinç à la presse, qualifiant les déclarations présidentielles de « peu appréciées ».

DÉÇUS DE L'AKP ET DU CHP

Le premier ministre Ahmet Davutoglu n'était pas en reste en appelant samedi, lors d'une cérémonie dédiée à la fête de Newroz à Istanbul, que son gouvernement suivrait la « feuille de route » conformément aux souhaits du président. « Nous sommes toujours fidèles à l'esprit de 2005 à Diyarbakir », a-t-il déclaré en référence à la visite historique d'Erdogan dans la ville kurde.

Ces dissonances menacent d'affaiblir l'AKP au moment où s'ouvre la campagne pour les législatives du 7 juin. Le Parti démocratique du peuple espère en tirer profit. Pour la première fois depuis 2002, les politiciens kurdes ont décidé de présenter des candidats sous la bannière du parti HDP le 7 juin. Jusque-là, les candidats prokurdes se présentaient en « indépendants », puis se regroup-

paient une fois élus au sein d'un même groupe au Parlement. Il s'agissait de contourner le seuil de 10 % des voix requis pour les partis.

Cette fois-ci, le HDP se dit certain d'atteindre le seuil des 10 %, ce qui lui donnera 55 députés contre 29 actuellement. De cette façon, le parti sera une véritable épine au talon des islamo-conservateurs, brisant net leur rêve d'obtenir une majorité des deux tiers au Parlement afin de changer la Constitution dans le sens d'un renforcement de l'exécutif.

« Il y a beaucoup de désenchantement chez les électeurs », assure le député Ertugrul Kürkçü. Voilà pourquoi le HDP veut se muer en un large mouvement de centre gauche capable de capter les voix des déçus de l'AKP et du Parti républicain du peuple (CHP) fondé jadis par Kemal Atatürk. Ertugrul Kürkçü en est sûr, « les votes iront au HDP pour une bonne raison : c'est la seule formation politique à s'opposer résolument au système présidentiel fort voulu par Erdogan ». ■

El Watan

22 MARS 2015

Le chef rebelle kurde veut mettre fin au conflit avec Ankara

Öcalan appelle ses partisans à déposer les armes

22 mars 2015
elwatan.com

Le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan a réitéré hier, à l'occasion du Nouvel an kurde, sa volonté de mettre un terme au conflit meurtrier engagé en 1984 par son mouvement contre le gouvernement turc, à moins de trois mois des élections législatives.

Dans un message lu devant plus de 200 000 personnes réunies dans la « capitale » du Sud-Est turc, Diyarbakir, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a appelé son mouvement à tenir rapidement un congrès pour mettre fin à sa lutte armée, qui a fait quelque 40 000 morts. « Avant tout, je vois l'histoire et l'organisation



d'un congrès pour que la lutte armée menée depuis presque quarante ans par le PKK contre la République de Turquie prenne fin », a-t-il estimé dans le message lu par le député kurde Sirri Sureyya Önder. M. Öcalan a également souhaité que son

mouvement « s'engage dans une nouvelle ère » en élaborant une nouvelle « stratégie politique et sociétale ».

Dans un précédent message lu le 28 février dernier, le fondateur du PKK avait déjà évoqué la tenue d'un congrès

pour mettre fin à la lutte armée. « Nous marchons vers un avenir où les critères démocratiques universels et la paix s'imposent », a poursuivi M. Öcalan, qui a appelé à l'adoption en Turquie d'une « nouvelle Constitution démocratique, qui prenne en compte la liberté et l'égalité des citoyens ».

« Ce message est positif à tous points de vue », s'est immédiatement réjoui le vice-Premier ministre Bülent Arinç. Le gouvernement islamo-conservateur turc a engagé, à l'automne 2012, des négociations directes via ses services de renseignement avec le chef du PKK, qui purge une peine de réclusion à perpétuité sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara. S'il ne revendique plus l'indépendance, le PKK réclame une large autonomie pour les 15 millions de Kurdes de Turquie.

AFP

Turquie: le chef rebelle kurde Öcalan répète sa volonté de déposer les armes

Diyarbakir (Turquie), 21 mars 2015 (AFP)

LE CHEF REBELLE kurde Abdullah Öcalan a réitéré samedi, à l'occasion du Nouvel an kurde, sa volonté de mettre un terme au conflit meurtrier engagé en 1984 par son mouvement contre le gouvernement turc, à moins de trois mois des élections législatives.

Dans un message lu devant plus de 200.000 personnes réunies dans la "capitale" du sud-est turc Diyarbakir, le fondateur du Parti des travailleurs des Kurdistan (PKK) a appelé son mouvement à tenir rapidement un congrès pour mettre fin à sa lutte armée, qui a fait quelque 40.000 morts.

"Nous devons répondre à l'appel de l'Histoire et organiser un congrès pour que la lutte armée menée depuis presque quarante ans par le PKK contre la République de Turquie prenne fin", a estimé M. Öcalan, lu par le député kurde Sirri Sureyya Önder.

"Notre combat (...) est arrivé à un point où il ne peut plus se poursuivre par les mêmes moyens. L'Histoire et notre peuple exigent une solution démocratique et la paix", a-t-il poursuivi, prônant l'adoption en Turquie d'une "nouvelle Constitution démocratique qui prenne en compte la liberté et l'égalité des citoyens".

Le chef rebelle n'a pas décrété la fin immédiate des hostilités mais le pouvoir islamo-conservateur d'Ankara a semblé s'en satisfaire. "Ce message est positif à tous points de vue", s'est réjoui le vice-Premier ministre Bülent Arınç.

"Je suis sûr que nous réussirons, quoi qu'il arrive", a renchéri le chef du gouvernement Ahmet Davutoglu lors d'une réunion publique à Istanbul, "la haine, la culture de la haine, la violence et les armes doivent être définitivement enterrées".

Ankara a engagé à l'automne 2012 des négociations directes, via ses services de renseignement, avec le chef du PKK, qui purge une peine de réclusion à perpétuité sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (nord-ouest).

Il y a deux ans jour pour jour, M. Öcalan, dans un premier message publié pour les festivités de Newroz, avait proclamé un cessez-le-feu unilatéral de ses troupes.

- TENSIONS ÉLECTORALES -

Mais ce processus s'est ensuite rapidement enlégé, la rébellion reprochant de ne pas tenir ses promesses de réformes. Le PKK ne réclame plus l'indépendance mais une large autonomie pour les 15 millions de Kurdes de Turquie (20% de la population).

Les pourparlers ont même failli capoter en octobre, lorsque des milliers de jeunes Kurdes sont descendus dans les rues pour dénoncer le refus du gouvernement de voler au secours de la ville syrienne kurde de Kobané, alors assiégée par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI). Ces émeutes ont fait des dizaines de morts.

Malgré les déclarations répétées d'Abdullah Öcalan, la voie vers un règlement définitif du conflit kurde reste encore encombrée de nombreux obstacles.

Un des principaux chefs militaires du PKK, Cemil Bayik, a exigé des mesures concrètes d'Ankara avant de faire taire formellement les armes. "D'abord une solution, ensuite le désarmement", a-t-il résumé depuis son quartier général du nord de l'Irak.

Le principal parti kurde de Turquie, le Parti démocratique du peuple (HDP), a également exigé du gouvernement l'abandon de sa loi controversée de "sécurité intérieure", destinée à renforcer les pouvoirs de la police après les émeutes d'octobre.

Le président Recep Tayyip Erdogan s'est démené pour pousser les feux de la paix avant les législatives du 7 juin. L'homme fort du pays souhaite s'attirer les faveurs de l'électorat kurde et arracher ainsi la majorité des deux tiers des députés indispensables à une réforme de la Constitution qui renforcerait ses pouvoirs de chef de l'Etat.

Mais, à l'approche du scrutin, il a été contraint de muscler son discours pour satisfaire ses partisans les plus nationalistes. "Il n'y a pas de problème kurde", a-t-il ainsi lancé il y a une semaine, suscitant la colère de la communauté kurde.

Le chef du Parti du mouvement nationaliste (MHP, droite), Devlet Bahçeli, n'en a pas moins accusé samedi le gouvernement de "trahison" pour s'être, selon lui, "mis d'accord avec le PKK pour diviser le pays". ●

AFP

Turquie: Erdogan s'opposera à la paix avec le PKK tant qu'il ne déposera pas les armes

Ankara, 23 mars 2015 (AFP)

LE PRÉSIDENT TURC Recep Tayyip Erdogan a affirmé lundi que le gouvernement ne ferait aucun pas supplémentaire sur la voie de la paix avec les rebelles kurdes tant que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ne déposerait pas effectivement les armes.

"La paix n'est pas possible sous la menace des armes (...) nous ne pouvons pas avancer dans un environnement où les promesses sont continuellement rompues à moins qu'il y ait des décisions concrètes", a déclaré M. Erdogan lors d'un discours devant des élus locaux.

Le chef emprisonné du PKK Abdullah Öcalan a appelé samedi, dans un message lu à l'occasion du Nouvel an kurde (Newroz), son mouvement à tenir un congrès pour mettre fin à sa rébellion contre les autorités turques qui a fait 40.000 morts depuis 1984.

M. Öcalan, qui purge une peine de réclusion à vie, avait déjà lancé un appel équivalent le 28 février dernier, relançant les pourparlers de paix engagés à l'automne 2012.

Ces derniers mois, M. Erdogan a poussé dans le sens d'une paix avec les Kurdes, avec l'espoir de rallier les voix kurdes et d'obtenir lors des élections législatives du 7 juin prochain la majorité des deux tiers des députés indispensables à une réforme de la Constitution qui renforcerait ses pouvoirs de chef de l'Etat.

Mais, à l'approche du scrutin, il a été contraint de durcir son discours pour ne pas perdre la frange la plus nationaliste de son électorat, au risque de contredire son gouvernement.

Ces derniers jours, il a publiquement critiqué sa gestion du dossier kurde, suggérant l'existence de vives tensions au sein de l'exécutif.

Le porte-parole du gouvernement l'avait sèchement envoyé dans les cordes dimanche. "Nous aimons notre président, nous connaissons ses forces, nous apprécions les services qu'il a rendus. Mais n'oubliez pas qu'il y a un gouvernement dans ce pays", avait déclaré le vice-Premier ministre Bülent Arınç.

"Il est parfaitement de mon droit et de mon devoir d'exprimer mon opinion", lui a répondu lundi M. Erdogan, "je suis le chef de l'Etat, à chacun sa place". ●

AFP

Neuf Kurdes condamnés dans une affaire de financement du PKK

Paris, 24 mars 2015 (AFP)

NEUF KURDES ont été condamnés mardi à des peines allant de 30 mois de prison avec sursis à cinq ans de prison ferme dans une affaire d'extorsion en lien avec le financement du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Au début de cette affaire l'enquête portait sur un projet d'assassinat (qualification finalement abandonnée au terme de l'enquête) à Druguignan (Var) en 2012, finalement déjoué du fait d'une importante présence policière sur les lieux des faits.

L'enquête a ensuite mis en évidence une affaire d'extorsion pour récolter la "kampanya", la collecte de l'impôt révolutionnaire auprès de la diaspora kurde.

Les deux prévenus qui projetaient une action violente contre un homme qui refusait de payer la kampanya ont été condamnés à cinq ans de prison ferme. Les

autres à des peines allant de 30 mois avec sursis à deux ans ferme.

Si le PKK présente "une image singulièrement plus favorable", a expliqué le président Denis Couhé, "il n'en demeure pas moins qu'il reste inscrit sur la liste des organisations terroristes" de l'Union européenne et que ses membres se sont rendus coupables de "meurtres" et d'"attentats" jusqu'en 2012, date des faits examinés par le tribunal.

Pour le tribunal, le PKK "a encore à faire la preuve de l'abandon du terrorisme". "Ce n'est que dans le quantum des peines" que le tribunal pouvait prendre en compte l'évolution du positionnement du PKK, a expliqué le président.

Les forces kurdes sont engagées contre le groupe Etat islamique (EI).

Fin février, le chef du PKK Abdullah Öcalan a appelé ses troupes à prendre la décision "historique" de déposer les armes, ravivant ainsi de façon spectaculaire l'espoir que soit mis fin à la rébellion séparatiste kurde qui ensanglante la Turquie depuis trente ans. ●

L'EI décapite trois combattants kurdes en Irak

20 mars 2015 (AFP)

Bagdad, — Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a décapité trois peshmergas irakiens et menacé d'en tuer d'autres si les combattants kurdes poursuivaient le bombardement de ses fiefs dans le nord de l'Irak, dans une vidéo diffusée sur internet.

Les forces de la région autonome du Kurdistan, appuyées par les frappes aériennes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis, combattent dans le nord irakien les jihadistes de ce groupe responsable de multiples atrocités.

La vidéo, diffusée dans la nuit de jeudi à vendredi sur les sites islamistes, débute avec des images de personnes blessées conduites dans un hôpital et une voix off affirmant qu'elles ont été



touchées par des tirs de peshmergas.

Les trois prisonniers, habillés d'une combinaison orange et les mains attachées derrière le dos, sont ensuite montrés à genoux. Ils sont ensuite décapités. Des personnes, dont de jeune enfants, sont visibles sur la vidéo, en train de regarder la scène. Un combat-

tant, s'adressant au président du Kurdistan Massoud Barzani, lance: " A chaque roquette que vous tirerez contre les musulmans (...), nous tuerons l'un de vos hommes entre nos mains".

En février, l'EI avait diffusé une vidéo qui montrait une dizaines d'hommes, présentés comme des peshmergas, enfermés dans des

cages et promenés dans les rues. La dernière vidéo est présentée comme ayant été filmée dans la province irakienne de Ninive (nord), sans plus de détails. Les autorités du Kurdistan n'avaient pas dans l'immédiat confirmé la mort des peshmergas.

L'EI s'est emparé de larges pans de territoires en Irak en juin 2014, rencontrant quasiment aucune résistance des forces gouvernementales dont un grand nombre avaient fui devant sa progression. Les peshmergas avaient profité de la débandade de l'armée pour mettre la main sur certains territoires.

Mais l'armée, aidée des forces kurdes, des miliciens chiites et de tribus sunnites, avaient réussi à reprendre un peu de terrain ces derniers mois. L'EI contrôle en particulier la deuxième ville du pays, Mossoul, capitale de Ninive, frontalière du Kurdistan. Ce groupe sème la terreur dans les secteurs qu'il contrôle en Irak mais aussi en Syrie, en se livrant à de multiples exactions comme des enlèvements et des décapitations.

REUTERS

Iraqi Sunnis accuse Shi'ite paramilitaries of burning homes outside Tikrit

BAGHDAD March 21, 2015 (Reuters)

TWO IRAQI local officials and a police officer accused Shi'ite paramilitary forces on Saturday of burning and looting homes in the town of al-Dour after capturing the area during a military campaign to oust Islamic State fighters.

A spokesman for the armed faction, Kataib Hezbollah, denied the allegations, while a security commander in the area also said there had been no incident in al-Dour.

Salahuddin Provincial Council member Sahar Mawlood, parliament member Dhia al-Douri and a local policeman said that Kataib Hezbollah fighters, who have been battling Islamic State, had looted, blown up or set fire to houses in the town.

"More than 150 houses were burned. Today witnessed the largest targeting of houses, more than the previous days," Mawlood said.

Iraqi security forces backed by Shi'ite paramilitary groups have paused their push to drive Islamic State out of the city of Tikrit, which it seized last June in a lightning advance across central Iraq, although they have captured al-Dour and nearby communities.

The Shi'ite paramilitary forces have been hailed as heroes by fellow Shi'ites, but accused by the Sunni minority of punishing Sunnis with extrajudicial killings and by driving ordinary people from their homes for failing to resist Islamic State.

They strongly deny the allegations. Kataib Hezbollah's military spokesman



A Shi'ite Badr Brigade fights.
Photo: Reuters



Iraqi and shiite forces near Tikrit.
Photo: Reuters

Jaffar al-Husseini called the al-Dour accusations a smear campaign, saying: "There aren't any attempts to destroy or burn houses in al-Dour."

He said the group that controls al-Dour had been defusing booby trap bombs rigged up in houses by Islamic State, and that security commanders and officials from Salahuddin province had witnessed the operations.

A national police commander, speaking on condition of anonymity, told Reuters he had not seen anything unusual in the town on Saturday.

The operation to retake Tikrit was halted last weekend, as the Iraqi government said it wanted to make sure all civilians had been evacuated, and to protect soldiers and volunteer fighters who were facing stiff resistance. ○

La Syrie pourra-t-elle un jour retrouver ses frontières ?

Le pays, qui entre dans sa cinquième année de guerre, est éclaté entre les forces loyalistes, l'Etat islamique et les autres groupes rebelles. Le territoire syrien pourra-t-il un jour retrouver les contours d'avant la révolution ? Réponse avec le géographe Fabrice Balanche.

15 mars 2015

www.francetvinfo.fr

La Syrie existe-t-elle encore ? Cette question, plusieurs spécialistes se la posent très sérieusement. Né du découpage franco-britannique effectué à la chute de l'Empire ottoman, après la première guerre mondiale, cet Etat de 22 millions d'habitants est confronté, depuis quatre ans, à une guerre sans précédent. Il y a perdu sa frontière avec l'Irak, tombée en 2014 entre les mains des jihadistes de l'Etat islamique (EI). Le pays est ainsi morcelé entre le califat au Nord-Est, les forces kurdes au Nord, les autres groupes rebelles à l'Ouest et les troupes du régime au Sud.

Quelle que soit l'issue du conflit, le territoire syrien pourra-t-il un jour retrouver ses contours d'avant la révolution, partie du "printemps arabe" en mars 2011 ? Francetv info a posé la question à Fabrice Balanche, géographe, maître de conférences à l'université Lyon-II et directeur du groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient.

Francetv info : Quatre ans après le début du conflit en Syrie, le pays a complètement changé de visage avec l'émergence d'un Etat auto-proclamé, celui de l'Etat islamique, sur toute une partie nord-ouest du territoire. Ce califat a-t-il vocation à perdurer ?

Fabrice Balanche : Non. Je n'imagine pas les jihadistes de l'Etat islamique s'installer durablement à cheval sur l'Irak et la Syrie. Ce sont des barbares qui règnent par la terreur. Leur idéologie est trop violente et extrémiste pour envisager un jour une normalisation de leurs relations avec les autres partenaires de la région. Les talibans au fin fond de l'Afghanistan ou la secte islamiste Boko Haram aux confins du Nigeria ont davantage d'avenir. Mais là, en Syrie, nous sommes aux portes de l'Europe. L'Etat islamique va forcément disparaître comme entité territoriale.

Si la chute de l'Etat islamique vous semble inévitable, à quel horizon l'envisagez-vous ?

Si la communauté internationale a vraiment envie d'en finir avec l'Etat islamique, cela peut être terminé en deux ans. Le groupe a déjà subi des revers sous les assauts de l'armée irakienne, de combattants kurdes et de groupes rebelles syriens. Pour aller plus loin, il faut une réelle collaboration de

Cette photo postée sur Twitter le 12 juin 2014 montre des combattants de l'Etat islamique en train de s'emparer de la frontière entre l'Irak et la Syrie. (AP / SIPA)



la Turquie et de l'Arabie saoudite, les deux grands acteurs de la région, avec l'Iran. Mais la confrontation géopolitique entre ces trois pays complique sérieusement la donne. Si l'Occident ne parvient pas à faire bouger les lignes, le risque de contagion au Liban et en Jordanie est réel. Et là, on irait au-devant d'une guerre de trente ans, sur le modèle de celle qui a déchiré l'Europe au XVIIe siècle, entre catholiques et protestants.

Comment l'Etat islamique a-t-il bouleversé l'équilibre géopolitique déjà fragile dans la région ?

En épousant les revendications de la population sunnite, déchue de son pouvoir et minoritaire en Irak, majoritaire mais sous-représentée en Syrie [le pouvoir est détenu par les alaouites, une branche du chiisme], l'Etat islamique a cassé, avec son califat, le croissant chiite, c'est-à-dire l'axe iranien Liban-Syrie-Irak. Et ce avec l'aide financière de l'Arabie saoudite, adepte, comme l'Etat islamique, de l'islam rigoriste du wahhabisme. Quant à la Turquie, elle joue un double jeu pour maintenir un rapport de force avec l'Occident. Tant qu'elle ne fermera pas sa frontière avec la Syrie, les combattants de l'Etat islamique pourront continuer à se ravitailler, à se fournir en armes et à attirer de nouvelles recrues.

Bachar Al-Assad est soupçonné d'avoir favorisé l'Etat islamique pour apparaître comme le seul rempart face au danger islamiste. Sa stratégie est-elle payante ?

Oui. Je pense que Bachar Al-Assad va gagner la guerre d'ici quelques années. Est-ce que sa victoire est souhaitable ? D'un point de vue moral, non. Mais d'un point de vue humanitaire, il n'y a que lui qui puisse stabiliser le pays. La guerre a déjà fait 200 000 morts et 11 millions de déplacés, dont 4 à l'extérieur du pays.

Même si Bachar Al-Assad parvient à reprendre l'avantage, peut-il reprendre le contrôle de la totalité du territoire syrien ?

Le régime espère toujours reprendre l'intégralité du pays. Mais pour qu'il y parvienne, il faudrait que son armée agisse en vase clos, avec une frontière turque hermétique et une frontière avec l'Irak refermée. Là encore, cela suppose un consensus régional et international, notamment que les Etats-Unis et la Russie s'accordent sur le dossier syrien et fassent ensuite pression sur la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Iran. Les Etats-Unis, en pleine négociation avec l'Iran sur le nucléaire, pourraient par exemple donner carte blanche au président Hassan Rohani pour ramener la paix dans la région, comme ils l'avaient fait avec la Syrie pour le Liban dans les années 1990. Mais au vu de la récente intervention du Premier ministre israélien Nétanyahou devant le Congrès américain, la situation est plus que tendue...

La Syrie telle qu'elle a été dessinée par les accords Sykes-Picot de 1916 reste donc menacée ?

Les frontières héritées de l'ère post-Empire ottoman ne devraient pas être remises en cause dans la décennie qui vient. Il faut plutôt s'attendre à un redécoupage à l'intérieur de ces frontières, avec une décentralisation du pouvoir. Bachar Al-Assad pourrait conserver une zone d'administration directe dans l'ouest et le sud du pays, mais tolérer une gouvernance autonome dans les régions kurdes et la vallée de l'Euphrate, au Nord. Les mouvements migratoires actuels traduisent une division nord-sud du pays, qui correspond à l'ancien vilayet [unité administrative] ottoman d'Alep et à celui de Damas. D'ici vingt ou trente ans, un éclatement des frontières en Syrie et en Irak, à l'image de ce qui ➤

➤ s'est passé en Yougoslavie sur des critères ethnico-confessionnels, n'est pas à exclure.

L'Irak n'est-il déjà pas confronté à une réelle partition de son territoire ?

En effet. Le gouvernement chiite partage le pouvoir avec des autorités concurrentes comme l'Etat islamique, le Kurdistan irakien, déjà quasi-indépendant depuis 1991 et la première guerre du Golfe, et des chefs de guerre. Entre les kurdes, les sunnites et les chiïtes, on a trois territoires bien différenciés, mais avec des poches dans chacune de ces zones. Le risque d'une vraie partition est qu'elle suppose des épurations ethniques.

Le Liban et la Jordanie peuvent-ils être concernés par cet éclatement des frontières régionales ?

Si le conflit syrien perdure et que la communauté internationale tarde à réagir pour stopper l'Etat islamique, le risque de contagion au Liban n'est pas négligeable. Les 2 millions de réfugiés syriens parqués dans la Bekaa et le nord du Liban vivent dans des conditions déplorables et risquent de se radicaliser et de rejoindre les rangs de l'Etat islamique. Pour autant, l'incursion du front Al-Nosra [grand rival de l'EI] à Ersal a plutôt contribué à unifier les Libanais contre le danger islamiste. On a assisté à des patrouilles communes de milices druzes, de chrétiens des Forces libanaises et de membres du Hezbollah [chiïtes].

La Jordanie est un peu moins exposée. Les

Etats-Unis veillent au grain car la stabilité de ce petit pays est indispensable à la sécurité d'Israël. D'un point de vue frontalier, la Jordanie est sans doute l'Etat le plus artificiel de la région. Mais dans cette monarchie hachémite, le roi descend directement du prophète Mahomet, ce qui lui confère une certaine légitimité religieuse pour régner sur une population à plus de 98% musulmane sunnite.

Vous évoquez le front Al-Nosra. L'évolution de cette branche d'Al-Qaïda n'est-elle pas aussi déterminante pour l'avenir de la Syrie ?

Cette mouvance radicale a en effet remporté des victoires contre l'Etat islamique dans le nord-ouest du pays. Al-Nosra, composé avant tout de Syriens qui veulent renverser le régime d'Assad et détruire Israël, a également le soutien de l'Arabie saoudite. Est-ce que les deux groupes islamistes vont finir par s'allier ? J'en doute. Beaucoup de sang a été versé entre ces frères ennemis. Je pense qu'Al-Nosra va finir par éclater, une partie de ses combattants rejoindra l'Etat islamique.

Même si l'entité territoriale de l'Etat islamique finit par être anéantie, son influence dans le pays et à l'international peut-elle perdurer ?

Le groupe terroriste subsistera. Et l'éradication de l'idéologie de l'Etat islamique sera longue. Il faudrait imaginer des programmes de déradicalisation, comme ce qui s'est fait en Allemagne au moment de la dénazification. Pour éviter une remontée en puissance,

les oppositions sunnites de Syrie et d'Irak devront être (ré)intégrées dans les gouvernements fédéraux qui pourraient émerger de ce conflit. La question qui se pose, c'est pour tous les combattants étrangers, et notamment français, qui ont rejoint les rangs de l'Etat islamique. Quand les moudjahidines algériens partis combattre les Russes en Afghanistan sont rentrés en Algérie dans les années 1990, ils ont rejoint les rangs du Groupe islamique armé (GIA) et ont mené la guerre civile et une campagne d'attentats.

Le "printemps arabe", qui s'est soldé par un désastre en Libye et en Syrie, portait-il en lui les germes de cette dérive islamiste ?

Le monde n'a voulu voir dans le "printemps arabe" que l'aspiration à la liberté de peuples écrasés par des dictatures depuis trente ans. Mais la lame de fond, c'était une révolution conservatrice. Les Frères musulmans, les salafistes, voulaient faire tomber ces régimes pour prendre le pouvoir et imposer leur vision. C'est le passage du panarabisme [mouvement politique visant à réunir les peuples arabes] au panislamisme [mouvement politico-religieux visant l'union de tous les musulmans]. Dans une Tunisie déjà engagée dans un processus de modernisation et proche de l'Europe, la démocratie a repris le dessus. Dans une Syrie plus traditionaliste et proche des pays du Golfe, le soulèvement a viré au pire.

□ □ □

francetvinfo 14 mars 2015

Les Kurdes accusent le groupe Etat islamique d'utiliser des bombes au chlore

Deux jours après la diffusion de vidéos en ce sens par la BBC, le gouvernement du Kurdistan irakien affirme détenir des preuves.

Par Francetv info avec Reuters
14 mars 2015



Les jihadistes de l'Etat islamique utiliseraient des bombes au chlore dans les zones de combat irakiennes, affirme la BBC jeudi 12 mars 2015. (CAPTURE ECRAN / BBC)

Les jihadistes auraient recours aux armes chimiques. Le gouvernement de la région autonome du Kurdistan irakien assure, samedi 14 mars, disposer de preuves de l'utilisation par l'organisation Etat islamique (EI) de gaz chloré, comme arme chimique contre les combattants peshmergas. Le chlore, qui fut utilisé lors de la Première guerre mondiale, est interdit dans les conflits armés par la Convention sur les armes chimiques de 1997. Ce gaz brûle les poumons quand il est inhalé en grande quantité. Ces accusations confirment les informations de la BBC, qui a diffusé, jeudi, des vidéos montrant des nuages de fumée orange, contenant du gaz chloré, lors d'une offensive de l'EI contre la ville de Tikrit, en Irak. L'analyse d'échantillons de sol et de vête-

ments après une attaque à la voiture piégée commise en janvier par l'EI dans le nord de l'Irak fait apparaître "des niveaux de chlore laissant penser que le gaz a été utilisé sous la forme d'une arme", selon un communiqué du Conseil de sécurité de la région.

Les informations des autorités kurdes n'ont pas encore pu être vérifiées de manière indépendante. Mais le communiqué ajoute que les analyses ont été menées par un laboratoire agréé par l'Union européenne, après que des échantillons de sol et de vêtements ont été transmis par le gouvernement régional kurde à "une nation partenaire" de la coalition sous commandement américain.

□ □ □

Syria Kurds yet to be fully embraced by US in anti-IS fight

By RYAN LUCAS Associated Press
MARCH 23, 2015 BEIRUT

For four months, Syrian Kurdish fighters battled the Islamic State group in the rubble-strewn streets of Kobani as U.S. aircraft pounded the extremists from the skies, a joint effort that ultimately expelled the militants from the town and marked their bloodiest defeat in Syria since the air campaign began in September.

The Kurds earned praise from the Pentagon, which said they had demonstrated the importance of having "a reliable, willing, capable partner on the ground."

And yet, two months later, Syria's Kurds remain largely on the outside looking in on the U.S.-led coalition's campaign against the Islamic State group. Unlike Syrian rebels, they are not included in a new U.S.-training program. And unlike their Kurdish brethren in Iraq, they have not been tapped to receive American weapons.

Instead, the Syrian Kurds' relationship with the U.S. remains loose and ad hoc, at the mercy of Washington's relationship with Turkey — a NATO ally that has a long and fraught relationship with its own Kurdish minority and is deeply suspicious of Syria's Kurds.

For now, Kurdish leaders say their ties with the U.S. are limited to sporadic coordination on coalition airstrikes. The Kurds, who are led by the Kurdish Democratic Party (PYD) and its armed wing known as the YPG, welcome the help, but want more.

"The YPG for more than two years has proven it is the most effective force in Syria fighting terrorism and especially ISIS," said chief YPG spokesman Redur Khalil, using an alternative name for the Islamic State group. "But until now, the YPG has not been supplied with any weapons, contrary to other forces in Iraq, which the coalition is arming."

On the battlefields of Syria, the YPG gives the Americans "coordinates and information about the whereabouts" of Islamic State militants, he said, but the cooperation with the coalition doesn't extend beyond that. "We don't plan military operations together," he said.

Khalil said that even the air support is erratic.

He said U.S. airstrikes perfectly complemented a YPG assault last month that captured the IS-held town of Tel Hamees in Syria's Hassakeh province. But Kurdish forces defending the predominantly Kurdish town of Ras al-Ayn on the Turkish border from a large IS offensive saw no U.S. airstrikes for five days.



File - In this Thursday, Jan. 29, 2015, file photo, Jordan Matson, 28, far right, a former U.S. Army soldier from Sturtevant, Wis., takes a break with other fighters from the main Kurdish militia, the People's Protection Units, or YPG, in Sinjar, Iraq. For four months, Syrian Kurdish fighters battled Islamic State militants in the rubble-strewn streets and crumpled buildings in the town of Kobani as U.S. aircraft pounded the extremists from the skies above. (Vivian Salama, File/Associated Press)

The coalition often shrugs off the inconsistent cooperation, Khalil said, by saying "there are military operations in Iraq, and they are busy there."

YPG fighters hunkered down on the front lines say they pay for the absence of air support in blood.

"It affects us a lot," said Hussein Kochar, a local YPG leader in Ras al-Ayn. "With the airstrikes, it would be much easier and we would suffer fewer casualties."

Syria's Kurds have performed a high-wire act of sorts in their country's civil war. They have carved out an autonomous zone in predominantly Kurdish areas since President Bashar Assad's forces largely withdrew from them in 2012, and have reached out to Christians and some Arabs to help govern them. In the battle for Kobani, they even fought alongside a small contingent of mainstream Syrian rebels against the Islamic State group — a rare instance of cooperation that could provide a model for the future.

But the government still maintains small garrisons in Kurdish-controlled areas, leading many in the Syrian opposition to accuse the Kurds of working with Damascus — charges the Kurds deny.

For the U.S., the YPG has proven a willing and capable partner, but not one worth damaging Washington's relationship with Turkey.

One American military officer said the U.S. is not committed to partnering with the Syrian Kurds, but also does not rule out future cooperation depending on circumstances and taking into account their human rights record and Turkish government concerns. The officer spoke on condition of anonymity because he was not authorized to brief the media.

"I think that's one of the main problems for the YPG still: Turkish-U.S. relations are more important than YPG-U.S. relations," said Wladimir van Wilgenburg, a Middle East analyst at the Jamestown Foundation.

That dynamic is unlikely to change any-

time soon, if ever.

Turkey is a strategically located country of 70 million people with a lot to offer in the fight against the Islamic State group. It has clamped down on its border with Syria to stem the tide of foreign fighters, and is set to host a new program with the U.S. to train up to 4,000 mainstream Syrian rebels.

Ankara is wary of the Syrian Kurds and the YPG, which it believes is affiliated with the Kurdish PKK movement in southeast Turkey that has waged a 30-year insurgency.

But Turkish President Recep Tayyip Erdogan is now pursuing peace talks with the PKK, and there are signs of warmer relations with the Syrian Kurds.

A senior Turkish official said the atmosphere is better. He pointed to last month's operation that saw hundreds of Turkish troops smoothly travel through YPG-controlled territory in Syria to evacuate soldiers guarding an Ottoman tomb located on the Euphrates River.

Turkey's main concern now is that the Syrian Kurds make a clean break with Assad's government and unite with mainstream rebels, which doesn't seem to be happening yet, the official said on condition of anonymity because he wasn't authorized to brief the media.

Syria's Kurds are aware of the influence Turkey wields over their relationship with Washington.

Saleh Muslim, the president of the PYD, appealed to the U.S. to "listen to us with their own ears and see us through their own eyes, not through those of others" — a clear reference to Ankara. Despite those obstacles, Muslim expressed optimism that the limited relationship could grow and develop.

"If you deal with each other, you get stronger over time," he told The Associated Press. "I think maybe in the future we can have very tight relations."



PM Barzani: Shiite militias should be regulated

In an interview with Al-Monitor, KRG Prime Minister Nechirvan Barzani addresses the fight against IS, the rise of the Iraqi Shiite militias and relations with Baghdad.



Author Amberin Zaman
March 24, 2015
<http://www.al-monitor.com>



As the battle grinds on against the Islamic State — also known as IS, ISIL and Daesh — there is growing concern about the mounting influence of Iran and Shiite militias known as the Popular Mobilization Units (PMU) inside Iraq. The Iraqi Kurds, who continue to clash with the Shiite-led government in Baghdad over the sharing of oil revenues, are feeling squeezed. Nechirvan Barzani, the savvy young prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG), has played a central role in maintaining the precarious balance between his people, the central government and the big regional powers, Turkey and Iran. The United States has re-emerged as the Kurds' principal ally in the battle against the jihadists. As the battle to liberate Mosul from IS looms, what are the challenges that lie ahead? Nechirvan Barzani explains in an interview with Al-Monitor in Erbil, the capital of the KRG.

Al-Monitor: How is the battle against Daesh [IS] going?

Barzani: It was a big shock in the beginning. But since then it seems we have been able to push them back from the Kurdistan territories, from the areas surrounding Kirkuk, Zumar, Rabia, Mosul Dam, Makhmour and Gwer. These regions have been liberated. The initiative is back in our hands now. We feel that they don't have the same strength to mount fresh attacks. In general the situation is much better. But the danger has obviously not subsided altogether and so long as Mosul remains in the hands of ISIL the threat will remain.

Al-Monitor: I will get to Mosul, but first I would like to discuss the role of Iran and the Shiite militias or the Popular Mobilization Units, the PMUs. Throughout my stay here, Kurds and Western officials alike have aired more worries about Iran and the PMU than about the Islamic State, or Daesh.

Barzani: There is a reality that needs to be addressed. When ISIL first embarked on this war in Iraq, Iran was one of the first countries that came forward to defend Iraq, including Kurdistan. It was felt there was a common enemy, Daesh. And the other bitter reality was that the Iraqi army did not possess the means to stop the onslaught of ISIL. As a result of a fatwa from Ayatollah [Ali] Sistani, Hashid Shaabi, or the Popular Mobilization Units, were formed. It would be unfair to deny the positive contribution of these forces to help push back ISIL. In many places they have played a positive role.

Al-Monitor: Including in Kurdistan?

Barzani: Not inside Kurdistan per se but along the border areas — Saadiyah, Jawlawla, Amerli. But these forces need to be regulated, to be brought under control, and to operate under a well-defined legal mandate.

Al-Monitor: And who will provide that?

Barzani: The Iraqi state. The central government. There are various groups inside the PMU; they can act without impunity sometimes. We saw this in Diyala, even in Baghdad. Sadly, when a country is in desperate need for assistance and another country comes to the rescue not too many questions are asked.

Al-Monitor: Given your differences with Baghdad, do you foresee a situation in which these Shiite militias could be used against the Kurds? Especially in the disputed territories?

Barzani: Of course we are concerned about this. But we need to approach this matter from several angles. And — just a reminder — we do not refer to those areas as "disputed areas." That is the official jargon. We believe those areas are part of the Kurdistan region. If the militias are drawn from locals in these areas, we will not have any problems. Because there is also a sizable Shiite population living in areas such as Jawlala, Saadiye. The major problem,

and particularly if these militias remain unregulated, will arise between them and the Sunnis.

Al-Monitor: While we are on the topic of the "disputed territories," they will have certainly added to your financial burden. The Baghdad government has virtually stopped all payments to you from the budget because of the oil dispute. Who pays the salaries of people living in those areas? You or the central government?

Barzani: We provide them some services, like electricity, for example. But the monthly salaries of civil servants are being paid by Baghdad. Civil servants in Mosul are being paid by Baghdad too.

Al-Monitor: What of Iran's growing and increasingly visible presence in Iraq?

Barzani: The role of Iran is known and it's not the first time that Iran is intervening in Iraq. But there are certain exaggerations about Iran's role to be exaggerated in this way. For instance, when some top [Iranian] officials say, "If it were not for us, Erbil would have fallen," that is clearly unhelpful. It is not true. Or when they say that "Baghdad is the capital of Iran." The plain truth is that the most decisive role in pushing back ISIL was played by the United States. Without the Americans it would have been impossible for us to succeed. We Kurds we want to thank the Americans for all they have done.

Al-Monitor: Iran is opposed to the establishment of an independent Kurdish state, correct?

Barzani: Yes, that is correct. Setting aside the fact that if you asked any Kurd about independence they would say they wanted it, independence has not been and is not presently on our agenda.

Al-Monitor: But as recent events have shown the Kurds' security remains precarious. Relations with Baghdad remain shaky. Turkey did not rush to your defense when Daesh came within striking distance of Erbil. Would you agree that your security continues to be guaranteed by the United States?

Barzani: The reality is that after 2003, our goals were focused on rebuilding Kurdistan. We were absolutely opposed to the idea of getting dragged into any kind of conflict. And if there were a war imposed from the outside, it's the federal government in Baghdad that would have been responsible for that. And far as our internal security was concerned, we were self-sufficient and capable of maintaining law and order. But when ISIL came to Mosul, the whole equation changed. We view Iraq as pre-Mosul and post-Mosul. Without American help we would have been unable to halt the advance of this group. Because Daesh was far better equipped than us.

Al-Monitor: What if you were in conflict with Baghdad? What would the US do?

Barzani: I don't think the Americans would ever place themselves in a position where they would have to choose between Baghdad and the Kurds.

Al-Monitor: Are you saying that if you declared independence it would only be after attempting to negotiate peacefully with Baghdad and the regional states?

Barzani: As I said, independence is not currently on our agenda.

If our independence is to be like that of [Northern] Cyprus, we don't want it. We want a sustainable independence. The geopolitical situation of Kurdistan →

→ is extremely delicate. We have Turkey and Iran on our borders.

AI-Monitor: Relations with Baghdad don't seem to be going too well.

Barzani: No, they are not. We have agreements covering two different tracks. One covers political relations, the other economic relations. The big disagreement is on the economic side. The way that Baghdad treats us on the financial front is not sustainable.

AI-Monitor: How so?

Barzani: The economic agreement we reached with Baghdad was within the framework of the budgetary law of 2015. Under this arrangement we are supposed to deliver an average 250,000 thousand barrels of crude from our own production to the Iraqi government and export 300,000 barrels of Kirkuk oil through the KRG Turkish pipeline. Baghdad claims that we can export 550,000 barrels every day, including the 300,000 from Kirkuk. This is currently impossible. It's technically impossible. We are building up toward that but it will take time. Baghdad also claims that we have extra production and that we are selling this to others instead of giving it to them. We have prior contracts that we need to fulfill, advance sales, which we need to honor. Baghdad is looking to have full control [over oil sales]. We will not give them control over our oil. It is impossible. We are ready for cooperation. But we also retain the right to make direct oil sales as the Kurdistan regional government. Baghdad owes us \$12 billion from last year. If they are ready to give us our money, we can negotiate.

AI-Monitor: What have they given you so far?

Barzani: \$250 million (erupts in laughter).

AI-Monitor: Does this make Turkey your main benefactor?

Barzani: If it were not for Turkey we would not have been able to pay our civil servants' salaries throughout 2014. We export our oil through Turkey, through the Ceyhan terminal.

AI-Monitor: KRG President Massoud Barzani went public with the disappointment he felt with Turkey over its failure to intervene when you came under attack from Daesh last August. How are your relations now?

Barzani: There was definitely a degree of disappointment.

Our expectations from Turkey were quite high. We wanted Turkish jets to immediately bomb Daesh. Turkey has a military presence here already. They have tanks. They have troops inside our borders in Barmarne [near the Turkish border]. We felt they could have engaged immediately.

AI-Monitor: Did you call them and ask them to?

Barzani: Of course we did. Immediately. I personally made the first phone calls to [then-Prime Minister Recep Tayyip] Erdogan and to [then-Foreign Minister Ahmet] Davutoglu. He was on the phone with me until 3 a.m. in the morning. In fact, Turkish officials acknowledged to us that they had moved slowly. But it doesn't mean they didn't do anything. Just to give you an example. In the first few days of the attack they sent us several truckloads of ammunition.

Turkey has set up refugee camps in the Dahuk area. And in terms of financial relief, the Turkish government gave us half a billion US dollars last year and another half a billion dollars is on its way. And most important, Turkey allowed the passage of our peshmerga fighters through its own territory to Kobani.

AI-Monitor: But Erdogan was initially opposed to letting the peshmerga forces cross through Turkey.

Barzani: What matters is the result. Kobani was saved. It was a big issue politically for Turkey to allow our peshmergas in their uniforms and with the Kurdish flag to cross through its territory. We cannot underestimate the importance of this. Turkey's president and Turkey's prime minister helped save Kobani, as did the United States and, above all, the brave Kurdish fighters themselves.

AI-Monitor: You said Turkish officials acknowledged that they were slow to respond. What reasons did they offer for this slow response?

Barzani: They had presidential elections. Then there was the transition of power from Mr. Erdogan to Mr. Davutoglu both in the government and within the AKP. Most important, the Turkish consulate staff in Mosul were still being held by Daesh.

AI-Monitor: All of that is behind us now.

Barzani: True. Turkey needs to do more to prevent the flow of foreign fighters through its borders. Foreign fighters continue to enter Iraqi Kurdistan and most are coming from Syria via Turkey. In terms of what Turkey is doing here on the ground, Turkish officers are ... training peshmerga in the Soran area in Diyanah and at another camp in Kalacholan near Sulaimaniyah. If we ask for more training they will give it to us.

AI-Monitor: What about the battle to retake Mosul? Do you believe that Turkey should take part?

Barzani: Turkey has to be involved in the liberation of Mosul.

AI-Monitor: With ground troops?

Barzani: They don't have to send ground troops. But if there is a need for ground troops to take part in coordination with the Iraqi government, they

ought to send troops without hesitation.

AI-Monitor: Will they?

Barzani: I don't know, but in my view they should. I have told the prime minister [Davutoglu] this. Not specifically that they should send ground troops but that they should help the Sunni elements, the Iraqi troops in the battle to liberate Mosul.

AI-Monitor: Will Iraqi Kurdish forces be involved?

Barzani: If you send in only the peshmerga and the fight is only between Daesh and the peshmerga then you will create another problem: an Arab Kurd conflict.

AI-Monitor: What of the Shiite militias, are you opposed to their participation, as are most Sunnis?

Barzani: It's a very sensitive matter and we need to dwell on it very carefully. Having only the Shiite militia would create a Sunni-Shiite conflict. For now, we have no idea whether the Shiite militias will be involved. So far we have not heard any serious proposal from Baghdad about the liberation of Mosul. They are not consulting on this matter with us.

AI-Monitor: How are your relations with the PKK [Kurdistan Workers Party, of Turkey]?

Barzani: We can talk about the cooperation between the KDP [Kurdistan Democratic Party, of Iraq] and the People's Protection Units, the YPG [of Syria]: They were extremely helpful in the battle against Daesh in Shengal, Makhmour and we are very, very grateful to them. Our cooperation is continuing in Iraq and in Syria.

AI-Monitor: What about the PKK?

Barzani: I don't know about the PKK. I am talking only about the YPG. And when [the co-chair of the People's Democracy Party, the largest pro-Kurdish group in Turkey] Selahattin Demirtas makes statements about establishing cantons inside our territory, in Shengal, that is very unhelpful. Shengal is part of Iraq. It has its own representatives in the Iraqi parliament. And they will decide how they run their own affairs, now and in the future. But again we thank them for their positive contribution.

AI-Monitor: Whether you make the distinction between the YPG and the PKK or not, the PKK-led Kurds have made big gains in this recent crisis. They have gained greater international legitimacy. They cooperate with the Americans against IS in the field.

Barzani: We don't have a problem with that. It's to the benefit of the Kurdish people. Contacts with the Americans, with the West will bring them [the PKK] out of isolation. It will force them to be more pragmatic. And let us not forget that it was our president [Massoud Barzani] who created the environment for such contacts to materialize.

AI-Monitor: Ordinary Kurds seem to be fed up with the squabbles between their leaders.

Barzani: What we have been asking of the Kurds of Syria is to work together to unify their ranks, for all the parties to work together. And there have been new initiatives by President Barzani to bring the parties together. But unfortunately none of the agreements have been implemented. They [The PKK] have this idea of imposing themselves in Turkey, in Syria, in Iran. It's either them or nobody else. This looks bad.

AI-Monitor: So there is no hope for convening the planned Kurdish national congress?

Barzani: One can easily convene a congress but what about results? I do not believe that the conditions exist at this time for any positive results.

AI-Monitor: Finally, under the terms of your constitution, President Barzani's term will be expiring in August. What comes next?

Barzani: For me as a Kurd, and not as his nephew and son-in-law, he needs to stay on through this period of crisis.

AI-Monitor: But the opposition may disagree, saying his term was already extended once, and that it's their turn to lead?

Barzani: Sure, there is a lot of noise in the parliament in the media. When its decision time, though, people will set aside their differences and agree on what is right for the country. Sadly, Mam Jalal [the ailing leader of the main opposition Patriotic Union of Kurdistan (PUK)] is not in a position to intervene. The only other leader with the kind of skills and moral authority to steer our country through these stormy seas is Kak ["brother"] Massoud. The politicians, be they from Gorran [the Movement for Change party], the PUK, the Islamic Party, they all know that and the people know that. For the stability of Kurdistan, Kak Massoud needs to stay. ♦

An excerpt of this interview was published in the Turkish daily Taraf.

Amberin Zaman is a columnist for AI-Monitor and an Istanbul-based writer who has covered Turkey for The Washington Post, The Los Angeles Times, The Daily Telegraph and the Voice of America. A frequent commentator on Turkish television, she is currently Turkey correspondent for The Economist, a position she has retained since 1999.

On Twitter: @amberinzaman

Amid nuclear talks, silence from Iran's hard-liners is telling

TEHRAN

BY THOMAS ERDBRINK

A coterie of Iran's hard-line Shiite Muslim clerics and Revolutionary Guards commanders is usually vocal on the subject of the Iranian nuclear program, loudly proclaiming the country's right to pursue its interests and angrily denouncing the United States.

But as the United States and Iran prepare to restart nuclear talks this week, the hard-liners have been keeping an unusually low profile.

"They have been remarkably quiet," said Nader Karimi Joni, a former member of the Revolutionary Guards and the Basij, the volunteer paramilitary group.

Their silence is the result of state policies intended by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, to encourage a solution through negotiations. Ayatollah Khamenei has largely supported the nuclear talks and the Iranian negotiators, whom he has called "good and caring people, who work for the country."

The restraint by the hard-liners also reflects a general satisfaction, analysts say, with the direction of the talks and the regional successes Iran is enjoying, extending and deepening its influence in Iraq, Lebanon, Syria and Yemen.

As a result, state-condoned demonstrations against the talks have fizzled out, as have meetings among hard-line politicians and student groups who said they had been worried about a potential deal. Billboards in Tehran once depicting United States negotiators as commandos and devils have been replaced by slogans supporting the international

outreach of the government of President Hassan Rouhani, a moderate who won office promising to complete the nuclear deal and end crippling economic sanctions.

Two weeks ago, the Committee to Protect Iranian Interests, the main group opposing the talks, was again out on the streets, but this time protesting the government's economic policies.

"We are having in-house debates over our strategies," said the group's spokesman, Ali Reza Mataji, refusing to explain why he and his supporters were no longer publicly opposing a deal.

Those debates are more likely a simple acquiescence to orders from above, Mr. Joni said. "Those critical of a deal have been told to keep quiet, to prevent giving the other side the option to blame Iran," said Mr. Joni, who is now a journalist and reformist.

Iran's hard-liners, who have always pledged full allegiance to Ayatollah Khamenei, do not dare veer off the course for nuclear talks set out by him — even if they involve their archenemy, the United States.

In a speech on Saturday to commemorate the first day of the Iranian New Year, Ayatollah Khamenei underlined that his country's establishment was in favor of talks. Addressing a crowd of thousands, he rejected President Obama's remarks that some in Iran were against resolving the nuclear issue through diplomacy.

"This is a lie," he said. "No one in Iran is against the resolution of the nuclear issue through negotiations. What the Iranian nation does not want to agree with is the impositions and bullying of the Americans."

While supporting the talks, the supreme leader has had to walk a narrow line, balancing the hopes and expectations of those wanting to end Iran's isolation with those deeply invested in Iran's anti-Western ideology. So while encouraging the negotiations, Ayatollah Khamenei has also accused the United States of being untrustworthy, those who are familiar with his views say, so he can blame Washington if the talks fail.

Until that moment, however, internal dissent will not be tolerated, as it will only undermine the country's negotiating position, Iranian analysts and hard-liners say.

"We will have no letters or other nonsense that we are witnessing in the United States," said Hamid Reza Taraghi, a political strategist with close ties to Ayatollah Khamenei, referring to a letter written by 47 Republican senators to Iran's leaders warning them that

any deal on their nuclear program could be reversed in two years. "Iran speaks with one voice."

He said the muzzle would remain in place so long as the negotiations seemed to be progressing. "Fact of the matter is that we are seeing positive changes in the U.S. position in the nuclear talks," he said. "We are steadfast and the U.S. is compromising. We are not complaining."

The last time Iran's hard-line faction erupted was in February, after a well-documented stroll by Iran's foreign minister, Mohammad Javad Zarif, and Secretary of State John Kerry along the banks of Lake Geneva.

This "show of intimacy with the enemy of humanity" was a disgrace for the nation, thundered Mohammad Reza Naghdi, the head commander of the Basij. Members of Parliament quickly joined in, as did several Friday Prayer leaders.

But after Mr. Zarif explained to Ayatollah Khamenei that circumstances were such that refusing the afternoon stroll would have been a diplomatic faux pas, the leader agreed and all criticism ended, said Mohammad Sadegh Kharazi, a former Iranian ambassador with close ties to the ayatollah and Mr. Zarif.

"The leader is a logical and reasonable person," Mr. Kharazi said. "He greatly trusts Mr. Zarif and knows he will do his utmost to get Iran's rights in the talks."

Its editorials cast doubts over leaked details, like a 10-year suspension of enrichment (a nonstarter, the paper says); the speech before Congress by Israel's prime minister, Benjamin Netanyahu (a "fake struggle" between two allies); and the "real" intentions of the Obama administration to engage in talks ("their only goal is regime change").

But even this conservative redoubt, wary of crossing Ayatollah Khamenei, holds its fire on the nuclear talks.

"In the end, the supreme leader will be the one who benefits from a deal," said Mr. Taraghi, the analyst. "If it is a good deal, and he says so, all factions will follow him. If not, all will follow him, too."

The nuclear negotiations aside, Mr. Taraghi said, the hard-liners have many other things to be pleased about, like the string of Shiite successes in the Middle East — Iraq, Syria, Yemen. "Deal or no deal, we are at new peaks of our power."



LAURENT GILLIERON/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Secretary of State John Kerry, right, with Iran's foreign minister, Mohammad Javad Zarif, in Geneva in January. Hard-liners had criticized the stroll as a disgrace to the nation.

Jordi Tejel: « Les Kurdes syriens aspirent désormais à un confédéralisme démocratique »

Caroline HAYEK | OLJ
18 mars 2015
www.lorientlejour.com

QUATRE ANS APRÈS LE SOULÈVEMENT EN SYRIE

Les Kurdes syriens font figure d'outsiders dans le panorama des minorités de Syrie, pays en guerre depuis plus de trois ans. Afin de comprendre le modus vivendi de cette communauté, Jordi Tejel, enseignant-chercheur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (Iheid) à Genève et auteur de l'ouvrage « La question kurde : passé et présent », répond aux questions de « L'Orient-Le Jour ».

Le rappel historique

Près de 2 millions de Kurdes vivent en Syrie, principalement dans trois régions : Jazira, Jabal el-Akrad, Aïn el-Arab. Jordi Tejel explique que « des communautés kurdes se sont installées dans le Nord syrien pendant le mandat français. Leurs racines sont différentes, et il y a des communautés plus arabisées que d'autres. La plupart des Kurdes sont musulmans sunnites, mais il y a une petite minorité yazidie. Il existe également des chrétiens kurdophones. Les Kurdes de Syrie, ne parlent qu'un seul dialecte, le kurmanji. En Irak, on parle également le kurmanji, mais aussi le sorani. De même en Iran. Enfin, en Turquie, il y a aussi deux dialectes, le kurmanji et le zaza ». Mais la langue de la culture, de la modernité et de la politique reste l'arabe.

Partis politiques laïcs

« Au début des années 2000, il existait 15 partis politiques pour une population ne dépassant pas les deux millions. Il y avait donc une fragmentation extrême des champs politiques. Les divisions n'étaient pas forcément

idéologiques, mais il était plutôt question de personnalités ou de loyautés tribales... » rappelle le chercheur.

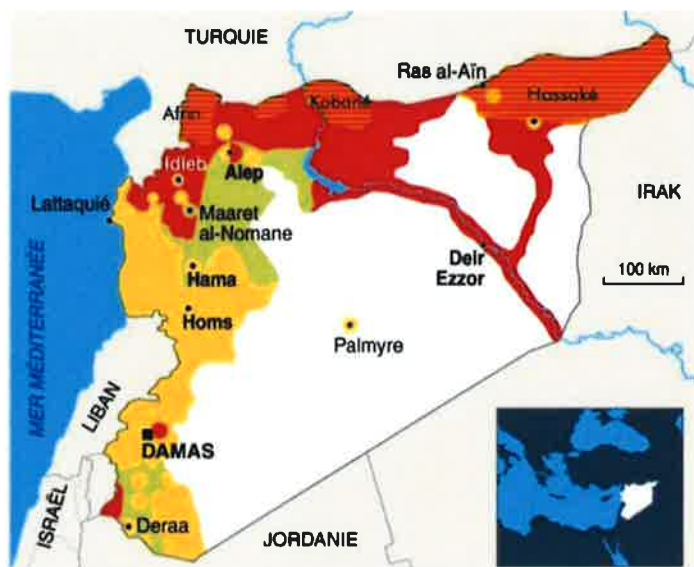
Au contraire de leurs compatriotes irakiens ou autres, les Kurdes syriens « n'ont pas de partis islamistes. Ils sont tous laïcs ». Dans ce spectre de partis politiques très divisés, le seul qui se distinguera sera le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). « Hafez el-Assad avait scellé une sorte d'alliance avec ce parti à partir des années 80, leur permettant de s'installer dans la vallée de la Békaa. Dans le nord de la Syrie, le PKK avait des bureaux, il pouvait recruter, faire de la propagande. En échange, la Syrie se servait du PKK comme moyen de lutte contre la Turquie ». En 1999, Abdallah Öcalan, chef du PKK, est expulsé de Syrie. C'est la fin de cette alliance. Le parti politique change alors de nom et devient le PYD (Parti de l'union démocratique), mais l'idéologie reste la même.

LE PHÉNOMÈNE MÉDIATIQUE

Depuis plusieurs mois, les médias internationaux braquent leurs objectifs sur la mobilisation de la population kurde contre l'État islamique (EI). Il est vrai que des Occidentaux ont rejoint leurs rangs – tout comme ceux de l'adversaire, d'ailleurs... En outre, les femmes semblent jouer un rôle prépondérant dans le combat des Kurdes. Mais qu'en est-il vraiment ? Est-ce une stratégie de communication bien rodée de la part du PYD, ou est-ce un phénomène relayé par les médias en quête de sensationnalisme ?

Les combattants occidentaux

Des Français, des Allemands, des Britanniques et même des Australiens, qu'ils soient d'anciens marines, ex-soldats ou simples civils, sont plusieurs à avoir rejoint le nord-est de la Syrie pour combattre l'EI aux côtés des forces armées kurdes. Ils sont une poignée à y avoir perdu la vie.



Zones sous contrôle de : régime (jaune) rebelles (orange) Kurdes (rouge) disputées (vert)
Sources : Fabrice Balanche, Laboratoire GREMMO

Mais dans quel but sacrifient-ils leur vie, a priori paisible, en proposant leurs services à une communauté si éloignée de leur culture ? « Il faut savoir qu'une bonne partie de ces Occidentaux ont des origines syriennes ou kurdes. D'autres, en revanche, n'ont aucun lien ni religieux ni ethnique. Mais ce phénomène est déjà arrivé par le passé, comme durant la guerre civile espagnole, où de nombreux Européens allaient combattre aux côtés des républicains. Les motivations de ces personnes sont diverses. Un sentiment de solidarité contre l'EI, vu comme le mal absolu, ou une soif d'aventures sont probablement des causes plausibles de cet engagement », explique Jordi Tejel.

Le rôle des femmes : mythe ou réalité ?

En novembre 2014, les autorités locales aux commandes dans les régions kurdes de Syrie ont promulgué un décret garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes, a confirmé une ONG, qualifiant l'initiative « d'affront » à l'adversaire jihadiste. Depuis, la lumière est projetée sur ces femmes combattantes, fusil à la

main et cheveux au vent, amazones d'un nouveau genre.

Mais pour le chercheur Jordi Tejel, le rôle des femmes kurdes n'est pas ce qu'il paraît être. « À l'origine, le PKK est un mouvement de gauche, marxiste-léniniste, laïc, hostile à l'islamisme. Bien plus tard, il a adopté les notions de féminisme, d'écologie... Avec ce nouveau discours de libération nationale, qui doit aller de pair avec la libération sociale, le PYD a attiré un bon nombre d'entre elles à rejoindre les rangs de la guérilla », rappelle-t-il.

Ensuite, figurent des questions d'ordre pratique : « Il fallait ratisser plus large pour la guérilla, donc le PKK a créé des sections féminines. Ces branches ne se mélangeaient pas avec les branches masculines. Il s'agissait et s'agit encore d'un véritable sacerdoce. Elles n'ont pas le droit de se marier ni d'avoir des enfants. Mais c'est le même régime pour les hommes. Ces femmes sont là pour la cause nationale. Les cadres du parti ont toujours été des hommes, et le restent. Les femmes ont donc un rôle à jouer au sein du mouvement. Mais ce mouvement féministe est limité et probablement très exagéré à des fins de » ➔

➔ propagande. Les Kurdes veulent montrer à l'Occident une certaine orientation moderne. »

FACE AU CONFLIT SYRIEN...

L'enjeu est de comprendre comment s'inscrit la communauté kurde face au régime de Bachar el-Assad. Afin d'éviter que les Kurdes se joignent à la révolution, le régime a essayé de les apaiser en redonnant la citoyenneté à quelques milliers d'entre eux. Cela a été perçu comme un geste historique. Cependant, dans le conflit, « la plupart des partis kurdes, y compris le PYD, ont une attitude attentiste. D'une part, les comités de jeunes Kurdes sont pour la chute du régime, comme ceux du reste de la Syrie qui manifestent tous les vendredis et relayent les slogans révolutionnaires. De leur côté, les partis kurdes optent pour une attitude beaucoup plus modérée », rappelle Jordi Tejel. Dans ce contexte troublé, « ils espèrent peut-être obtenir certaines concessions de la part du régime, donc ils préfèrent ne pas rejoindre le mouvement armé ». En outre, à part le PYD, tous les autres partis n'ont pas de tradition guerrière, car « ce n'est pas dans leur culture politique ».

En 2012, le PYD décide de faire un pas en avant en organisant les bases des cantons autonomes, puis crée sa milice. Pour le chercheur, il existe « un accord tacite entre le régime et les Kurdes. » Le gouvernement syrien se retire partiellement du Nord en laissant son contrôle au PYD à condition de pas rejoindre le mouve-

ment révolutionnaire. Cela a « prévalu durant deux années ». Désormais, la question paraît plus complexe, mais selon l'avis personnel du chercheur, l'accord serait toujours là. « Il ne s'agit pas d'un accord écrit, mais le régime n'a jamais bombardé les villes kurdes, ce qui est très aisément réalisable par l'aviation syrienne. » Comme le rappelle l'expert, les alliances sont très circonstancielles. Il y a parfois eu des discours qui ont laissé sous-entendre que le PYD aurait combattu avec l'Armée syrienne libre (ASL) contre le régime de Bachar el-Assad.

Pourquoi les Kurdes sont-ils anti-EI ?

Pour M. Tejel, la première raison est d'ordre idéologique. Les jihadistes de l'État islamique (EI) sont des islamistes, alors que les Kurdes syriens sont laïcs. Ensuite, l'EI a des visées territoriales, ce qui va à l'encontre des revendications kurdes d'autonomie. Enfin, de manière plus pragmatique, il s'agit d'une « lutte pour leurs ressources, notamment pour les quelques puits de pétrole du Nord syrien ». Les combattants kurdes ont fait preuve de détermination ces derniers mois en bataillant contre les jihadistes à Ras el-Aïn, Kobané et à Hassaké. Mais ils n'y seraient pas arrivés sans les frappes de la coalition internationale.

UN AVENIR, DEUX OPTIONS

En novembre 2013, alors que les troupes du régime syrien avaient déserté la région, le PYD a annon-



Une jeune combattante kurde scrutant les positions des forces syriennes, le 14 avril 2013 à Alep. Archives/AFP

cé la création de trois cantons autonomes dans le nord de la Syrie : le canton de Jazira, le canton de Kobané et le canton d'Afrin. Mais comment se profile l'avenir de cette communauté à part ?

Si le régime perdure...

Pour le spécialiste de la question kurde, Jordi Tejel, « le régime ne cherchera pas à reprendre les territoires kurdes du nord, car il est très affaibli. Je pense que les deux parties vont plutôt chercher à négocier une sorte d'autonomie, mais quels en seront les termes, cela sera la grande question ».

Si le régime s'effondre...

Les territoires autonomes kurdes sont trois enclaves non rattachées les unes aux autres. Des populations arabes se trouvent prises au milieu. « Les régions de Kobané et d'Afrin sont peu étendues. Il est donc difficile d'imaginer qu'un État puisse se créer. Créer un Kurdistan syrien à l'instar du Kurdistan irakien ne semble pas

réalisable. La solution la plus réaliste serait une sorte d'autonomie avec plusieurs provinces », explique Jordi Tejel.

Mais, selon lui, le PYD et le PKK « ne veulent pas, officiellement, créer un État kurde ni de régions autonomes, mais des gouvernements locaux. Cela peut s'adapter au contexte factuel ».

L'idée d'un Kurdistan unifié semble donc faire partie du passé. En suivant leur nouvelle vision, les Kurdes syriens aspirent à un confédéralisme démocratique, au vu de la dynamique conjonctuelle du Moyen-Orient.

Les Kurdes se sentent-ils syriens ?

« Ce n'est pas noir ou blanc. Les choses changent. Pendant des années, il était possible de se sentir kurde et syrien en même temps, Mais depuis 2011, certains ne veulent probablement plus rien savoir de cette Syrie qui s'effondre », conclut Jordi Tejel. ●



Le président du Kurdistan irakien promet de venger les combattants décapités par l'EI

Erbil (Irak), 21 mars 2015 (AFP)

LE PRÉSIDENT DE la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a promis samedi de venger la décapitation par le groupe extrémiste Etat islamique (EI) de trois combattants kurdes.

"Nous promettons aux familles de ces martyrs que leur sang n'aura pas coulé en vain et que nous allons les venger", a dit M. Barzani dans une déclaration diffusée sur internet. "Ceux qui tuent les peshmergas de cette manière (...) verront comment la main des héros peshmergas les atteindra".

Dans une vidéo diffusée dans la nuit de jeudi à vendredi, le groupe jihadiste a revendiqué la décapitation de trois peshmergas (combattants kurdes) irakiens et menacé d'en tuer d'autres si les forces kurdes poursuivaient le bombardement de ses fiefs dans le nord de l'Irak.

La vidéo, diffusée sur les sites islamistes, débute avec des images de personnes blessées conduites dans un hôpital et une voix off affirmant qu'elles ont été touchées par des tirs de peshmergas.

Les trois prisonniers, habillés d'une combinaison orange et les mains attachées derrière le dos, sont ensuite montrés à genoux. Puis ils sont décapités.

Un combattant, s'adressant au président du Kurdistan Massoud Barzani, lance:

"A chaque roquette que vous tirerez contre les musulmans (...), nous tuerons l'un de vos hommes entre nos mains".

La Maison Blanche a indiqué que le vice-président américain Joe Biden a appelé samedi M. Barzani pour exprimer ses condoléances après les décapitations.

Les deux hommes "conviennent que ces actes de brutalité inadmissibles reflètent la vraie nature de l'EIL (autre acronyme de l'EI) et renforcent notre détermination collective à vaincre l'EIL", selon la Maison Blanche.

Les forces de la région autonome du Kurdistan, appuyées par les frappes aériennes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis, combattent dans le nord irakien les jihadistes de ce groupe responsable de multiples atrocités.

L'EI s'est emparé de larges pans de territoires en Irak en juin 2014, rencontrant quasiment aucune résistance des forces gouvernementales, dont un grand nombre avaient fui devant sa progression. Les peshmergas avaient profité de la débâcle de l'armée pour mettre la main sur certains territoires.

Mais l'armée, aidée des forces kurdes, de miliciens chiites et de tribus sunnites, a réussi à reprendre un peu de terrain ces derniers mois. ●

Les yézidis, cette minorité kurde menacée de génocide

Pi.M. - 19 Mars, 2015
Humanite.fr

Le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a publié ce jeudi un rapport dans lequel il sonne l'alarme, une nouvelle fois, sur la situation des yézidis, victimes de meurtres de masse. Cette minorité kurde en Irak est menacée de génocide par les combattants de l'Etat islamique.

« Le groupe dit de « l'État islamique d'Iraq et du Levant » (EI) pourrait avoir commis les trois crimes internationaux les plus graves, c'est-à-dire des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et un génocide » annonce le Conseil pour les droits de l'homme de l'Onu dans son rapport. En outre, le haut-commissariat documente des abus généralisés commis par l'EI, dont des meurtres, tortures, viols, esclavage sexuel, conversions forcées et enrôlement des enfants. Mais ce dont sont victimes les yézidis prend une autre ampleur ; les dizaines de témoignages et faits documentés par l'Onu montreraient « l'intention de l'EI de détruire les yézidis en tant que groupe ». L'ONU avait déjà sonné



Un charnier contenant des corps de Yézidis découvert par des kurdes le 3 février 2015
SAFIN AHMED / AFP

« L'Organisation des nations unies (ONU) en 1948 définit le génocide comme « des actes commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ».

l'alarme en octobre dernier concernant « une tentative de génocide » des yézidis par l'EI, ce rapport tend à le confirmer.

DES CHARNIERS PAR DIZAINES

Dans de nombreux villages yézidis, la population a été regroupée. Les hommes et garçons de plus de 14 ans ont été séparés des femmes et des filles.

Les hommes ont été emmenés plus loin et abattus par l'EI, tandis que les jeunes filles et les femmes non mariées étaient enlevées comme « butin de guerre », violées, vendues comme esclaves sexuels. Le rapport documente des cas de viols de fillettes à partir de 6 ans. Les plus jeunes garçons (entre 8 et 15 ans) sont emmenés, convertis de force et entraînés comme enfants-soldats.

Des villages ont été intégralement vidés de leur population. Des meurtres de masse, de plusieurs centaines d'hommes et jeunes garçons yézidis ont été documentés dans la plaine de Ninive. Autre sinistre exemple, en juin dernier, 600 hommes détenus dans la prison de Badouch ont été amenés au bord d'un ravin où ils ont été abattus. Dans la ville de Sinjar, 700 hommes yézidis ont été tués dans le 10 août, 30000 personnes ont du fuir dans les montagnes, sans eau et sous un soleil de plomb de 50°.

Le rapport concède qu'il ne peut dresser de bilan précis du nombre de victimes mais les nombreux témoignages

recueillis suffisent selon le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme pour s'inquiéter d'une logique génocidaire à l'encontre des yézidis. Le rapport rapporte également des crimes contre l'humanité (déportation, torture, viols, meurtres...) à l'encontre des chiites et des chrétiens, et des crimes de guerre. Pourquoi les yézidis ?

Les yézidis sont une minorité kurdophone d'Iraq, qui comptait au moins 500.000 personnes avant le début du conflit. La raison mise en avant pour leur massacre par l'EI est religieuse. Le yézidisme est en effet un monothéisme inspiré d'ancestrales croyances kurdes (leur calendrier religieux compte déjà 6 765 années), nourri au fil des années d'influences chrétiennes et musulmanes. L'EI ne considère pas le yézidisme comme une religion du livre, ce qui en fait des cibles encore plus prioritaires que les chrétiens, dans leur logique de régénération voire d'épuration de l'Islam. Pire, le culte du feu entretenu par les yézidis les fait passer aux yeux des djihadistes comme des adorateurs du diable.

Ainsi la publication de l'EI Dabiq expliquait en octobre dernier qu'au nom d'une certaine interprétation de l'islam, la mise en esclavage des femmes yézidies est justifiée, après l'exécution de leur époux, si elles en ont un. Tandis que les chrétiennes et juives peuvent y réchapper à condition qu'elles payent un impôt. Au moins 100.000 yézidis auraient réussi à s'enfuir du territoire contrôlé par EI, sauvés, principalement, par les kurdes de Syrie.

◆◆◆



Sinjar, coeur de la communauté yézidis

Iraq switches to caution in its campaign against ISIS

BAGHDAD

Focus is on containment and preparation as parts of Tikrit resist surrender

BY ANNE BARNARD AND KAREEM FAHIM

As a small force of Islamic State militants holds out in parts of Tikrit for a fourth week, Iraqi forces have been forced to shift tactics, officials say: Rather than storming in to clear the city at any cost, the security forces are trying to seal off the area and begin preparing for even more challenging battles to the west and north.

The Iraqi forces' progress has put them closer to the doorstep of Nineveh Province, where the city of Mosul looms as the most important battle against the Islamic State. But the hard lessons of the Tikrit offensive, with a heavy cost in casualties for the Shiite militiamen and soldiers involved, have Iraqi officials thinking more cautiously about their next steps.

To that end, officials say, their next goal will be securing the western province of Anbar, in part to keep Islamic State fighters there from ambushing and harassing the main Iraqi force to the east.

"We will secure Anbar first, and then move on to Nineveh," Iraq's defense minister, Khaled al-Obeidi, told reporters recently. He added that new army troops were still training for Mosul, where Islamic State militants were constructing berms and trenches, preparing to "destroy the city to defend it."

Even just reaching this point has been a much-needed success for the Iraqi forces, which were badly routed by the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, last June.

Now, the main offensive's progress puts it astride a vital cluster of road networks, potentially linking scattershot battles across the northeast, mostly fought by Kurdish forces, and in the west, where Iraqi troops and a small local Sunni force are surrounded by militants in some places.

But the government's effort faces many challenges — not least that the battle for Tikrit itself is far from over. The pro-government force of more than 30,000 is struggling to clear a midsize

city in a province never believed to have had more than 1,000 Islamic State fighters. And holding the area could be even harder, given the militants' grip on nearby areas.

On March 13, for example, Islamic State fighters crossed the plains from Anbar and attacked pro-government forces behind their front line, inflicting casualties.

And on March 11, officials said, Islamic State fighters tunneled under a house used as an army post in Anbar and blew it up, killing at least 13 soldiers in an explosion so large that Iraqi officials initially accused American warplanes of bombing it by mistake.

Officials and military analysts agree that a sprawling battle to drive the Islamic State out of Anbar and its stronghold in Mosul will take a much bigger force than is gathered around Tikrit.

The progress in Tikrit raises the possibility of increased cooperation among the militias, the army and Kurdish pesh merga forces, including those battling the Islamic State nearby around the northeastern oil hub of Kirkuk. But it will not be as simple as just having those two sets of forces link up and march onward.

In particular, there are mounting concerns about sectarian tension. Most of the forces around Tikrit are Shiite militiamen, who are being guided by Iranian military advisers. Their advance into heavily Sunni areas has worried some American officials, and the United States-led coalition has not yet conducted airstrikes centered directly on the Tikrit mission.

Given those concerns, as well as political and ethnic tensions and differing terrain and battle dynamics, a lineup of forces that works on one front may not work on another, analysts and officials say.

Yet it is hard to see how a large enough force to take Mosul — with hundreds of thousands of residents and thousands of

The Tikrit offensive has been a needed success for the Iraqis.

Islamic State fighters — could be built without drawing on all the available forces, regardless of the difficulties.

Iraqi officials insist that their efforts to build up the regular army, with the help of American trainers, will deliver at least two or three more divisions — thousands of troops, theoretically — to help with the Mosul offensive. But recruiting and retraining efforts for the Iraqi Army have not produced as many fighters as the parallel efforts by Shiite militias.

At times, Shiite forces and pesh merga have cooperated against the Islamic State, and Iraqi officials say both groups operate under the central military chain of command. But they have been at best only loosely subsumed. And neither is well suited to Anbar, a province dominated by Sunni Arab tribes and a long-time cradle of Iraqi insurgencies. Islamic

State leaders first came together battling the United States occupation there.

Iraqi officials say more local Sunni fighters are needed in Anbar, along with regular forces. But the leaders of the so-called Sunni Awakening militias, which turned against Al Qaeda in Iraq with American backing starting in 2007, have been discredited or displaced, and new allies must be found, cajoled or bought.

At the same time, the Islamic State is believed by Iraqi and American officials to be pulling back fighters from other fronts to defend Mosul. The group continues to draw new recruits and move freely across the uncontrolled border with Syria, and it recently released a new video of fighters training, purportedly part of a new force formed to defend the city.

Rafid Jaboori, the spokesman for Prime Minister Haider al-Abadi, said recently that the government envisions the battle for Mosul being led by new army forces, Sunni residents in and around Mosul, and Kurdish pesh merga, all supported by airstrikes from the United States-led military coalition.

Kurdish political and military leaders have played down any talk of spearheading a Mosul offensive, wary of being seen as occupiers in a city where Sunni Arabs form the majority. They are focused on securing what they consider Kurdish territory.

Still, the militias and Kurds have cooperated at times. As the battle raged for Tikrit, pesh merga cleared more than 40 square miles of territory south and west of Kirkuk, the oil hub city that is central to Kurdish independence aspirations. That progress, which included help from Shiite militiamen, has effectively sandwiched some Islamic State units between the main Kurdish and Shiite forces.

The Islamic State fighters around Kirkuk were demoralized, according to Gen. Rasoul Omar, a Kurdish commander. He said the militants lacked "spirit in their attack and even defense" and withdrew "wildly," failing to leave behind their trademark lethal booby-traps.

That is a distinct turnaround from January, when hundreds of ISIS fighters briefly pushed into the city of Kirkuk itself, killing two seasoned pesh merga commanders in the process.

Kurds and Shiites worked together to repel the attack, but afterward, arguments broke out over the presence of hundreds of Shiite militia fighters. The Kurds saw them as a threat to their dominance of the ethnically mixed city.

Kirkuk's governor, Najmiddin Karim, who proudly displays photo albums of dead Islamic State fighters, warned that without visionary leadership, Iraq risked falling apart under the strains of a prolonged war.

"If it's amicable and everyone agrees, that's fine," he said. "But I think it's going to be very dirty."

Iraqi militias quit battle after U.S. airstrikes

AL RASHID AIR BASE, IRAQ

Thousands of fighters pull out of Tikrit, saying they distrust the help

BY ROD NORDLAND AND OMAR AL-JAWOSHY

Three major Shiite militia groups pulled out of the fight for the Iraqi city of Tikrit on Thursday, immediately depriving Iraq's government of thousands of their fighters on the ground even as American warplanes readied for an expected second day of airstrikes against the Islamic State there.

The militia groups, some of which until recently had Iranian advisers with them, pulled out of the Tikrit fight to protest the American military airstrikes, which began late Wednesday night, insisting that the Americans were not needed to defeat the extremists in Tikrit.

Together, analysts said, the three groups represent as much as a third of the 30,000 fighters on the government side in the offensive against the Islamic State, which is also known as ISIS or ISIL.

"We don't trust the American-led coalition in combating ISIS," said Naeem al-Uboudi, the spokesman for Asaib Ahl al-Haq, one of the three groups that said they would withdraw from the front line around Tikrit. "In the past they have targeted our security forces and dropped aid to ISIS by mistake."

A leader of the biggest militia in the fight, the Badr Organization, also criticized the American role and said his group might pull out, too.

"We don't need the American-led coalition to participate in Tikrit," said

Mueen al-Kadhumi, a top commander of the Shiite militia group. "Tikrit is an easy battle. We can win it ourselves."

"We have not yet decided if we will pull out or not," he added.

The office of Prime Minister Haider al-Abadi announced on Thursday night that he had gone to Tikrit, presumably to persuade the Badr Organization's leader, Hadi al-Ameri, to keep his fighters in the field.

The Badr Organization fields the largest cohesive ground force in the conflict, and its withdrawal from Tikrit would be potentially catastrophic, said Wafiq al-Hashimi, who heads the Iraqi Group for Strategic Studies.

"Dr. Abadi rushed into this decision to liberate Tikrit with the Americans without taking time to work out a compromise among all these groups and the Americans, most of whom have a lot of disputes with the Americans," Mr. Hashimi said.

The American airstrikes began late Wednesday and continued for eight and a half hours, subsiding at dawn on Thursday, when Iraq's handful of Russian-made fighter jets took over from this base on the outskirts of Baghdad and further bombed Tikrit in a succession of daytime raids.

Before starting the airstrikes, American officials demanded that Iranian officials and the militias closest to them to stand aside while other Iraqi forces went in to drive out the last militants in the city. But a pullout by those militias, especially by the Badr Organization, would effectively disband the largest and most effective ground force the Iraqi government has been able to field since the invasion by the Islamic State last year.

The other groups that announced that they would boycott the Tikrit operation were Qatab Hizbullah, which like Ashaib Ahl al-Haq is closely aligned with and supported by Iran, and the Peace Brigade, the latest name for a militia made up of followers of the Shiite cleric Moktada al-Sadr that was previously known as the Mahdi Army.

Hakim al-Zamily, a leader of the Peace Brigade, said his group had warned that it would pull out of the Tikrit fight if the Americans were brought in.

"We don't trust the Americans," he said. "They have targeted our forces many times in so-called mistakes."

Mr. Sadr, whose troops fought bitter battles against the Americans during much of the Iraq war, said his group was pulling out because "the participation of the so-called international alliance is to protect ISIS, on the one hand, and to confiscate the achievements of the Iraqis, on the other hand."

Since March 2, Islamic State forces in Tikrit have been under attack by the Iraqi militias, collectively known as the Popular Mobilization Committees, and regular Iraqi military forces, together numbering more than 30,000 fighters. The great majority of the fighters were members of the militias. Some of those fighters, particularly followers of the

Badr Organization, which is closely identified with the Iraqi government's leaders, have so far remained in the fight.

Still, a much smaller force of Islamic State fighters has been able to hold them off in a few areas of the city for almost four weeks. In recent days, despite the claims of self-sufficiency made by militia commanders, Iraqi military officials said American airstrikes were needed to break the deadlock.

The withdrawing militias did not say that they were quitting their positions in the Tikrit area altogether, or in adjoining

"Tikrit is an easy battle. We can win it ourselves."

ing areas of Salahuddin Province, just that they were returning to their nearby bases and boycotting the front-line advance.

By 10 a.m. Thursday, the Iraqi jets had carried out four waves of attacks on Tikrit, taking over from the American bombers in the coalition.

As the Tikrit operation continued through Thursday, Staff Gen. Anwer Hamid, the commander of the Iraqi Air Force, said that American aircraft would concentrate on night bombing runs for operational reasons and that the Iraqis would continue their daytime sorties.

"Their role in this fighting is very important to us," he said. "They have a high number of aircraft and they have good capabilities. They can really help us."

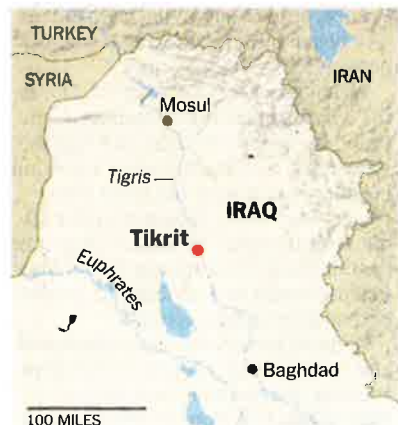
While the Americans and their coalition partners have hundreds of aircraft at their disposal, the Iraqi Air Force mainly has a dozen Russian-made Sukhoi-25 jet bombers.

The American-led military coalition has been carrying out airstrikes against the Islamic State since last summer in Kurdistan and around Mosul in northern Iraq, as well as in Syria, but had not previously joined the Tikrit offensive. The coalition has advisers and trainers in Iraq, but unlike the Iranians, it has so far not been known to send them to front-line positions with Iraqi ground forces, at least in part because those forces have been dominated by irregular militiamen in the wake of last summer's near collapse of the regular Iraqi Army.

A news release issued by the American military command late on Wednesday said: "Iraqi security forces have ISIL in Tikrit encircled. Renewed efforts on the ground supported by the coalition are aimed at dislodging ISIL fighting elements from Tikrit and once again placing the town under the government of Iraq control."

The American statement made no mention of the Shiite militia forces but stressed that the coalition would "continue supporting the Iraqi security forces and the government of Iraq."

Falih Hassan contributed reporting from Baghdad, and Peter Baker from Washington.



Syrie : L'EI fait 45 victimes lors d'une frappe anti-kurde

21 mars 2015 (AFP)
lorientlejour.com

Le bilan de la double attaque qui a visé vendredi une fête kurde dans le nord-est de la Syrie s'élève à 45 morts, rapporte samedi une ONG syrienne qui pointe du doigt le groupe Etat islamique (EI).

Et dans les provinces de Hama et de Homs (centre), au moins 82 membres des forces du régime et des supplétifs ont été tués dans des attaques menées également vendredi par l'EI selon un nouveau bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Il s'agit de l'une des journées les plus sanglantes de l'EI", a affirmé à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

Les attaques, perpétrées à la veille de Norouz, le Nouvel an kurde, dans la ville de Hassaké, n'ont pas été revendiquées dans l'immédiat, mais selon M. Abdel Rahmane, "c'est bien l'EI qui est derrière le double attentat".

"On compte désormais 45 morts, dont cinq enfants, après



les attaques de la nuit dernière", selon le directeur de l'OSDH qui avait fait état vendredi de 33 morts.

"Beaucoup de personnes se trouvant dans un état critique ont succombé à leurs blessures", a-t-il expliqué.

L'une des attaques a été perpétrée par un kamikaze en pleine fête, tandis qu'une autre bombe a visé un autre rassemblement dans la ville, quelques centaines de mètres plus loin.

"Les Kurdes allumaient des bougies en soirée et il y a beaucoup d'enfants dans la rue", a affirmé M. Abdel Rahmane.

"Aujourd'hui était supposé être une journée célébrant la

liberté, mais les gens ont peur de faire la fête dans la rue", a-t-il ajouté.

La fête de Norouz est célébrée dans de nombreux pays qui ont été des territoires ou qui ont été influencés par l'Empire perse. Les Kurdes célèbrent le Norouz durant la semaine de 21 mars et le considèrent comme la fête la plus importante de l'année.

Les Unités de protection du peuple kurde (YPG), la milice kurde qui combat les jihadistes dans le nord et le nord-est de la Syrie, contrôlent avec le régime syrien (BIEN avec le régime syrien) la ville de Hassaké mais l'EI a attaqué à plusieurs reprises des localités environ-

nantes.

Ban Ki-moon a dénoncé les efforts "méprisables" de l'EI pour inciter à la violence confessionnelle sectaire entre communautés en Syrie.

Ces attaques "ne resteront pas impunies", a averti pour sa part le commandant kurde Joan Ibrahim sur une page Facebook des YPG.

Selon M. Abdel Rahmane, l'EI cherche à "à redorer son blason avec des victoires militaires sur le terrain, même limitées, après avoir "essuyé des revers dans les provinces d'Alep, Raqa et Hassaké face aux forces du régime et aux combattants kurdes".

Ailleurs en Syrie, la guerre fait toujours rage entre régime et rebelles. Dans la province méridionale de Deraa, berceau de la révolte syrienne, l'armée de l'air du régime a lâché 12 barils d'explosifs sur les quartiers rebelles de la localité de Bosra al-Cham, selon l'OSDH qui n'a pas fait état de victime dans l'immédiat.

Le président Bachar al-Assad a démenti l'utilisation par ces troupes de cette arme meurtrière, malgré les preuves apportées par des ONG internationales et les condamnations de l'ONU.

BHL fait inviter les chefs kurdes à l'Elysée

Par L'Express.fr,
30 mars 2015

François Hollande accueillera mercredi prochain une délégation de sept responsables politiques et militaires kurdes d'Irak, qui lui réclameront probablement des moyens et des armes.

Sept chefs militaires kurdes, en lutte contre Daech, le groupe Etat islamique, en Irak,



Des combattants kurdes irakiens, avec le philosophe Bernard Henry-Lévy et le journaliste Gilles Hertzog.
La règle du jeu

seront reçus mercredi prochain par François Hollande, à 15 heures. C'est Bernard-Henry Lévy qui, à l'occasion d'un reportage en Irak, a mis sur pied il y a quelques semaines la rencontre. Selon une source proche des organisateurs, les sept hommes viennent demander des moyens et plus spécifiquement des armes à la France - à cet effet, une réunion aura d'ailleurs lieu le jeudi matin avec des responsables français de la Défense.

François Hollande, seul chef d'Etat à être allé apporter son soutien aux combattants kurdes à Erbil, leur capitale en Irak, accueillera à l'Elysée une délégation composée de Mustafa Qadir Mustafa, ministre des Peshmergas, Serwan Sabir Mustafa Barzani, commandant du Secteur 6, du Major General Aziz Waysi Izzadin, Commandant en chef des unités spéciales Zeravani, du Brigadier General Hajar Aumar Ismail, patron de la coordination et des relations internationales au ministère des Peshmergas, du Brigadier General Bakhtyar Mohammed Sidiq, commandant de la 13e Brigade, enfin du Brigadier General Salar Ibrahim Saber, patron du Joint Operation Center.

La délégation kurde donnera ensuite une conférence de presse, avant une soirée informelle et privée avec les "amis de la Règle du jeu", la revue de BHL, au Cinéma Le Saint-Germain, dans le 6e, à Paris. Elle aura, le matin, déposé une gerbe en mémoire des victimes des frères Kouachi et d'Amédée Coulibaly. ○

Guerre contre Daech

La tombe de Saddam Hussein détruite

16 mars 2015, M.D.
www.parismatch.com

La tombe de Saddam Hussein a été détruite dans les violents combats entre Daech et les forces irakiennes près de Tikrit, la région d'origine de l'ex-raïs.

Destructions de sculptures préislamiques à Mossoul et Nimroud, et de sépultures historiques à Tikrit. La guerre contre Daech n'épargne rien ni personne. Le tombeau familial de Saddam Hussein a été détruit dans les violents combats entre l'État islamique (EI) et les forces irakiennes près de Tikrit, la région d'origine de l'ex-dictateur Saddam Hussein, dont des partisans avaient collaboré avec les jihadistes lors du lancement de leur fulgurante offensive en juin 2014 qui avait permis à l'EI de s'emparer de larges pans du territoire. Difficile de savoir quel camp a été à l'origine de cette destruction, comme le note CNN. Des vidéos montrant des soldats debout sur la tombe ont en tout cas été diffusées sur You Tube. Des «moudjahidines» y célèbrent cette victoire posthume contre leur ancien bourreau.

L'offensive lancée il y a deux semaines contre l'ancien fief de Saddam Hussein est la plus importante opération engagée à ce jour par les forces irakiennes pour tenter de repousser les jihadistes de l'Etat islamique, qui s'étaient emparé de ce secteur en juin 2014, y compris du village d'Aouja (ou Al-Awja), lieu de naissance de



Saddam Hussein, où il reposait. Son corps aurait toutefois été déplacé en janvier 2014 dans un lieu tenu secret, a révélé un chef tribal après qu'un milicien chiite s'était immiscé dans le mausolée en août dernier. Ses fidèles craignent en effet que la tombe finisse par être profanée ou vandalisée, craintes apparemment fondées.

Le dirigeant avait rénové ces ruines dans les années 1980 ; elles étaient devenues un lieu de pèlerinage pour les nostalgiques du régime baasiste -bien que les visites de groupes y aient été interdites. Son nom est gravé dans ces pierres, qui le décrivent comme le fils de Nabuchodonosor, connu pour être le plus grand roi de l'ancienne Babylone. L'un des anciens palais de Saddam Hussein est toujours en état. Ses fils, Oudaï et Qoussaï, tués le 22 juillet 2003 par l'armée américaine à Mossoul, y seraient en revanche toujours enterrés, ainsi qu'«Ali le Chimique», cousin du raïs, pendu le 25 janvier 2010 pour crime contre l'humanité commis contre 5000 Kurdes à Halabja en 1988.

Saddam Hussein a régné sur l'Irak de 1979 à 2003, avant d'être arrêté dans une cave de cette même ville de la province de Salah ad-Din (Nord) dans la nuit du 13 au 14 décembre 2003 par l'armée américaine. Remis aux nouvelles autorités de son pays, l'ancien chef d'Etat a été condamné à mort pour crimes contre l'humanité le 5 novembre 2006, pour le meurtre de 148 villageois chiites en représailles d'une tentative d'assassinat contre le dirigeant sunnite en 1982. Le verdict confirmé en appel le 26 décembre de la même année. Il a été pendu quatre jours plus tard à Bagdad. ■

Damas, Téhéran et Moscou ont "la même vision", dit Assad

31 mars 2015
<http://www.laliberte.ch>

Syrie • Le président syrien Bachar al-Assad a estimé que son pays, l'Iran et la Russie avaient "la même vision" au sujet de la guerre qui sévit dans son pays depuis quatre ans, dans un entretien diffusé lundi. Les deux pays "veulent un équilibre dans ce monde", a-t-il ajouté.

"Ce n'est pas seulement au sujet de la Syrie. Je suis un petit pays", mais ils "veulent (pour la Syrie) la stabilité et une solution politique", a poursuivi sans détailler le président durant l'entretien avec CBS.

La Russie dispose d'une base militaire dans le port de Tartous, située à 220 kilomètres au nord-ouest de Damas. Créée par un accord soviéto-syrien de 1971, elle sert actuellement de point de ravitaillement technique de la marine russe, selon Moscou, qui déploie



Le président Bachar al-Assad interrogé par un journaliste de CBS © Keystone

régulièrement des navires de guerre en Méditerranée orientale depuis le début de la guerre en Syrie il y a quatre ans.

Vendredi, Bachar al-Assad s'est dit favorable à une plus large présence militaire russe

dans ses ports, selon l'agence officielle syrienne Sana.

INTERVENTION CANADIENNE EN SYRIE

Au Canada, le parlement a voté lundi, grâce à la majorité des conservateurs, l'engagement des forces armées canadiennes dans les frappes contre les positions de l'Etat islamique (EI) en Syrie.

Le gouvernement conservateur du premier ministre Stephen Harper avait demandé la semaine dernière d'élargir à la Syrie la participation du Canada à la coalition internationale contre l'EI en Irak, et de la prolonger d'un an. Pour M. Harper, les djihadistes doivent "cesser d'avoir un havre de paix en Syrie".

Ottawa a dépêché auprès de la coalition internationale six chasseurs F-18, deux avions de surveillance Aurora, un avion de ravitaillement en vol et deux autres de transport. Environ 600 militaires en soutien logistique ont été basés au Koweït.

Septante membres des forces spéciales sont en outre chargés de conseiller et d'assister les forces kurdes dans le nord de l'Irak. L'un de ces soldats a été tué le 6 mars, pris par erreur pour cible par les milices kurdes. ♦ **ats, afp**



Mustafa Qadir Mustafa : «Les peshmergas ne sont pas une menace pour les pays voisins»

Marc SEMO
31 mars 2015
www.liberation.fr

INTERVIEW

Mustafa Qadir Mustafa est le ministre de la Défense des combattants kurdes. De passage à Paris, il l'assure : si les peshmergas reçoivent assez d'armes, ils pourront «écraser» l'Etat islamique d'ici à la fin de l'année.

La ligne de front entre les forces kurdes irakiennes et les combattants de l'Etat islamique s'étend sur plus de 1 000 kilomètres. «Et même 1 500 kilomètres si l'on ajoute nos combattants venus prêter main forte à leurs frères syriens à Kobané», rappelle Mustafa Qadir Mustafa, ministre des peshmergas (les combattants kurdes, littéralement «ceux qui défient la mort») du gouvernement régional du Kurdistan irakien (KRG). C'est une zone immense à tenir alors même que, selon les experts, les peshmergas comptent quelque 150 000 hommes. Mais c'est surtout le matériel qui manque.

Certes, les Occidentaux ont commencé à livrer des armes depuis août. C'est à ce moment-là que l'Etat islamique, après avoir conquis deux mois plus tôt la ville de Mossoul, a lancé une seconde grande offensive qui le mena aux portes d'Erbil, la capitale de la région autonome kurde, de fait indépendante de Bagdad depuis 1991. «Nous avons reçu des armes légères, des mitrailleuses lourdes type Douchka et des formateurs, mais il en faudrait beaucoup plus et notamment des missiles antichars comme les Milan, que pour le moment seule l'Allemagne nous a données, mais en nombre insuffisant», souligne cet ancien commandant peshmerga devenu ministre de la Défense du KRG.

Il s'active à moderniser et surtout unifier des forces longtemps divisées entre celles



Mustafa Qadir Mustafa, ministre des peshmergas au sein du gouvernement régional du Kurdistan, dans les environs d'Erbil, le 24 mars. STRINGER / REUTERS

dépendant du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) du président du KRG Massoud Barzani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), le parti rival de Jalal Talabani. Invité à Paris à l'initiative de la revue la Règle du jeu et de son directeur Bernard-Henri Lévy, Mustafa Qadir Mustafa est venu accompagné de sept hauts responsables militaires des peshmergas, dont le général Serwan Barzani, commandant de la région d'Erbil. Il doit notamment rencontrer ce mercredi le Président François Hollande ainsi que des responsables du Quai d'Orsay et du ministère de la Défense. Il répond aux questions de Libération.

Quelles leçons ont tiré les peshmergas de leur défaite de l'été dernier ?

Nous avons été pris par surprise par cette attaque sur un front très étendu. Nos forces, en outre, ne recevaient aucune aide de Bagdad et, pour l'essentiel, les armes dont elles disposaient étaient celles récupérées lors de l'effondrement du régime de Saddam Hussein. Elles étaient obsolètes et insuffisantes face à des terroristes dotés d'armes lourdes et d'un matériel sophistiqué récupérés lors de leur prise de Mossoul. Cela explique notre échec d'alors. Un échec provisoire. Les frappes de la coalition, les armes que nous avons reçues - même si elles restent très insuffisantes par rapport à ce qui

serait nécessaire - ont permis de rééquilibrer la situation. Nous sommes en mesure de mener des offensives et nous avons récupéré plus de 90% des territoires perdus. Nous sommes à quinze kilomètres de Mossoul, mais tant que cette ville ne sera pas libérée, il sera impossible de stabiliser la situation.

Les peshmergas sont ils prêts à mener une offensive sur Mossoul ?

C'est évidemment impossible de le faire seul. Une telle opération doit être menée en commun avec l'armée irakienne et en coordination avec la coalition pour ce qui concerne l'appui aérien. Nos relations avec Bagdad étaient très mauvaises quand Maliki était au pouvoir. Elles se sont depuis normalisées et la coopération avec le ministère de la Défense et de l'Intérieur fonctionne. Dans la partie orientale de Mossoul et surtout dans les villages avoisinants, il y a une importante population kurde, mais cette ville comme la région qui l'entoure est en majorité arabe. Nous le savons et nous ne voulons pas y rester. Le principal problème est sécuritaire car une partie de la population arabe sunnite a soutenu l'Etat islamique. Ceux-là ne peuvent revenir car ils ramèneraient les jihadistes. Le départ des Arabes sunnites de certaines régions est aussi une occasion d'annuler les effets des politiques d'arabisation menées dans les régions kurdes sous le régime de Saddam Hussein.

Quelles aides recevez-vous des pays voisins ?

Lors de l'offensive de l'Etat islamique l'été dernier, l'Iran fut le premier à nous aider avec des livraisons d'armes, mais aussi la Turquie, même si elle ne voulait pas que cela sache car elle avait alors des diplomates et des ressortissants pris en otage à Mossoul. Mais nous en attendions plus au vu de l'intensité des relations économiques et politiques que nous entretenons. Nous aurions souhaité aussi plus de livraisons de matériel militaire de la part de l'Iran comme des



Des soldats peshmergas sur le Mont Zardak à environ 25 km de Mossoul en Irak, le 9 septembre 2014. (Photo Jm Lopez. AFP)

➔ pays occidentaux.

Comment expliquez-vous ces réticences ? L'explication la plus plausible est la peur de ces capitales que des aides en matériel militaire puissent à terme précipiter une indépendance du Kurdistan irakien. Cela est absurde. Nous ne sommes pas une menace pour les pays voisins. Nous ne voulons pas conquérir l'indépendance par les armes. Nous sommes même prêts à restituer les

armes que l'on nous donne pour battre l'Etat islamique dès que celui-ci sera écrasé.

Combien de temps faudra-t-il pour arriver à ce résultat ?

Cela dépend des moyens qui seront mis en œuvre. Si nous recevons des armes lourdes, si la coordination avec l'armée irakienne s'intensifie et si la coalition continue son

appui aérien, il sera possible de reconquérir Mossoul en un délai assez court, et l'Etat islamique pourra être écrasé d'ici à la fin de l'année. Mais si le soutien dont nous disposons reste celui d'aujourd'hui, cela pourrait prendre beaucoup plus de temps. ♦

Marc SEMO

LE FIGARO

31 MARS 2015

Bernard-Henri Lévy : « La France doit aider militairement les Kurdes pour sauver les Chrétiens »

Par Eugénie Bastié
31/03/2015
www.lefigaro.fr

INFO LE FIGARO - François Hollande va rencontrer mercredi des responsables militaires des Peshmergas irakiens à l'Élysée. A l'origine de cette entrevue, le philosophe Bernard-Henri Lévy explique au Figaro les raisons de ce nouveau combat.

LE FIGARO: *Après avoir soutenu les Libyens, les Ukrainiens, les Syriens, vous vous faites aujourd'hui le relais des Peshmergas irakiens auprès de l'Élysée. Pourquoi soutenir ces combattants en particulier ?*

BERNARD-HENRI LEVY : Parce que ce sont eux qui, sur le terrain, résistent à l'État islamique. Et parce que, s'il y a une chance de reprendre Mossoul (une ville du nord de l'Irak contrôlée par l'organisation terroriste, NDLR), ce sera grâce à eux et avec eux. Il y a les avions américains, bien sûr. Il y a les forces spéciales françaises. Il y a ce qui reste de l'armée de Bagdad. Mais les hommes qui se battent au sol, ceux qui sont prêts à aller affronter au corps à corps les égorgeurs, ce sont ces hommes qui sont là, ce mercredi, à Paris et que va recevoir François Hollande.

Qu'attendez-vous de cette rencontre avec le président de la République ? Faut-il leur livrer davantage d'armes ?

Les Kurdes demanderont des armes, bien sûr. Mais je vais vous



Bernard-Henri Lévy et le Commandant Barzani.

faire un aveu. J'ai souvent, dans ma vie, plaidé pour que l'on aide des combattants qui étaient nos alliés, un jour contre les Soviétiques, un autre contre Kadhafi, un autre contre telle autre dictature. Mais, même si je n'avais aucun doute sur cette nécessité de les aider, je ne savais jamais si les armes que nous leur livrions n'allaient pas, un jour, être réutilisées à de mauvaises fins et au service de valeurs qui ne seraient plus les nôtres. Là, c'est la première fois que j'ai aussi peu de doutes. C'est la première fois que je me sens, que je nous sens, en harmonie avec ce qui fait le fond de nos croyances communes. Les Kurdes ne sont pas seulement nos alliés. Ce sont des

gens qui ont les mêmes valeurs que nous. La laïcité. Le goût de la démocratie. L'exigence de l'égalité hommes-femmes. La haine absolue de l'Islam fondamentaliste, radical et fasciste. C'est aussi cela qui sera réaffirmé mercredi. A l'Élysée d'abord. Puis, le soir, au Cinéma Le Saint-Germain, devant les Parisiens.

Jacques Julliard et Jean d'Ormesson ont lancé un cri d'alerte contre le «génocide culturel» des Chrétiens d'Orient. Vous joignez-vous à leur appel ?

Evidemment. Et, encore une fois, il n'y a qu'eux, les Kurdes, qui peuvent concrètement venir en aide aux Chrétiens d'Orient. Ce

«C'est la première fois que j'ai aussi peu de doutes. C'est la première fois que je me sens, que je nous sens, en harmonie avec ce qui fait le fond de nos croyances communes.»

sera l'un des thèmes de la soirée au Cinéma Le Saint-Germain. Il faut aider les Kurdes pour que rentrent les Chrétiens de Mossoul. Il faut aider les Kurdes pour que reviennent dans leurs maisons et sur leurs terres les familles chrétiennes des villages de la plaine de Ninive. J'ai eu l'honneur, il y a quelques semaines, de rencontrer l'évêque d'Erbil, capitale du Kurdistan. Son message était clair: les Chrétiens étaient là 2000 ans avant les tueurs de l'Etat islamique ; il faut chasser les seconds par la force, avec toute la force nécessaire, pour avoir une chance de pouvoir sauver les premiers ; et cette action de force ne sera possible que si le monde et, en particulier, la France viennent militairement en aide aux Peshmergas.

Ne faudrait-il pas renouer le dialogue avec Bachar el Assad pour combattre Daech et sauver les chrétiens de Syrie ?

Non. Car Daech et Assad sont trop profondément complices pour que l'on puisse choisir l'un contre l'autre. Comment Assad serait-il un «bouclier anti-Daech» quand on sait que c'est lui qui, pour une part, a créé et nourri Daech? C'est l'honneur de la diplomatie française de l'avoir compris. C'est son honneur de rester fidèle à son double refus: celui d'une dictature qui a fait 200.000 morts en quatre ans ; et celui d'un Califat islamiste qui serait une forme de nazisme arabe. ■

Ankara somme l'Iran d'infléchir sa politique régionale

M. Erdogan dénonce les tentations hégémoniques de Téhéran

ISTANBUL - correspondante

Si le ton est monté d'un cran récemment entre la Turquie et l'Iran à propos de l'intervention menée par les pays arabes sunnites au Yémen, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n'a pas renoncé pour autant à sa visite de travail à Téhéran, le 7 avril. « Pour l'instant, (...) nous maintenons notre visite tout en suivant de près ce qui se passe au Yémen », a expliqué le numéro un turc à la presse, lundi 30 mars. « La visite de M. Erdogan n'est pas remise en question », a confirmé le vice-ministre iranien des affaires étrangères, Hassan Qashqavi, cité par l'agence IRNA.

Il s'agissait de calmer les esprits après les récentes déclarations du président turc sur l'Iran, très mal perçues à Téhéran. « L'Iran cherche à dominer la région. (...) Si les

« Si les forces iraniennes sont déployées au Yémen, en Syrie et en Irak, elles doivent être retirées »

RECEP TAYYIP ERDOGAN
président de Turquie

forces iraniennes sont déployées au Yémen, en Syrie et en Irak, elles doivent être retirées », avait déclaré Recep Tayyip Erdogan le 26 mars.

« Dommages irréparables »

Il n'en fallait pas plus pour que plusieurs officiels iraniens réclament le report de la visite. « Ceux qui ont causé des dommages irréparables à cause de leurs propres erreurs stratégiques feraient mieux de se montrer un peu plus responsables afin de favoriser la stabilité dans la région », a rétorqué Mohammad Javad Zarif, le ministre des affaires étrangères iranien. Pour finir, le chargé d'affaires de l'ambassade de Turquie en Iran a été convoqué par la diplomatie iranienne pour des « éclaircissements », et la brouille s'est arrêtée là.

Les dernières déclarations de M. Erdogan sont les plus dures qu'il ait jamais prononcées à l'égard de son puissant voisin. On est loin des paroles chaleureuses dispensées lors de sa visite à Téhéran en 2014 : il avait alors été prompt à décrire l'Iran comme sa « seconde patrie », à l'issue d'un entretien avec le président Hassan Rohani.

Malgré leurs profondes divergences sur la Syrie - Téhéran soutient le régime de Bachar Al-Assad tandis qu'Ankara réclame son départ -, les deux Etats entretenaient jusqu'ici des relations apai-

sées sur fonds d'échanges commerciaux fructueux. Vingt pour cent du gaz consommé par la Turquie provient d'Iran, le volume des échanges commerciaux (15 milliards de dollars en 2014) est appelé à doubler, et les touristes iraniens sont nombreux à faire le voyage jusqu'à Istanbul.

Témoin des liens souterrains entre les deux pays, l'homme d'affai-



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, le 12 février.

HECTOR VIVAS/GETTY IMAGES

res iranien Reza Zarrab s'était retrouvé en décembre 2013 au cœur d'un vaste scandale de corruption impliquant quatre ministres de M. Erdogan, alors chef du gouvernement. Accusé d'avoir versé de nombreux pots-de-vin pour couvrir un trafic d'or avec l'Iran sous embargo, M. Zarrab ainsi que les ministres et leurs familles ont finalement été mis hors de cause par la justice turque le 17 octobre 2014. La visite de M. Erdogan à

Téhéran, le 7 avril, visait justement à stimuler le commerce entre les deux pays. Désormais, le Yémen sera sans doute au menu des entretiens. La Turquie devra arrondir les angles sous peine de détérioration de ses relations avec l'Iran.

Relations envenimées

Malgré l'axe de politique étrangère affiché par les islamistes conservateurs turcs à leur avènement en 2002, celui du « zéro problème » avec les voisins, les relations se sont envenimées avec l'Egypte et la Syrie dans la foulée des « printemps arabes ».

« Le fait de miser sur la confrérie des Frères musulmans a considérablement lésé la diplomatie tur-

que, au niveau bilatéral avec l'Egypte, mais aussi au niveau régional avec l'Arabie saoudite, les Emirats, le Koweït. Même le Qatar

a pris ses distances, estime Sinan Ulgen, qui dirige le groupe de réflexion EDAM, à Istanbul. On peut y ajouter la Libye, où le gouvernement de Tobrouk vient de demander aux compagnies turques de quitter le pays. Sur la Syrie, nous voyons aujourd'hui les problèmes posés par ce calcul : l'afflux de réfugiés [1 700 000], la menace sécuritaire représentée par l'Etat islamique. La Turquie aurait dû suivre une politique plus réaliste. »

Coutumier des déclarations tonitruantes, Recep Tayyip Erdogan est resté prudent toutefois sur l'engagement de son pays dans les raids menés par la coalition arabe sunnite (Arabie saoudite, Egypte, Etats du Golfe) contre les rebelles chiites soutenus par l'Iran au Yémen. Favorable à l'intervention du « front sunnite », Ankara promet un soutien logistique et la fourniture de renseignements, mais ne participe pas aux raids aériens. « Nous pouvons offrir un large soutien, notamment au niveau des renseignements, mais il n'est pas question d'appui militaire », a expliqué vendredi 27 mars le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu. ■

MARIE JÉGO

Les deux Etats entretenaient jusqu'ici des relations apaisées sur fond d'échanges commerciaux fructueux

Nucléaire iranien :

« Des discussions serrées jusqu'au bout »

ISABELLE LASSERRE  @lasserre

PROLIFÉRATION Après douze ans de négociations, d'espoirs déçus, de promesses trahies, de ruptures et de reprises des contacts, les grandes puissances et l'Iran ne sont plus à 48 heures près. Tout le monde sait en outre qu'en matière de pourparlers diplomatiques, les dernières heures sont souvent déterminantes. Les négociations sur le nucléaire « seront serrées jusqu'au bout » a prévenu la Maison-Blanche. L'enjeu est immense et les divisions importantes.

Le fait que les ministres des Affaires étrangères des six pays négociateurs (les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne) et d'Iran se soient séparés, après s'être réunis lundi matin autour d'une même table, ne préjugé donc pas du résultat final, dont la seule contrainte temporelle est d'aboutir avant le 1^{er} avril. Reparti à Moscou, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a d'ailleurs affirmé qu'il rebrousse chemin en cas de nécessité...

Officiellement, l'Iran et la communauté

internationale s'affrontent encore autour de trois sujets. D'abord la durée d'application de l'accord : l'Iran aimerait la limiter à dix ans, la communauté voudrait l'étendre à quinze ans. Ensuite, le sujet de la « recherche et développement », que les Six voudraient restreindre et encadrer, pour empêcher Téhéran de développer de nouvelles centrifugeuses plus performantes. Enfin, la question des sanctions : l'Iran exige leur levée immédiate et intégrale, tandis que les États négociateurs proposent une suspension graduelle. Mais la question principale est surtout politique.

Risque de rupture

Initialement déterminées à démanteler entièrement le programme nucléaire iranien, les puissances internationales ont dû, face à l'intransigeance de Téhéran, assouplir leur position et se résoudre à des compromis. Mais le chemin du succès est toujours aussi étroit. Si l'accord est « robuste », comme le réclament les Français, il risque d'être refusé par l'Iran et de provoquer une rupture qui elle-même pourrait entraîner une reprise accélérée du programme nucléaire. S'il est jugé trop faible, au contraire, il pourrait être torpillé par les Israéliens et le

Congrès américain ou leurs alliés sunnites du Golfe. Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a passé le week-end à mettre en garde contre « un dangereux accord » qui « confirme à nouveau toutes nos inquiétudes, voire au-delà ». Le projet de règlement international de la question du nucléaire iranien permettra selon lui à l'Iran de « conquérir tout le Moyen-Orient ».

Après s'être autant investi dans ces négociations, le secrétaire d'État John Kerry peut difficilement rentrer sans accord à Washington s'il veut éviter que le Congrès vote, comme il menace de le faire, de nouvelles sanctions contre l'Iran.

Pour masquer les différends, s'ils persistent, et éviter une rupture dont tout le monde craint les conséquences, un « protocole d'entente » de quelques pages seulement, dont on ne sait pas s'il serait ou non rendu public, pourrait être signé entre les pays de la communauté internationale et l'Iran. Il servirait alors de base à un règlement final dont la date butoir est le 30 juin. Reste à savoir si cet accord de façade et les trois mois supplémentaires qui seraient ainsi accordés aux négociations suffiraient à apaiser les opposants et à assouplir les Iraniens. Rien n'est moins sûr. ■

Le Monde MARDI 31 MARS 2015

La position singulière de la France sur le nucléaire iranien

Les consultations diplomatiques entre l'Iran et les grandes puissances se sont poursuivies à un rythme effréné, dimanche 29 mars, à Lausanne, en Suisse, dans l'objectif de parvenir à un accord politique sur les principaux paramètres du programme nucléaire iranien avant le 31 mars.

A l'approche de cette échéance, Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, a de nouveau plaidé pour un accord « robuste ». Le terme a été choisi à dessein pour envoyer un signal de fermeté. Et aussi pour faire sentir la différence de la France. Depuis deux ans, avant chaque rendez-vous important, les Français ont toujours joué un rôle singulier.

C'était flagrant, le 9 novembre 2013, à Genève, lorsque M. Fabius a provoqué un séisme en rompant l'unité des Occidentaux quand il a refusé d'endosser un texte américain, jugé insuffisamment « exigeant » vis-à-vis de Téhéran. Deux semaines plus tard, le 24 novembre, après « une vingtaine d'amendements », selon un diplomate, la conclusion d'un ac-

cord intérimaire a ouvert la voie à un gel provisoire du programme nucléaire iranien.

Cette stratégie, qui consiste à brandir la menace d'un blocage avant de se rétracter au nom « d'avancées » obtenues, s'est renouvelée à Lausanne. Lors de la précédente séance de discussions, du 18 au 20 mars, les Français ont suscité la colère des États-Unis en faisant savoir que l'architecture du compromis devait être renforcée. Huit jours plus tard, Laurent Fabius a adopté un ton moins offensif en arrivant à Lausanne. La France ira-t-elle jusqu'à s'opposer à un accord ? L'hypothèse paraît « peu probable », selon un diplomate occidental. « Si l'accord n'est pas comestible pour les Français, il y a peu de chances qu'il le soit pour les autres », estime cette source bien informée.

« Gardiens du temple »

Au-delà de la posture, la ligne « robuste » défendue par M. Fabius s'inscrit dans une continuité. La France a été à l'initiative, il y a douze ans, des premières négociations avec l'Iran. Depuis, les

Français se perçoivent comme « les gardiens du temple » du contentieux nucléaire iranien qui a façonné « la culture stratégique française », relève un diplomate.

Le rôle pionnier de la France remonte à 2003. Dans la foulée de l'invasion américaine de l'Irak à laquelle Paris s'était opposée, Dominique de Villepin, alors ministre des affaires étrangères, fait le pari du dialogue avec Téhéran et obtient le feu vert du président Chirac pour construire une coalition internationale. L'objectif était de démontrer qu'il était possible de traiter la question des armes de destruction massive, prétexte à l'intervention en Irak, autrement que par la guerre. La « troïka » formée par la France avec l'Allemagne et le Royaume-Uni est d'abord bien accueillie par l'Iran qui redoute l'imposition de sanctions des Nations unies réclamées par les États-Unis.

Mais au bout de deux ans, les négociations s'enlisent et l'élection de Nicolas Sarkozy, en 2007, marque un net infléchissement. « D'une position médiane, la France a basculé vers une position

sovent plus dure que celle des États-Unis », remarque François Nicoulaud, ancien ambassadeur de France à Téhéran. Face à l'impasse des pourparlers, Paris a pris l'initiative, à partir de 2010, d'élargir les sanctions économiques contre Téhéran. Depuis, les Français jugent que la fermeté a payé.

Mais aujourd'hui, la France n'est plus autant moteur qu'elle l'a été. Depuis 2013, ce sont les États-Unis et l'Iran qui sont en première ligne. D'autant que Téhéran et Washington ont « une forte pression de calendrier », constate un diplomate. Sans progrès majeurs d'ici à la fin mars, le Congrès américain menace d'adopter de nouvelles mesures de rétorsion contre l'Iran. Et la crédibilité du président iranien, Hassan Rohani, repose sur sa capacité à obtenir une levée des sanctions qui asphyxient le pays. Dans ce contexte, la France cherche à peser sur un processus dont elle a été à l'origine mais qu'elle ne pilote plus.

YVES-MICHEL RIOLS
(LAUSANNE, SUISSE,
ENVOYÉ SPÉCIAL)

REUTERS

INSIGHT-Distrust clouds vision of Kurdish peace in Turkey

- Jailed Ocalan calls for PKK to end armed struggle
- Erdogan's attention focused on presidential goal
- PKK hand strengthened by conflict in Syria

DIYARBAKIR, Turkey, March 26, 2015 (Reuters) By Daren Butler

KURDS APPLAUDED last weekend's call from their jailed rebel leader Abdullah Ocalan to end a 30-year armed struggle against Turkey but deep suspicions on both sides could shatter dreams of peace.

Ocalan began talks with Ankara in 2012 to end a conflict which has killed 40,000 people and stunted development in NATO-member Turkey's mainly Kurdish southeast, and impatience is growing in a peace process complicated by Kurds' involvement in fighting Islamic State in Syria and Iraq.

President Tayyip Erdogan, his attention focused on a June general election he hopes will pave the way for an executive presidency, is exerting pressure on Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK) to disarm, declaring there is no longer a 'Kurdish problem' thanks to reforms under his rule.

For Kurds listening to Ocalan's message as they celebrated the 'Newroz' spring festival, dancing to Kurdish songs and calling for his release, such talk from Erdogan is infuriating and shakes their belief in a peace process they feel is yet to yield results.

"The people are losing patience and if nothing happens in a few months, hope will be completely uprooted," said Habibe Altan, 59, whose village was one of thousands destroyed during the conflict. Her son later died fighting for the PKK.

"We are the ones who have been crushed. So many sacrificed their lives. Such struggle must not go to waste," she said in the city of Diyarbakir, where supporters of the pro-Kurdish HDP opposition declare an utter lack of confidence in the president.

Such sentiment is frustrating for Erdogan, who has invested huge political capital in the process, pushing through cultural reforms aimed at improving the lot of Turkey's long-suppressed Kurds, roughly 20 percent of its 78 million population.

SYRIA CONFLICT BOOSTS PKK

The situation is complicated by division among Kurds themselves, many of whom appreciate Erdogan's efforts in the face of fierce nationalist opposition, supporting the ruling AK Party he founded and distrusting the PKK.

"He has shown great courage in starting the process, putting his body and soul into it," said doctor Sedat Ozkul, 44, hoping to be an AKP candidate in the June election and suspicious of the PKK commanders who live in the Qandil mountains of northern Iraq.

"The problem is the sincerity of Qandil and the HDP. The ball is in their court. They must prove their sincerity."

On the surface talks appear to be advancing rapidly. Ocalan called at the weekend for a PKK congress to end an insurgency which he described as "unsustainable".

But the process' vulnerability was illustrated on Wednesday by a clash between the military and the PKK near the Iraqi border, a rare violation of a two-year ceasefire.

The process has been complicated by the conflict in Iraq and Syria, where the PKK has carved out a role fighting Islamic State (IS) militants, despite being considered a terrorist group by Turkey, the United States and EU. Kurds believe the Turkish state aided IS fighters besieging the Syrian Kurdish town of Kobani last autumn, triggering unrest which killed dozens of people in Turkey.

Against this backdrop, PKK commanders are in no hurry to put down their weapons despite their declared allegiance to Ocalan, jailed on the island of Imrali south of Istanbul since 1999.

Doubts about progress are heightened by the belief that Erdogan is courting right-wing voters ahead of the election, putting his goal of introdu-



A Kurdish couple poses for a picture as they arrive for a gathering celebrating Newroz in Diyarbakir March 21, 2015. Reuters/Umit Bektas

cing a presidential system in the EU-candidate country ahead of the peace process.

"He has become paradoxically its biggest obstacle. This is because the needs of the peace process, greater democratisation, conflict with his own ambitions," said Henri Barkey, professor of international relations at Lehigh University in the United States.

The Kurdish demands include freedom for Ocalan, steps towards political autonomy, full Kurdish language education and the overhaul of security laws used to prosecute supporters of their movement.

HORRORS OF PAST

What unites Kurds of all political stripes is the desire to put an end to the suffering which has crippled the southeast since around the time of a 1980 military coup, when the roots of the PKK insurgency were established.

In particular, Diyarbakir's military prison is viewed as a breeding ground for the conflict, the scene of horrific torture where dozens died and many more were scarred for life in a brutal crackdown on political dissent.

"The seeds of the resistance were sown in that prison and spread across Kurdistan," said Sukru Abay, 61, describing the physical abuse which he suffered and recounting how fellow prisoners went on to fight with the PKK.

"They changed the direction of the state and eventually it spoke of a settlement, it had no choice. They realized it could not be solved militarily," he said, photos of those who died in the jail filling the walls of his office.

The suffering since that time is etched on the Kurdish collective memory, driving the determination of officials in the region today to cling on to what Diyarbakir Mayor Firat Anli says is the "positive foundation" created by the peace process.

Anli, who was jailed along with thousands of other Kurds charged with links to militants, warned the positive momentum could be undermined unless proposed reforms become law.

"We are in a better place than in the past but there is no guarantee. Laws have not changed ... We could all be detained, tried and punished over this tomorrow," he said in his office.

Whether the HDP will exceed the 10 percent threshold of votes it needs to enter parliament in June will be critical.

Opposition politicians suggest the HDP and the AK Party are plotting a deal in which support for a presidential system would be rewarded with pro-Kurdish reforms. It is a claim fiercely rejected by the HDP.

"To do secret bargaining with someone there has to be trust. Even Erdogan's party doesn't trust him," said Abdullah Demirbas, a former Diyarbakir district mayor whose son is fighting with forces linked to the PKK in Syria.

"What are we going to do? Sacrifice everything so that Erdogan can be president. The people would kill us." ○

US SUPPORT TO PESHMERGA : TOO LITTLE, TOO LATE?

Iraqi Kurds are still frustrated by the slow arrival of armaments and equipment from the United States.



Michael Knights
29 March 2015
www.aljazeera.com

As the battle for Tikrit rages, the focus of international attention has settled on the combined efforts of the Popular Mobilisation Units (PMU), Iraqi army and Sunni tribal volunteers. But alongside these forces, the Iraqi Kurdish peshmerga continue to hold a 1,000-kilometre frontline against the self-styled Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL).

In an average week, the peshmerga line is struck well over a dozen times by well-prepared and fanatically-executed ISIL raids. In one seven-day stretch in early March, the peshmerga suffered 10 major assaults on a single 125-kilometre sector, each involving 50-150 enemy fighters plus suicide bombers. Repelling all the attacks with the aid of international airpower, peshmerga and the coalition reports claimed the destruction of over 150 ISIL fighters and numerous vehicles that might otherwise be thrown at Iraqi military units further south or turned back towards Syria, where ISIL is still advancing.

FRONT AGAINST ISIL

This attritional fighting lacks the visibility and media appeal of battles like Tikrit but nonetheless remains a vital front against ISIL. All the advances made by federal Iraqi forces along the Diyala River Valley, up the Baghdad-Kirkuk road, and now between Tikrit and Kirkuk have been supported by the actions of Iraq's Kurdish fighters.

The Iraqi Kurds facilitated the opening of a direct line of supply to PMU fighters in the north (via Iran) at a time when no forces could drive between Baghdad and Kirkuk.

The Iraqi Kurds fought ISIL at every point of the line - from the Syrian border crossing at Rabiya to the Iranian border near Jalula - and these actions diverted forces away from the advance of the PMUs and the Iraqi army.

Though the partisan supporters of the peshmerga and the PMUs hate to admit it, retaking northern Iraq has been a team effort.

As Iraqi forces push further north, eventually to Mosul, the Kurds are the anvil on which Baghdad's hammer will seek to smash the ISIL forces.

NEXT STAGE FOR PESHMERGA

Now the Kurds are almost at the extent of their planned counter-offensives, bringing them close to the line that they held when ISIL forces attacked the Kurds in early



A Kurdish peshmerga fighter holds a position on the front line south of Erbil [Getty]

August 2014.

The Kurds have made a political-military policy that they will not mount operations to liberate non-Kurdish areas where the local population does not welcome their presence.

They have also taken the position that they will not liberate areas such as the Nineveh Plains east of Mosul or the city of Sinjar until those areas can be reliably defended and provided with sufficient security and services to allow internally displaced persons to return.

The Kurds may advance in some areas such as Mosul city and Hawijah, both Arab strongholds, in a supporting role, if the peshmerga are treated as full allies by the Iraqi government and given sufficient materiel support and backing.

Through these public policies, the Iraqi Kurds have been open about the conditional nature of Kurdish support for the next stages of the war against ISIL.

WHAT THE PESHMERGA NEED

The leaders of the Kurdish peshmerga are like generals anywhere: they feel that their troops are doing all the fighting and deserve the best equipment.

Speaking to General Wasta Rasul, 1st peshmerga division commander, at the beginning of the Kurdish offensive in Kirkuk on March 9, the needs of the peshmerga were clearly laid out for the author: "We need everything", the commander related.

Though 14 Kurdish Regional Guard Brigades (RGB) have been trained and equipped by the ministry of peshmerga affairs to a reasonable standard, many of the so-called "non-unified" peshmerga units associated with political party and tribal leaders are lacking in every military necessity, from boots and uniforms to rifle ammunition and medical kits.

Peshmerga units generally suffer higher casualties than they need to because of a number of force protection weaknesses.

Even the RGBs and praetorian units lack many basic types of equipment that even the most battered Iraqi army unit can call upon such as knee pads, a proven life-saver as they make it easier for soldiers to adopt a defensive stance whenever stopped.

Body armour is not available in sufficient amounts and the peshmerga still make insufficient use of the armour they have, a combination of bravado and laziness, both of which could be offset by professional military training.

Functional night-vision equipment is spread thin along the front, opening up possibilities for ISIL raiders to overrun Kurdish checkpoints at night.

Peshmerga units also lack sufficient



Iraqi Kurdish regional President Massoud Barzani [REUTERS]

“If the US doesn't want to help our troops to protect themselves, then maybe we should not risk our Peshmergas lives anymore.”

Massoud Barzani, Iraqi Kurdistan president

armoured vehicles, in part because of the very poor serviceability of the polyglot collection of Iraqi army vehicles they have appropriated since the summer of 2014. Small tranches of German and US Mine-Resistant Ambush-Protected (MRAP) vehicles have arrived, but far too few to protect troops all along the porous thousand-kilometre frontline.

The final category of equipment needed by the Kurds to keep ISIL at bay are heavy weapons. Though support units with tanks, howitzers and multiple-barrel rocket launchers are in place to support most frontline units, they are spread thin and are often ➤

➤➤ hard, due to their age, to keep in service.

Of particular urgency, the Kurds need more long-range anti-tank weapons capable of penetrating the armoured suicide trucks that ISIL continues to use to breach Kurdish defences.

Currently there are two to three Milan guided anti-tank missile firing platforms to cover fronts of up to 80 kilometres. Such weapons cannot be exactly where they are needed when faced by a very mobile enemy like ISIL.

INTERNATIONAL SUPPORT FOR THE KURDS

Probably the most critical military support provided to the Kurds on a daily basis by the international coalition is protective air-power. Near-constant international air cover gives the peshmerga great reassurance, particularly at night, and smashes many ISIL attacks before they have even unfolded fully.

The international community is also gradually ramping up its training activities inside Kurdistan. Initially US UK, German, Dutch and Italian trainers focused on niche capabilities taught to small groups, such as use of Milan and heavy machine-guns. Now training at KRG bases like Binaslawa and Atrush are evolving towards company (100-man) and battalion (500-man) operations.

The German government delivered two brigades' worth of weapons and equipment to the peshmerga in the last four months, including 4,000 sets of personal protective equipment (helmets and body armour), 700 radios, over 16,000 assault rifles (with 6 million rounds of ammunition), and 270

“**Body armour is not available in sufficient amounts and the Peshmerga still make insufficient use of the armour they have, a combination of bravado and laziness, both of which could be offset by professional military training.**”

light anti-tank weapons (with 4,000 missiles).

In contrast the Kurds are still frustrated by the slow arrival of armaments and equipment from the United States. The \$1.6 billion Iraq Train and Equip Fund (ITEF) approved by the US Congress in November 2014 included \$353.8 million to "address the equipment requirements" of three Kurdish brigades including 219 mortars and 720 tactical vehicles - Hummers, trucks, fuel tankers and engineering vehicles.

As KRG Minister of Foreign relations Falah Mustafa told the author on March 10, four months later "hardly any made in USA equipment has arrived".

US Congressmen like Ed Royce continue to sponsor legislative efforts to allow the US government to directly arm the Kurds, hoping to reduce delivery times and to facilitate a closer training relationship between the US and Kurdish militaries.

Alongside tangible support the Kurds are seeking symbols of friendship from the United States, which they are willing to

reciprocate in the shape of near-term assistance in the clearance of Mosul and long-term basing access for the US military in its fight against ISIL in Iraq and Syria.

The symbols sought by the Kurds are those that show Iraqi Kurdistan as an equally important ally of the United States as federal Iraq itself: equal representation alongside Baghdad at anti-ISIL conferences; Apache gunships based in Kurdistan, as they are in Baghdad; and more balanced distribution of US-provided equipment.

On March 9, President Massoud Barzani, the commander in chief of peshmerga forces, explained to the author that the Kurds are seeking "a fair share of international support based on the load of the war we are carrying".

For example, of 250 US MRAPs destined for Iraq the Kurds were initially allocated 25, a token amount. A planned top-up of another 25 MRAPs for Kurdistan is a step in the right direction but still leaves the appearance of a grudging US drip-feeding of vital force protection equipment.

For Barzani, serving as an active frontline commander, the slow delivery of US-provided force protection equipment causes deep concern.

"If the US doesn't want to help our troops to protect themselves," Barzani told the author, "then maybe we should not risk our peshmergas lives anymore." ■

Michael Knights is the Lafer Fellow with The Washington Institute for Near East Policy. He has worked in every Iraqi province and most of the country's hundred districts. His recent report on the Iraqi security forces is available via the Washington Institute website.



March 26, 2015

Proposed US bill: recognize Iraq's Kurds as 'partners' and arm them directly

By Yerevan Saeed
26 March 2015
rudaw.net

WASHINGTON DC - A new bill introduced in the US Congress calls on the White House to directly arm and assist the Kurdistan Regional Government (KRG) in its war with Islamic State (ISIS or ISIL).

The proposed legislation by Republican congressmen Ed Royce of California, who is chairman of the House Foreign Affairs Committee, and Eliot Engel of New York, calls on Washington to tender Iraqi Kurds as a "reliable



Mine-resistant MRAP vehicles are among US weapons supplied to the Peshmerga. AFP file photo.

and stable partner of the United States."

So far, Washington has refused to directly arm the Kurds, instead sending weapons through the central government in Baghdad, resulting in continuous complaints by Kurdish officials of delays and non-delivery.

According to the text of the legislation, the aim of the bill is "to authorize the direct provision of defense articles, defense services and related training to the Kurdistan Regional Government."

The most striking feature of the bill, which is similar to the failed H.R.5747 proposal

↪ introduced last year, is its recognition of "Iraqi Kurds" as a partner of the US.

This is something that Kurdish officials have been demanding, with the aim of turning political relations with Washington into an institutional one. It is their way of trying to mitigate the risks of what the Kurds call "American betrayal" of their national movement in the past.

"Our critical partner in the fight against ISIL is in great need of heavy weapons and armored vehicles," the proposed bill says. "We haven't gotten Iraqi Kurdish 'Peshmerga' forces what they need. Even so, they have proven to be the most effective ground force currently fighting ISIL," Royce was quoted as saying by the website of the House Committee on Foreign Affairs.

"It is critical that the Administration provide Peshmerga forces with the weapons they need. This legislation streamlines the process to better

aid this reliable U.S. partner as it continues its fight against ISIL," he added.

Kurdish forces have been widely recognized as the most effective ground force in countering ISIS. They have been receiving weapons, ammunition and other defense articles for the war with ISIS, which is fighting with massive loads of US weapons it seized from a crumbling Iraqi army last summer.

"The Peshmerga forces are 'boots on the ground' in the fight against ISIL. They are fierce, capable, and determined, but they need the right tools to get the job done," Royce said. "We should be doing everything in our power to get weapons and equipment to Kurdish fighters."

President Barack Obama's Administration has refused to bypass Baghdad for weapons deliveries to the Peshmerga, arguing it is prohibited by law from doing so. Last year, Secretary of State John Kerry called on Congress to "fix

the legality aspect of direct arming of the Kurds."

"We have to send it to the government (in Baghdad) because that's the U.S. law. If you want to change it, fix it," said Kerry.

The Kurdish cause, which includes aspirations of independence by Iraq's Kurds, has been getting more traction since the Peshmerga rose as a bulwark to ISIS expansion last summer. The Kurds have been working as a team with coalition forces, which have been coordinating the fight by pounding ISIS from the air.

Earlier this month, US senator and possible 2016 presidential candidate Rand Paul called for direct arms supplies to Iraq's Kurds, and said the Kurds should have their own homeland.

"The arms are going through Baghdad to get to the Kurds and they're being siphoned off and they're not getting what they need," Paul said. "I think any arms coming from us or coming from any European countries ought to

go directly to the Kurds."

Suggesting a change in US policy, which has been staunchly opposed to Kurdish independence, he said: "I would draw new lines for Kurdistan and I would promise them a country."

Meanwhile, if the newly-proposed legislation is passed, it will allow the US government to provide anti-tank and anti-armor weapons, armored vehicles, long-range artillery, secure command and communications equipment, body armor, helmets, logistics equipment, excess defense articles and other military assistance.

The military aid would remain confined to the Ministry of Peshmerga and troops that are officially under the KRG, not the political parties.

The bill notes that the US "will not provide any such defense article, defense service, or related training to anyone who is not an officer, employee, or agent of the Kurdistan Regional Government." ■

Kurdistan has world's 8th oil and gas reserves

kurdishglobe.net
30 March 2015

DOR Organization for Kurdistan Oil and Gas Information has recently published a report about Kurdistan Region's oil and gas sector and announced that Kurdistan Region is the world's 8th in terms of its oil and gas reserves, and that it will be last place in the world to run out of oil

DOR Organization for Kurdistan Oil and Gas Information has recently published a report about Kurdistan Region's oil and gas sector and announced that Kurdistan Region is the world's 8th in terms of its oil and gas reserves, and that it will be last place in the world to run out of oil

According to the report the Region will export 1.65 million barrels of oil and 10 billion cubic feet of natural gas during the year 2016.

The report is written by Dr. Ghalib Mohammed Ali, head of the Oil and Gas Committee of the Suleimaniya Provincial Council.

«What is available now is not a suitable oil and gas policy in Kurdistan Region.» Dr. Ali says in the report.

«Neither the data and figures of oil exports does not match with our pocket money, nor the wealth and amount of oil reserves we have with our welfare and living standards of our society.»

The reports reads that according to the latest OPEC report, Iraq has more than 150 billion bar-

rels of proved reserves and more than 300 billion barrels of unproved reserves, which makes Iraq, the second largest oil country in the world after Saudi Arabia.

According to the report, Kurdistan Region, as part of Iraq has 50 billion barrels of proved reserves and 80 billion barrels of unproved reserves, in addition to 8-10 trillion cubic meters of natural gas reserves.

These figures put Kurdistan in the 8th place in the world for oil and gas reserves.

«The Gulf region, including Iraq and Kurdistan commonly own 65% of world's total oil reserves, and Kurdistan Region will be last place on earth to run out of oil reserves.»

The report adds that Kurdistan has 3% of the world's oil and gas reserves.

It is expected that the region will increase its oil exports via Turkey to 1.07 million bpd by 2016 and will also export 10 bn cubic meter of natural gas by 2020.

Dr. Ali criticizes the Kurdistan Regional Government's (KRG) oil policy and argues there is a big lack of transparency in the oil and gas activities of the KRG as well as a significant mismanagement.

The report suggests that the oil and gas law was supposed to be implemented by 2008, but it is still not fully implemented.

«The Ministry of Natural Resources (MNR) should not sell oil, receive the revenues, and dis-



tributes them all by itself. Oil revenues should be deposited in the central bank and be managed and distributed by the Finance Ministry.»

Additionally, the report says the parliament has failed to establish the four state-owned companies as legislated by the oil and gas law.

Dr. Ali also criticises the agreements signed between MNR and international oil companies. He says out of 57 agreements signed with 52 international oil companies, only one is a service agreement while the rest are production sharing contract, by virtue of which the company will share 15% of the revenues and the interest in the blocks.

Additionally, the company retains 55% of the revenues at the beginning of production till its costs are recovered.

All these terms, according to Dr. Ali, make the oil companies the first beneficiaries in the contracts, leaving the government and the people with fewer benefits as compared to the central government of Iraq, which only gives service contracts with oil companies.

The report lists other negative aspects of the KRG oil policy and also puts forward some recommendation for improving the management of natural resources for the benefit of the Kurdistan Region, its government and its people.

Al-Qaida se taille un fief dans le nord-ouest de la Syrie

En s'emparant de la ville stratégique d'Idlib, le Front al-Nosra peut être tenté de créer un émirat concurrent du califat de Daech.

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE AU CAIRE

PROCHE-ORIENT Les images parlent d'elles-mêmes. Ici, un drapeau syrien piétiné par la foule. Là, un portrait de Bachar qui part en flammes. Là encore, des coups de marteaux pressés de déboulonner le buste doré de Hafez el-Assad, père de l'actuel président syrien et ancien homme fort du pays. Relayés encore et encore ce week-end sur les réseaux sociaux, ces clichés de la « libération » d'Idlib chantent le soulagement d'une population qui, quatre ans après le début de l'insurrection contre le régime de Damas, ose à nouveau relever la tête. La chute, samedi 28 mars, de cette ville de plus de 100 000 habitants, située au nord-ouest du pays, est en effet la plus sérieuse défaite essuyée par le pouvoir syrien depuis plus d'un an.

Mais la victoire de ses opposants demeure fragile. D'abord parce qu'une contre-offensive du régime, comme celle que subissent depuis des mois les habitants d'Alep, est toujours possible. Dès dimanche, les forces armées auraient, selon l'agence de presse turque Anadolu, attaqué au mortier l'hôpital el-Hilal, en plein Idlib. Toujours selon l'agence, les tirs lancés depuis la ville de Jéricho auraient fait cinq blessés, et endommagé une partie du bâtiment. Pour sa part, le journal *Al Watan*, proche du régime de Bachar el-Assad, affirme que des troupes sont parvenues avec « succès à se regrouper au sud de la ville ». Avant d'ajouter : « Des renforts de l'armée ont été envoyés pour (...) reprendre le contrôle des zones restées vides après l'évacuation de la population vers des lieux sûrs ». De son côté, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) faisait état, ce lundi, de raids aériens sur certains quartiers d'Idlib.



Autre source d'inquiétude : la tournure politique - voire religieuse - que pourrait prendre cette cité libérée par une coalition de groupes rebelles menée par le Front al-Nosra. Dès samedi, cette mouvance considérée comme la branche d'al-Qaida en Syrie annonçait sur son compte officiel Twitter la « libération » d'Idlib.

Un axe stratégique

« La ville d'Idlib a été libérée et les moudjahiddins pourchassent les derniers chabihās (miliciens du régime, NDLR) qui tentent de s'enfuir », précisait-elle, en postant des photos de combattants devant le siège du gouvernorat, la police militaire, la mairie et la prison. Quelques heures plus tôt, une source de sécurité syrienne avait reconnu que des « groupes terroristes » s'étaient « infiltrés dans la périphérie de la ville ».

Située tout près de l'axe stratégique qui relie Damas à Alep, Idlib est tombée entre les mains des rebelles anti-Assad, au terme de cinq jours de combats. Selon Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH cette conquête rapide s'explique par le fait que, malgré 150 raids aériens de l'armée pendant quatre jours, « il y avait près de 2000 rebelles qui ont attaqué de tous les côtés avec 40 transports de troupes ». Pour al-Nosra, qui contrôlait déjà en grande partie la province d'Idlib, il s'agit d'un véritable gain territorial dans cette région frontalière de la Turquie.

Déjà, la rumeur circule sur la velléité du groupe de fonder son propre « émirat », pour concurrencer son principal rival, l'État islamique, qui a proclamé un « califat » à cheval entre la Syrie et l'Irak. À moins que, scénario encore plus catastrophique, les djihadistes de Daech ne s'avisent de détrôner leurs rivaux comme ce fut le cas, il y a deux ans, dans la ville de Raqa, au nord. ■



Des rebelles célèbrent leur victoire sur les miliciens du régime de Damas, dimanche à Idlib. AMMAR ABDALLAH/REUTERS



FORCES KURDES, UN MAIGRE ESPOIR FACE AUX DJIHADISTES

D'abord peu suivis lors de leurs premiers combats contre les islamistes dans la guerre civile syrienne, les Kurdes ont très largement gagné en importance tout au long de l'année 2014. Avec la progression de l'État Islamique (EI) en Irak, à l'été, les forces de la région autonome du Kurdistan se sont retrouvées en première ligne. Sur ce front, mais aussi à Kobané, en Syrie, la coalition internationale espère beaucoup de ces combattants riches d'une longue expérience guerrière. Mais sommes-nous bien conscients des attentes et des objectifs réels de ces groupes ?

Les Kurdes ont une longue histoire de luttes armées pour obtenir l'indépendance politique. Au début du XX^e siècle, les « peshmerga », les combattants kurdes qui font « face à la mort », formaient le gros de la neuvième armée ottomane. En 1919, près d'un siècle de révoltes commence, avec de premières insurrections contre les Britanniques. Au fil des décennies, ces combats se poursuivront contre les Turcs ou encore l'Irak de Saddam Hussein. Plus récemment, l'entrée en guerre des Américains dans le Golfe, en 1990 puis en 2003, permettra aux Kurdes de trouver en Washington un précieux allié... et vice versa.

La question kurde est, au Moyen-Orient, un nœud géopolitique que rien ne semble pouvoir dénouer. Le nombre exact des

Romain MIELCAREK
Spécialiste des questions de défense.

“ Bien qu'ils soient musulmans, leur idéologie est surtout alimentée par un fervent nationalisme. Une carte que certains ont décidé de jouer contre l'islamisme radical dont les groupes armés nés de l'insurrection syrienne empoisonnent la région. ”

Photo ci-dessus :
Combattants kurdes sur la ligne de front avec l'EI, le 14 janvier 2015. Elle se trouvait alors à 25 km à l'ouest de Kirkouk. (© Xinhua)

représentants de cette ethnie n'est pas connu, mais la plupart des institutions avancent celui de 35 millions de personnes, réparties entre la Turquie (15 millions), l'Iran (6 à 7 millions), la Syrie (2 millions), l'Irak (5 millions)... et une diaspora stratégique qui compterait quelque 7 millions de représentants. Les revendications de ce peuple, nourries par un siècle de luttes et de réclamations sans succès d'un territoire et d'un État qui leur soient propres, n'ont toujours pas abouti. De plus les dissensions politiques entre les communautés éclatées dans plusieurs pays divisent leurs chefs.

Les Kurdes ont pourtant une qualité particulièrement intéressante dans le drame qui ravage actuellement le Moyen-Orient : bien qu'ils soient musulmans, leur idéologie est surtout alimentée par un fervent nationalisme. Une carte que certains ont décidé de jouer contre l'islamisme radical dont les groupes armés nés de l'insurrection syrienne empoisonnent la région. Reste à savoir si les Kurdes, qui ont par le passé été instrumentalisés aussi bien par les Iraniens que par les Américains dans leurs campagnes militaires contre l'Irak, seront enclins à prendre le risque du combat terrestre contre les djihadistes. Un combat que personne ne veut assumer jusqu'ici et qui semble pourtant inévitable pour mettre définitivement fin à l'influence de l'EI dans la région.

LES KURDES DE SYRIE, TÔT DANS LE COMBAT

Face à la question djihadiste, ce sont les Kurdes de Syrie qui ont été les premiers engagés dans la lutte, progressivement entre 2011 et 2012, puis plus fermement à partir de 2013. Le Parti de l'union démocratique (PYD) a largement coordonné la mise en œuvre de milices kurdes, avec l'accord tacite de Damas qui a de fait pu redéployer ses troupes autour de villes stratégiques comme Alep et la capitale. Très tôt, les populations des enclaves kurdes, qui s'identifient plus volontiers à travers une culture collective et nationaliste qu'à travers la pratique d'un sunnisme sensiblement différent de celui de leurs voisins turcs et arabes, se sentent menacées par la progression d'un islam radical au sein de l'insurrection. D'autant plus que les cadres arabes des mouvements qui s'imposent de plus en plus refusent de reconnaître les Kurdes en tant que peuple.

“ Les combattants du PKK et du PYD ont gagné en liberté de mouvement avec l'élargissement de la zone des combats sur le territoire irakien. Après la poussée très forte de l'EI au printemps 2014, les Kurdes ont mené d'ambitieuses opérations de reconquête dans les monts Sinjar. Ils profitent ainsi d'un carrefour sanctuarisé permettant les transits logistiques, mais aussi la formation et le recrutement de combattants. ”

Le PYD, qui n'est autre qu'une émanation du Parti des travailleurs kurdes (PKK) turc, considéré comme organisation terroriste par l'Union européenne, les États-Unis ou encore la Turquie, bénéficie de liens extrêmement forts avec ces combattants. Tant et si bien que, rapidement, des vétérans du PKK rejoignent le territoire syrien pour participer à la formation des milices du PYD (ces unités sont baptisées Unités de protection populaire). Hommes et matériels circulent à travers une frontière toujours plus poreuse, au grand

dam d'Ankara. « Ils ont retrouvé une liberté de mouvement qu'ils n'avaient plus depuis les années 1990 », note Arthur Quesnay, jeune chercheur à l'Institut français du Proche-Orient de Beyrouth, estimant le nombre des combattants sur cette zone entre 20 000 et 30 000 hommes et femmes, sans que l'on puisse réaliser d'évaluation plus précise.

Surtout, les combattants du PKK et du PYD ont gagné en liberté de mouvement avec l'élargissement de la zone des combats sur le territoire irakien. Après la poussée très forte de l'EI au printemps 2014, les Kurdes ont mené d'ambitieuses opérations de reconquête dans les monts Sinjar. Ils profitent ainsi d'un carrefour sanctuarisé permettant les transits logistiques, mais aussi la formation et le recrutement de combattants, notamment parmi les réfugiés yézidis, chassés par les djihadistes, et qui auraient fourni environ 5 000 recrues. « Ce ne sont pas vraiment des combattants », explique Arthur Quesnay, la formation étant relativement sommaire. Mais ils peuvent tenir une seconde ligne ou des checkpoints, ce qui libère les combattants du PKK pour le front. »

LE FRONT IRAKIEN

À l'inverse, en Irak, les Kurdes n'ont pas su imposer une réponse militaire forte aux djihadistes, alors qu'ils étaient beaucoup mieux équipés. Une demi-surprise alors que tout le monde s'attendait à ce que les fameux peshmerga, considérés comme une force d'élite en comparaison des forces armées irakiennes, se montrent plus résistants. Une faute des

analystes, selon Arthur Quesnay, qui suggère une large sous-évaluation des déconnexions entre les élites du Kurdistan irakien et les pratiques institutionnelles. Ainsi, malgré des ressources significatives et des combattants en nombre, les troupes sont en réalité désorganisées, maîtrisent mal leur matériel et ne sont pas préparées à faire face à la violence de l'offensive de l'EI du mois d'août 2014. Un mois après avoir moqué leurs collègues irakiens sur les chaînes de télévision du monde entier, les Kurdes se retrouvent dans la même situation avec un net recul sur le terrain.

À la fin de l'année 2014, les Kurdes ont tout de même pu repousser les djihadistes grâce à la campagne aérienne internationale (1). Hamit Bozarslan, spécialiste de la question kurde à l'École des hautes études en sciences sociales, assure que les progrès sont évidents. « C'est une combinaison de l'action des combattants kurdes et des bombardements internationaux », explique-t-il. Les Kurdes, après avoir pensé être à l'abri dans leurs enclaves, ont pris conscience de la menace. « Les peshmerga ont tout de même perdu 700 combattants, auxquels s'ajoutent 3 500 blessés, entre juin et décembre, selon les chiffres officiels du Kurdistan irakien.

« Au Kurdistan irakien, l'urgence est passée, estime Hamit Bozarslan. Il faut à présent viser l'avenir et accompagner les forces kurdes à un horizon 2020, 2030, avec la mise en place d'une coopération forte avec les forces armées irakiennes si celles-ci parviennent à se relever. » En réalité, le recul des djihadistes serait surtout le résultat de la puissance de feu aérienne étrangère, assure Arthur Quesnay : « Il n'y a pas eu de vraies victoires militaires, la plupart



L'armée turque se déploie à Cizre, le 27 décembre 2014. La ville a été le théâtre d'échanges de tirs entre un groupe affilié au Hezbollah et des membres du PKK kurde. Derrière la question de l'État islamique, il y a aussi celle de la place du Kurdistan dans le futur Moyen-Orient... (© Xinhua)

des villes récupérées avaient été abandonnées après les bombardements et les Kurdes n'ont dû faire face qu'à des pièges et quelques kamikazes restés en arrière. »

KOBANÉ, SAUVÉE IN EXTREMIS

La bataille, ou plutôt le siège, de Kobané a mobilisé attention internationale et efforts djihadistes lors du dernier trimestre 2014. Ce canton kurde de Syrie, accolé à la frontière avec la Turquie, a fait l'objet d'une campagne particulièrement violente lancée par les combattants de l'EI le 17 septembre. Rapidement, les djihadistes, appuyés par des blindés et de l'artillerie, prennent le contrôle de dizaines de villages, et 45 000 réfugiés fuient le premier jour, rejoints continuellement par des dizaines de milliers d'autres.

Les djihadistes poussent l'avantage jusqu'à entrer dans la ville le 5 octobre. Ils imposent une pluie de tirs de mortier sur les positions où sont retranchés les combattants kurdes des Unités de protection populaire. Le drapeau de l'État islamique flotte rapidement sur plusieurs bâtiments. Malgré la détermination des Kurdes, plus de la moitié de Kobané est tenue par les islamistes au bout d'un mois de combat.

Le 27 septembre, la coalition américano-arabe mène des opérations aériennes contre les positions de l'EI. Les tirs visent des groupes de combattants, des véhicules blindés,

des pièces d'artillerie ainsi que les axes logistiques. Un effort qui ne fait que ralentir les djihadistes qui commencent dès le 10 octobre à ouvrir leurs attaques par des opérations suicides. Le 13, au moins trois combattants se font exploser.

La situation des Kurdes de Kobané est largement médiatisée à travers le monde. Isolés, ils reçoivent tout de même du matériel de la part des Américains : 24 tonnes d'armes et munitions sont larguées le 19 octobre, ainsi que 10 tonnes d'équipements médicaux et médicaments. Les Kurdes participent au ciblage, au profit des forces américaines. Sur le terrain, ils sont pourtant dominés, faute de suffisamment d'armements lourds. Les femmes, qui participent aux combats, sont également brandies comme un symbole de la résistance désespérée face à l'État islamique. L'une d'elles, Deilar Kanj Khamis, se fera exploser le 5 octobre pour tenter de ralentir l'entrée des djihadistes dans la ville, tuant dix hommes. À l'inverse, les combattants de l'EI tentent de contrer cette image d'Épinal, notamment en diffusant massivement quelques jours plus tard la photo de la tête tranchée d'une combattante kurde.

À partir de fin octobre, malgré les freins opposés systématiquement par la Turquie, des renforts arrivent à Kobané. Des peshmerga irakiens accompagnent un convoi de munitions, tandis que des Syriens de l'Armée syrienne libre viennent ajouter un

“ Le recul des djihadistes serait surtout le résultat de la puissance de feu aérienne étrangère, assure Arthur Quesnay : « *Il n'y a pas eu de vraies victoires militaires, la plupart des villes récupérées avaient été abandonnées après les bombardements et les Kurdes n'ont dû faire face qu'à des pièges et quelques kamikazes restés en arrière.* » ”

contingent de 300 hommes. Au début du mois de novembre, la coopération entre la coalition américano-arabe dans les airs, les combattants kurdes et leurs alliés au sol, lance une contre-offensive. Des succès sont enregistrés avec la reprise de plusieurs axes et de bâtiments. Début janvier, alors que nous bouclons cet article, les Kurdes auraient repris le contrôle des quatre cinquièmes de la ville et quelques collines alentour, sans être parvenus à déloger définitivement leurs ennemis, ni à se redéployer sur l'ensemble du canton.

RUPTURES POLITIQUES

Malgré ces maigres progrès, les désaccords politiques entre le Kurdistan irakien et le PKK semblent montrer une limite à l'espoir que certains font reposer sur les Kurdes. Les différents acteurs, et notamment le PKK, sont en train de préparer une suite qui n'est pas forcément compatible avec les attentes de la communauté internationale et des autres acteurs régionaux. « *C'est une opportunité pour le PKK, note Arthur Quesnay. Le conflit syrien lui a permis de se redéployer et il cherche à rouvrir ses bases au Kurdistan irakien.* » Si, officiellement, les Occidentaux ne dialoguent pas avec ce mouvement, toujours considéré comme terroriste, Hamit Bozarslan voit dans le soutien militaire apporté à Kobané une reconnaissance de fait de ce groupe.

En marge de l'État islamique, un nouvel espace kurde est ainsi en train de s'imposer, sans aucune réalité officielle. Inquietant particulièrement la Turquie, il est de fait administré et sécurisé par le PYD, et donc par le PKK. Ce dernier, profitant de moyens militaires réels, se montre tout à fait autonome : ce qu'il



Contrairement à ce qui était indiqué en juillet/août, les forces kurdes n'ont jamais véritablement manqué de matériel lourd – notamment grâce aux chars récupérés sur l'armée de Saddam en 2003. La guerre contre l'EI lui a en revanche permis de bénéficier d'un afflux important de munitions portables : missiles et roquettes antichars. (© Xinhua)

recupère sur le terrain, ainsi que la colossale manne financière puisée – pas toujours légalement – auprès de la diaspora kurde, lui permet de ne pas dépendre d'autres puissances. Il n'y a en réalité qu'à Kobané que des besoins se manifestent, les voies logistiques terrestres étant coupées et empêchant le PKK d'alimenter les combattants kurdes en armement et munitions.

Le PYD a de plus manifesté des compétences sur un terrain jusqu'à largement occupé par les djihadistes : celui de la propagande. Des vidéos d'une qualité époustouflante (2) ont commencé à circuler pour valoriser les efforts et les réussites militaires des combattants kurdes. Le niveau technique est au moins aussi élevé que celui de l'EI, qui a pourtant développé une véritable expertise en la matière.

DES KURDES DANS TOUS LES CAMPS

L'EI ne désigne pas les Kurdes comme une cible prioritaire et aspire, au contraire, à intégrer ces « frères » dans son propre effort militaire. Dans un article, le journaliste de France 24 Wassim Nasr (3), cite plusieurs sources assurant que des djihadistes kurdes figurent dans les rangs de l'État islamique. Bien qu'ils restent largement minoritaires, leur présence confirme que les combats entre djihadistes et Kurdes ne reposent pas sur une opposition ethnique, mais sur des incompatibilités politiques et stratégiques. Il existe d'ailleurs des chants à la gloire d'Abou Bakr al-Baghdadi, le leader de l'EI, en langue kurde.

« Une grande majorité des Kurdes est hostile aux djihadistes, explique Romain Caillet, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient de Beyrouth. Mais il y en a effectivement dans tous les camps. » Notant la présence de chefs militaires kurdes originaires de Syrie ou d'Irak au sein de l'EI, mais aussi du Front al-Nosra, se revendiquant d'Al-Qaïda, il relève que les discours officiels djihadistes assurent que l'EI n'a pas de griefs directement dirigés contre les Kurdes. « Le prosélytisme djihadiste est nouveau en Syrie, relève cet observateur de la région : c'est probablement pour cela qu'il y a moins de Syriens dans les rangs de l'État islamique que de Turcs ou d'Irakiens. »

Les Kurdes, présents dans tous les camps, sont ainsi également aux côtés de l'Armée syrienne libre. Si cette dernière est aujourd'hui



Ravitaillement en vol d'un F-15E opérant au-dessus de la Syrie. Célébrée comme une victoire, la reprise de la ville de Kobané, au terme de près de quatre mois de combat, est essentiellement due à l'appui aérien occidental. (© US Air Force)

complètement étouffée entre les groupes djihadistes et les forces de Damas, elle cherche à maintenir la tête hors de l'eau. Elle a ainsi envoyé un modeste détachement en renfort à Kobané. La présence de Kurdes dans tous les groupes ne participe pas à la compréhension d'une situation où les alliances semblent condamnées à évoluer encore : début janvier,

“ En marge de l'État islamique, un nouvel espace kurde est ainsi en train de s'imposer, sans aucune réalité officielle. Inquiétant particulièrement la Turquie, il est de fait administré et sécurisé par le PYD, et donc par le PKK. ”

des affrontements violents ont ainsi éclaté entre l'armée syrienne et les combattants du PYD, entraînant une dizaine de morts de chaque côté, dans des combats inédits dans le secteur d'Hassaké, dans l'est de la Syrie.

INCERTITUDE, PLUTÔT QUE SOLUTION

Alors que les Américains et leurs alliés, notamment français, commencent à livrer de l'armement aux différents groupes kurdes tout en déployant des moyens humains à travers des équipes de mentoring, ils semblaient défendre l'idée que les Kurdes pourraient permettre une inversion de la situation stratégique sur le terrain. Si les djihadistes ont concédé un certain recul en Irak, ils continuent d'occuper une large partie du pays et de la Syrie. Les opérations aériennes les ont contraints dans leur mobilité, incontestée jusqu'à l'automne 2014.

Pourtant, les Kurdes ne devraient pas être les troupes au sol indispensables à la conquête des territoires de l'EI et à la restauration d'une sécurité régionale. En Irak comme en Syrie, la priorité est la défense d'intérêts politiques et stratégiques propres aux différents groupes kurdes... et pas toujours identiques (4). Le coût en vies humaines ne justifie pas pour eux de poursuivre l'effort pour libérer les zones relevant de la responsabilité de Bagdad et de Damas.

Ainsi, si les avancées kurdes – ou plutôt les reculs djihadistes – offrent un signe encourageant sur le terrain, elles ne manifestent en rien un changement de réalité stratégique en termes géopolitiques. Au contraire, la prise d'autonomie du PKK et l'éloignement toujours plus important du Kurdistan irakien vis-à-vis du pouvoir central font émerger de nouveaux facteurs d'instabilité dans une région déjà en proie à l'incertitude. ■

Notes

(1) Romain Mielcarek, « De l'Irak à la Syrie : convergence de feux aériens contre l'État islamique », *DSI*, n° 108, novembre 2014.

(2) À titre d'exemple, consulter le film intitulé « *Tribute to the Female Fighters defending the Kurdish Stalingrad Kobani* ». La qualité du tournage et des effets spéciaux laisse d'ailleurs penser qu'une aide étrangère a permis cette réalisation.

(3) Wassim Nasr, « Les Kurdes sont-ils les bienvenus dans l'EIIL ? », *France24.com*, 1^{er} juillet 2014.

(4) Arthur Quesnay, « The Sunni Revolution and the Outburst of Community Divisions in Iraq », *noria-research.com*, 18 décembre 2014.